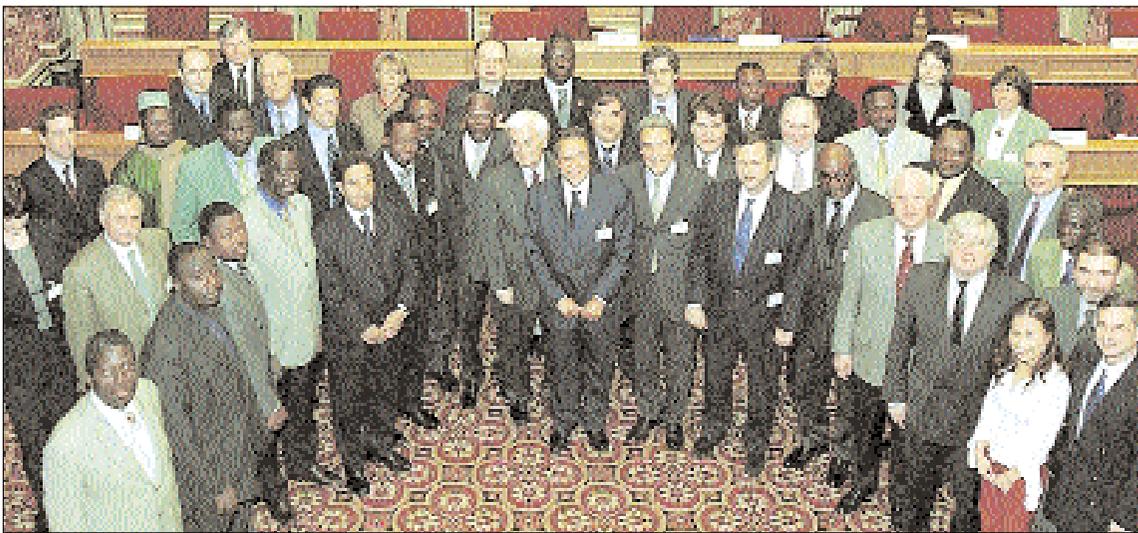


Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

La Francophonie parlementaire réunie à Luxembourg



Les membres de la Commission politique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie réunis à Luxembourg

Développement durable, paix, sécurité, démocratie et bonne gouvernance, ainsi que les situations de crise politique dans l'espace francophone, les suivis du Sommet de Beyrouth et de la Déclaration de Bamako, de même que la crise irakienne – ce furent là les thèmes principaux à l'ordre du jour de la réunion de la Commission politique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie qui a eu lieu du 4 au 5 mars 2003 à Luxembourg.

Créée en 1967 à Luxembourg sur une idée du Président du Sénégal Léopold Sedar Senghor, l'APF regroupe plus de 60 Parlements

d'Etats et de communautés ayant la langue française en partage. L'APF œuvre en particulier pour que des valeurs telles que la démocratie représentative fondée sur la tenue d'élections libres, l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme soient unanimement reconnues par les Etats membres de la Francophonie. Elle mène également des actions déterminées en faveur de la consolidation de la démocratie se traduisant entre autres par l'envoi de missions d'information ou d'observation d'élections et la réalisation de programmes de coopération interparlementaire.

La Chambre des Députés du Luxembourg a été représentée lors de cette réunion par M. Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF. La Commission politique de l'APF a par ailleurs été reçue par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ayant dans ses attributions la Francophonie, M. Paul Helming, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg ainsi que par M. Pierre Garrigue-Guyonnaud, Ambassadeur de France.

Spezialausschuss "Stupéfiants" im Drogenhilfezentrum Saarbrücken:

Druckraum als Raum ohne Druck

Das Drogenhilfezentrum mit seinen verschiedenen Angeboten - von der Ausstiegs- zur Überlebenshilfe - ist an jedem Tag Anlaufstelle für etwa 350 Drogenabhängige aus Saarbrücken und Umgebung. Seit April 1999 verfügt dieses Zentrum auch über einen Drogenkonsum- oder Druckraum, eine von 21 Fixerstuben in Deutschland. Schwerstabhängigen ist es gestattet, dort - unter Aufsicht - mitgebrachte Drogen (intravenös) zu konsumieren, ohne sich der Gefahr einer Strafverfolgung auszusetzen.

Die Nutzer des Raumes müssen älter als 18 Jahre sein; sie werden, allerdings nur zu internen Kontrollzwecken, registriert. Der Drogenkonsumraum ist täglich von 10:00 bis 19:00 Uhr geöffnet. Außerhalb seiner Mauern und Öffnungszeiten ist jeglicher Dro-

genkonsum auf dem Gelände des Zentrums untersagt. Kürzlich besuchten Mitglieder des Spezialausschusses „Stupéfiants“ der Abgeordnetenkammer diese Einrichtung, nach deren Vorbild auch in Luxemburg eine Fixerstube entstehen soll.

Das Projekt habe sich bewährt, berichteten ihnen die Verantwortlichen des Hilfezentrums und des zuständigen saarländischen Landesministeriums unisono: „Seit der Inbetriebnahme unseres Druckraums ist hier noch kein Abhängiger an einer Überdosis gestorben.“ Die Einnahme der gefährlichen Substanzen unter Aufsicht von krankenschulter Personal erlaube schnelles Eingreifen und Helfen, sobald die Gesundheit oder gar das Leben eines Abhängigen in Gefahr gerate.

Von der Eröffnung des Drogenkonsumraums habe letztlich die gesamte Bevölkerung profitiert: „Heute gibt es keine offene Drogenszene mehr in Saarbrücken.“ Konflikte mit den direkten Anwohnern einer solchen Einrichtung seien jedoch wohl nicht zu verhindern: Das Phänomen Drogenabhängigkeit in der Nachbarschaft mitsamt seinen Nebenerscheinungen (wie etwa Beschaffungskriminalität oder -prostitution), gelte vielen Menschen als Beeinträchtigung ihrer Lebensqualität. Allerdings sei eine zentrale Lage für ein solches Zentrum unabdingbar. Nur sie garantiere, dass das Hilfsangebot von den Hilfsbedürftigen auch angenommen werden könne. Das Drogenhilfezentrum liegt 10 Minuten Fußweg vom Saarbrücker Hauptbahnhof entfernt.

Visites à la Présidence



Au cours de la matinée du 26 février, le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, a reçu MM. Vyatcheslav Pozgalev, Gouverneur de la région de Vologda (Fédération Russe) qui était pendant trois jours en visite à Luxembourg sur invitation du Conseil d'Etat. Le Gouverneur s'est particulièrement intéressé au fonctionnement de l'institution parlementaire luxembourgeoise.



Le 26 février, M. Spautz a accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés S.E. M. Soliman Awaad, ambassadeur de la République Arabe d'Egypte.



Le même jour, M. Niki Betten-dorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, a rencontré son homologue mongol, M. Jamsrangiyn Byambadorj, qui assure la Vice-Présidence du Grand Khoural d'Etat (Parlement) de Mongolie.



Les deux ambassadeurs entourés du Président et du Secrétaire général de la Chambre des Députés

Le Président de la Chambre des Députés est en contact régulier avec les membres du corps diplomatique accrédités au Luxembourg. Ainsi, au cours de la matinée du 14 février, il a reçu les ambassadeurs de la Confédération Suisse et de la République Tchèque à l'Hôtel de la Chambre des Députés. L'ambassadeur suis-

se S.E. Mme Ingrid Appelbaum-Pidoux, et l'ambassadeur tchèque S.E. M. Pavol Sepel'ák - tous les deux depuis peu en poste à Luxembourg - ont effectué une visite de courtoisie auprès du Premier Citoyen du pays qui sera pour quelque temps leur lieu de résidence et de travail.

Ordre du jour

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

(Dépôt d'une série de 47 amendements - Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Michel Wolter, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da gi mer dem Här Gira d'Wuert.

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Här President, ech géng mer erlaben am Ufank vun der Sitzung am Numm vun der grénger Fraktioun 47 Amendementer ze déposieren zum Wahlgesetz. Fein wéi ech si maachen ech dat am Ufank vun der Sitzung, fir dass de Greffe eng Chance huet sech drop ze preparéiere wann dorwuer ofgestëmmt gëtt, mä awer och déi eenzel Fraktiounen sech a Rou kënnen dat ukucken. Vlächicht fällt deem engen oder aneren da bäi, awer d'Amendementer ze stëmmen. Mäin Optimismus hält sech zwar do a Grenzen. Här President, ech géng lech domat des Amendementer iwwerreechen.

Dépôt d'une série de 47 amendements

1) Art. 1er.-

Le point 2 de l'article 1 est modifié comme suit:

«2° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

2) Art. 2.-

Le point 1 de l'article 2 est modifié comme suit:

«1° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

3) Art. 2.-

Le point 4° est modifié comme suit:

«4° pour les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant une année et demie au moins;»

4) Art. 2.-

La première phrase du point 5, article 2, est modifiée comme suit:

«5° pour les autres ressortissants étrangers, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi pendant une année et demie au moins.»

5) Art. 3.-

L'article 3, 2° est modifié comme suit:

«2° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

6) Art. 3.-

Le point 5 de cet article 3 est modifié comme suit:

«5° pour les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé, au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant une année et demie au moins;»

7) Art. 4.-

Il est inséré un nouvel alinéa 2 à l'article 4:

«Les modalités pour constater la qualité d'électeur des ressortissants non-luxembourgeois sont fixées par règlement grand-ducal.»

8) Art. 7.-

L'article 7 est remplacé par le texte suivant:

«Les listes des électeurs sont permanentes, sauf les radiations et inscriptions qui peuvent avoir lieu, soit lors de la révision annuelle, soit en vertu du changement de résidence électorale, soit en vertu d'une rectification par la Cour supérieure de justice.»

9) Art. 12.-

La 2e phrase du premier alinéa de l'article 12 est modifiée comme suit:

«Elles sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms et mentionnent, en regard des nom, prénoms, sexe et domicile de chaque électeur, le lieu et la date de sa naissance.»

10) Art. 52.-

L'article 52 est modifié comme suit:

«A dater du 1er janvier de chaque année, les élections se font d'après les listes révisées. Sont également admises à participer aux élections les personnes qui auront atteint l'âge de seize ans au jour des élections.»

A cet effet, la liste établie au 1er janvier recense en annexe toutes les personnes qui atteindront l'âge de seize ans au cours de l'année en question.

Au fur et à mesure que l'âge de seize ans est atteint, les personnes concernées seront rajoutées sur la liste électorale.»

11) Art. 89.-

L'article 89 est abrogé.

12) Art. 90.-

L'article 90 est abrogé.

Il est ajouté un nouvel article 126:

«Dans le cas d'un accouchement, la députée qui devient mère ou le député qui devient père peut demander un congé de ses fonctions dans les conditions des articles XXII et XXIII de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi. Pendant ce temps, il ou elle peut se faire remplacer par le candidat ou la candidate qui vient sur sa liste après les personnes élues. Dans ce cas, la mère ou le père touche l'allocation prévue par la loi. Après son congé son mandat lui est restitué.»

13) Art. 129.-

Le paragraphe (1) de l'article 129 actuel est modifié comme suit:

«(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 54 de la Constitution, le mandat de parlementaire est incompatible avec le mandat de membre du Parlement européen, avec la qualité de fonctionnaire, ...»

14) Art. 131.-

L'article 131 actuel est modifié comme suit:

«Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage; dans le cas où ils sont élus ensemble, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté, aussi longtemps que la parité n'est pas atteinte. S'il s'agit de deux personnes du même sexe, il est procédé par tirage au sort à la proclamation du candidat élu.»

15) Art. 134.-

L'article 134 actuel est modifié comme suit:

«Les élections pour pourvoir au remplacement des députés sortants ont lieu, de plein droit, de cinq en cinq ans, le premier dimanche du mois de mars, conformément aux articles 121 et suivants de la présente loi.

Les élections législatives ont toutefois lieu à la date fixée par règlement grand-ducal pour les élections européennes, si ces élections doivent avoir lieu au cours du mois de mars de la même année.

En cas de dissolution de la Chambre, il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.»

16) Art. 135.-

A l'article 135 actuel, il est inséré un nouvel alinéa trois:

«Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.»

17) Art. 135.-

Au même article, l'alinéa 3 actuel est modifié comme suit:

«La liste comprend les nom, prénoms, sexe, profession et domicile séparément pour les candidats et les présentants.»

18) Art. 140.-

L'alinéa premier de l'article 140 actuel est modifié comme suit:

«Le président du bureau principal de la circonscription formule incontinent le bulletin de vote qui, agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres, reproduit les numéros d'ordre et la dénomination des listes ainsi que les nom, prénoms et le sexe des candidats et indique le nombre des mandats à conférer.»

19) Art. 149.-

L'article 149 actuel est abrogé.

20) Art. 161.-

A l'article 161 actuel, ajouter après 2e alinéa:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

21) Art. 186.-

L'article 186 actuel est modifié comme suit:

«Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de cinq ans, à compter du 1er janvier qui suit leur élection, nonobstant des dispositions de l'article 187 de la présente loi.

Ils sont rééligibles.

La réunion ordinaire des électeurs, à l'effet de procéder au remplacement des conseillers sortants, a lieu de plein droit, de cinq en cinq ans, le deuxième dimanche d'octobre.»

22) Art. 192.-

Le point 1° de l'article 192 actuel est abrogé.

23) Art. 192.-

Ajouter au point 2° actuel du même article 192 l'alinéa suivant:

«Pour les autres ressortissants étrangers, être pour toute cette période en possession d'une autorisation de séjour, des papiers de légitimation prescrits et d'un visa si celui-ci est requis, tels que ces documents sont prévus par la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, telle qu'elle a été modifiée par la suite.»

24) Art. 192.-

Le deuxième alinéa du point 4 actuel est modifié comme suit:

«Pour les ressortissants non-luxembourgeois, il faut en outre être domicilié sur le territoire luxembourgeois et y avoir résidé, au moment du dépôt de la candidature, pendant cinq années.»

25) Art. 192.-

Le dernier alinéa ainsi que les points 1° à 3° sont modifiés comme suit:

«Les modalités pour constater les conditions d'éligibilité des ressortissants non-luxembourgeois sont fixées par règlement grand-ducal.»

26) Art. 195.-

A l'article 195 actuel, ajouter un nouvel alinéa après le point 3:

«Si un bourgmestre accepte le mandat de membre du Parlement européen, il est déchu de plein droit de son mandat de bourgmestre.»

27) Art. 201.-

La première phrase du 1er alinéa de l'article 201 actuel est modifié comme suit:

«La déclaration indique les nom, prénoms, sexe, domicile, profession et nationalité du candidat.»

28) Art. 206.-

Le 4e alinéa de l'article 206 actuel est modifié comme suit:

«Le relevé des personnes élues doit indiquer le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs personnes élues.»

29) Art. 217.-

L'article 217 actuel est abrogé.

30) Art. 223.-

Ajouter après le 1er alinéa de l'article 223 actuel:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

31) Art. 228.-

Le premier alinéa de l'article 228 actuel est modifié comme suit:

«Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par vingt-cinq électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction.»

32) Art. 228.-

Insérer un nouvel alinéa trois:

« Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.»

33) Art. 228.-

Modifier l'alinéa 4 actuel:

«La liste indique les nom, prénoms, sexe, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal, sortant ou en fonction qui les présentent.»

34) Art. 229.-

Le 2e alinéa de l'article 229 actuel est biffé.

35) Art. 236.-

L'alinéa 3 de l'article 236 actuel est modifié comme suit:

«Le relevé des personnes élues à adresser au commissaire de district doit indiquer le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs personnes élues.»

36) Art. 236.-

L'alinéa 5 de l'article 236 actuel est modifié comme suit:

«Cette affiche reproduit, sur une même feuille et en gros caractères, les nom, prénoms, sexe, profession, nationalité et domicile des candidats de toutes les listes enregistrées. Pour chaque liste, l'ordre de présentation des candidats y est maintenu.»

37) Art. 237.-

Le premier alinéa de l'article 237 actuel est modifié comme suit:

«Le président du bureau principal formule incontinent les bulletins de vote qui sont imprimés sur papier électoral, conformément au modèle annexé à la présente loi, et agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres; ils reproduisent les numéros d'ordre et les dénominations des listes ainsi que les nom, prénoms et le sexe des candidats et indique le nombre des conseillers à élire.»

38) Art. 247.-

L'article 247 actuel est abrogé.

39) Art. 254.-

Ajouter après le 2e alinéa de l'article 254 actuel:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

40) Art. 260.-

La 2e phrase du premier alinéa de l'article 260 actuel est modifiée comme suit:

«Ce relevé doit contenir le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs élus.»

41) Art. 287.-

Le paragraphe (1) de l'article 287 actuel est modifié comme suit:

«(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 54 de la Constitution, le mandat de membre du Parlement européen est incompatible avec le mandat de député, avec le mandat de bourgmestre, avec la qualité de fonctionnaire, ...»

42) Art. 291.-

Insérer un nouvel alinéa trois à l'article 291 actuel:

«Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.»

43) Art. 291.-

Modifier la première phrase du 3e alinéa actuel comme suit:

«La liste comprend les nom, pré-noms, sexe, date et lieu de naissance, nationalité, profession et domicile des candidats.»

44) Art. 291.-

Biffer la deuxième phrase du 5e alinéa actuel.

45) Art. 296.-

Le premier alinéa de l'article 296 actuel est modifié comme suit:

«Le président du bureau principal de la circonscription formule incontinent le bulletin de vote qui, agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres, reproduit les numéros d'ordre et la dénomination des listes ainsi que les nom, pré-noms et le sexe des candidats et indique le nombre des mandats à conférer.»

46) Art. 306.-

L'article 306 actuel est abrogé.

47) Art. 320.-

Ajouter à l'article 320 actuel un nouveau 3e alinéa:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

(s.) Camille Gira, François Bausch, Robert Garcia, Jean Huss, Renée Wagener.

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4885 iwwert d'Wahlgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeleucht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Klein, Graas, Jaerling, Gira, Urbany an d'Mme Wagener.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marco Schank.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, den 13. Dezember 2001 huet den Innenminister de Projet de loi 4885 fir eng Reform vum Wahlgesetz vum 31. Juli 1924 - dat ass jo schonn eng Zäitchen hier - déposiert. Am Juli d'lescht Joer ass d'Gesetz vum Statsrot aviséiert ginn an enger Partie Avisen huet d'Kommissioun de 14. Januar dëst Joer nach eng Rei Amendementer un de Conseil d'Etat weidergeleet.

D'Wahlgesetz ass natierlech am Laf vun der Zäit och ëmgeännert ginn, zum Beispill de 25. Februar 1979. Dat war deemools am Kontext mat der Direktwahl vun de Repräsentanté fir d'Europaparlament. An nach eng Kéier, de 7. Januar 1999, ass et op dëser Plaz ëmgeännert ginn am Zesummenhank mat dem deelweis Zreckerstatte vun de Wahlkampfkäschte fir d'Parteien an d'Groupements politiques am Kader vu Chamber- an Europawahlen. Genau dëst ass ee vun de Grënn och firwat et sennvoll war fir déi verschiddenen Texte, déi de Moment a Kraaft sinn, an engem eenzege Text homogen zezusammenzefaassen.

Un éischter Stell wollt ech awer all menge Kolleegen a Kolleginnen aus der Chamberkommissioun merci soen, déi an net manner wéi 12 Sëtzunge mat mir zesummen deen neie Projet de loi fir d'Emännerung vum Wahlgesetz analyséiert hunn. Ech mengen, datt et och insgesamt e ganz konstruktiven Exercice war.

Am Ufank vum Rapport stellt d'Kommissioun fest, datt d'Wahlgesetz eent vun deene wichtigste Gesetzter an eiser Demokratie duerstellt, dat e wichtige Garant vun eiser Demokratie duerstellt, respektiv och eng vun de Saile vun eisem institutionelle System.

Wichtig ass ze soen, datt den Innenminister, ier de Projet de loi iwwerhaupt formuliert gouf, all d'Parteien aus der Chamber konsultéiert huet, fir se ëm hir Meenung ze froen, fir datt am Endeffekt dat neit Wahlgesetz op e méiglechst breede Konsens soll gestallt ginn, e Konsens vun allen demokratesche Kräften hei am Land. Dat heescht, datt d'Parteien dee Moment, also virum Dépôt a virum der Formulierung vum Gesetz 2000/2001, d'Zäit an d'Méiglechkeet haten an hire Parteigremien déi wichtigst Sujete vun der Législation électorale ze debattéieren.

Den Text dréit ëm véier Axen.

Éischtens déi allgemeng gültig Dispositiounen, déi fir déi dräi Wahlen, Gemengen- Chamber- an Europawahlen, gültig sinn. Zweetens déi Artikelen, déi mat de Legislativwahlen ze dinn hunn. Drëtens déi Dispositiounen, déi mat de Gemengewahlen zesammenhängen, a véiertens déi déi mat de Wahlen fir d'Europaparlament ze dinn hunn.

Um Enn vun den Aarbechten, dat war ufanks Dezember 2002, huet d'Kommissioun nach e Questionnaire ausgeschafft op enger Rei vu Punkten, op deene keen Accord fonnt gi war, respektiv wou mer gemengt hunn, et sollt een op deene Punkten d'Chambersfraktioun konsultéieren. Dat war ënner anerem d'Onvereinbarkeet vum Mandat vum Europadeputéierten an den nationalen Deputéierten, et war awer och d'Eropsetze vun de Mindeststëmme bei der Virstellung vun de Lëschten, oder och nach den Tirage au sort. D'Fraktiounen hunn entsprechend drop geäntwert. Ech kommen nach op déi Punkten do zréck.

Här President, ech géif dann am Ufank vu mengem Rapport op déi wichtigst Ännerungen an dësem Gesetz agoen. Fänke mer u mat der Altersgrenz beim passiven Wahlrecht fir d'Wahlen alleguer, also Landes- Gemengen- an Europawahlen. Dës Altersgrenz gëtt vun 21 op 18 Joer erofgesat. Dësen Alter entsprécht also an Zukunft genee der Altersgrenz vum aktive Wahlrecht.

Dir wësst, datt mer gëschter genau an deem Punkt do den Artikel 52 vun eiser Verfassung revidéiert hunn. Dat war och eng Bedingung vum Statsrot. Dat heescht, am Avis vum Statsrot am Juli 2002 war dat déi eenzeg Opposition formelle an deem Kontext, an där hu mer dann och gëschter Rechnung gedroen.

Eng weider Ännerung ass déi, datt d'Wahlpflicht vu 70 op 75 Joer eropgesat gëtt. Dat wichtigst Argument heifir ass, datt d'Liewenserwaardung vun de Leit jo an deene leschte Jorzengten eropgaangen ass. Och de Statsrot huet sech deem Argument ugeschloss, dat heescht, d'Leit gi méi al an dofir war d'Kommissioun sech eens fir d'Wahlpflicht op 75 Joer eropzesetzen.

D'Regierung huet proposéiert, fir dann och en anere Punkt, déi erfuenderlech Mindeststëmme, also d'Signatures du soutien, bei der Virstellung vun de Lëschte bei de Landeswahlen, respektiv bei deene Gemengen, déi nom Proporzstëmme, eropzesetzen. Bei der Opstellung vun de Lëschte fir d'Legislativwahlen geet d'Zuel op 100 erop a bei de Gemengen, déi nom Proporzsystem stëmme, klëmmt déi d'Zuel vu 25 op 50 Stëmme. Dir wësst, datt bei den Europawahlen déi Signatures du soutien bei 250 Stëmme leien.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt an dësem Punkt de Statsrot anerer Meenung war wéi d'Auteure vum Projet a schlussendlech

och eng Majoritéit an der Kommissioun. De Conseil d'Etat huet gemengt, datt déi Barrière héich genuch wier an datt een et kleng Gruppierungen net sollt ze schwéier maache fir hir Vue minoritaire, wéi de Statsrot seet, oder Meenungen, déi sech vläicht och nëmme ëm een eenzege Punkt, een eenzege Sujet an enger Lokalitéit oder an enger Gemeng dréinen, deene Gruppierungen och d'Méiglechkeet ze gi fir sech der lokaler Bevölkerung ze presentéieren.

E wichtige Beitrag fir méi Demokratie sinn dann awer och d'Vereinigungen am Kontext vun der Bréifwahl. Eng weider Ännerung, also de Vote par correspondance zum Beispill, wann een un déi grouss Zuel vu Lëtzebuerger Studenten am Ausland denkt. Hei gëtt d'Frist fir d'Demande vun 51 op 30 gesenkt. Insgesamt ass awer och manner Pabeierkrich virgesi fir déi Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen an effektiv un enger Lëtzebuerger Wahl deelhuele wëllen.

Eng weider wichtig an och ganz sennvoll Ännerung am Kontext vun enger méi staarker Integratioun vun eisen auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger ass déi, datt an Zukunft Net-EU-Ausländer d'aktiiv Wahlrecht bei Gemengewahlen kréien. D'Viraussetzung ass hei eng onënnerbrachen Openthaltdauer vu fënnf Joer zu Lëtzebuerg. Doriwwer eraus gëtt dann och, datt ass ebenfalls nei, d'Openthaltdauer fir EU-Ausländer, déi aktiv, respektiv passiv u Wahlen deelhuele wëllen, op fënnf Joer erofgesat.

Här President, ech wollt dann op eng Rei ganz relevant Ännerungen hiweisen, déi mat dësem Projet de loi geschéien um Niveau vun eise Gemengen zu Lëtzebuerg. Fir d'éischt ass et esou, datt d'Sektiounen an de Gemengen ofgeschaaft ginn. Ganz dacks ass hei dat Argument ugeféiert ginn, datt d'Sektiounen eigentlech en Überbleibsel sinn aus der Zäit vun de Rechnungssektiounen, wou och all Sektoren seng eege Finanzierung oder säin eegene Budget hat. En anert Argument, datt d'Gemengeroatsmemberen all d'Bierger representéieren an och datt eng Gemeng definitiv eng eenzeg juristisch Entitéit duerstelle géif. Derbäi kënn, datt ouni Sektionsgrenzen déi zukünfteg Gemengeréit sech alleguer enger Wahl stelle mussen.

Ofgeschaaft gëtt doriwwer eraus och de Ballottage an de Majorzgemengen, also dee berühmten zweete Wahlsonndeg. An Zukunft ass einfach d'Zuel vun de Stëmmen, déi jidderee kritt, definitiv ausschlaggebend.

D'Kommissioun war der Meenung, an ech mengen och déi allermeeschte Politikerinnen a Politiker am kommunale Beräich, datt mat dëser Mesure e ganze Koup Kaméidi an eisen Dierfer géif éviséiert ginn. De Statsrot seet an dësem Kontext, dass de Wieler um éischte Sonndeg jo ee fir allemol seng Meenung seet, déi hie sech am Laf vun enger Campagne gebilt huet.

Eng weider Ännerung ass déi nei Definéierung vun de Komplementärwahlen. Wann an Zukunft eng Plaz fräi gëtt, da kann de Gemengerot den Innenminister froe fir Wahlen ofzehalen oder och net. Komplementärwahlen gi spéitstens dann obligatoresch, wann eng zweete Plaz fräi gëtt an da gëllt dat fir déi zwee Posten.

Eng weider interessant Neierung ass dann och déi - dat war eng Demande aus de Gemengen -, dass déi nei Majoritéiten net méi musse bis den 1. Januar waarde bis se hiert Amt kënnen untrieden, mä et vun deem Moment u kënnen untrieden.

den, wou de Buergermeeschter respektiv d'Schäffen nominéiert oder vereedelegt sinn. Dëst huet de Virdeel, dass déi nei Majoritéit d'Méiglechkeet kritt eigentlech direkt dat wichtigst Instrument vu kommunaler Aarbecht auszeschaffen, dat ass de Budget, an dann déi Jalone setze kann, déi déi nei Majoritéit sech eigentlech vu vir era virgeholl huet.

E weidere Punkt ass, dass d'Patt-situatiounen déi entstinn, wann zwee Kandidaten oder Kandidatinnen déiselwecht Stëmmezuel hunn, esou tranchéiert ginn, dass net méi deen eelste Kandidat erareckelt, mä dass schlussendlech d'Lous entscheet. Hei hat de Conseil d'Etat eng aner Meenung. Hie war entweder fir d'Bäibehale vun deem aktuelle System, wou den Alter Virrang hat respektiv fir dem Sexe sous-représenté Virrang ze ginn. D'Kommissioun huet awer majoritaire gemengt et soll ee keen objektive Kritär uwenden an den Zufall hei gewärde loossen.

Eng lescht Neierung betrëfft d'Grenz vun 3.000 Awunner, déi an Zukunft gëllt, wann eng Gemeng vum Majorz- op de Proporzsystem wiesselt. Souwäit meng Informatiounen stëmme sinn et fënnf Gemengen déi, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, bei den nächste Wahlen am Proporz stëmme ginn: Dippech, Mäertert, Rammerech, Wëntger a Konter.

Duerch dat neit Gesetz falen och d'extra Bestëmmunge fir d'Fusionsgemenge Jonglënster, d'Stausegemeng, Rammerech a Wëntger ewech. Rammerech a Wëntger beispillsweis mat bis elo 13 Gemengeréit kommen elo op 11, well se eben 3.000 Awunner hunn an no der leschter Volkszählung deemno déi nächste Kéier och nom Proporz stëmme ginn.

Dann zum Schluss vläicht nach eng vun den Ännerungen déi dozou bäidroen soll, dass d'Prozedur insgesamt vereinfacht gëtt, dat heescht dass déi zweet Wahllescht, déi beim Distriktscommissaire ausluch, ofgeschaaft gëtt.

Här President, nieft all dësen Neierungen, déi ech hei ernimmt hunn, hu mir awer och an der Kommissioun iwwer eng Rei aner Sujete geschwat, wou schlussendlech vläicht keng Ännerungen, keng Neierungen erauskomm sinn, mä déi awer wichtig Sujete waren, mengen ech, fir vläicht zukünfteg Reformen. Et ass natierlech schonn am Virfeld vum Dépôt vun deem Gesetz - dat hunn ech scho gesot - vun de Parteien, eben op de Wonsch vun Innenminister an de Parteigremien hin, intensiv iwwert déi Punkten diskutéiert ginn, op déi ech elo nach ze schwätze kommen.

Beispillsweis iwwert de Vote obligatoire. Niewent Lëtzebuerg gëtt et d'Wahlpflicht nach an Dänemark, a Griicheland, an der Türkei, awer och a méi grouse Länner wéi Australien oder Brasilien. D'Kommissioun war an hirer grousser Majoritéit der Meenung fir d'Wahlpflicht bäizebehale. Si huet sech do un en Avis vum Statsrot ugehong fir ze soen, dass déi obligatoresch Bedeelegung vun de Wielerinnen a Wieler u Wahlen manner eng Obligatioun ass, mä éischter d'Ausübe vun enger renger Biergerpflicht vu jiddfer Eenzelnen.

Datselwecht wat fir de Vote obligatoire gëllt, ass och fir d'Panachéiere richteg. Och hei huet d'Kommissioun mat enger grousser Majoritéit fir d'Bäibehale vum Panachage optéiert. Do kënn een eng Rei Argumenter widderhuelen, déi an der Kommissioun gesot goufen. Et ass ënner anerem - just fir ee Saz ze soen - vun de Befürworter gesot ginn, dass net nëmme d'Parteien géifen Inhalter vermëttelen, mä eben och Persounen.

Mir hunn och iwwert d'separat Ofhale vun de Legislativwahlen respektiv den Europawahlen diskutéiert. Och hei ass eng Majoritéit der Meenung gewiescht, dës

Wahlen solle weiderhi parallel stattfannen. Et ass awer och gesot ginn, dass eng Valorisierung kéint stattfannen an Zukunft an dass dat éischter iwwer entsprechend Campagné géif gemaach ginn.

E weidert Thema war de Congé politique an d'Formation continue vun de Gemengeroatsmemberen. Hei bestung d'äitlech e Konsens an der Kommissioun a puncto Nécessitéit fir de Congé politique ze reforméieren a verstärkt d'Gemengeroatsmemberen ze forméieren am Kader vun enger Formation continue. Déi zwee Sujeten - dat ass ofgemaach ginn an der Kommissioun - sollen detailléiert am Kader vum Débat iwwert d'Kompetenze Stat/Gemengen traitéiert ginn. Mir wäerten no der Fuesvakanz an der Kommissioun - ech soen emol zwee-, dräimol - nach zréckkommen op dee Rapport, deen da virleie wäert. No der Ouschtervakanz wäert dann och dësen Débat an d'Chamber kommen.

Wat méi eng staark Participatioun vun de Fraen un de politeschen Décisiounen ubelaangt, ass an der Kommissioun zum Beispill iwwert d'Méiglechkeet vu Quotéierungen diskutéiert ginn. An deem Kontext huet d'Kommissioun vun der Egalité des chances de 6. November 2002 en Avis zu der Reform vum Wahlgesetz ofginn an un eis weidergeleet. Hei ass ënner anerem un en eestëmmege Vote vun enger Motioun ernéiert ginn, déi eng Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Lëschte mat maximal zwee Dréttel vu Kandidaten zum selwechte Sexe virgesinn huet.

Ech erënnere an darselwechter Thematik drun, dass den 9. Dezember 2002 en Hearing an der Chamber stattfonnt huet, deen vun der Egalitéskommissioun proposéiert gi war, a wou den CRP Gabriel Lippmann, de Conseil national des femmes an och de Grupp LIDIA invitéiert gi waren, fir ebe mat de Memberen aus der Intérieurskommissioun iwwert déi zukünfteg Repräsentatioun vun de Fraen an der Politik ze diskutéieren.

D'Kommissioun huet an dësem Zesammenhang majoritaire gemengt, dass een eng Quotéierung net soll an d'Gesetz aschreiwen, mä dass een et de Parteien soll iwwerloosse fir esou eng Regelung, wa se dat da wëllen, an hir Statuten anzuschreiwen. Bis ewell, souwäit ech dat iwwerblécken, ginn et zu Lëtzebuerg dräi Parteien, déi dat gemaach hunn.

En anert Thema war beispillsweis de méiglechen Asaz vun dem Vote électronique bei Wahlen. Et gi jo deelweis scho Länner an Europa, déi dat vläicht net insgesamt bei alle Wahlen, mä schonn emol probéiert hunn, respektiv definitiv agefouert hunn. Mir krute gesot dass d'Regierung sech scho Gedanken iwwert dee Sujet gemaach hatt, bis ewell awer nach keen appropriéiert System fonnt hatt deen alle Kritären, besonnesch deem vun der Sécuritéit, géif Rechnung droen.

Kuerz undiskutéiert gouf och eise System vun deene véier Wahlbezierker mat der Fro, ob een net soll iergendwann op de Wee vun enger Circonscription unique goen. D'Kommissioun war an der grousser Majoritéit net dëser Meenung, ënner anerem mat deem Argument - ech zitieren elo just eent -, datt d'Spezifisitéit vun de Regionnen nach wie vor eng ganz wichtig Roll géife spillen.

Här President, ech wollt dann och nach op deen een oder anere Punkt aus dem Avis vum Conseil d'Etat ze schwätze kommen. Ech hunn dat wuel elo schonn am Kontext mat deene verschiddene Sujete gemaach wou Neierungen sinn, respektiv déi an der Kommissioun diskutéiert goufen, mä et sinn der och nach e puer dovunner lassgeléist vum Conseil d'Etat ugeschwat ginn.

Ech wollt an deem Kontext dem Statsrot merci soe fir seng vill a prompt Aarbecht mat engem ganz detailléierten éischten Avis op net manner wéi 72 Säiten, dat ouni säin eegenen Texte proposé.

An deemem Projet de loi stinn och d'Dispositiounen fir déi deelweis Réckerstattung vun de Käschte fir d'Wahlcampagné vun de Parteien - dat wéist Dir. Bis ewell war dat eng Loi spéciale. Dës Dispositiounen sinn elo an d'Wahlgesetz erageholl ginn. Déi Loi spéciale war vum 7. Januar 1999. Ech hunn lech scho virdrun dovun geschwat.

De Statsrot ass eigentlech net mat deser Virgoensweis d'accord gewiescht an huet gemengt dee ganze Finanzement vun de Wahlcampagné misst an enger Loi spéciale bleiwen. Virun allem huet de Statsrot insistéiert, dass endlech eng méi allgemeng a méi komplett Definitioun vun de politesche Parteien misst fonnt ginn, fir se op des Manéier méi fest an eisem institutionelle System ze verankeren.

A sengem Avis vum 9. Juli huet de Statsrot d'Fro opgeworf, wou de Referendum mat entsprechehenden Dispositiounen seng Plaz kënn fanen, zum Beispill a puncto Collèges de vote, wéi dann do d'Stëmmen ofgi ginn oder wéi d'Bulletinen ausgezielt ginn. De Statsrot mengt dass et logesch wär, wann déi Dispositiounen le moment venu an den Text iwwert d'Wahle géifen integréiert ginn.

D'Kommissioun huet och hei d'Meenung vertruuden, den Ofschloss vun den Aarbechten vun der Verfassungs-Kommissioun ofzewaarden ier et iwwerhaapt an dem Sujet weider geet.

Dann huet de Conseil d'Etat och nach d'Problematik vum Partenariat civil opgeworf. Enk Familjerelatiounen spillen an deem engen oder anere Fall am Wahlgesetz eng Roll. Am Mee 2002 gouf de Projet de loi 4946 iwwert d'Effets légaux vu verschiddene Partnerschaften déposiert. De Conseil d'Etat weist drop hin, dass d'Dispositiounen vun deem Gesetz Retombée wäerten hunn op d'Wahlgesetzgebung.

Dann huet de Statsrot nach drop higewisen, dass den Text vum Projet de loi nach wie vor d'Méiglechkeet opléisst, dass ee Kandidat fir d'Europawahl sech och de Chamberwahl stelle kann, en Thema wat jo och nach déi lescht Deeg diskutéiert gouf. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass des Problematik am Virfeld vum Dépôt respektiv der Formulierung vum Projet de loi involvëiert vun alle Fraktiounen a Parteien diskutéiert gouf. Jiddefalls war dat a menger Partei de Fall.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet während den Aarbechten vun der Kommissioun eng ganz Partie Amendementer erageeicht, déi am Laf vun eisen Aarbechten diskutéiert, analyséiert an och ofgestëmmt goufen.

Ech wëll nach drop hiweisen, dass den ursprüngelechen Timing fir den Ofschloss vun den Aarbechten vun der Kommissioun net konnt agehale ginn. Dat ass och gëschtler schonn op deser Plaz gesot ginn. Doduerch dass de Projet fir des Woch programméiert ginn ass, ass, muss ech éierlech soen, eng gewëssen Hetz entstanen, wou ëmmer d'Gefor besteet dass Fehler sech aschläichen, ëmsou méi mir mat engem ganz komplexen an och juristeschen schwierigen Text ze dinn hunn.

Virun zwee Deeg huet d'Chamberkommissioun de Rapport ugeholl, nodeem eng Rei Ännerungen nach decidéiert gi waren an där Sëtzung. Vu verschiddene Memberen ass nach eng Kéier op déi Opposition formelle higewise gi vun engem vun den Amendementer - ech mengen, et war Nummer 7 - am Avis complémentaire vum Statsrot, déi d'Kommissioun eigentlech iwwereneestëmmt als Malentendu ugesinn hat. No Récksprouch mam Statsrot ass schlussendlech kloer

gewiescht, dass mer hei net laanscht een Amendement kéimen, wat schlussendlech d'Akraaftriede vum Gesetz hypothekéiert hätt.

An enger leschter Sëtzung gëschtler huet d'Kommissioun e Rectificatif zum Rapport vum 10. Februar gestëmmt, fir op den alen Text zréck ze kommen. Den Texte initial huet effektiv an deem Punkt virgesinn a gesäit och elo vir, dass d'Membere vum Bureau de vote, also mat de Sekretären, op der Wielerléscht vun där Gemeng mussen stoe wou se siégieren. Dat ass quant au fond och d'Meenung vum Statsrot gewiescht, deen a sengem Avis d'Beispill vu Frankräich zitéiert huet, wou e seet, Frankräich hätt duerchgehend nach méi kleng Gemenge wéi mir, an do wär dat och eng Obligatioun. D'Kommissioun hat do ursprüngelech eng aner Meenung.

Ech wëllt dann zum Schluss mat Nodrock drop hiweisen - dat hu virdrun och Membere vun der Opposition gesot -, dass mir an deene ville Sëtzungen d'Gesetz wierklech an allen Detailer an och ganz concencieux belicht an diskutéiert hunn. Insgesamt kann ee soen, dass mir dese Projet op eng ganz konstruktiv Manéier an och mam Engagement vun all Member aus der Kommissioun diskutéiert hunn.

Ech géif also mengen, dass no deene sëllegen Efforten, besonnesch an deene leschten Deeg, mir net nëmmen e wichteg Gesetz haut wëlle stëmmen, mä och e gutt Gesetz, wat eng ganz Partie wesentlich a positiv Ännerunge fir d'Wahloperatiounen vun deenen nächste Jore bréngt wäert.

Zum Schluss, Här President, wollt ech alle Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus der Chamber, dem zoustännege Ministère an och eiser eegener Fraktioun merci soen, dass trotz dem Stress vun deene leschten Deeg an den eventuellen Nuetschichten eng ganz valabel Aarbecht gemaach konnt ginn, an ech hoffen dofir dass eng breet Majoritéit an deser Chamber dës Gesetz stëmme wäert.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur merci fir säi gudden Bericht. Dës Kéier him ee besonnesche Merci, well en hat et net einfach gemaach kritt vu senger Koalitionsskollegen, besonnesch och net vu sengem Fraktiounschef.

Dat hei ass awer net déi grouss Reform vun eisem Wahlrecht, esou wéi se vun Innenminister ugekënnegt gi war. Et ass éischter eng Ausbesserung vun deem jetzege System. Virausgesot ass eng Rei vun acceptablen Neierungen. Wa mir Zäit gelooss kritt hätten, hätte mir kënnen méi wäit goen an e ganz fortschrëttlech Gesetz maachen. D'Regierung huet vun Ufank un op de Konsens gehalen, an zwar schonn am Virfeld ier de Projet de loi definitiv ausgeschafft ginn ass. Eng méi breet Diskussioun konnte mir net féieren, well dat net gewënscht war.

D'Wahlrecht ass e fundamentaalt Biergerrecht. Déi éischt Relatioun, déi de Bierger mam Pouvoir huet, trëtt bei de Wahlen op. Et wär och net oninteressant gewiescht, wann een an deemem Kader och hätt kënnen e wéineg iwwert déi geschichtlech Entwécklung vum Wahlrecht zu Lëtzebuerg schwätzen, iwwert de Passage vum Suffrage restreint, dem Suffrage censitaire, capacitaire bis zum Suffrage universel. Dat war awer aus Zäitgrënn net méiglech, well mir jo ënner Zäitdruck gesat gi sinn, dës Gesetz misst schnellstméiglechst eraus gequësch ginn.

Et sollen dem Bierger duerch dës Gesetz d'Konditiounen fir him zu sengem Recht ze verhëlfen, d'Conditions de jouissance, méi liicht gemaach ginn. D'Bestëmmunge fir et auszeféieren, d'Conditions d'exercice, si méi einfach gemaach ginn.

Dat aktiivt an dat passivt Wahlrecht hunn hir Racinen an eiser Verfassung. Mam Gesetz vum 1995 hu mir als Konsequenz vun der europäescher Citoyennetéit d'Ouverture gemaach fir d'Bierger aus der Europäescher Union ënnert bestëmte Konditiounen un de Gemengewahlen deelhuefen ze loosse. Mer haten zimlech restriktiv Bedingunge festgeluecht wat d'Résidence vun den Interesséierten ubelaangt, esouwuel fir dat aktiivt wéi fir dat passivt Wahlrecht.

An deemem Projet de loi ginn op dem Plang Allégement virgesinn, besonnesch wat d'Durée de résidence ubelaangt. Si ass wesentlich erofgesat ginn.

Ze begrëssen ass datt an Zukunft d'Ausländer, déi net aus der Europäescher Union kommen, ënnert deene selwechte Konditiounen wéi d'EU-Bierger zum aktive Stëmrecht bei de Gemengewahlen zougelooft ginn. Dat hate mir an de Programm vun de Sozialisten daitlech ageschriwwen.

Et muss dofir gesuergt ginn, datt d'Ausländer des nei Bestëmmungen, wann d'Gesetz gestëmmt ass, esou séier wéi méiglech zur Kenntnis bruecht kreien. Campagné sinn op allen Niveauen ubruecht, fir d'Net-Lëtzeburger ze sensibiliséieren an hiren neie Rechter Gebrauch ze maachen. Dës nei Rechter solle bei hinnen d'Flicht an d'Verantwortungsbewusstsein erwächen, fir sech un de kommunale Geschécker ze bedeelegen. Besonnesch un de Gemenge selwer ass et, fir iwwert de Wee vun hiren Ausländerkommissiounen Aktiounen an d'Weeër ze leeden, fir déi auslännesch Matbierger an d'Kommunalpolitik erunzezéien, an dat am generellen Intérêt vun hirer Integratioun. All effikass Aktivitéiten an deem Sënn erliichteren et, datt fir d'Gemengewahlen am Joer 2011 e gréissere Revirement op deem Plang ka geschéien.

Ech hat elo grad gesot, datt d'EU-Bierger am Kader vun der Citoyenneté européenne et erlaabt kritt hu fir mat stëmmen ze goen an och dat aktiivt a passivt Wahlrecht ze kréie bei de Gemengewahlen, ënnert verschiddene Konditiounen. Lëtzebuerg kritt Dérogatiounen iwwert de Wee vun där betreffender Direktiv. Mir ginn elo hin an deemem Projet de loi a mer huelen och déi net communautaire Bierger mat era fir hinnen d'Wahlrecht ze ginn. Et wär elo ubruecht fir lues a lues déi Konditiounen, déi mir virgeschriwwen haten, ofzebauen. Et ass och kee Grund fir eng Diskriminierung ze maachen tëschent den Ausländer. Et wär gutt wa se géingen alleguer au même pied d'égalité behandelt ginn.

Dofir géinge mer an enger Motioun hei festhalen an d'Regierung invitéieren, fir au vu vun de Gemengewahlen vun 2011 d'Ausländer allegueren ënnert deene selwechte Konditiounen zu de Gemengewahlen zouzeloossen a fir ab 2011 d'Condition de résidence ofzebauen a fir dann den Droit commun spillen ze loosse.

An deem Sënn, Här President, ginn ech lech eng Motioun of.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que la loi électorale du 31 juillet 1924 telle qu'elle a été modifiée par la suite, accorde le droit de vote actif et passif sous certaines conditions aux ressortissants communautaires non-luxembourgeois pour les élections communales;

considérant que le projet de loi électorale portant modification des lois du 31.10.1977, du 27.7.1978 et du 23.12.1978 prévoit l'octroi du droit de vote actif pour les élections communales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne;

considérant que le droit de vote aux citoyens communautaires a été accordé, sous certaines dérogations, dans le cadre de la citoyenneté européenne;

considérant qu'il y a lieu d'abolir au fur et à mesure les conditions de résidence des citoyens communautaires et de les mettre sur un pied d'égalité avec les électeurs nationaux;

considérant la nécessité d'une meilleure intégration politique de tous les citoyens étrangers, communautaires et extra-communautaires, habitant le territoire luxembourgeois;

invite le Gouvernement

à accorder le droit de vote actif et passif à tous les étrangers habitant le territoire luxembourgeois en vue des élections communales de 2011;

à abolir les conditions de résidence actuellement prévues pour tous les citoyens étrangers habitant le territoire luxembourgeois et à revenir ainsi au droit commun pour tous.

(s.) Jean-Pierre Klein, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Marc Zanussi.

Dat wieren no de Wahle vun 2004 nach sechs Joer no deem nächste Mandat, eng Mandatsdauer duerno. Sechs Joer Mandatsdauer fir d'Gemengeréit ass laang, an dofir stoung och d'Durée vum Mandat fir d'Gemengen zur Diskussioun.

Déi eng wëlle bei sechs Joer bleiwen, déi aner verlaangen eng Reduktioun op fënnf Joer. Déi fir sechs Joer sinn sinn déi, déi an der Verantwortung sinn, an der Majoritéit, déi aner sinn an der Opposition, wou d'Zäit hinne laang gëtt ier se eng nei Méiglechkeet kréie fir un de Pouvoir ze kommen. Mir si bei de sechs Joer bliwwen, well effektiv sinn dat keng sechs Joer fir effikass Aarbecht ze maachen, well déi Zäit an der Proximitéit vun de Wahlen, virun de Wahlen oder no de Wahlen, gëtt am Fong net méi esou intensiv fir d'Gemeng geschafft. Dofir ass et scho gutt wann déi sechs Joer stoe bleiwen. Dann huet een awer déi néideg Zäit fir datt d'Conseilen hir Programmer kennen duerchféieren.

An deem Zesammenhank ass et och wichteg ervirzepräichen, datt an Zukunft déi nei Gemengeréit no de Wahlen esou schnell wéi méiglech hir Aarbechten ophuelen. Bis elo war dat den 1. Januar no de Wahlen, dat war net gutt. Wann eng Majoritéit d'Wahl verluer hat, hat se net méi deen néidegen Elan, oft keng Motivatioun méi fir d'Gemengegeschäfte zu hirem gudden Enn ze féieren.

Et sinn der déi et och nach fäerdeg bruecht hunn, fir hirem Successeur Problemer ze schafen oder ze hanterloossen, déi se selwer nach beschteens an der Lag gewiescht wäeren ze léisen.

Deen ale Conseil zum Beispill huet nach missen, esou wéi et am Gemengegesetz steet, de Budget fir dat nächste Joer stëmme virum 1. Januar a konnt deem neie Conseil seng Vuen an Iwwerleeungen imposéieren. All déi Méiglechkeete ginn elo reduzéiert an déi Nei sinn gespornt fir esou séier wéi méiglech sech ze konstituieren, fir kënnen hir Aarbechten opzehuelen, dat virum 1. Januar schonn.

A propos Konstitutioun vum Schäferot. An der jetzege Praxis ass et jo esou, datt déi neigewielte Majoritéit zesummekënnert a si eenegt sech op d'Konstellatioun vun deem neie Schäferot. Dee gëtt dann dem Grand-Duc, respektiv dem Innenminister zur Nominatioun proposéiert. Dat geschitt elo ouni Pu-

blicitéit. Dat leeft hannert verschlossenen Dieren of. An deene meeschten Fäll gëtt de ganze Gemengerot net zesumme geruff. D'Öffentlechkeet weess iwwerhaapt näischt dovun. Am Sënn vun der Verantwortlechkeet vum Schäferot virun dem Gemengerot wier et normal, datt de Gemengerot duerch e Vote public de Buergermeeschter an d'Schäfte géing nennen, an zwar an enger offizieller öffentlecher Sitzung, wou all Conseiller fräi ka matschwätzen an och mat decidéieren.

Dës Operatioun muss kënnen vun all Interesséierte suivéiert ginn. Dat Ganzt géing also an aller Transparenz stattfannen. Mir hunn och d'Incompatibilitéit ugeschwat tëschent der Funktioun vum Buergermeeschter an dem Europadeputéierten. Mir sinn awer do net zu pertinente Konklusiounen komm. Et ass gewosst, datt et schwéier ass des zwou Funktiounen zu gläicher Zäit anstänneg duerchzuféieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Moment zwar keen esou Fall. Mir haten et awer schonn an der Vergaangenheet an et ass och fir d'Zukunft net ausgeschloss.

Et ass dréngend noutwendeg, datt des Diskussiounen esou schnell wéi méiglech am Zesammenhank mam haaptamtlechen allerdeings gewieltene Buergermeeschter gefouert ginn, dann och d'Diskussioun iwwert d'Veinbarkeet vum Buergermeeschter mat dem Nationaldeputéierten, mat alle Reserven, déi een do kann umellen. Esou Bestriewunge fir en haaptamtleche Bourgmeestre rémunéré anzeféiere gi wäit zréck, an ech erënneren do un eng Proposition de loi vum sozialisteschen Deputéierte Paul Wilwertz. Alleguer déi heibanne sinn, déi Kollegen, déi och nach Buergermeeschter sinn oder Schäfte, wësse wat fir eng Laascht datt se mat all hiren Aarbechten ze droen hunn, wéi vill datt se Dag fir Dag dru sinn, fir hire villsäitegen an ëmmer méi komplizéierten, zwar interessante Missiounen nozekommen,...

(Interruption)

Jo, dat ass richtig.

...dat alles am Interesse an zum Wuel vun hire Gemengebierger, déi ëmmer méi komplizéiert Uspréich, besonnesch un de Buergermeeschter, an awer och un d'Schäfte an esouguer un d'Conseillere stellen.

De Buergermeeschterposten ass net eng Eierfunktions, en Eieramt, Här Strotz. All Partei misste sech doriwwer eens sinn. Ech verstinn net, datt den Innenminister spëttstens bei deser Geleeënheet net dovun profitéiert huet, dee vun alle Säite gefuerderte Congé politique eropzesetzen an de Règlement grand-ducal an deem Sënn ofzeänneren. Eng 50%eg Eropsetzung vum Congé politique fir d'Buergermeeschteren an d'Schäfte wär eng berechtigt Moosnam. Congé politique, deen och misst kënnen op de Mount cumuléiert an op eis Frontalieren ausgedehnt ginn, déi an hire Gemengen e politesch Mandat bekleeden. Domat, Här Minister, hätt Der lech bestëmmt net verginn. Dann hätten eis kommunal Mandatairéi méi Zäit fir sech hire villfältegen Aufgaben nach vill besser hierzeginn. Et wär och eng moralesch Unerkennung vun hirem dagdeeglechen Asaz.

Och elo hätt kënnen u meng Proposition de loi geduecht ginn, déi fuerdert datt de Gemengegewielte Recht op politeschen Urlaub soll kréien, fir sech ze instruieren a weider ze bilden. Et si schonn drai Joer hier, datt des Proposition de loi déposiert ass, an näischt bougéiert an deser Affär. Et wier dach awer am Intérêt vun der Saach selwer an am Intérêt vun deene Gewielten, datt se sech kënnen eng zollid Formatioun verschafe fir d'Amt an aller Dignitéit, en toute connaissance duerchzuféieren.

Dofir, Här Minister, maachen ech en Appel un lech fir gudden Willen

ze weisen an op deem Gebitt d' Aféierung vun dësem Congé politique ze beschleunegen. Dat géing iwwregens och an de Geescht vun der Réforme administrative erapassen. Eng gutt Formation vun de lokale Politiker kéim de Benotzer vun dem Service public zum Gudden.

D'sozial Ofsécherung vu Buergermeeschter a Schaffen ass och enger Léisung ze ënnerwerfen. Et ginn nämlech Buergermeeschteren a Schaffen, déi Jorzéngten a Jorzéngten am Déngscht si vun der Allgemengheet, keng aner oder eng ongenügend aner Ofsécherung haten a spéider dann näischt vun hirer kommunaler Aktivitéit hunn. Dës Leit géinge gären eng adequat Cotisatioun bezuelen, fir no hirem Déngscht eng geregelt Unerkennung ze kréien, déi se verdéngt hunn. Duerno muss och onbedéngt an absehbarer Zäit gekuckt ginn.

Bei Geleechenheet vun der Ofstëmmung iwwert d' Amendementer zu dësem Gesetz hate mer an der Kommissioun zréckbehalen, datt d' Incompatibilitéit géif agefouert ginn tëschent dem nationalen Deputéierten an dem Europadeputéierten, dat mat de Stëmme vun der CSV, de Gréngen an der LSAP. D' DP hat sech enthalen. D' Fraktioun waren iwwregens mat dësem Punkt iwwert de Chamberspräsident befaasst ginn.

Et sollt awer dunn anescht kommen. D' Koalitionspartner ware sech nämlech net méi eens. D' DP wollt vun d' Fank un eng Stagezäit vun dräi Méint, no där deen op zwou Lëscht Gewieltene sech misst entscheiden, entweder fir dat eent oder dat anert Mandat, dat europäesch oder dat nationaal. D' CSV huet duerno hir Meinung geännert an huet op getrennte Lëscht fir déi zwou Wahle gehalen, dat heescht et konnt een net fir déi zwou Wahle kandidéieren. Et huet ee sech missten am Virfeld fir déi eng oder fir déi aner entscheiden.

Den Innenminister huet sech dunn drageluecht an huet gesot, vu datt d' est e Projet ass, deen am Konsens tëschent deenen dräi grouse Parteien ausgeschafft ginn ass, a well et an dësem Punkt kee Konsens gétt, bleift et beim alen Text, also bei der aler Praxis, déi mer elo wollt mam Accord vum Statsrot entérinéieren.

Mir hunn an dësem Punkt an der zoustänneger Kommissioun e Schauspiel erlieft, wat dem demokratischen Parlamentarismus senger net würdeg ass. Déi parlamentarische Kommissioun decidéiert eng gutt Saach. No laanger objektiver Diskussioun war si mat der Unanimitéit vun de Stëmme, nämlech fir d' Onvereinbarkeet tëschent Europadeputéierten an Nationaldeputéierten.

De Statsrot huet dozou näischt auszesetzen. D' Regierungsparteie ware sech duerno net méi eens, d' Regierung hëlt sech d' lescht Wuert a seet: Da bleift et beim alen. An der Kommissioun hunn d' Membere vun der Koalition gefollegt, wéi ëmmer. D' Oppositioun huet zu Recht protestéiert a refuséiert fir nach eng Kéier mat ofzestëmme fir dat réckgängeg ze maachen, wat virdrun en due forme beschloss gi war.

Dat erënnert mech un de Leitartikel vun Lëtzebuerger Wort vum Marc Glesener ënnert dem Titel „Kein Konsens und damit basta?“. Hien huet kritiséiert, dass bei dëser Revisioun vum Wahlgesetz fundamental Problemer, wou kee Konsens fonnt gi wär, net ugepaakt gi sinn. Hie kéint no enger laanger, relativ ausféierlecher Analys zu folgender Konklusioun: „Kein Konsens und damit basta; eine mögliche Schlussfolgerung. Aber dann sollte man sich nicht wundern, wenn sich die Leute immer mehr abwenden von der Politik und allem Politischen.“ Dës Konklusioun gétt duerch d' Haltung vun der Regierung an der politischer Majo-

ritéit an der Kommissioun an dësem Fall beschens ënnermauert.

(Interruption)

Esou Incidenten droen op kee Fall zur Opwärtung vun eiser Chamber bäi, eng Opwärtung op déi, Här President, Dir ëmmer an ëmmer drop hiweist, an zu Recht, an zu där och jiddferree sech heibanne wäert bekennen.

Bis elo war et jo esou, dass een nom Alter vu 70 Joer net méi huet musse viele goen, dat souwuel bei de Landes- wéi bei den Europader bei de Gemengewahlen. Bis zum Alter vu 70 Joer hunn d' Leit der Gesellschaft vill Déngschter geleescht, sief dat um sozialen, wirtschaftlechen oder op villen anere Plangen, méiglecherweis och um politeschen, wou se d' Méiglechkeet hate fir dem allgemengen Intérêt dénglech ze sinn. Si hu bis dohinne hiert Allerbescht gemaach. Si sollen elo kënnen de Rescht vun hirem Liewen an aller Rou an ouni Zwang genéissen. Si brauchen zu näischt méi forcéiert ze ginn. Mir sollten se elo a Rou loossen. Duerfir war et net noutwenneg fir de Wahllalter op 75 Joer erop ze setzen.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wat ass déi richteg Ursaach, Här Klein?

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo, ech weess.

■ Une autre voix.- Dat ass net déi richteg Ursaach.

■ La première voix.- Sot eis emol déi richteg Ursaach, Här Klein.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Den Här Strotz weess se.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Et wär net schlecht, wann déi doten dräi Sätz e bësse méi breet géifen ausgeluecht ginn, wat den Här Klein elo just iwwert déi eeler Leit gesot huet.

■ M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech weess awer déi Ursaach net, Här Klein.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Herno. Et kann een iwwerhaupt iwwert d' Wahlpflicht diskutéieren, a wéi wäit dass et mat der perséinleche Fräiheet am Aklang steet. Lëtzebuerg an d' Belsch sinn déi eenzeg Länner an der Europäescher Unioun, déi déi allgemeng Wahlpflicht kennen. Et wier ubruecht gewiescht, wann een d' Grenz vun der Wahlpflicht bei 70 Joer geloos hat. Ëmmerhi steet et jo och elo scho jiddferengem fräi, fir no 70 Joer nach wien ze goen, wann en dorunner interesséiert ass a Loscht huet ze goen. D' Eropsetzung op 75 Joer bréngt souwiesou net vill, well wann een...

■ Une voix.- Den Här Strotz seet eis elo déi richteg Ursaach.

■ M. Nicolas Strotz (CSV).- Däerf ech dem Här Klein eng Fro stellen?

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

■ M. Nicolas Strotz (CSV).- Kann hie mir soen, ob hie fir oder géint d' Wahlpflicht wier?

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech hu gesot: il y a des pour et des contre. Ech sinn der Meinung, dass do jiddferree seng Meinung...

■ M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech hunn lech gefrot ob Dir derfir sidd!

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech soen lech dat elo, Här Strotz. Et sollt eng Obligatioun sinn, well jiddferree misst do Verantwortung weisen a jiddferree soll sech un de Geschécker, sief et vun den nationalen oder vun de kommunale Problemer, musse bedeelegen.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ass dat kloer elo?

■ M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech mengen net. Also ass hien net dofir?

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dach.

■ Une voix.- Dat war kloer. Merci, Här Strotz.

(Hilarité)

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Déi Eropsetzung op 75 Joer bréngt souwiesou net vill, well wann een net wëllt stëmme goen, dann huet ee sech séier eng plausible Entschëllegung zesumme gebastelt fir sech laanscht dës Pflicht ze drécken. Dofir hätte mir mat där aler Bestëmmung vun der 70-Joer-Grenz kënnen liewen.

■ Une voix.- Dat do war kloer.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Wat den Découpage vun de Circonscriptionen bei de Landeswahlen ugeet, esou war dorwiler eng ganz interessant Diskussioun. Déi gréng Kolleegen hate gemengt et kéint mat enger eenzeger Circonscription fir Lëtzebuerg duergoen. Dat schéngt mir awer net gutt ze sinn a mir hunn déi Iddi och net zréckbehalen, well et ginn elo jo scho Bestriewunge fir méi Circonscriptionen ze maachen, fir dass verschidde Géigenden, déi elo schlecht représentéiert sinn, en Deputéierte garantéiert kréien.

(Interruption)

Bei enger eenzeger Circonscription wär déi Méiglechkeet nach vill méi grous, dass déi Gewielte géingen aus deenen dichtest besiedelte Regiounen aus dem Land ervirgoen. Duerfir schéngt mir eng verstänneg Andeelung vun eisem Land a véier Circonscriptionen déi beschte Léisung ze sinn. De Kandidat soll esou no wéi méiglech un de Wieler eru gerékelt ginn an et soll de Particularitéit vun deenen eenzelne Regiounen vun eisem Land bei dem Découpage vun de Circonscriptionen Rechnung gedroe ginn, quitte dass et sech heiansdo als noutwenneg erweist, dass een déi eng oder aner Redressementer un deene verschidde bestehende Circonscriptionen géing virhuelen.

Ech gesinn zum Beispill net a firwat nach ëmmer d' Gemeng Koplescht zum Wahlbezirk Süde gehéiert, an datt besonnesch de Briddel, dee jo ganz bestëmmt méi Bezéiungen, soziokulturell gesinn, zu der Stad Lëtzebuerg huet - d' Leit vum Briddel a vu Koplescht schaffen an der Stad, hir kommerziell Aktivitéit wéckelen sech an der Stad of, déi meeschte Kanner aus deenen Uertschafte ginn an der Stad an de Postcolaire, d' Stad Lëtzebuerg huet Bezéiungen zu der Gemeng Koplescht op deene verschidde Niveauen -, duerfir misst eng Kéier seriö driwwer nogeduecht ginn ob et net méi richteg wär, wann d' Kopleschter Gemeng zum Wahlbezirk Zentrum géing gehéieren. Natierlech missten d' Bierger aus der Kopleschter Ge-

meng gefrot ginn an dozou hiren Accord ginn.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här Klein, den Här Koepp kéint och all Dag an d' Stad schaffen.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Hien ass awer aus dem Eislek.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Hien huet och e wäite Wee ze maachen.

■ M. Jean-Pierre Koepp (ADR).- An hien ass nach net ëmmer dee leschten hei.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Voilà.

(Hilarité)

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Mir kënnen den Norden awer net...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Net verléieren.

(Hilarité)

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Dir verstitt jo, wat ech domat mengen.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

D' Ofschafung vun de Wahlsektiounen fanne mir eng gutt Saach, besonnesch fir d' Majorzgemengen. Bis 1962, de Rapporteur huet et ugeschnidden, hate mir och verschidde Rechesektiounen an de Gemengen, déi meeschtens mat de Wahlsektiounen iwwerenee gestëmmt hunn. Dat war ëmmer deen Zodi, wann déi Conseile fir déi eenzel Sektionen hiren eegene Budget all Joer opgestallt hunn. Mat de Wahlsektiounen huet an de Gemengen deeselwechte Geescht geherrscht. Jiddferree huet gemengt hie wier eleng Meeschter a senger Sektioon.

■ Une voix.- Dat ass wéi haut bei de Wahlbezierker.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dem Recht no ass dat awer net esou. De Gemengeconseiller huet kee Mandat deen un eng Sektioon gebonnen ass, mä hien huet e Mandat général. Hien huet Kompetenz fir dee ganzen Territoire vun der Gemeng.

(Interruption)

An der Zäit war et sécherlech wichteg, dass deen eenzelne Bierger e Conseiller an der Noperschaft hat an hie wosst u wien dass e sech konnt direkt wenden, wann hien e Problem mat der Gemeng hat, wann den Trottoir net gekiert war oder de Grill net gebotzt war. Haut ass déi Situatioun net méi esou wichteg, duerch d' Mobilitéit an déi modern a villfältig Kommunikatiounsmittelen. All Conseiller, de Buergermeeschter an de Schäfte si fir déi ganz Gemeng do. All Sektioon muss net onbedéngt e Schäfte hunn. Souwiesou wär dat net ëmmer méiglech an deene Gemengen, déi véier, fénnef oder nach méi Sektionen hunn.

De Conseiller, de Buergermeeschter oder de Schäfte hunn net dierfe vun enger Sektioon an déi aner plënnenen, ouni hire Mandat ze verléieren. Dat ass jo lächerlech gewiescht an duerfir ass et schön ze begréissen, dass d' Wahlsektiounen offiziell ofgeschaaft gi sinn. Bis elo konnten d' Gemengeréit dat laut enger bestëmmte Prozedur selwer decidéieren. Et ware Gemengen, wou dat geschitt ass, mä net all hate se de politesche Courage fir dës Operatioun ze maachen.

Bei der Identitéit vun den Electeuren op der Wielerlëscht war an engem Amendement virgesi gi fir de Sexe vum Wieler mat anzedroen. D' DP a mir, d' Sozialisten, ware géint esou eng Moosnam. D' CSV an DÉI GRÉNG waren dofir. Et war also och an dësem Punkt kee Konsens, keng Eenegkeet an der Koalition. De Statsrot huet de Koalitionsparteien an deem Punkt den Dar aus dem Fouss gezunn, andeem hie sech vehement géint esou eng Bestëmmung gewiert huet.

(Interruption)

D' Zuel vun den Ënnerschréfte vun den Electeuren fir d' Lëscht fir déi verschidde Wahlen ze präsentéieren ass och erop gesat ginn. Dat ass fir ze verhënnern oder méi schwierig ze maachen, fir Fantasie- oder onkomplett Lëschten ze präsentéieren.

D' Membere vun de Wahlbüroe si markéiert duerch hir Neutralitéit an Onofhängegkeet géigeniwwer de Kandidaten, déi op de Stëmmziedele stinn. Et geet an Zukunft net méi, dass deen een oder anere politesche Mandatair an engem Wahlbüro sëtzt. Ausser dem Lien de parenté oder enger Allianz mat engem Kandidat däerf zum Beispill och kee Buergermeeschter, Schäfte oder Conseiller méi an engem Wahlbüro sëtzen. Dat geet net méi. Dat alles fir esou vill wéi méiglech d' Neutralitéit an de Wahlbüroen ze garantéieren.

De Sekretär vum Wahlbüro, besonnesch dee vum Hauptwahlbüro, ass eng ganz wichteg Persoun bei de Wahloperatiounen. Ganz oft ass et de Gemengeconseiller, deen a ville Fäll net an der Gemeng wunnt an also net Electeur ass vun der Gemeng, wou hien normalerweis schafft. Dofir wollt mer de System esou loosse wéi e bis elo war, dass de Sekretär vum Wahlbüro net muss Electeur vun der betreffender Gemeng sinn. De Statsrot huet sech formellement dogéint opposéiert. Mir bedauern, dass elo vill kleng Gemengen net méi op d' Hëllef vun hirem Sekretär bei de Wahlen zréckgräife kënnen.

De Vote par correspondance ass och méi einfach gemaach ginn, wat d' Délaie vu senger Ufro ubelaangt. Et wier och gutt gewiescht wann een d' Ursaachen, fir de Vote par correspondance unzufroen, diskutéiert hätt an deem Sënn fir en ofzeschaffen an dese Wahlmodus fräigestallt hätt.

Et wär vill méi einfach fir de betrafene Wieler gewiescht, well deen ass heiansdo an enger onsécherer Situatioun a weess net ob e verhënnert ass oder net um Sonndeg vun de Wahlen, ob et soll de Vote par correspondance beantragen oder net. D' Schafferéit hätten dann och keng Verantwortung a keng Missioun méi gehat, si hätte keng Décisioun méi brauchen ze huelen an där enger oder an där anerer Richtung, et hätt jiddferree gewosst wou en dru gewiescht wär. Wann de Vote par correspondance ugefrot gi wär, dann hätt e kënnen ouni Konditiounen praktikéiert ginn.

Iwwert de Panachege hu mir och geschwat. Mir hunn deen awer bäibehalen. D' Iddi fir en ofzeschaffen ass net duerchgesat ginn. Wa mer soen datt ee soll de Kandidat esou no wéi méiglech un de Wieler erubringen, da muss een dem Wieler awer och d' Méiglechkeet loosse fir den Einzelkandidat op alle Lëschten ze stëmme. Ech fannen, datt mir op deem Plang ee gudd System hunn. All Wieler huet e puer Méiglechkeeten. En huet de Choix fir entweder eng ganz Lëscht ze stëmme oder op enger oder op méi Lëscht seng Leit eraus ze sichen, zu deenen e Vertrauen huet. Dat ass a mengen Aen e ganz gudd Mëschsystem.

Wat an dësem Projet de loi net gutt geléist ass, datt ass de Problem bei Stëmmgläichheet vun zwee Kandidaten. Bis elo war et deem eelste säi Privileg fir an de Gremium anzéien. Domat war dee jéngere

Kandidat oder déi jénger Kandidatin benodelegt. Vun elo u gëtt d'Lous gezunn an dat entscheet. Et ass also e Jeu de hasard fir den Auserwielten ze bestëmmen. De Statsrot ass vun deem System net enchantéiert. Mir haten eis ausgesprach fir de Virtréit am Prinzip dem ennerrepräsentéierte Sexe ze iwwerloossen, doduerch wärem mir méi no un déi gewünschte Paritéit tëschent Fra a Mann erukomm.

An der Zukunft gëtt et am Majorzsystem den zweete Sonndeg net méi. Souwisou gëtt et am Proporzsystem, dat weess jiddereen, keen zweete Sonndeg. Den zweeten Tour gëtt ofgeschafft. Déi, déi déi meeschte Stëmme hu gëllen als gewielt. Dat ass eng gutt Saach, mä et muss ee sech awer och bewusst sinn, datt an deene meeschte Fäll elo Leit an d'Gemengeréit eranzéien, déi net méi déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen hunn, also net emol d'halschent vun de Wieler hanneru sech hunn. Do muss ee sech d'Fro iwwer d'Légitimitéit vun esou engem Elu stellen. Et huet awer den Avantage fir déi manner grouss Gemengen, datt Rou bleift nom éischten Tour. Dat war bis elo an deene Gemengen tëschent dem éischten an dem zweete Sonndeg eng Hetz, eng Panik, e Stress, eng Onrou, wat oft zu Haass an zu perséinlech Sträit gefouert huet, wat oft net méi gutt ze maache war. Ganz oft sinn do déi gréissten Intrigen an esouger Onwourenchten a Verleumdungen op d'Tapéit komm. Do si Campaigné gefouert ginn, déi alles wéi net propper waren.

Deen heite System ass vill méi kamout fir de Wieler a vill manner kostspieleg fir d'Gemengen. Et gëtt fir méi Sérénitéit gesuergt. Nom éischten Tour ass et eriwuer an et ass Rou an der Gaass. Et gi keng Combiné méi gemaach. D'Saach ass kloer an et gi keng Wonne méi geschloen, déi net méi ze heele sinn.

D'Komplementarwahlen am Majorzsystem fir d'Gemenge sinn och vill méi soupel gestallt ginn. No der Ofschafung vun de Wahlsektiounen hu mir nëmme méi eng eenzeg Wahlsektioun an all Gemeng. Bei der éischter Vakanz vun engem Posten an engem Gemengerot kënnen Ersatzwahlen ofgehale ginn, et muss keng Ersatzwahl stattfannen. Déi Décisioun, ob oder net Ersatzwahl sinn, ass dem jee-weilege Gemengerot iwwerlooss, deen dann en toute autonomie an en toute opportunité kann décidéieren. Dem Gemengerot ass et also iwwerlooss, esouwuel déi finanziell wéi déi politesch Opportunitéit vun Ersatzwahlen a seng Iwwerleeung mat eranzebréngen. Allerdings bei der zweeter Vakanz ass et obligatoresch, datt dann Ersatzwahl fir déi zwee Posten ausgeschriwwen ginn. Dat ass méi ee rationellen a méi e wirtschaftleche System.

Mir hunn an deem Gesetz och d'Finanzéierung vun de Wahlcampagné vun de Landeswahl mat era geholl. Et hätt een awer och des kéier missen onbedingt drun denken, fir eng Décisioun ze huelen iwwer de Finanzéierung vun de Wahlcampagné fir d'Gemengewahlen. Et war logesch gewiescht, wann een dat elo mat era geholl hätt. Dat ass net geschitt.

Här President, dëst neit Gesetz bréngt um Plang vun de Chamber, Europa- a Gemengewahlen eng ganz Rei vun Ännerunge par rapport zum Gesetz vun 1924, esou wéi et an der Zwëschenzäit ofgeännert ginn ass. Mir sinn eis bewusst, datt d'Wahlgesetz e sensibel Gesetz ass, vläicht méi ewéi en anert, dat ganz am Detail a virsiichteg muss ugewannt ginn. Déi nei Bestëmmunge mussen direkt no hirem Vote deene betreffende Verwaltung bei Stat a Gemengen zur Kenntnis bruecht ginn, besonnesch d'Gemengepersonal, de Sekretär, si mat där neier Problematik konfrontéiert. Dofir däreif keng Zäit verluer goe fir direkt Opklärungscampagnen ze starten, fir déi Leit,

déi dëst Gesetz géréieren, esou séier an esou gutt wéi méiglech doriwuer ze informéieren iwwer de Wee vu Circulären. Fir et gutt ze maachen, bräichte mir e Manuel d'utilisation, deen déi nei Elementer opweist am Verglach mam Gesetz vun 1924.

Zum Schluss. Ech hat eng kéier an der Kommissioun drop insistéiert, datt zu deemem Projet de loi sollt de SYVICOL gehéiert ginn. Eisen Avis ass net gefrot gi fir eis heizou auszusprechen. Dat ass net gutt gewiescht. Ech mengen de SYVICOL wär beschuens an der Lag gewiescht fir heizou säin Avis ze maachen.

Dëst d'Gesetz geet eis als Fraktioun net wäit genuch. Et sinn allerdings vill Verbesserungen dran, wou een net kann dergéint sinn, an dofir stëmmt eis Fraktioun dëst Gesetz. Ech ginn och den Accord vun der Fraktioun fir dese Projet de loi.

Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zivil Rechter an déi fundamental Fräiheeten, wéi virun allem d'Recht ze wien oder gewielt ze ginn, gehéieren zu de wichtigsten Objektivier vun engem Stat. Regelméisseg demokratesch Wahlen sinn eent vun de politeschen a juristeschen Instrumenter déi fir Stabilitéit an engem Rechtsstat suergen.

D'Verfassungsrevisioun vun 1919 hat jo an eisem Wahlrecht zwee nei Prinzipien agefouert: engersäits d'Représentation proportionnelle an anersäits de Suffrage universel, wat eis erlaabt datt all gesellschaftlech Gruppe politesch representéiert sinn. Déi liberal Demokratie fousst op der Unerkennung vun allgemengen, gläichen, direkten a geheime Wahlrecht. Haut stellen des Prinzipien en elementare Piller vun eisem Wahlsystem duer.

Dem Projet de loi vun haut fällt also deementspriechend eng ganz grouss Bedeutung zou. Dat erkläert jo och, firwat datt am Virfeld scho vill Gespréicher ënnert deenen eenzelne Parteien gefouert goufen, fir wa méiglech e gréisst méigleche Konsens ze erreechen. Déi Approche ass noutwendeg a wichteg gewiescht fir d'Stabilitéit vun eisem Land weiderhin ze garantéieren. Bei dem Wahlgesetz kann ee jo ouni Zweifel vun enger sougenannter Constitioun-bis schwätzen. D'Kommissioun huet sech et mat Sécherheet net einfach gemaach, och wann de Schlusssprint dach nach gewëssen Efforten ofverlaangt huet.

Ech wëll aleedend awer scho festhalen, datt d'DP sech mat deemem Gesetz ganz zefridde weist, weil de Gros vun eise Propositionen zréckbehale gouf, déi mir iwwereng an engem Positionspabeier schonn den 19. Juli 2000 arrétéiert haten.

Eng kruzial Fro muss ee sech natierlech am Ufank zu der Bewäertung vun deemem Gesetz stellen, an zwar déi folgend: Ass d'Participatioun um politesche Liewe vun eiser Demokratie eng Pflicht fir all Bierger? Wa mir déi Fro mat jo beäntweren, da läit et selbstverständlech och an der Logik, datt mir de Vote obligatoire bähale mussen. D'Wahlpflicht iwwer déi ee sech natierlech kéint vill méi déifgrënneg Gedanke maachen, huet zumindest de Virdeel, datt de Bierger sech regelméisseg bewusst gëtt wéi héich de Stellewäert vun engem demokrateschen Statssystem anzeschätzen ass. Hie soll et als eng Chance gesinn, dëst Recht ausüben ze kënnen. Dat ass och d'Ursaach firwat datt meng Partei nach wie vor och um Vote obligatoire festhält.

An deem Kontext kann een a muss een och d'Fro opwerfen, wéini datt ee Bierger d'Maturitéit erreecht huet fir un deem Prozess deel ze huelen. Et gëtt Leit déi mengen, datt eng jonk Persoun vu 16 Joer räif genuch wär fir un de Wahlen deel ze huelen. Mir gesinn dat alerdéngs net esou an dofir ass d'DP och géint en Eropsetze vun aktive Wahlalter. Par contre begrësse mir awer, datt elo um legislative Plang fir déi Jonk, wa se den Alter vun 18 Joer erreecht hunn, et méiglech wär, dat passivt Wahlrecht ausüben ze kënnen. Dat ass ee wichtige Schrëtt an och eng weider Integratioun vun de jonke Leit an d'politescht Liewen. Den Eugène Berger hat iwwereng an enger Proposition de loi vum 7. Dezember 1995 schonn des Dispositioun gefuerdert.

Positiv ze bewäerten ass och, datt elo de Stéichdatum net méi den 31. Dezember ass, mä datt jonk Leit, déi eréischt am Laf vum Joer hir 18 Joer kréien, och kënnen dat aktiivt Wahlrecht ausüben. Bis elo war mir esouguer an där kokasser Situatioun um kommunale Plang, datt een zwar theoretesch konnt seng Kandidatur stellen, mä op där anerer Säit net huet dierfen un de Wahlen deel huelen. An deem Sënn haten iwwereng och schonn d'Lydie Polfer an den Henri Grethen eng Proposition de loi den 11. Mäerz 1999 déposéiert, déi elo an deemem Gesetz hiren Nidderschlag fonnt huet.

Eng aner Moosnam am Interesse vun deene Jonken ass den Tirage au sort, dee mer elo aféiere bei Stëmmeleichheet, well zumindest dee Jonken elo 50% d'Chance kriit och e Mandat ze erreechen.

D'Proposition vum Statsrot an deem heite Kontext, fir deem méi schlecht representéierte Geschlecht d'Mandat ze iwwerginn, huet jiddefalls eis Zoustëmmung net fonnt, well mir jo prinzipiell, an ech wäert och herno nach op dee Punkt zréckkommen, géint d'Afféierung vu Quote sinn.

D'Eropsetze vun wahlpflichtegen Alter vu 70 op 75 Joer ass eng Moosnam, dat ginn ech ganz gären zou, déi an eise Reien net onbedéngt déi ganz grouss Euphorie ausgeléist huet, och wann d'Argument net falsch ass, datt selbstverständlech d'Liewenserwaardung an deene leschte Jorzéngten an d'Luucht gaangen ass, mä et kann een net verkennen, datt duerch d'Afféierung vun deeser neier Moosnam awer och gegebenefalls nei Problemer kéinten entstoen.

Datt een elo och muss 50 Ennerschrëfte virweisen, fir kënnen eng Lëscht um kommunale Plang ze presentéieren, féint op alle Fall eis Zoustëmmung. Dat erlaabt jiddefalls fir déi sougenannte Folkloreschichte vu virer an auszuschléissen.

Ee Wuert nach zum Verwandtschaftsgrad. Hei hu mer zwar keng Ännerung virgeholl. Ech perséinlech sinn alerdéngs der Meinung, datt ee sech hätt sollte Gedanke maachen, ob een net de Lien de parenté vum zweeten op den drëten oder esouguer op de véierte Grad hätt sollten erweideren, well d'Situatioun, datt an engem Schäferot zwee recht Koséngé setzen - an déi Situatioun gëtt et jo hei zu Lëtzebuerg an engem Schäferot - ass awer zumindest diskutabel.

Da muss een awer och drop hiweisen, datt mat der Aféierung vum Partnariatsgesetz, wat mer jo wäerten an deenen nächste Wochen a Méint stëmme, eng nei Situatioun sech wäert um kommunale Plang dee Moment astellen, an elo muss een hei schonn ennerschräichen: Zweek Leit, déi dann natierlech wäerten esou e Partnariat ennerschriwwen hunn, mussen

deementspriechend dann awer och gesi gi wéi eng bestuete Koppel, wa se sollten, wéi gesot, zesammen an engem Gemengerot setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Matière vum Wahlgesetz huet eis Gesellschaft jo eng immens Evoluitioun matgemaach. Ech wëll zum Beispill hei drun erënneren, datt 1922 e Sondage gemaach gi war ënnert de Gemengen an ënnert de gewielte Vertrieeder, datt deemools eng ganz grouss Majoritéit sech géint d'Représentation proportionnelle ausgeschwat hat. Zum Beispill ware vun 123 Gemengen der 116 dogéint, a vun 992 Gemengerotsmemberen hate sech der 853 géint de Proporzsystem ausgeschwat. Dat sinn natierlech Iwwerleeungen, déi ee sech haut net méi esou ka virstellen.

Haut, duerch dëst Gesetz, erhéije mer esouguer d'Zuel vun de Proporzgemengen, wat jo virdrun hei schonn ennerstrach ginn ass.

Eent vun den Haaptelementer vun eisem Wahlsystem ass natierlech ouni Zweifel de Panachage. Mir kenne jo hei zu Lëtzebuerg eng besonnesch breet Form vum Panachage, an dat ass och gutt esou. Ech wëll ganz kloer hei seon, datt d'DP quasi déi eenzeg Partei ass, déi sech fir d'integraalt Bähbehale vum Panachage ausgeschwat huet.

(Interruptions diverses)

Ech hu vu Partei geschwat, a woen esouguer hei ze behaupten, wann net den Asaz vun der Demokratescher Partei gewiescht wär, datt da wahrscheinlech um Panachage geknabbert gi wär.

(Interruptions diverses)

Ma da loosst eis emol d'Realitéit an d'A kucken! Dann nennt mer ausser de Kollege vum ADR eng Partei, déi wollt de Panachage integral bähbehalen. Här Gira, Dir wollt en esouguer ganz ofschafen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dir schwätzt hei egal wat!

M. Gusty Graas (DP). - Ma sécher! Dir wollt de Panachage ganz staark aschränken.

Eppes ass op jidde Fall kloer, de Panachage beaflosst net nëmme dat relatiivt Gewicht vun enger Partei, mä gëtt jo awer och dem Wieler zousätzlech d'Méiglechkeet d'politesch Chance vun deem Einzelnen ze bestëmmen. An de Wieler huet och duerch dese System vill méi e groussen Entscheidungsspillraum. Doniewent erlaabt de Panachage awer och dem Wieler eng méi perséinlech Relatioun mat dem Gewielten unzestriewen. An deesen Atout sollt een op kee Fall aus der Hand ginn. Well d'Stäerkt vun engem klengen Land besteet jo dodran, datt de Wee vum Bierger bis bei de Politiker vill méi kuerz ass. An doduerch ka sech och vill méi e grousst Vertrauensverhältnis deementspriechend opbauen. D'Ofschafe vum Panachage an esouguer dat deelweist Aschränken hätt als Konsequenz, datt net méi de Wieler, mä d'Partei géinge bestëmmen wien d'Mandat kréich. Mir géinge eis also a Richtung vun engem Parteiestat beweegen, an dat wär mat Sécherheet net förderlech fir d'Demokratie.

An eisem Nopeschland Däitschland funktionéiert jo e System mat Direktmandater a mat Lëschtelplazen. An duerch dese weineg demokratesche System waren zum Beispill an Nordrhein-Westfalen bei de leschte Bundestagswahl vun 128 Deputéierten der schonns 78 virun der Wahl gewielt. Dat heescht 61%. Zu Hamburg louch des Quot bei 80%. Hei gouf sech op sécher Erfahrungswäerter aus deene leschte Bundestagswahlen gestäipt, an an deem Fall kann ee jo awer mat Sécherheet net méi vun enger Direktwahl duerch de Bierger schwätzen.

Ech wëll an deem Kontext hei och emol en Artikel zitéieren vun engem Professor fir Verfassungstheorie, den Hans Herbert von Arnim, deen am Focus erschéngen ass ënnert dem flotten Titel „Statt der Bürger bestimmen die Parteien die Abgeordneten“. Deen ass de leschten 12. August virun den däitsche Bundestagswahlen am Joer 2002 publizéiert ginn, an en huet enner anerem folgendes geschriwwen: „Unser Wahlsystem nimmt dem Wähler die Möglichkeit schlechte Politiker durch Abwahl zu bestrafen. Ist die mangelnde Verantwortlichkeit der Politik gegenüber dem Wähler nicht vielleicht eine Ursache für deren viel beklagte Handlungsunfähigkeit?“

D'Ofschafe vum Panachage géing awer och bedeuten, datt mer dem Wieler quasi eng Ideologie opdränge missten, well e misst sech jo dann tëschent eenzelne Parteien entscheiden, an net méi tëschent eenzelne Leit. Dat wär ouni Zweifel eng Aschränkung vun individuelen Expressionsrecht.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här Graas, da misst mir jo déi formidabelst Politiker vu ganz Europa hunn!

M. Gusty Graas (DP). - Mir hu mat Sécherheet net déi schlechtest! An dann däreif een och net vergiesen, datt jo awer schliesslech hanner all Kapp awer eng politesch Meinung stécht. Deen, dee fir seng Partei wëllt e Mandat kréien, vertritt jo awer och d'Ideologie, vertritt jo awer och de Programm vu senger Partei. Och dat ass en Element, dat een op kee Fall soll an där ganzer Diskussioun ignoréieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Jiddefalls, fir eis ass et ganz kloer, datt mir den integrale System vun Panachage bähbehalen wëllen, a mir weisen eis ganz zefridden, datt eise Koalitionspartner mat op dee Wee gaangen ass.

Och wat d'Afféierung vu Quoten ubelaangt, huet d'DP jiddefalls eng ganz kloer Position verteidegt. Mir sinn aus enger Rei vun Ursaache géint paritétesch Moosnamen op de Wielerleschten. An eisem schonns zitéierte Positionspabeier hate mer enner anerem dat folgendermoosse resuméiert: „Toute quote visant à favoriser un sexe masculin ou féminin serait contraire au principe de non-discrimination tel qu'il est consacré par l'article 10bis de notre constitution. En effet, en soulignant que les Luxembourgeois sont égaux devant la loi, toute disposition législative instaurant un privilège pour n'importe quel sexe équivaldrait à une discrimination de l'autre sexe. L'obligation pour les partis de présenter des listes équilibrées de candidats masculins et féminins s'oppose au principe de la liberté de candidature.“

Och an der Politik muss nach wie vor de Leeschtungsprinzip gëllen, onofhängeg wat fir e Geschlecht datt een ass. De Wieler muss, genau esou wéi beim Panachage, d'Méiglechkeet kréien de Politiker op seng Performance ze bewäerten. D'Festhale vu Quote géing jiddefalls deem Prinzip net Rechnung droen. Jo, et wier esouguer eng Aschränkung vum fräie Wahlrecht dat all Bierger huet. Mir wëlle weder Quote fir Geschlechter, nach Quote fir Berufs- an Interessengruppen. Grad d'Demokratesch Partei liwwert jo awer de beschte Bewäis, datt d'Fraen eben eng Chance an der Politik hunn, an ech brauch hei net all déi Dammen opzezielen, déi innerhalb vun der Demokratescher Partei eng ganz grouss Carrière gemaach hunn.

Déi eenzel Parteien hu jo och d'Méiglechkeet intern hir Quoten anzeféieren, an ech fannen et ëmmer besonnesch lëschtig vun de Sozialisten déi net midd ginn, besonnesch hir weiblech Vertrieeder, fir sech anzesetze fir d'Quoten, an

da froen ech emol: Wat hutt Der dann an Ärer eegener Partei erre-echt? Ech mengen déi Fro kënt Der lech jo da selwer beäntweren.

Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei wäerte mat Sécherheet och intern keng Quoten aféieren. Allerdéngs ass et sécher, dass ee sech soll asetzen, dass dat Ëmfeld nach verbessert gétt, dass d'Frae méi Méiglechkeete kréie sech aktiv an der Politik ze bedeelegen. Do sinn an deene leschte Jore schon eng Rei wichteg sozial Mesurë geholl ginn, wat allerdéngs net soll ausschléissen, dass doriwwer eraus nach sollen aner Méiglechkeeten...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech ginn net an den Detail, ech wëll just soen, dass eng Rei vu Moosnamen geholl gi si fir zum Beispill d'Beruffsliewen an d'Familljelliewe besser mateneen ze conciliéieren, dass ee méi Fräizäit huet. Deen neie Statsbeamtestatut geet jo och an déi Richtung. Et gétt eng Rei vu Moosnamen, déi also schon dorophon zielen, fir eben dat Ëmfeld ze verbessern. Mä ech ginn awer ganz gären zou, ech hunn dat jo elo och hei ënnerstrach, dass een do nach soll zousätzlech Efforte maachen.

(Interruption)

Natierlech, wa mer vum Engagement an der Politik schwätzen, si mer ganz séier - a mä Virriedner de Jempy Klein huet dat schon hei ugesprach - bei dem Sujet Congé politique.

Dëst Thema beschäftegt eis als Kommunalpolitiker jiddefalls regelméisseg. Ech wëll op deser Plaz nach eng Kéier eng Lanz brieche fir e verbesserte Congé politique, deen an der Vergaangenheet iwwerengs och scho regelméisseg vun der Fédératioun vun de liberale Gemengerotsmembers, der FCCD, verlaangt ginn ass.

Et ass net d'Erhéijung vun den Diäten oder vun de Jetonen, déi d'Léisung duerstellt, mä et ass ganz kloer d'Verbesserung vum Congé politique, déi et deenen eenzelne Mandatairë géif erlaben hier Missioun nach méi gerecht ze ginn. Sécher ass ee sech natierlech bewusst, dass dat eng Rei vu Problemer mat sech bréngt. Mir wëssen, dass dat besonnesch am Privatsacteur net ëmmer esou ganz gäre gesinn ass. Natierlech muss awer och deen Eenzelne wësse wat fir e Choix dass en trëfft, wann en aktiv Politik wëllt maachen. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass bei der Ofwieseneheet vun enger Persoun, déi e politesch Mandat huet, de Patron jo awer e Recht op Remboursement vun deene Fräen huet, déi entstinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Wahlgesetz bréngt natierlech eng Rei grondleeënd Verännerungen, besonnesch fir d'Majorzgemengen, mat sech. D'DP begréisst selbstverständlech, dass d'Sektiounen ofgeschaaft ginn an d'Gemengen elo u sech endlech, kann ee soen, zu enger eenzeger Entitéit ginn. Dëse Punkt beweist jiddefalls am beschten, dass ee keng radikal Moosnamen treffe soll, well d'Ofschafe vun de Sektiounen huet sech net vun haut op mar gemaach, mais au contraire, deem ass e laangen Denkprozess virausgaang an deen huet scho praktesch Ufanks de sechzeger Joren agesat, wéi deemools decidéiert ginn ass fir d'Kontabilitéit pro Sektioun ze suppriméieren. Dass mer et elo haut faerdeg bréngen dese Schrétt ze goen, an dat quasi ouni nennenswäert Oppositioun an am Konsens, ass jiddefalls d'Resultat vun enger Evolutioun an eiser Gesellschaft.

Mir müssen op sinn, fir verstärkt gréisser Handlungsstrukturen opzebauen. D'Ofschafe vun de Sektiounen wäert mat Sécherheet och e positiven Impakt op déi finanziell Situatioun vun enger Gemeng hunn, well een elo munch Déngschtleeschunge méi rationell gestalte kann. An deem Kontext

drängt sech natierlech och eng méi fundamental Reflexioun iwwert d'Gemengefusiounen op. Mir als DP stinn a priori Gemengefusiounen positiv géigeniwwer, allerdéngs muss se vun ennen erop wuessen an dem Wëlle vun deene betreffenne Populatiounen entsprechen. Déi Initiativen, déi zum Beispill de Moment am Norde vun eise Land lafen, fanne mir jiddefalls richtig a si weisen an déi gutt Richtung.

Och d'Ofschafe vum Ballottage ass e wesentlech Element vun deem neie Gesetz. Den zweeten Tour an de Majorzgemenge huet ouni Zweifel eng Rei vun Désavantages. Onofhängeg vun deem Gestreits, wat dann zwëschent deenen zwee Sonndeger entstanen ass, muss ech nach drop hiweisen, dass de Wieler net méi d'Méiglechkeet hat fir iwwert de Wee vun der Bréifwahl um zweeten Tour deelzehuelen an et sinn nach eng Rei zousätzlech, et kann ee scho bal soen onnéideg, Käschten entstanen. An der Praxis huet souwisou de Ballottage net all ze vill um Resultat vum éischte Sonndeg geännert.

De Statsrot huet iwwerengs a sengem Avis dat mat engem flotte Saz ëmschriwwen, duerfir wëll ech deen nach eng Kéier hei zitieren: „Le poids démesuré que prenait le second tour et le peu de cas qui était fait des résultats acquis lors du premier tour étaient difficilement compatibles avec le rôle accordé à l'expression de la volonté des électeurs.“ An de Majorzgemenge kënnen sech natierlech elo nei Problemer stelle wat d'Successioun ubelaangt, wann e Mandat vakant gétt. Ech mengen awer, dass déi Moosnamen, déi mer elo zréckbehalen hunn, keng gréisser Problemer mat sech bréngen.

Wann et och an deem Punkt e gewëssenen Asaz vun eiser Säit aus kascht huet, esou si mer awer frou feststellen, dass d'Legislaturperiode um kommunale Plang bei sechs Joer bleift, souguer theoretisch kéint iwwer sechs Joer goen. Sechs Joer hunn ouni Zweifel de Virdeel, dass eng Majoritéit net nëmme hir Projete plangen, mä och nach ëmsetze kann.

Eng vun deene wichtegsten Neierungen an deem Gesetz ass awer ouni Zweifel d'Extensivum vun aktive Wahlrecht op d'Net-EU-Bierger. Mir maachen do als Lëtzebuerg ouni Zweifel e weidere grouse wichtige Schritt a Richtung Matbestimmung vun eisen auslännesche Matbierger. Et ass jiddefalls och dat de Beweis, dass eist Land en oppene Geescht huet a bestreift ass fir nach eng besser sozial Kohesioun an eiser Gesellschaft unzestriewen. Aus eiser Siicht ass awer déi Contrainte vu fénnef Joer Openhalt am Land gerechtfäerdigt. Et kann net sinn, dass Leit, déi nëmme fir eng kuerz Zäit hire Wunnsätz an eise Land installéieren, direkt och d'Recht kéinte kréie fir sech un de Wahlen ze bedeelegen.

Et soll een awer elo vun der Geleeënheet profitéieren - an ech menge jo och, dass d'Regierung wëllt op dee Wee goen -, fir den Net-EU-Bierger duerch geziilt Sensibiliséierungscampagnen d'Participatioun un de Wahlen méi interessant ze maachen. Dat géllt iwwerengs och fir déi communautaire Matbierger, well d'Vergaangenheet jo gewisen huet, dass bis elo awer trotzdeem nach ëmmer eng gewësse Retizienz ze verspiere war. Do soll also jiddferree sech an d'Pflicht huelen, fir dat eben nach méi ze promovéieren.

Och d'Erofsetze vun de Residenz-konitiounen, wéi gesot fir d'EU-Bierger, ass en zousätzlech Beweis, dass mer verstärkt déi auslännesch Leit um politesche Prozess wëlle bedeelege loossen. Ech mengen, hei kann ee roueg ënnersträchen, dass Lëtzebuerg an deem Beräich do ouni Zweifel als Musterland kann duergestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opdeelung vun eise Land an nei Bezierker ass jo schon eng laangjäreg Diskussioun. Virun allem verschidde Bierger aus dem Weste vum Land an och aus dem Kanton Miersch maache sech ëmmer erëm breet fir en eegene Bezierk oder gegebene-falls souguer eng Uglidderung un den Nordbezierk. D'Argument, déi Leit hätten da vläicht méi Chance e Kandidat an d'Chamber ze kréien, muss een allerdéngs relativéieren, well et gi jo awer genuch Beispiller vu Leit, déi de Sprong an d'Chamber oder souguer bis an d'Regierung geschafft hunn, an déi awer net onbedéngt aus enger grousser Uertschaft kommen.

Mir als DP kënnen eis jiddefalls op kee Fall mat der Fuerderung vun eise gréng Kolleegen ufrënnen, déi sech fir en eenzege Wahlbezierk hei zu Lëtzebuerg ausgeschwat hunn, esou wéi dat jo um Niveau vun den Europawahlen ass. Och wann eist Land u sech jo nëmme eng ganz kleng Fläch duerstellt, esou därerf een awer net vergiessen, dass déi eenzel Regiounen dach hir eegen Identitéit hunn. D'Problemer vun der Musel si mat Sécherheet net déiselwech wéi déi am Süden, an den Zentrum an den Norden hunn och net onbedéngt vill Gemeinsamkeiten. Et kann ee souguer behaupten, dass déi eenzel Regiounen sech och um kulturelle Plang ënnerscheiden.

Dernieft kënt erëm eng Kéier d'Argument vun der Relatioun tëschent dem Bierger an dem Gewielten.

(Interruptions)

An déi mécht et natierlech och noutwennig, dass een déi sougenannte Terrainsaarbecht permanent fleegt. Hätte mer ee Bezierk, da géife mer riskéieren, dass déi direkt Relatioun tëschent Bierger a Gewielten doduerch géif beaflosst ginn, an dat net onbedéngt zum Virdeel. Dowéinst ass et jiddefalls aus eiser Siicht oportun, dass mer hei am Land un deene véier politesche Bezierker festhalen.

Zu engem Punkt, dee besonnesch an deene leschten Deeg zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet, muss een natierlech och Positioun bezéien, an dat ass d'Incompatibilitéit vun dem Mandat vun nationalen Deputéierten a vum Europadeputéierten. Do hale mer jo elo, no enger Rei vun Diskussiounen, um Status quo fest. Dat heescht d'Incompatibilitéit gétt net am Gesetz verankert, obwuel d'Praxis jo awer do hiert eegent Gesetz schreift.

Mir als DP - an dat wëll ech emol ganz daitlech hei ënnersträchen - si ganz kloer fir eng Incompatibilitéit. Et ass munchmol duergestallt ginn: „D'DP huet sech enthalte bei deem Vote“, wéi wa mir iergendwéi en faveur wäeren, dass ee kéint gegebene-falls déi zwee Mandatar gläichzäitig ausüben. Dat ass alles anescht wéi richtig.

Allerdéngs hate mir do eng aner Propos ënnerbreet. Mir hate gemengt et sollt een zumindest eng Reflexionszäit vun dräi Méint aféieren, wou dee Betreffenen d'Méiglechkeet gehat hätt de Choix ze treffen: „Ginn ech an d'Europaparlament oder bleiwen ech hei zu Lëtzebuerg an der Chamber?“. Dat virun allem fir et deene Leit ze erlaben - an do soll quasi keng Partei menge si kéint net eng Kéier an d'Situatioun kommen -, déi potenziell Kandidat si fir e Mandat an der Regierung ze kréien, net kuerzfristeg müssen eng Décisioun ze huelen, déi herno dann net onbedéngt déi richtig wier.

Well eben d'Legislativwahlen an d'Europawahlen nach wie vor op engem Dag stattfannen, wier dat e méigleche Kompromëss gewiescht. Deen ass leider net ugeholl ginn. Mir huelen dat zur Kenntnis.

(Interruptions diverses)

Allerdéngs wëll ech op eng aner Propos vun der Demokratescher Partei zréckkommen, déi u sech d'Léisung vun dem Problem wier, an dat ass ganz kloer d'Trennung vun den Europawahlen an de Legislativwahlen.

(Brouhaha général)

An och do wëll ech drun erënneren, dass schon d'Lydie Polfer an den Henri Grethen den 11. Mäerz 1999 eng deementspreechend Gesetzespropositioun ënnerbreet hatten.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Mir bedauern, dat soen ech ganz éierlech, dass mir leider kee Konsens konnten an deem Punkt do fannen, well wann zum Beispill d'Chamberwahle géingen am Februar oder am Mäerz stattfannen, da wär schon e gewëssenen Tri gemaach an da kéint ee sécher sinn, dass déi Kandidaten, déi wëllten e Mandat am Europaparlament ustriewen, dat Mandat och géingen unhuelen, an da géing net dee siwent Gewieltenen op Stroossbuerg goen, well och dat ass alles anescht wéi gutt.

(Interruption)

Ech hunn elo den Numm vergiess. Bei der DP kann ech mech net erënneren, dass jeemools de siwent Gewieltenen op Stroossbuerg gaangen ass.

(Interruption)

Vu véier op siwen ass nach e wäite Wee.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här Graas, ech wollt lech just froen, wann d'Wahle géife getrennt ginn, zum Beispill wa se zwee Méint oder sechs Woche vun enee wäeren?

■ M. Gusty Graas (DP).- Dat ass ze kuerz.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Bon, losse mer soen dräi oder véier Méint, mir ass dat egal, mengt Dir da géifen déi Leit, déi an d'Chamber gewielt sinn, net méi op d'Lëscht goe fir an d'Europaparlament? Dat ass meng Fro.

■ M. Gusty Graas (DP).- Jo, dat ass eng ganz gutt Fro an eng berechtigt Fro, Här Fayot. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mat Ofstand d'Majoritéit net méi géing dann hir Kandidatur och nach fir an d'Europaparlament stellen. Selbstverständlech ass et net auszuschléissen, dass een oder deen aneren nach seng Kandidatur fir an d'Europaparlament stellt, mä zumindest wäeren awer emol déi Leit, déi ee Mandat an der Regierung kriteren, net gläichzäitig erëm eng Kéier Kandidat fir d'Europawahlen. Loosse mir eis dach näischt virmaachen. Et ass all Kéiers deeselwechte Ritual. Mir stellen alleguer eis beschte Leit op, gläichzäitig och fir d'Europawahlen, wat de bonne guerre ass, obwuel mir am Virfeld scho wëssen, dass ganz vill Leit dat Mandat aus enger Rei vun Ursachen net unhuelen.

■ Une voix.- Et gétt mindestens eng Partei heibannen déi der Meinung ass, dass een op zwou getrennte Lëschte soll untrieden.

(Interruption)

Elo sinn et der schon zwou.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här Graas, Dir wësst jo och firwat d'Parteien déiselwech Leit fir déi zwou Lëschten opstellen? Wéinst dem Panachage, well se d'Zuel vun de Stëmme wëlle maximéieren. Dat ass d'Ursach.

■ M. Gusty Graas (DP).- Här Fayot, maacht Dir da Politik fir net de Maximum vun de Stëmme ze kréien?

(Hilarité)

Mir sinn eis jo awer eens heibannen, dass dat do e Punkt ass, deen net ausdiskutiert ass.

■ M. le Président.- Mir sinn eis eens, dass mer eis op deem Sujet do net eens sinn, an dofir solle mer mat der Diskussioun vum Projet weiderfueren.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Kann ech dem Här Graas just eng Fro stellen, Här President?

(Assentiment)

Här Graas, ech fannen d'Interventioun vum Intérieursminister ganz interessant an och richtig. Mir sinn als Gréng der Meinung, wann hei een Accord géing bestoen a wann all d'Parteien sech géingen drun halen, dass eng Incompatibilitéit géing geschafe gi fir op deenen zwou Lëschten ze kandidéieren, da wäere mir do derfir. Firwat ass Är Partei dann do dergéint?

■ M. Gusty Graas (DP).- Mir hunn zwou aner Propose gemaach a mir sinn der Meinung...

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Äntwert op meng Fro!

■ M. Gusty Graas (DP).- Well mir mengen, dass déi Proposen déi mir gemaach hunn einfach besser sinn.

(Hilarité)

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir hutt selwer elo zouginn, dass Är Proposen de Problem eigentlech iwwerhaapt net léisen, well nach ëmmer d'Méiglechkeet besteet fir duebel ze kandidéieren.

(Interruptions diverses)

■ Une voix.- Voilà, da bleiwe mir beim Status quo.

■ M. Gusty Graas (DP).- Gréisstendeels géing jiddefalls de Problem duerch eis Propose geléist ginn. Tatsaach ass, dass mir elo de Status quo bäibehalen, mä ech mengen awer, dass den Diskussionsprozess net soll ofgeschloss sinn.

Et ass jo och de Wonsch vun eis Politiker, dass den Absentéismus esou kleng wéi méiglech soll sinn, a jiddefalls droen d'Neierungen um Niveau vun der Bréifwahl mat Sécherheet dozou bäi, dass sech och elo vläicht méi Leit ugesprach fillen un de Wahlen deel ze huelen, an dofir si jo déi Dispositiounen, déi mir elo do huelen, ze begréisen. Fréier ware se, kann ee soen, ze vill komplizéiert. Mir sinn och der Meinung, dass d'Erofsetze vun dem Délai op 30 Deeg zousätzlech Leit wäert dozou animéieren, fir dann aktiv sech un dem Wahlgeschäft ze bedeelegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem ganze politesche Prozess hei zu Lëtzebuerg spillen natierlech d'politesch Parteien eng ganz grouss Roll. Ouni si wär de System jiddefalls net ëmsetzbar. Et ass also dach schon erstaunlech, dass des Elementer keng ofgeschert juristesche Basis hunn. Eis Constitutioun kennt jo bis elo d'politesch Parteien net. Am Kontext vun deem Gesetz solle sech awer elo e puer Gedanken iwwert de Stellerwäert an de Fonctionnement vun eise Parteiensystem gemaach ginn. Virun allem natierlech ass d'Finanzéierung vun de Parteien e ganz wichteg Element. Wann d'politesch Parteien schonns den Acteur am politesche Liewe sinn an domat jo och zu den Drosaille vun eiser Demokratie gehéieren, dann ass d'Fro berechtigt, ob si net och Urecht op finanziell Ennerstëtzung vun der Allgemengheet hunn.

Sécher hu mir een éischten Effort an déi Richtung gemaach mam Gesetz iwwert de Remboursement vun de Wahlkampfpräen, awer nach si mir ëmmer an der Situatioun dass d'politesch Parteien gréisstendeels duerch eege Finanzmëttele fonctionnéieren. Besonnesch um lokale Plang ass dat nach vill méi de Fall. Wann net déi eenzel engagéiert Lokalpolitiker selwer géinge vill Käschten droen, da kéinten déi

meescht Sektioonen emol guer net funktionnéieren. Dofir solle mir d'Diskussioun ëm e Parteiefinanzierungsgesetz net ofbriechen.

An engem Pressecommuniqué vum 23. Oktober 2002 hat meng Partei zu dësem Sujet Stellung bezunn. Am Prinzip sí mir fir eng Reglementatioun, wat de Finanzement vun de politesche Parteien ubelaangt, allerdéngs mussen nach Précisiounen geschaf ginn, wéi zum Beispill de juristesche Statut, d'Definitioun vun enger Partei, d'Aschreiwung vun de Parteien an eist d'Grundgesetz, déi juristesche Responsabilitéit vun de Membere vun enger Partei, d'Form an déi juristesche Valeur vun der Publicatioun vun hire Konten, a gegebenefalls d'Nimm vun den Donateurs. Mir wëlle jiddefalls an dëser Matière méi Transparenz.

Vlaicht ofschléissend nach e Wuert iwwert de Vote électronique. Effektiv huet jo d'Informatik, besonnesch an deene leschten zéng Joer, eng immens Evolutioun matgemaach. Si ass ganz kloer zu engem feste Bestanddeel vun eisem dagdeegleche Liewe ginn. Ech wëll och betounen, datt d'Demokratesch Partei an hirem Positionspabeier iwwert d'Reform vum Wahlgesetz sech prinzipiell fir de Vote électronique ausgeschwat huet. Mir kënnen eis also och gutt virstellen, datt bei Gemeenge-, bei Chamber- respektiv bei Europawahlen dës Form, fir seng Stëmm ofzeginn, kéint applizéiert ginn. Allerdéngs mussen natierlech d'Rahmbedingunge stëmmen. De Moment schéngt eis awer ze fréi ze sinn, fir de Vote électronique allgemeng anzeféieren, an dat aus enger Rei vun Ursachen:

1. Wéi jo aus der Statistik, an déi gëtt jo awer regelméisseg ugepast, ervirgeet, sinn nach ze vill Leit net mam Internet familiariséiert. D'Wahle sollen awer fir all Mënsch deeselwechte Charakter hunn.
2. Am administrative Beräich, ech denken zum Beispill un d'Opstelle vu Steiererklärungen, hu mir nach wéineg Erfahrung mat dëser Technologie.
3. Och wann et eng Rei vu Pilotprojeten am Ausland gëtt, zum Beispill der Schwäiz oder der Belsch, esou leien awer nach net genuch Erfahrungswärter vir.

Ech weisen drop hin, datt zum Beispill an der Belsch de Vote électronique zwar funktionnéiert huet, mä datt awer gläichzäitig do d'Problemer entstanen sinn an datt och esouguer Plaintë bei Zivilgerichter agereecht goufen. Da bleift natierlech e wichtegt Element, an dat ass de Facteur „garantie“. Et muss kloer gestallt ginn, datt keng Abue geschéien dierfen. Anescht jiddefalls wéi beim Ausfille vu mengem Wahlzield, deen dann an eng Urn gehäit gëtt, ka beim Vote électronique theoretisch eng Trace bestoe bleiwen, wien dann elo wat gewielt huet. Wann ech bis mäi Vote um PC validéiert hunn, da weiss ech natierlech net zu 100% wat um Wee bis zum Ausziele ka geschéien. Da muss natierlech och d'Ausziele vun de Stëmmen optimal garantiéiert sinn an et dierf zu kenger technescher Pann kommen. Trotzdem si mir allerdéngs der Meinung, datt ee soll gegebenefalls déi nächste Kéier bei de Wahlen e Pilotprojet lancéieren, fir ze kucken wat fir eng Erfahrungswärter mer hei zu Lëtzebuerg kéinten deem-entsprechend kenne léieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer stëmmen haut ouni Zweifel e ganz wichtegt Gesetz, wat jo, wéi virdru scho gesot ginn ass, zur Stabilitéit vun eisem Statssystem bäidroen wäert. Dofir sollen och déi kleng Pannen, déi an deene leschten Deeg virkommen sinn, op Kee Fall iwwerbewäert ginn. Meng Fraktioun weist sech jiddefalls, wéi ech schonn aganks gesot hunn, ganz zefridde mat dësem Projet de loi. An deem Sënn bréngen ech och d'Zoustëmmung vu menger Partei, wëll awer ofschléissend

nach dem Rapporteur, dem Marco Schank, e grouse Merci aussprieche fir säi méndlechen a säi schrëftleche Rapport. En hat et net ëmmer einfach, mä et kann een awer ënnert dem Stréch soen, datt e seng Aarbecht ganz gutt gemaach huet.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt trotz allem dem Här Rapporteur ze félicitéieren fir säi Rapport, deen engersäits datt konstruktiv Resultat vun der Aarbecht vun der Kommissioun aus deenen zeg Sätzungen erëm ginn huet, mä deen awer anerersäits och dat a sengem Rapport an am Projet mat huet misse virbréngen, wat d'Regierung an deene leschten Deeg an dësem Dossier verbrach huet.

De Problem, deen ech awer hunn, dat ass datt ech net weess wat fir ee vun deene sëllege Rapporten, déi mer an deene leschten Deeg zougestallt kritt hunn, den Här Rapporteur dann hei virbruecht huet. Ech weess net ob et deen heiten ass, deen do, deen do, deen do oder deen do? Ech weess et net an ech hoffen awer, datt den Här Rapporteur schlussendlech dee richtegen erwëscht huet.

Här President, an de leschte Méint hunn d'Membere vun der Kommissioun sech d'Méi ginn, fir d'Iddie vun hire Fraktiounen op eng konstruktiv Aart a Weis an dëst Gesetz ze integréieren. All nei Proposen, de par et d'autre, sinn an enger objektiver Aart a Weis diskutéiert ginn an och zum Vote gestallt ginn. An enger grousser Rei vun Artikelen konnt och eng Eestëmmegkeet fonnt ginn. Bei anere méi prinzipielle Froen huet eben d'Majoritéit, esou wéi dat an enger richteger Demokratie soll sinn, d'lescht Wuert kritt.

D'Oppositioun hat och mat deem demokratesche Prinzip kee Problem an d'Aarbechte goungen trotz widdersprecheleche Meenunge gutt virun, bis déi lescht Woch. Nodeem mer gemengt haten d'Aarbechte kënten an aller Sérénitéit ofgeschloss ginn, huet d'Regierung sech agemëscht. D'Kommissioun war no enger déifgräifender Diskussioun, zum Beispill iwwer de Cumul vun de politesche Mandater, bei zwou Enthaltungen zur Konkusioun komm, datt d'Mandat vun EU-Deputéierten an dat vun nationalen Deputéierten net kompatibel wier. Sécherlech ass do deem engen oder anere Regierungsmember e Warnsignal opgaangen, well et mat esou enger Mesure net méi méiglech wier op zwou Hochzäiten ze danzen a jidderseech sech vu vir erof hätt missten entscheeden, wou en dann elo hi wëllt.

D'Regierung huet sech net um éischte Votum vun der Kommissioun gestéiert a war sech net ze schued den Innenminister an d'Kommissioun ze delegéieren an dee sollt dofir suergen, datt den Artikel iwwert de Cumul vun den EU-Mandater mat den Nationalen nach eemol sollt ofgestëmmt ginn an dat esou oft, huelen ech un, wär dat geschitt, bis en der Regierung dann endlech an de Krom gepasst hätt, an dat ass jo dann och geschitt.

Den ADR hat de Problem vun Cumul scho länger erkannt an hat sech a senger Wahlprogrammer och schonn dofir agesat, datt d'Europawahlen an eis national Parla-mentswahle sollen zäitlech getrennt ginn, wat op jidde Fall d'Saach vill méi kloer gemaach hätt. Mä all Anticumulverbuet vum Mandat huet deenen, déi sech permanent d'Muecht hei am Land deelen a net midd ginn hir Mandatairë mat Posten a Pöstercher bei der Staang ze halen, net an de

Krom gepasst an dofir ass deen Dilemma, dee mer elo hei schonn e puer Deeg matmaachen, zustane komm, a mir sinn elo erëm do wou mer virdru waren.

Déi, déi op nationaler- an EU-Lëscht stinn an hei am Land net Minister oder Statssekretär oder soss e Poste kréien, ginn dann eben an d'Fleegeheim op Stroosbuerg.

Et schéngt mer iwwerhaupt wichteg, datt déi Diskussioun, déi an der Kommissioun iwwert de Cumul vun alle politesche Mandater ugeschnidde ginn ass, weider gefouert gëtt, an eng Léisung ugestriift soll ginn, déi souwuel am Interesse vun de betraffene Politiker, awer besonnesch am Interesse vun de Bierger sollt sinn, déi se ze vertrieben hunn. Nëmme wann een déi néideg Zäit huet fir sech op säi Mandat ze konzentréieren, kann ee sech och effizient am Déngscht vun Bierger asetzen. Dozou gehéiert awer och deen néidege Congé politique, besonnesch fir d'Gemengepolitiker, dee beileiwen net duer geet. Dat scho guer net fir d'Buergermeeschter an d'Schäffen an och net fir d'Gemengeconseileren. Mä awer och net fir déi Leit, déi sech an de Gemenge permanent an de consultative Gemengekommissiounen asetzen. Och fir déi Leit misst irgendwann eng Léisung gesicht ginn, op wat fir eng Aart a Weis datt déi Leit hire politeschen Asaz am Interesse vun Bierger kënne besser mat hirer Aarbechtzäit an Accord bréngen.

De Problem misst also kuerzfristeg geléist ginn an de Gemengepolitiker misst nach virun den nächste Gemengewahlen op jidde Fall deen néidege Congé politique zougestane ginn.

Fir elo op d'Aarbechte vum Wahlgesetz zrëckzekommen, schéngt et mer, wéi wann déi Aart a Weis wéi dës Regierung d'Demokratie versteet eng aner ass wéi déi vun deene Leit, déi wierklech Demokratie-Versteesdemech hunn. Well et ass net fir d'éischt datt mer esou ee lächerlechen Ofstëmmvirefall hunn, wou esou laang ofgestëmmt gëtt bis dat eraus kéint wat d'Regierung gären hätt. Ech erënnere do un d'Horesca-Gesetz. Do hat Kommissioun vun der Aarbecht och e Passus gestëmmt un Hand vun deem de Salariéén hir Lounfortzahlung sollt garantéiert ginn, an zwar fir déi Rouzäiten, déi hinnen d'während der Referenzperiod geschéllt sinn. Dat hat der Regierung ënnert dem Drock vun den Ekonomiesatelliten awer net an de Krom gepasst a si huet versicht dës Passus nei ofstëmmen ze loosse, fir en erëm aus dem Gesetz eraus ze kréien. Bei der zweeter Ofstëmmung hat d'Regierung awer hir Delegéierten an der Kommissioun sécherlech net richtig gebriefet an esou ass déi zweet Ofstëmmung och positiv zur Proposition vun der Kommissioun ausgefall. Well awer d'Demokratie hei am Land net kann anescht si wéi dës Regierung se gesäit, ass fir d'drétt ofgestëmmt ginn an do haten d'Regierungsdeputéierten awer besser opgepasst, esou datt den Artikel, deen d'Kommissioun proposéiert hat fir d'Rechter vum Salariat am Horesca-Secteur besser ofzesécheren, vun der Regierung einfach annulléiert ginn ass. Dat fir nimm ze weisen op wat fir eng Aart a Weis datt hei virgange gëtt. D'Kommissioun hat sech an hirer virechter ordinärer Sëtzung en Timing ginn.

Här President, wien elo geduecht hat mir wieren um Schluss vun där Comédie burlesque do ukomm, deen hat awer d'Rechnung ouni d'Komiker aus der Regie gemaach. Gëschter Mëtteg ass fir gëschter Owend um sechs Auer eng weider Sëtzung aberuff ginn.

Här President, ech hunn, wéi ech hei an d'Parlament komm sinn, eng Broschür zougestallt kritt, fir mer ze erkläre wéi déi parlamentaresch Aarbecht hei am Parlament reglementéiert ass, an esouwuel der Majoritéit wéi der Oppositioun e bëssen Disziplin sollt operleëen. An dëser Broschür ass zum Beispill am Artikel 19 festgehalen, datt d'Kommissiounssëtzung missten dräi Deeg am Viraus ageruff ginn an net nëmmen dräi Stonnen, esou wéi dat gëschter de Fall war. Dat heescht also, datt déi Sëtzung vu gëschter laut eisem Reglement illegal war.

■ **Une voix.** - Aha!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Dofir hunn den ADR an och DÉI GRÉNG iwwereng an dëser Sëtzung u kenger Ofstëmmung deelgehall. Dorës ass et nämlech gaang. D'Regierung hat alt erëm eng Kéier e puer Artikelen fir ze rektifizéieren fonnt. Dee wichtigsten dovunner war deen, datt bei der Presidentschaft vum Wahlbüro bei de Wahlen, no der Propos vun der Kommissioun, och e Sekretär aus enger anerer Gemeng konnt de Virsëtz an engem Wahlbüro kréien, wou hien net Wieler war. Dat war nom ursprüngleche Gesetz vun 1924 och méiglech, mä dat war awer am reforméierte Regierungstext erausgehall ginn.

ming ginn, fir dës Projet de loi fristgerecht iwwert d'Bühn ze kréien, fir datt dat nei Gesetz kéint alle Wieler, besonnesch deenen neien Net-Lëtzebuerger Wieler, fristgerecht zegutt kommen. Nom Timing, deen d'Kommissioun sech eestëmmeg gesat hat, sollten den 12. an de 14. Februar nach zwou Sëtzungen stattfannen, fir den Text vum Projet ze feilen, de Rapport ze preparéieren a schlussendlech de 25. Februar dat Gesetz hei zur Ofstëmmung ze bréngen. Dës Prozedur war zwar zum Schluss knapp beméiss, mä hätt awer kënne problemlos iwwert d'Bühn goen, esou wéi dat mer vu Leit, déi sech an där Matière auskennen, confirméiert ginn ass.

Do huet awer alt erëm eng Kéier d'Regierung sech agemëscht an déi ganz Prozedur op d'Kopp gehäit. An der Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg hu se de Projet fir haut op den Ordre du jour gesat a fir de leschte Méindeg eng Kommissiounssëtzung aberuff. Duerch dës kuerzfristeg Initiative war et kloer, datt déi Sëtzung net allze gutt besicht war an et war och nëmmen eng knapp Majoritéit déi dee Rapport, deen zu deem Moment virlooch, ofgestëmmt huet, well et war och nach net deen definitiven.

Mä net nëmmen dat, de Rapport, deen an der Sëtzung presentéiert gouf, war iwwert de Weekend an enger Nuets- an Niwwelaktioun de Kommissiounsmembere zougestallt ginn, an dat gläich véiermol hannerteneen, well en enger Chaosaktioun huet misse redigéiert ginn. Datt soll awer beileiwe kee Reproche un d'Beamte sinn, well och déi hu misse leiden an lwwerstone schaffen. Mä et ass einfach d'Schuld vun enger Regierung, déi de Buedem ënnert de Féiss verluer huet. Et ass kloer, datt dës onserios an ondemokratesch Virgoensweis net konnt esou einfach akzeptéiert ginn, an esou ass gëschter en Antrag vun der grénger Fraktioun aberuecht ginn, fir de Projet vum Ordre du jour ze huelen an op de 25. Februar ze reportéieren, esou wéi dat vun der Kommissioun virgesi war. D'Regierung huet awer mat deeneselwechte lächerlechen Argumenter gëschter hei operéiert wéi an der Kommissioun an huet dee méi wéi berechtigten Antrag einfach verworf.

Här President, wien elo geduecht hat mir wieren um Schluss vun där Comédie burlesque do ukomm, deen hat awer d'Rechnung ouni d'Komiker aus der Regie gemaach. Gëschter Mëtteg ass fir gëschter Owend um sechs Auer eng weider Sëtzung aberuff ginn.

Här President, ech hunn, wéi ech hei an d'Parlament komm sinn, eng Broschür zougestallt kritt, fir mer ze erkläre wéi déi parlamentaresch Aarbecht hei am Parlament reglementéiert ass, an esouwuel der Majoritéit wéi der Oppositioun e bëssen Disziplin sollt operleëen. An dëser Broschür ass zum Beispill am Artikel 19 festgehalen, datt d'Kommissiounssëtzung missten dräi Deeg am Viraus ageruff ginn an net nëmmen dräi Stonnen, esou wéi dat gëschter de Fall war. Dat heescht also, datt déi Sëtzung vu gëschter laut eisem Reglement illegal war.

■ **Une voix.** - Aha!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Dofir hunn den ADR an och DÉI GRÉNG iwwereng an dëser Sëtzung u kenger Ofstëmmung deelgehall. Dorës ass et nämlech gaang. D'Regierung hat alt erëm eng Kéier e puer Artikelen fir ze rektifizéieren fonnt. Dee wichtigsten dovunner war deen, datt bei der Presidentschaft vum Wahlbüro bei de Wahlen, no der Propos vun der Kommissioun, och e Sekretär aus enger anerer Gemeng konnt de Virsëtz an engem Wahlbüro kréien, wou hien net Wieler war. Dat war nom ursprüngleche Gesetz vun 1924 och méiglech, mä dat war awer am reforméierte Regierungstext erausgehall ginn.

D'Kommissioun wollt, besonnesch fir deene klenge Gemengen d'Wahlgeschäft ze vereinfachen, déi ursprünglech Versioun erëm aféieren. Dat wier awer en Amendement ginn, dat hätt misse duerch de Statsrot goen. Dat wier och nach duergaangen, wann der Kommissioun hiren Timing vum 25. Februar respektéiert gi wier, mä duerch déi Chaosaktioun vun der Regierung, fir d'Gesetz haut ze stëmmen, war dat net méi méiglech. Dat war d'Argument vun der Regierung fir iwwert deen Artikel nach eemol ofstëmmen ze loosse an en ze verwerfen.

Den ADR hat d'Proposition gemaach fir d'nächst Woch en Donneschden, wou jo eng ausseruertentlech Sëtzung iwwert d'Situatioun am Irak soll aberuff ginn, d'Wahlgesetz mat op déi Dagesuordnung ze setzen. Dann hätte mer Zäit gehat den Text nach eemol an aller Rou ze iwwerschaffen, zumools wou nach d'Formularen iwwert d'Kompositioun vun de Wahlbüroen net dem Text vum Projet de loi entsprach hunn an nach revidéiert misste ginn.

Wa mer et also zouloossen, dass fir den Thema Irak, wou gëschter alles gesot ginn ass an d'Positionen kloer sinn a wou ech mer net ka virstellen, datt nach vill Substanzielles aus enger weiderer Diskussioun kéint ervirkommen, d'nächst Woch an der Vakanz eng Sëtzung kann ageruff ginn, da misst et och méiglech sinn esou e wichtige Projet wéi d'Wahlgesetz op deen Dag kënnen ze verleeën.

Mä dës Regierung huet sech allen objektiven a begrënten Argumenter, fir d'Wahlgesetzdiskussioun ze verschieben, verschloss. A se war sech och gëschter net ze schued fir mam CSV-Fraktionschef hire Rhetorikfiligrantechner an d'Kommissioun ze schécken, fir datt hir Kommissiounsdeputéierten net erëm eng Kéier hätten eng fléie loosse kënnen.

■ **Une voix.** - Den Oppasser.

(**Interruption**)

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Bonjour, Här Weiler.

(**Hilarité**)

D'Regierungsdiktat huet erëm voll zougeshloen. Dem ADR seng Propos fir d'Wahlgesetz ëm eng Woch ze verschieben, fir déi néideg Zäit ze fannen d'Texter nach eng Kéier a Rou ze redigéieren, ass verworf ginn.

Här President, dës Introduction huet misse si fir ze demonstréieren op wat fir eng lamentabel Aart a Weis dës Regierung eng méintelaang konstruktiv Zesummenaarbecht vun enger gudder Kommissioun innerhalb vun e puer Deeg mat hirem despotesche Virgoen zerstiéiert huet.

(**Interruption**)

Et freet ee sech wierklech, ob et nach Sënn huet fir an de Kommissiounen matzeschaffen. Wann d'Regierung net enger konstruktiver Zesummenaarbecht interesséiert ass, da soll se hir Gesetzesprojeten eleng redigéieren an der Chamber einfach virleëen. Da kënnte mer d'Kommissiounen ofschafen, eis vill Energie a Streidereien erspueren an dem Steierzueler och vill Suen. No der Aart a Weis wéi dës Regierung virgange ass, hätt ee kënnen Angscht hunn, dass se eis en Artikel vum Wahlgesetz ënnergejubelt hätt, anhand vun deem am Juni d'nächst Joer esou laang misst gewielt gi bis dat Wahlresultat erauskéim wat dës Regierung an de Krom passt.

(**Hilarité**)

Mä et ass awer glécklecherweis - ech konnt dat de Moien nach nollisen - eis näischt esou am Gesetz ënnergejubelt ginn. Wat awer bleiwe wäert ass de battere Bäigeschmaach, datt deen am Koalitionsprogramm versprochenen Dialog sech a Wierklechkeet ëmmer méi zu engem diktatoreschen Monolog entwéckelt.

(Interruption)

Wann een eng Koalitioun ageet, Här Weiler, dann iwwerhëlt ee jo awer och zum Deel dat wat sai Koalitiounspartner mat an de Koalitiounsprogramm erabrängt, géif ech mengen, quitte dass dat bei lech keng grous Roll spillt. Ech mengen Dir sidd nach mat all Koalitiounspartner gutt eens ginn, mä trotzdem.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Dat ass, well mer fein sinn.

■ Une voix.- Si hunn een nom aneren ugeschmiedt.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Jo, et gétt keen, deen esou e Verschlüss u Koalitiounspartner huet wéi d'CSV.

(Hilarité)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Dir hutt net ganz vill Respekt virum Wieler. Dat muss een awer hei feststellen.

(Interruptions)

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Datt awer trotz allem an der Kommissioun konstruktiv zesummegeeschafft ginn ass, beweisen awer schlussendlech déi 346 Artikelen, déi dëst Gesetz ausmaachen, déi zum gréissten Deel...

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Elo fänkt den Här Jaerling erëm un objektiv ze ginn.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech war déi ganzen Zäit nach objektiv.

(Interruption)

Här Weiler, an deem, wat ech elo virbruecht hunn, war net ee Wuert Polemik,...

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här Klein, ech hu ganz genee héiere wat Dir gesot hutt. Ech ginn herno dorobber an.

(Brouhaha général)

■ M. Aly Jaerling (ADR).- ...net ee Wuert Demagogie, et war eng reng Revue vun deem wat effektiv statifonnt huet.

Diskussiounen gouf et bei enger Rei vun Artikelen, wou d'Meenungen auserneegaange sinn. D'Wahlpflicht war eent vun deenen Themen, wou länger Diskussiounen entstanen sinn: Solle mer d'Wahlpflicht bäibehalen oder solle mer e wierklech Wahlrecht aféieren? De Problem, dee sech stellt, läit bei der Differenz tëschent de Lëtzebuerger an den Net-Lëtzebuerger Wieler. De Lëtzebuerger Wieler gétt d'office an d'Wielerlëschtchen ageschriwwen. Den Net-Lëtzebuerger kann dat op fräiwëlleger Basis maachen. Wann hie sech awer bis ageschriwwen huet, huet hie genau wéi de Lëtzebuerger d'Wahlpflicht. D'Kommissioun huet sech majoritaire fir de Status quo ausgeschwat an och den ADR ass der Meenung, datt een näischt un dëser Situatioun ännere sollt.

Mir wäerten awer kuerz- oder laangfristeg net derlaanscht kommen, fir nach eemol déifgräifend Diskussiounen iwwert dat Thema ze féieren, wa mer wierklech en Europa wëllen an deem all Bierger, deen hei leeft, déiselwech Rechter a Pflichten huet, wat onbedéngt wichteg ass, zumools sech elo all Bierger, also och Net-EU-Bierger, sech kënnen bei de Gemengewahlen aschreiwen, wat e wichtige Schrëtt a Richtung Matbestëmmung fir all Bierger ass.

Här President, Diskussiounen gouf et och am Zesummenhang mam Panachage, wou d'Meenung opkomm ass, dass de Panachage sech misst op zwou Lëschtchen beschränken oder eventuell ganz ofgeschaaft ginn. D'Kommissioun war hei majoritaire der Meenung, datt een um bestehende System vum Panachage näischt ännere sollt. Den ADR ass och dëser Meenung, well dem Wieler muss d'Méiglechkeet gelooss ginn en-

net alle Kandidaten kënnen fräi ze wieren.

D'Limitatioun vum Panachage op nëmmen zwou Lëschtchen oder dat ganz Ofschafe vum Panachage géif dem Wieler seng effektiv Matbestëmmung bei der Persounewahl drastesch aschränken a géif de Parteien eleng d'Méiglechkeet iwwerloossen ze decidéieren wien dann elo e Mandat kritt a wien net. D'Mandatsträger wieren domadder erpressbar an d'Diktat vun de Parteien vis-à-vis vun hiren Delegéierte géif nach méi drockvoll ginn.

Här President, eent vun deene méi haart diskutierten Theme war déi gefuerdert Quoteregulung. Déi sollt d'Gläichheet tëschent Mann a Fra an der Politik bei der Opstellung vun de Wielerlëschtchen a bei der Opdeelung vun de Mandater garantéieren.

Esou eng ondemokratesch Fuerderung kann op kee Fall vum ADR matgedroe ginn. Den ADR ass zwar derfir datt d'Fraen déiselwech Rechter sollen hu wéi d'Männer, mä awer och déiselwech Pflichten. De Fraen d'office d'Halschent vun de Kandidatenplazen ze garantéieren wier eng Diskriminierung vu ville kompetente Männer.

(Brouhaha général)

Eng Fra, déi politesch Ambitiounen huet, soll duerch hir Kompetenz enner Beweis stellen, dass se och fäeg ass hir Fra ze stoen.

Et si Lëschtchen ginn déi paritéitesch besat waren an op deenen trotzdem keng Fra gewielt ginn ass, obwuel déi wahlberechtigten Fraen hei am Land d'Majoritéit hunn. Wann also d'Fraen nëmme géife Kandidatinne wëlle well se Frae sinn, da géif hei an der Chamber kee Mann setzen. Dat ass de beschte Beweis dofir, datt och d'Fraen net nom Geschlecht, mä no Kompetenz wieren, an dat ass richtig esou. Dat ass de Beweis, datt d'Frae sech net vun extremisteschen an ondemokratesche Fuerderungen ierleede loosse. Demokratie heescht jiddferengem déiselwech Chancen ze loosse. Geschlechtlechen oder soss iergendwelleche Favoritismus ass ondemokratesch.

Den ADR setzt sech dofir an, dass d'Chamber muss e Spigelbild vun der Bevëlkerung ginn an datt all d'Beruffstänn sollen dra vertruede sinn an net wéi säit Jorzéngten ee Secteur prédominant ass.

■ Une voix.- Wéi een dann?

■ M. Aly Jaerling (ADR).- De Secteur public.

■ Une voix.- Dat ass jo net richtig.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- An dobäi spillt et keng Roll, ob dat Fraen oder Männer sinn. Kompetent muss se sinn a bereet sinn hiren Individualismus an hir Energie an den Déngscht vun Bierger ze stellen.

Här President, d'Afféiere vun den elektronische Moyenen, fir d'Wahlgeschäft ze erlichten, ass eng Méiglechkeet laanscht déi ee sécherlech an Zukunft net wäert kommen. Esou Neierunge sollt een awer eréischt asetze wa sécher ass, dass se och fiabel sinn. Dat si se awer nach net onbedéngt, wann een d'Resultater aus dem Ausland analyséiert, an déi Problemer déi domat entstanen sinn. D'Kommissioun huet scho richteg decidéiert beim aktuellen a bewährte System ze bleiwen, esou laang wéi näischt Fiablen am Elektronikberäich méiglech ass.

Här President, et gouf och nach eng Diskussioun engersäits iwwert d'Opdeelung vun de Mandater pro Bezierk an anerersäits och eng Fuerderung fir aus dem ganze Land nach just ee Wahlbezierk ze maachen.

Ee Wahlbezierk hätt schon eng Rei Virdeeler, besonnesch fir déi

kleng Parteien, mä géif awer och derzou féieren, datt sech d'Mandater kënnen op eng Region vum Land konzentréieren an déi aner Regione vum Land guer net vertruede wieren.

Dofir ass et scho wichteg, datt déi proportional Opdeelung vun de Mandater op véier Bezierker bestoe bleift, well dës Opdeelung derzou bäidréit, datt d'Chamber och e regionaalt Spigelbild vum Vollek ass.

Wat d'Gemiddler e bëssen erhézt huet, war d'Fuerderung esouwuel vum Erop- wéi vum Erofsetze vum Wahlalter. Den héchste wahlpflichtigen Alter gétt vu 70 op 75 Joer eropgesat, mat der Begrënnung datt d'Liewensduerschneetserwaardungen ëmmer méi héich ginn. Den ADR kann dës Approche deelen an huet och kee Problem mat dëser Eropsetzung vum Wahlalter.

Wat d'Erofsetze vum passivem Wahlalter op 18 Joer ubelaangt, ass den ADR averstanen, well doduerch dat passivt Wahlrecht mat deem aktiven op een Alter gläichgestallt gétt. Wat d'Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer ubelaangt, kann den ADR esou eng Fuerderung net droen. Och d'Majoritéit vun der Kommissioun huet sech géint esou eng Iddi ausgeschwat. Fir esou eng Neierung anzeféieren, un där jo net nëmmen d'Wahlberechtigung drun hängt mä och d'Grossjährigkeit, an domadder d'Verantwortung fir seng eegen Akten an och eng ganz Rei aner Saachen, beduerf et fir den ADR enger déifgräifender Diskussioun, déi awer de Kader vum Wahlgesetz géif sprengen.

Eng weider Diskussioun war d'Bechtegung vun der Opstellung vun Wahlleschtchen. Ursprünglech si 25 Ennerschrëften duergaange fir kënnen eng Lëscht bei de Gemengewahlen opstellen. De Projet vun der Regierung hat 100 Ennerschrëfte virgesinn, wat einfach ze vill an och onsënneg ass. D'Argument fir domadder ze verhéieren, datt sech minuscule Gruppementer mat onvollstännege Lëschtchen bei de Gemengewahlen kënnen presentéieren, ass net nëmme lächerlech mä och ondemokratesch.

De Statsrot hat sech deem och widderst a festgehalen, datt den initialen Text sollt bäibehale ginn an datt 25 Ennerschrëfte sollten duergo fir eng Lëscht ze presentéieren.

De Statsrot huet sech och dergéint verwiert, datt eng Ennerschrëft vun engem Deputéierten oder engem Gemengeconseiller méi wäert soll si wéi engem anere Bierger seng. Ech kann de Statsrot doran nëmmen ennerstëtzen. Weisou sollen déi etabliert Parteien bei der Opstellung vun de Wahlleschtchen méi Privilegien hu wéi Gruppementer, déi nei derbäi wëlle kommen? Jiddferengem mussen an eng Demokratie déiselwech Rechter zougestane ginn, an et kann net sinn datt d'Minoritéite vu virerof gesetzlech diskriminéiert ginn. Firwat soll den etablierte Parteien d'Recht zougestane ginn, eng Lëscht kënnen mat der Ennerschrëft vun engem Gemengeconseiller, respektiv vun engem Deputéierten ze deponéieren, während aner Gruppementer 50 respektiv 100 Ennerschrëfte mussen virweisen, esou wéi dat elo am Projet virgesinn ass? Jiddfereng soll gläich behandelt ginn, an dat soll net nëmme fir d'Opstelle vun de Wahlleschtchen gëllen, mä och fir d'Wahlfinanzierung an d'Parteifinanzierung, déi jo awer solle sonner behandelt ginn.

Demokratie ass eppes Absolutes an duerf net an Tranché geschnidde ginn. Et duerf scho guer net esou sinn datt déi, déi un der

Muecht sinn, sech fir d'éischt déi decksten Tranchen ofschneiden a fir anerer nach just Grimmele bleiwen.

Här President, datt bei gläicher Stëmmezuel nom Auszielden vun de Lëschtchen en Tirage au sort soll virgeholl ginn, domadder huet den ADR kee Problem. D'Diskussioun, ob de Jéngsten oder deen Eelste soll d'Prioritéit kréien, ass domat aus der Welt geschaaft, och wann den Tirage au sort grad esou ongerecht schéngt wéi dat anert. Dem Hasard et ze iwwerloossen, wien dann elo d'Vollek soll verrieden, ass net ganz glécklech, awer méi eng optimal Léisung gétt et an dësem Fall net, ausser et géif een déi betreffend Kandidaten engem Test ennerzéien. Da misst ee sech nach just froen, wat fir een Test een hinne soll operleeren.

Wat elo d'Ofschafe vun de Wahlsektiounen bei de Majorzgemengen ubelaangt, esou kënn den ADR domat d'accord si wann Iwwergangsbestëmmungen dës Mesure géife begleeden. De Wahlmodell fir iwwert e puer Sektioonen an enger Gemeng ze fueren ass doduerch gerecht, well en eng proportional Verriedung vun de Gemengen am Gemengerot viséiert. Et ass leider awer oft esou, datt an deene kleng Sektioone Schwieeregkeete besti fir Kandidaten ze fannen, während déi gréisser Sektioonen en Iwwerfluss u Kandidaten hunn.

Den Artikel 147 vum aktuelle Wahlgesetz gesäit enner bestëmmte Bedingunge schon d'Méiglechkeet vir, datt sech kënnen kleng Sektioonen zu enger Wahlsektioun zesummeschleissen. Et hunn awer während deene leschte Joren net vill Gemenge vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach, trotzdem et oft u Kandidaten gefeelt huet.

Den ADR ass dofir och der Meenung, datt eng eenzeg Wahlsektioun méi favorabel wier. Mir verschleissen eis och net dem Ofschafe vun de Sektioonen, sous condition datt awer seriös Iwwergangsphase geschafte ginn.

Bei de Gemengewahlen huet sech och d'Fro gestallt, ob bei de Gemengen, déi nom majoritaire Wahlsystem operéieren, den zweeten Tour soll ofgeschaaft ginn oder erhalte bleiwen. Den ADR war net d'accord mam Ofschafe vum zweeten Tour, well esou eng Mesure géif nämlech d'Ofschafe vun der absoluter Majoritéit bedeuten a Komplementarwahlen all Kéiers provozéieren, wann e Poste géif zur Verfügung stoen. Et muss awer garantéiert bleiwen, datt de Gemengerot vun enger Majoritéit vun de Wieler gedroe gétt. D'Ofschafe vun der absoluter Majoritéit géif schlussendlech beweisen, datt een Deel vun de Conseillere vu manner wéi 50% vun de Wieler ennerstézt gétt. D'Ännerungen an de Reie vun der Majoritéit sollen awer dem Wieler virbehale ginn. Wann also d'Ofschafe vun deene Sektioonen, wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, geschitt, an och am Gesetz virgesinn ass datt e Compromis do ass, datt am Zesummenhang mat enger Vakanz vu Poste Komplementarwahlen stattfannen an datt de Gemengerot ka Komplementarwahlen aschreiwen, an et net esou ass datt einfach den nächsten norutsch. Den ADR ka mat dëser Propositioun schlussendlech d'accord sinn.

Zefridde si mer als ADR, datt d'Mandat vun den nei gewielte Gemengeréit deen Dag a Kraaft trëtt, wou deen neie Gemengerot sech konstituéiert huet, an net eréischt den 1. Januar vum Joer no de Wahlen. Ech mengen, dat war och eng vun de Fuerderunge vum ADR.

Mir hu mat dësem Gesetz elo e weidere kleng Schrëtt a Richtung richtigem demokratesch Matbestëmmung gemaach, an ech hoffen datt mer iergendwann eng Kéier op dësem Wee weiderfueren bis mer eng optimal Matbestëmmung hunn. Dazou gehéiert natierlech och e Referendum. D'Diskussioun iwwert de

Referendum ass am Kader vun dësem Wahlgesetz net intensiv gefouert ginn a soll och an engem anere Kader weider gefouert ginn.

Ech mengen, déi direkt Demokratie ass awer och eent vun deene wichtegsten Elementer vun enger Demokratie an et duerf net esou sinn, datt mer elo weider fueren an de Wieler nëmmen all sechs Joer respektiv all fënnf Joer eng Kéier un dëser representativer Demokratie matbestëmmen loosse. De Wieler muss och an essentielle Froe matbestëmmen kënnen. D'Fro kommen der an nächster Zäit jo nach genuch op eis zou. Ech schwätze vun Europa, dem Konvent, an ech weess net wat fir eng wichteg national Froen nach. Mir brauchen dofir onbedéngt en Instrument wéi de Referendum, an et gétt héich Zäit datt déi Proposition de loi, déi den ADR iwwert de Referendum virgeluecht huet, eng Kéier zur Diskussioun kënn, fir datt mer och an deem Beräich vun der direkter Demokratie eise Bierger een effektivt Matsproochrecht ginn.

Här President, dat Gesetz hei huet vill Krempes kascht, an de leschten Deeg zemoos. Et huet awer duerch déi gutt Aarbecht vun der Kommissioun insgesamt en Ofschlag fonnt, deen allgemeng vertriebar ass, an dofir ass et dann och kloer, datt trotz allem wat hei elo un deem Gesetz ze beanstanden ass, den ADR awer dëst Gesetz wäert stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, esouwuel am Exposé des motifs wéi am Rapport vum Rapporteur steet ze liesen, d'Loi électorale wier: „Le garant de la démocratie“. Abee zënter dem 5. Februar bréngen d'Majoritéitsdeputéierten am beschten dëst Gesetz net méi a Verbindung mat deem Begrëff, well dat wat an der leschter Woch geschitt ass huet näischt méi mat Demokratie ze dinn. Wat zënter dem leschte Méttwoch hei iwwert d'Bühn gaangen ass, dat ass enger Demokratie onwürdig.

Dobäi war bis dohinner alles eigentlech relativ gutt verlaf. An zéng Sitzungen hunn d'Membere vun der Kommissioun déi ganz komplex Matière an engem konstruktive Klima duerchgeholl. Mer waren eis, wat de Fong ubelaangt, bei ganz ville Punkte wierklech guer net eens, awer ech mengen, iwwert d'Form war näischt auszusetzen. De President huet d'Diskussiounen fair geleet a se waren absolut korrekt.

Déi Gréng haten iwwer 40 Amendementer erabruucht. Déi sinn eng Kéier prinzipiell diskutiert ginn, duerno esouguer am Detail. De 14. Januar hu mer och ofgestëmmt iwwert déi Amendementer an och iwwer eng Rei, déi vun der Majoritéit erabruucht gi waren.

An tatsächlech koum et dunn de 14. Januar zu erstaunleche Resultater. Mir haten déi Propos erabruucht, dass mer eppes, wat eigentlech scho vun alle Parteien méi oder wéiniger praktizéiert gétt, wat jo och deemnächst - an duerfir ass dee ganzen Incident esou lächerlech - opgrond vun enger EU-Direktiv souwéi esou muss an d'Lëtzebuerger Législatioun emgesat ginn, nämlech dass een net ka gläichzäitig EU-Deputéierte sinn an National-Deputéierten. Dat hate mir als Amendement vun deene Gréngen erabruucht. Wéi ofgestëmmt ginn ass, ass eng Majoritéit CSV/Déi Gréng/LSAP zustane komm mat zwou Enthaltungen vun der DP. Ech mengen den ADR war deemools net do.

Ähnlech ass geschitt. Mir haten eng Rei Amendementer erabruucht, fir dass esouwuel op de Wielerlëschtchen wéi op de Kandida-

teléschte sollt d'Geschlecht vun de Kandidaten a Kandidatinnen, vun de Wieler a Wielerinnen derbäi gesat ginn. Dat ass emol keng schrecklech wäitféierend fraepolitesch Mesure, mä et war virun allem geduecht, dass et sollt méiglech sinn nozevollzéie wivill Fraen a Männer da Wieler a Wielerin wieren, wivill Kandidaten an esou weider an esou fort, an et huet eis och net agelicht, an et liicht eis haut och nach net an, wa bei all deene Léschte geschriww gëtt wou dee Mënsch gebuer ass, da misst ee jo och kënnen derbäi schreiwen ob et e Mann oder eng Fra ass.

(Interruptions)

Mä wann Dir dem Här Bausch an der Conférence des Présidents gesot hätt, wat wierklech ofgestëmmt ginn ass an der Kommissioun, dann hätt den Här Bausch kee Problem gehat. Dir hutt dem Här Bausch just net d'Wourecht gesot. Dir hutt gesot, d'Kommissioun hätt gestëmmt mir géifen „M“ oder „F“ hannert d'Kandidate setzen. Dat hu mir net gestëmmt, Här Weiler. Dat hu mir net gestëmmt. Mir hu just gesot, de Sexe géng indikiert ginn.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass bis zu engem gewësenen Datum ëmmer op de Wielerlëschte stong: Madame XY, Monsieur XY. Net méi an net manner wollte mir hunn an net méi an net manner huet d'Kommissioun ofgestëmmt gehat, an domat hätt den Här Bausch och kee Problem gehat.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Bei de Kandidate gesäit een ob et e Mann oder eng Fra ass.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Bei deem Vote, Här President, war folgend Majoritéit zesummekomm. D'CSV hat mat deene Grénge gestëmmt an d'DP mat der LSAP. Deen aneren Dag huet de President des Amendementer schréfflech niddergehalen an un de Statsrot geschéckt. Ech hu mech och wierklech gefreut iwwert des Ofstëmmung, net nëmme well zumindest vun deenen iwwer 40 Amendementer, déi mer eragerecht haten, der e puer duerchgaange waren, mä wëll ech mer geduecht hunn, hei kuck, et ass awer nach méiglech dass des Demokratie ganz e bësse funktionéiert, et ass nach méiglech dass zumindest bei klengen Detaillier vu gewësse Projets de loi emol eng Kéier eng Majoritéitspartei mat enger Oppositiouspartei ka stëmmen an domat liicht Annerungen an engem Text nach méiglech sinn.

Well ech dat och gutt fonnt hunn, sinn ech net, wéi een dat hätt kënnen maachen, wéi vläicht aner Leit et gemaach hunn, no der Sitzung an eise Fraktiounsbüro gaangen an hu séier e Pressecommuniqué opgesat, nom Motto « Zoff an der Koalition » oder en aneren Titel, well ech mer geduecht hunn, dat do ass awer e flott Beispill dass nach munches méiglech ass.

Mä ech hat awer leider, Här President, d'Rechnung ouni de Wiert gemaach. An deen ass du ganz séier op d'Tapéit komm a Form vun enger Dräifaltgeket, nämlech den Innenminister Wolter kombinéiert mat den zwee Fraktiounschefen.

De 4. Februar ass den Innenminister an eng Sitzung vun der Intérieurskommissioun erageplatzt an huet net laang gefaxt, sech d'Wuert gefrot.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dat do ass jo e richtige Krimi!

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Jo, en huet net laang gefaxt, sech d'Wuert gefrot an d'Majoritéitsdeputéierten ultimativ opgefuerdert déi Voten iwwert déi do Amendementer nach eng Kéier frësch ze huelen, an och senge Komeroden a Komerodinnen aus der Majoritéit un d'Häerz geluecht sech wierklech un d'Disziplin vun der Regierung an der Majoritéit ze halen.

Dir kënt lech virstellen, dass et dunn net méi ganz schwéier war. Du war et séier eriwuer mat der Demokratie. Du war et séier eriwuer mat neie Majoritéiten an där Kommissioun, a sämtlech Majoritéitsdeputéierten hu getrei dem Fraktiounszwang mam Kapp gewénkt an du war dat Thema eriwuer.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Dat ass awer net dat, wat den Här Graas elo just hei gesot huet.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Jo, ech hunn awer Zeien, Här Fayot.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Et ass och net dat wat den Här Schank am Télécran geschriwwen huet.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat war leider de Pech. Leider brauch besonnesch eng Wochenzeitung e puer Deeg fir gedréckt ze ginn an domat war natierlech de President vun der Kommissioun deen Éischt, deen en porte-à-faux stong, well e moies nach awer relativ zouverlichtlech war, dass deen Amendement do géng duerchgoen an dat och schwaarz op wäiss an enger der CSV nosterender Wochenzeitung stoung. Mëttes hat d'Realitéit de President a Rapporteur iwwerholl. Béis Zongen hunn elo an de Kulisse behaupt, en hätt sech bis op d'Schanke blaméiert gehat mat där doter Ausso.

Här President, Spaass bāi Sāit. Ech fannen dat wat do geschitt ass an där Kommissioun wierklech e staarkt Stéck, emol net wéinst dem Fong, well wa mer éierlech sinn, wéi gesot déi Amendementer, déi hätten dést Wahlgesetz weder no léns nach no riets fundamental geännert. Mä ech fannen et wierklech eng onerhéiert Améschung vun der Exekutiv an déi legislativ Aarbecht. Dat doten, Här President, ass déi definitiv Odfankung vum Parlament. Dat do ass d'Ofschaffung,...

(Interruptions)

...Här Huss, vun der Gewaltentrennung zu Lëtzebuerg. Hei brauche mer net méi vun dräi Gewalten ze schwätzen. Hei ass eng ofgeschafft ginn a wann et nach enges Beispill gebraucht huet, dann hu mer dat virun enger Woch virgefouert kritt. Hei huet e Regierungsmember de Majoritéitsdeputéierten e Maulkuerf ugedoen an d'Aarbecht vun der Opposition ad absurdum gefouert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Dat ass net wouer, wat Dir behaupt!

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dach, Här Weiler. Ech mengen net, dass Dir an där Sitzung do waart. Ech hunn x Zeien déi mir kënnen soen, dass dat wat ech elo hei gezielt hunn net méi an net manner ass wéi d'Wourecht, dass et esou gaangen ass.

(Interruptions)

Här Weiler, ech hu kee Problem de Verbatim ze huelle vun där Sitzung. Ech hoffen, dass déi Kasset nach do ass fir dem Lëtzebuerg Land virzespille wéi dat do vir sech gaangen ass. Domat hunn ech iwwerhaupt kee Problem. Ech mengen awer, dass Dir an Är Majoritéit bei deem Szenario relativ schlecht ewech kéimt. Well da géif sech emol eraustellen, wat dést Parlament nach zegutt huet a wat besonnesch d'Majoritéitsdeputéierten, wou hei esou drop gehale gëtt vum Här Graas, dass d'Leit solle kënnen de Choix hu wie se wielen a wéi eng Deputéierte wéi eng Iddi vertrieben. Ech stelle just hei fest, hei sinn nach zwee Leit an der Majoritéit déi decidieren, éischters wéi des Chamber fonctionnéiert an zweetens wéi déi jeeweileg Leit ofzestëmme hunn, dat sinn déi zwee Fraktiounschefen. Wann d'Leit dat do emol géife live und in Farbe erliwen, ech mengen da wiere mer net méi esou séier be-

reet fir ze soen, d'Leit hätten onbedéngt gären de Panache, well d'Leit géinge ganz schnell feststellen dass et relativ egal ass wien, zumindest an de Majoritéitsreien, hei sätzt. Wann et haart op haart geet, da sinn et souwisou déi zwee Fraktiounschefen déi decidieren wat hei geschitt.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Dat sinn alles onofhängeg Personalitéiten, déi selwer jugéieren an net op eng Partei waarden.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Mä, Här President, domat war et nach net gedoen, well d'Majoritéitsdeputéierten hunn eng zweete Kéier d'Hand forcéiert kritt, des Kéier vun hiren zwee Fraktiounschefen. Mir haten de 5. Februar eng Prozedur festgehalen, wéi mer dést Gesetz géingen zu engem gudden Enn bréngen. Ech brauch déi ganz Geschicht, wat duerno geschitt ass, net méi am Detail ze erklären. Den Här Jaerling huet dat scho gemaach. Ech sinn net esou dacks d'accord mat deem wat den ADR seet. Hei sinn ech awer emol eng Kéier mat him d'accord fir ze soen, dass och dat eigentlech skandaléis ass wat do geschitt ass, wann ee kuckt wivill Rapporte mer hei an deene leschten acht Deeg op den Dësch geluecht kritt hunn. Dat ass wierklech Guinness-rekordverdächtig, an ech sinn nach bal zouverlichtlech, wann ech dat esou muss soen, dass nawell Gaffen dra sinn, well et einfach net méiglech ass an esou enger Hetz, an esou enger Panik e Gesetz mat 346 Artikele valabel zu Enn ze bréngen.

Ech war nach esou fair, nach geschter zum Beispill, erëm drop opmierksam ze maachen, dass vun den Annexen eng Rei Saachen net korrekt wieren, well ech nach ëmmer net opginnt hunn eng konstruktiv Mataarbecht ze maachen. Mä ech ginn dem Här Jaerling awer Recht, dass ee sech fir eng Kéier, wann een deen do Szenario déi lescht Woch matgemaach huet als Oppositiousdeputéierten, awer d'Fro stellt, wat et nach Sënn mécht konstruktiv an enger Kommissioun matzeschaffen.

Ech géif och proposéieren, dass mer sämtlech Kommissiounen ofschafen. Mir sollen nach just d'Conférence des Présidents um Liewen halen. Déi zwee Fraktiounschefen aus der Majoritéit, déi eenege sech op en Text. Si ginn deenen anere Fraktiounschefen dee mat. Da kënnen mir an eise Fraktiounen driwwer diskutieren, ob mer deen Text stëmmen oder net, an iergendwann komme mer dann eng Kéier heihin a jiddferee vun eis wielt dann ee vun deenen dräi Knäppercher, déi e viru sech huet, an da kënnen mer dem Land vill Geld a vill Zäit spueren. Dann hu mer als Deputéierten nach vill méi Zäit fir op Dëppefester ze goen an do, wéi dat esou schéin hei gesot gëtt, de Kontakt mat de Wieler a Wielerinnen ze flegen.

Domat si mer, Här President - an da kann ech dem Här Strotz och soen, dass ech zum Fong kommen -, dann och scho beim Geescht vum neie Wahlgesetz ukomm, well deen ass jo net anescht wéi dee vun 1924, an ech kënt elo laang hei zitieren, all déi Leit iwwer Fraktiounen ewech, déi deemools gewarnt hu viru gewëssen Ausartungen vun deem Gesetz. Ech mengen net, dass prinzipiell eppes un deem Geescht geännert ginn ass.

Mä, Här President, no där leschter Woch verstinn ech awer och villes besser wéi dést Gesetz agencéiert ginn ass. Wéi sollen tatsächlech Parteien, déi emol net bereet sinn déi bestehend Spillregele vun der Demokratie spillen ze loossen, akzeptieren d'Dier vun der Particiation méi grouss opzemaachen. Dat hate mir als Gréng eis awer zu-

mindest erwaart vun enger Reform, déi deesen Numm verdéngt gehat hätt.

Ech mengen, et hätt een als éischt jo emol missen e Bilan maache vu 85 Joer allgemengem Wahlrecht. Et hätt ee misse Konkusiounen zéien iwwer 150 Joer representativ Demokratie. Dann hätte mer noutgedronge festgestallt, dass mer déiselwecht Problemer hu wéi an eisen Nopeschlänner, dass vill Leit sech net méi erëmfinden an deeser representativer Demokratie, dass se sech net méi representéiert fillen.

Dat ass sécherlech eng vun den Ursaache vun deene ville Biergerinitiativen. Dat ass awer och eng vun den Ursaache vun där sougenannter Politikverdrossenheet, och vun deem vill beklotenen Desinteresse un der Politik. Mä mir maachen eis et jo ganz einfach hei zu Lëtzebuerg a mir soen: Mir halen un der Wahlpflicht fest, da brauche mer net feststellen, dass mer hei och vläicht nëmme eng Wahlbedeelegung vu 65 oder 70% hätten oder souguer nach vläicht wesentlech manner. Dat ass et sech jo einfach gemaach. Da brauch een net an de Spiegel ze kucken.

No esou engem Bilan hätt ee sollen all aktuell Strukturen duerchlichten, Froe stellen: „Gi se hirer Roll nach gerecht? Si se nach zäitgeméiss? Si se nach representativ?“, an duerno e grondleeëndes Débat innerhalb vun den hei representéierte Parteien, mä och mat der Zivilgesellschaft féieren, fir eist Wahlgesetz, mä net nëmme eist Wahlgesetz, mä wierklech eise ganzen institutionelle System dem 21. Jorhonnert unzepassen. Déi Gréng hu mat hire bescheidene Mëttelen, déi hinnen zur Verfügung stinn, probéiert dat ze maachen.

Mir hunn am September 2000 eng Broschür virgestallt: „30 Schrëtt fir méi Matbestëmmung“. Ech wëll elo hei net méi an den Detail goen vun all deene Punkten, déi mer do opgeworf hunn. Vläch just am Telegrammstil déi wichtigst Achse mat deene jeeweileg dozou gehéierende Mesuren, wéi mer eis dat hätte kënnen virstellen. Eisen éischte Prinzip: Méi Leit matschwätze loossen.

Här President, mir si jo, wat de Pourcentage vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg kënnen mat stëmme goen, geschwënn erëm an der Situation vun virun 1919. Deemools waren et virun allem d'Fraen, déi net hunn d'äerfe wielen, an déi Leit déi net vill Steiere bezuelt hunn. Abee, deemnächst wäerten et d'Ausländer sinn, well et wäert jo net méi laang dauere bis de Pourcentage vun den auslännesche Matbierger a Matbiergerinnen iwwer 50% läit, an da si mer erëm enger Situation wou eng Minoritéit vu Leit an deem Land hei iwwert dat ganz Land decidéiert. Ech mengen net, dass des Situation nach laang wäert daueren, sou dass mer geschwënn an där Situation sinn, an dat ass alles anescht wéi der Demokratie zoudréiglech.

Mer haten an deem Kontext eng Rei Moosname proposéiert. Mir hate gesot, fir och déi Net-EU-Ausländer op Gemengenniveau matbestimmen ze loossen. Mir hu wesentlech méi kuerz Residenzdauere virgeschloen. Ech wëll drop hiweisen, dass an deemem Gesetz eng ganz Rei Paradoxen dra sinn. E Lëtzebuerg brauch nëmme dräi Deeg an enger Gemeng ze wunnen, da kann hien do viele goen. En Ausländer muss de facto 6? Joer an enger Gemeng wunne fir kënnen mat wielen ze goen. Eis schéngt dat zum Beispill net loogesch ze sinn. Dofir si mer der Meenung, dass een insgesamt d'Residenzdauer hätt kënnen erofsetzen.

Mir waren och fir eng Vereinfachung vun dem Aschreifsystem fir d'Ausländer a mir sinn der Meenung, dass een dat Tabuthema Wahlrecht op nationalem Niveau fir d'Ausländer an d'Ausländerinnen endlech upake soll. Mir sinn eis bewosst, dass dat net esou einfach

ass. Mir sinn och der Meenung, dass an enger Iwwergangsphas eng Rei Konditiounen sollen dorun ugebonne sinn. Mir sinn awer der Meenung, dass an engem Land, wat geschwé méi Ausländer huet wéi Lëtzebuerg, een dat Thema muss ugoen, wann een nach eng integriéiert Gesellschaft wëllt erhalen, respektiv - an och do mengen ech hu mer ganz konkret Virschléi gemaach, et ass eng Proposition de loi vum Renée Wagener do - fir d'duebel Nationalitéit anzeféieren, wat eng aner Manéier wier fir weiderhin eng integriéiert Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze erhalen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass nach wie vor - an ech sinn do enger total anerer Meenung wéi praktesch alleguerte meng Virriedner - aktiv, offensiv Moosnamen néideg si fir méi eng aktiv Bedeelegung vun de Fraen um Décisionsprozess erbäizeféieren. Quote sinn en Instrument derfir. Déi Gréng hunn nach ni behaupt, dass dat dat eenzeg Instrument soll sinn. Ech géif déi ganz Thematik, wat d'Bedeelegung vun de Fraen ubelaangt, dem Renée Wagener iwwerloossen, dat herno méi am Detail op déi Problematik ageet.

Mir gehéieren awer och zu deenen, déi kee Problem hätte fir den aktive Wahlalter op 16 Joer erfzesetzen. An deem Sënn ass et net ganz richtig, wat am Rapport steet: Mir trieden net a fir e passiv Wahlrecht vu 16 Joer. Dat ass vläch falsch verstane ginn. Mir sinn derfir, dass d'Leit mat 16 Joer kënnen wuele goen. Mir sinn awer net derfir, dass se scho mat 16 Joer gewielt ginn. Ech huelen un, dass do eppes falsch verstane ginn ass. Op jidde Fall wëll ech dat hei kloer stellen.

Déi zweet Haaptachs, wou eis Virschléi higaange sinn, ass déi, dass d'Leit besser matschwätze solle gelooss ginn. Mir denken, dass d'Ausländer onbedéngt misste kënnen Buergermeeschter a Schäfte ginn. Et gëtt sech ëmmer gewonnert, dass d'Leit net schrecklech begeeschtert si fir sech androen ze loossen a scho guer net fir sech op Lëschten opzeseetzen, mä stellt lech vir Dir hätt mar Loscht aktiv an enger Gemeng matzemeschen an Dir wéisst vu vir eran, dass Der net méi wäit wéi Conseiller kënt kommen, egal wéi vill Stëmme dass Der vun de Leit kritt. Ech weess net ob Der dann nach schrecklech motivéiert wiert.

Et ass ëmmer erëm gesot ginn do wiere juristesche Problemer. Dat mag sinn. Ech mengen awer, wann de politesche Wëllen do wier fir do eng Léisung ze fannen, da misste mer et jo awer och ronnt bréngen eis Gesetzer an eventuell eis Constitution esou ze formuléieren, dass dat do machbar wier. Ech hoffen, dass sech do nach iergendwinnig eng Kéier eng Bereitschaft féinnt, an deem do Punkt mindestens weider ze goen.

Mir sinn och fir nei Forme vu Biergerbedeelegung um kommunale Plang, fir méi Rechter fir d'Gemeingekommunitat a fir eng Reform an eng Erliichterung vun de Referendumsbedeelegungen op Gemengenniveau. Et wier awer och eng Geleeënheet gewiescht, fir endlech de Referendum an nationale Plan ze definéieren. Mir erwaarden eis e besseren Zougang zu Informatiounen. Och do läit eng Proposition de loi vum Här Bodry um Dësch, iwwert déi een hätt kënnen diskutieren. A virun allem wënsche mer eis - dat ass och schon ernimmt ginn - méi Fräistellung fir all déi Leit, souwuel déi gewielten an déi net gewielten, déi iwwerhaupt nach Loscht hu sech an eiser Gesellschaft ze engagieren.

Schlussendlech si mer der Meenung, dass een Demokratie a Sträitkultur muss léieren, selbstverständlech an der Schoul, mä och nach doriwwer eraus. Dofir kéint ee sech, wéi dat a gewësse Länner existéiert, en Haus vun der Demokratie virstellen.

Déi drétt Haaptachs vun eisen Iddien: Iwwer Iddien a Programmer schwätzen, amplaz nëmmen iwwer Leit. An deem Kontext ass fir eis d'Ofschaffung vun der Wahlpflicht e wichtige Punkt. Ech sinn net mat deene Leit d'accord déi soen d'Wahlpflicht wier dee beschte Garant dass d'Leit sech un der Demokratie géife bedeelegen. Ech mengen net, dass eppes e Garant ass wann een een zu eppes forcéiert. Dat do mag kuerzfristeg richtig sinn. Ech mengen awer, wann een d'Wahlpflicht géif ofschafen an hei géif e gewëssenen Desinteresse feststellen, da missten emol erëm sämtlech politesch Parteien vill méi aktiv ginn, si missten d'Leit méi mobiliséieren a si missten hir Wieler a Wielerinne sensibiliséieren. Ech mengen, dass dat mëttelfristeg wierklech zu enger méi lieweger Demokratie géif bäidroen wéi wa mer elo genee wëssen als Partei: Eis Stammwieler a -wielerinne gi souwiso déi nächst Kéier mat wien.

D'Wahlpflicht ass och eng Ur-saach, dass an deem Land hei schon zënter éiweg praktesch keng gréisser Changementer méi machbar sinn. Et ass kloer, wa jidd-feree seng Stammwählerschaft d'office duerch d'Wahlpflicht mobiliséiert kritt, da kënnt dat net vir nach viru kuerzem zum Beispill an Däitschland geschitt ass, dass eng Partei 10 bis 12% ka verléieren an eng aner der grad esou vill derbäi wanne kann, well déi et dann ebe besser fäerdig bruecht hunn hir Leit ze mobiliséieren an ze soen: „Mir hunn eng Alternativ ze bidden zu deem wat ass.“ Dofir si mir fervent Unhänger vun der Ofschaffung vun der Wahlpflicht. Mir haten awer séier erkannt, dass mer do zimlech eleng op weiter Flur wieren.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Aschränkung vum Panachage och dozou géif bäidroen, dass mer endlech emol erëm iwwer Iddien a Programmer géife schwätzen, am-plaz ëmmer nëmmen iwwer Leit. An ech wëll hei nach eng Kéier widderhuelen, dass et net richtig ass wat ëmmer erëm vu gewëssene Leit, mengen ech, bewusst behaupt gëtt, mir hätten de Panachage wëllen direkt integral ofschafen. Dat ass net richtig. Ech mengen, wann een eis Propos hält an et seet een: Mir sinn d'accord, dass de Panachage bestoe bleibt, awer just nach iwwer zwou Lëschten, ech mengen da kann een als Wieler a Wielerin zwou Saache ganz kloer soen: Et kann ee sech fir e Programm entscheiden. Et kann ee sech esouguer fir eng gewësse Koalitioun entscheiden an innerhalb vun deenen zwou Parteien, déi mer jo bis auf weiteres brauchen an deem Land hei fir eng Majoritéit ze kréien, ënner deene Leit, déi een am beschte kennt, oder loosse mer esou soen déi ee fir am kompetentsten hält, e Choix maachen.

Mat där Measure wieren all déi Méiglechkeeten, déi mer elo hu berücksichtig, mä, an dat wär fir eis wichtig gewiescht, wär zumindest e Symbol gesat fir ze soen, kommt mer schränken awer dat doten an, kommt mer probéieren eis erëm e bëssche méi op Iddien ze fokusséieren an net just nach op déi puer Leit. Ech mengen, do waren ënnerschiddlech Meenungen do. Et ass richtig, wat den Här Graas seet, dass d'DP kee Millimeter wollt réckelen. Ech weess net aus wellechen Ursachen, vläicht well se sech ausrechnen dass se dann e bësse Stëmme verléieren.

(Interruption)

Jo, mä ech sinn awer mat Ärer Argumentatioun iwwerhaapt net d'accord. Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass Der eis Iddi net richtig duergestallt hutt. Mir wëllen de Panachage net ofschafen, mir wëllen e liicht aschränken.

(Interruption)

Zwou Parteien, jo. Dir wësst jo awer grad esou gudd ewéi ech, dass prozentual gesinn d'Zuel vun deene Leit, déi iwwer zwou Parteien eriw-

wer stëmmen, souwiso relativ kleng ass. Mä vun der Symbolik hier, mengen ech, hält et eppes bruecht. Et hält ee méi eng breet gefächert Diskussioun iwwert de Panachage am Allgemenge kritt. Ech weess, dass Dir déi net wëllt. Dat ass Äert gudd Recht. Mir sinn awer der Meenung, dass et mëttelfristeg der Demokratie net gudd zu Gesiicht steet, wa mer net iwwer Iddien a Programmer schwätzen, mä just nach iwwer Zuchpäerd, déi op deene Lëschte virop gesat ginn.

En ähnelche Qualitéitssprong hätte mer eis vun der Aféierung vun engem eenzege Wahlbezierk erwaart. Ech kann och do d'Konsequenz net entdecken. Eigentlech, wann ee konsequent gewiescht wier, hält ee misse soen, mir schaffen d'Wahlbezierker an enger Gemeng of, well mer aus der Postkutschenzäit eraus sinn a well een net een Dag brauch fir vu Biekerech op Nærden ze goen. Ähnlech hält ee jo och misse soen, mir sinn am 21. Jorhonnert an enger gudder Stonn ass ee vun der Wämperhaart zu Rémeleng, wann et net zur Stousszäit ass.

(Interruption)

Ech hu gesot, wann et net grad moies um acht Auer ass.

Also hält ee sech och kënnen erwaarden dass ee seet, et ass grad esou logesch um nationale Plang d'Bezierker ofzeschafe wéi um kommunale Plang. Ech mengen dass mer och do dann eng besser Diskussioun iwwert d'Zukunft vum ganze Land kritt hätten, am-plaz dass elo gemaach gëtt wéi wann déi einzel Deputéierten an hire Bezierker hir Spillwiss hätten, wou se sech da kënnte fir den Intérêt vun deem Bezierk asetzen.

Et ass lächerlech, wann ee mat Leit aus dem Frankräich oder aus Däitschland schwätzt. Mir si mol keen Departement a menge mir missten eis Problemer a véier opsplécken. Ech froe mech, ob net grad d'Tatsaach, dass mer dat Land hei a véier opgespléckt hunn, Schold drun ass, dass an der Vergaangenheet eng Rei Léisungen net erbäigefouert gi sinn, an et ass falsch ze mengen, den Norden oder den Oste kéime schlecht ewech. Am Géigendeel! Am Moment si siwen Deputéierte fir den Osten zoustänneg an néng fir den Norden. Ech hunn nach ni en Deputéierten aus dem Süden am Nord gesinn.

Wa mer ee Wahlbezierk hätten, da géinge 60 Deputéierte sech fir den Norden interesséieren, 60 fir den Osten, 60 fir den Zentrum a 60 fir de Süden. Da krite mer vill méi eng objektiv Debatt. Et géingen och männer perséinlech Interessen aus gewëssene Regione vertruede ginn. Et menge schon, dass dat wierklech positiv gewiescht wier.

Et ass och net richtig, wéi da Leit hei behaupten, dann hätte mer heronach just 60 Deputéierten aus der Stad. Dat ass jo totale Quatsch. Mir hu jo eng Wahl wou mer ee Wahlbezierk hunn. Dat sinn d'Euro-pawahlen. Kuckt lech d'Resultater do un. Do sinn nach laang net ëmmer déi aus der Stad op deenen éischte Plazen. Et waren zum Beispill zwou Lëschten, wou e Représentant aus dem Norden an éischter Plaz war. Just als Beispill fir ze soen, dass déi Logiken, déi hei gezielt ginn, wou gesot gëtt dann hätten déi kleng Bezierker keng Représentante méi an der Chamber, absolut net richtig sinn.

Schlussendlech géing och dozou gehéieren ze soen, mir misste méi iwwer Iddien a Programmer schwätzen, och driwwer fir d'Euro-pawahl vun den nationale Wahlen ze trennen. Da krite mer endlech emol hei eng Debatt iwwert d'Euro-pawahlen. Et gëtt ëmmer hei gesot, dass ëmmer méi zu Bréssel an zu Stroossbuerg decidéiert gëtt. Ech mengen, da misst een et och fäerdig bréngen, dass dat en Thema ass virun de Wahlen, dass d'Leit mat kréie wéi wichtig et ass wien

op Stroossbuerg geet a wien op Bréssel geet. Dat ass awer de Moment net machbar.

(Interruption)

Mir hätten dee Virschlag direkt ënnerstëtzt. Dat wësst Der.

Déi véiert grouss Pist vun eis ass: Besser iwwer e Problem schwätze kënnen, well jiddferee besser am Bild ass. Dat huet mat politescher Bildung ze dinn an der Schoul, mä och an der Formation continue. Dat huet awer och ze di mat der Unerkennung an der Finanzéierung vun de Parteien. Dat huet och ze di mat haaptamtleche Buergermeeschteren, déi dat da wierklech kënnte vollberufflech maachen. Natierlech wier fir eis de Corollaire, dass een dann den Député-maire misst ofschafen. Dozou sti mer.

Et huet awer och domat ze dinn, an dofir eis Virschléi: Eng Incompatibilitéit EU-Mandat an Nationalmandat, mä awer och EU-Mandat a Buergermeeschter. Ech mengen net dass et éierlech ass, wann ee muer zu Stroossbuerg gewielt ass, dass een dann och nach ka Buergermeeschter, esouguer an där klengster Gemeng, sinn. Wann een dat Mandat eescht hält, dann ass een net vill am Land an da kann een dat net seriö maachen. Och dofir eis Propos.

Schlussendlech awer och eng Reform vum Statsrot. Mir haten eis virgestallt, dass een am Kontext vun deene ganze Reformen och de Statsrot wesentlech reforméiert, dass een do hält kënnen, wann een d'Circonscription unique agefouert hält, déi regional Komponent an dat zweet Gremium - e Statsrot, deen e bësse wéi e Senat gewiescht wär - aféieren.

Déi fënneft Achs vun eise Virschléi: Eng Rei Bestëmmungen der heiteger Zäit upassen. Dozou gehéiert d'Gemengesektiounen ofschafen. D'Stéchwahlen ofschafen. D'Mandatsdauer an deser schnellieweger Zäit vu sechs op fënnf erofsetzen. D'Gemengenopdeeling iwwerdenken a schlussendlech den elektronische Vote aféieren.

Här President, dat waren eis Virstellungen. Mir hunn awer ganz séier gemierkt, dass keng Bereetschaft vun deenen anere Parteien do wier, fir Bilan ze maachen, Diskussiounen ze féieren a grondleeënd Reformen ze maachen.

Wat eis elo haut hei virläit, an et deet mer Leed wann ech eng Rei Leit da muss enttäuschen, dat ass an eisen Aen eng technesch Upassung vun enger Rei Bestëmmungen un eis Zäit, wou mir och kee Problem hunn, wéi d'Stéchwahlen an de Majorzgemengen, respektiv d'Gemengesektiounen ofschafen. Ech hu scho gesot, d'Postkutschenzäit ass eriwuer. Da gehéiert et sech och, dass mer nëmme méi eng Sektioun an enger Gemeng hunn.

Mir hunn och kee Problem mat der technesch Upassung an der Bréifwahl a mir fannen dat och positiv, wann de Gemengerot direkt no der Wahl, wa seng Leit vereedegt sinn, kann untrieden. Ech mengen net, dass dat der Kaz e Bockel wäert maachen an eis demokratesch Praxis an der Gemeng wesentlech wäert verbessern.

Mir gesinn eigentlech nëmmen zwee Schrëtt a Richtung vu méi Participatioun. Den éischten ass dee fir d'Net-EU-Ausländer bei de Gemengewahl bedeelegen ze loossen. Mä, Här President, dat ass awer och nëmmen en hallefhäerzege Schrëtt, well se däre sech net viele loossen. Déi Logik verstir mer nu guer net. Entweder dat si Leit wéi déi aner, an da kommt mir ginn hinnen och déi ganz Rechter wéi déi aner. Ass dat dramatesch wa mer muer e kapverdianesche Mann oder eng kapverdianesch Fra am Fielser Gemengerot setzen

hunn? Ech weess net, wou do d'Ängsche sinn. Schlussendlech sinn d'Residenzdauern awer nach ëmmer esou laang, dass nach vill Leit sech ofgeschreckt fillen. Also okay fir dee Punkt, mä awer hallefhäerzeg.

Dat selwecht ass d'Erofsetze vum Alter fir kënnen wielen ze goen a sech wielen ze loossen. De passive Wahlalter ass wuel op 18 mä den aktive Wahlalter net bis op 16 erofgaangen, esou dass dat och nëmmen an eisen Aen eng hallef Measure ass.

Fir de Rescht hunn ech gesot, war keng Bereetschaft do. Keng Trennung EU- an national Wahlen, trotz enger Proposition de loi Grethen/Polfer. Keen Erofsetze vum aktive Wahlalter trotz enger Proposition de loi Berger. Iwwerhaupt emol keng Diskussioun iwwert d'Duebelnationalitéit trotz enger Proposition de loi Wagener. All Partei seet, mir hu kee Problem mat der Duebelnationalitéit, mir sinn derfir, dass déi esou séier wéi méiglech kënnt.

(Interruption)

Hei huet jo ee behaupt, Dir wiert keng Partei. Ech weess net, ob dat esou ass. Jiddefalls vun all deenen anere Parteien, an dat géing jo lagement duergoe fir eng Majoritéit hei an der Chamber ze kréien.

(Interruption)

Neen.

Här President, et läit eng Proposition de loi vir. Kommt mir huele se op de Leescht a mir kucken, dass se virun deenen nächste Wahlen hei votéiert ass, dann ass dat keen Thema méi fir keen an et schwätzt kee méi dervun.

Här President, näischt vun all deenen Iddien vun eis ass ugeholl ginn. Keen, ech betoune kee vun eisen iwwer 40 Amendementer ass schlussendlech majoritär ugeholl ginn. Dofir hunn ech se de mueren och nach eng Kéier erabruucht an ech wäert och drop halen, dass driwwer ofgestëmmt gëtt, fir dass een an zéng oder fofzeng Joer eng Kéier ka feststellen, wien da bei deem sougenannten historesche Moment, oder deser historescher Geleeënheet eise Wahlsystem unzepassen, fir progressiv Iddien war a wien net.

Här President, zënter enger Woch hunn ech awer och verstanen, dass dëst Gesetz iwwerhaapt net geduecht ass fir d'Dier vun der Demokratie méi grouss opzemaachen, am Géigendeel. Déi dräi grouss Parteien hale se ganz fest zou, dass jo kee hinnen eppes ewech hält. Eppes ass awer gudd gewiescht, dass den Innenminister bei eis an d'Kommissioun komm ass, zumindest ass jo do eppes op d'Tapéit komm, an zwar dass no baussen hi sech de schéine Männche gemaach ginn ass a gesot ginn ass, all d'Parteien konnten am Virfeld hir Iddie schwaarz op wäiss festhalen an dem Innenminister se eraginn. Duerno ass gekuckt ginn e Konsens ze fannen.

Den Här Wolter huet sech awer verschwat, oder bewosst dat dunn ënner d'Leit bruecht, an huet gesot an de Sitzungen, et kënnt net sinn dass dat, wat déi dräi grouss Parteien am Virfeld sech eens gemaach hätte wat an de Projet soll kommen, géing op d'Kopp gehäit ginn.

Ech stellen also fest, Här President,...

(Interruptions)

Här President, ech si gär bereet de Verbatim vun der Sitzung vum 5. Februar ze huelen, wou den Här Innenminister - a komescherweis hu Virriedner vu mir genau datselwecht gesot - an där Sitzung gesot huet, déi dräi grouss Parteien hätte sech am Virfeld ofgeschwat a probéiert an deene wichtige Punkten e Konsens ze fannen. Här Jem-py Klein, Dir hutt dat éinescht hei behaupt. Stitt Der nach ëmmer zu deene Wieder?

(Interruptions)

Voilà, zumindest hunn ech en Zeien, Här President, dass den Här Wolter dat an der Sitzung gesot huet. Ech stellen also fest, dass no bause gemaach ginn ass wéi wann all Parteien hei kënnten hir Iddien abréngen, dass an der Realitéit awer de Konsens téschent deenen dräi grouss Parteien gesicht ginn ass. Domat ass dese Projet also e Kompromëss téschent CSV, DP an LSAP. Déi dräi Parteien erlabe sech also, géif ech emol soen, graff 25% vun de Wieler a Wielerinnen net ëm hir Meenung ze froen. Dat ass och eppes wat mer hei emol misste festhalen.

Wann een dat bis weess, an et huet mech du gefreet dat gewuer ze ginn, da versteet een och villes méi. Vun do un hunn ech verstanen firwat eigentlech d'LSAP esou roueg wier an deem Dossier. Si hätt jo Intérêt gehat an esou engem Projet wierklech als gréissten Oppositionspartei e bësse méi draus ze maachen. Mä anscheinend hat se jo d'Hänn gebonnen. Ech verstinn och elo, Här President, firwat aus heiterem Himmel, obwuel kee Mënsch dat gefrot huet, obwuel dat ni e Problem war, d'Zuel vun den Ennerschrëften an de Gemenge vu 25 op 50 erop gesat ginn ass, well ech mengen, déi Measure kënnt jo sécherlech net den neie Lénken zegutt oder soss enger klenger Partei. Ech hunn och verstanen, firwat d'Wahlflicht vu 70 op 75 erop gesat ginn ass, well déi Measure kënnt jo sécherlech net deene Gréngen zegutt. Ech hunn och verstanen, wéi bis auf weiteres...

(Interruptions)

...e Besoin besteet, e Gesetz iwwert d'Parteien hei an deem Land anzeféieren an och d'Finanzéierung, well ech mengen net dass de gréisste Problem vun CSV, DP an LSAP d'Finanze sinn.

Ech mengen och, Här President, dass et kee Wonner da méi ass, dass keng Rieds war fir ee Wahlbezierk anzeféieren, well dat kënnt jo héchstens deene klenge Parteien zegutt kommen. Ech mengen och, dass et da kee Wonner méi ass, dass kee Millimeter um Panachage...

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Dir hat dach hei an der Chamber fënnf Stëmmen dofir krut. Sidd dach rasonnabel. Fir déi dote Propos, dat hu mer jo de Mueren héieren, hutt Der hei an der Chamber exakt fënnf Stëmmen, fënnf, keng weider. Wéi soll ech dann eng Proposition erabréngen, vun där ech vun Ufank u weess dass se hei fënnf Stëmme kritt. Allezt!

■ M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*). - Et geet hei net ëm de Fong. Et geet hei ëm de Prinzip. Dir hutt hei méintelaang, jorelaang behaupt, hei hätt all Partei kënnen aktiv un der Viraarbecht vun deem Projet de loi matschaffen an Dir hutt an der Sitzung vum 5. Februar ganz kloer an däitlech gemaach, dass, wéi et ëm d'Wurscht gaangen ass, do souzten der just nach dräi um Dësch. Mir huelen dat ad acta a mir wäerten dem Vollek do-bause soen, dass fir lech d'Konsenssichen emol d'office heescht 25% vun de Wieler a Wielerinnen net mat un den Dësch ze ruffen. Dat ass akteiert, Här Wolter, mir wäerte kucken, dass dat méi Leit wéi déi 60 hei an der Chamber wäerte gewuer ginn.

Et ass kee Wonner, Här President, wann een dat do alles weess, dass kee Millimeter um Panachage soll geréckelt ginn, well et si jo déi traditionell Parteien, déi kënnen op heiteg a fréier Ministeren zréckgräifen, op Triathletinnen an op Biergesteiger, op aktiv oder pensionéiert Gewerkschaftsbossen, wann et heescht Stëmmen ze sammelen.

Et hält ee misse wëssen, dass vun enger Majoritéit, déi eng Lex Greenpeace ausschafft, keng Öffnung zur Zivilgesellschaft kënnt kommen. Et hält ee misse wëssen,

dass eng Partei, déi net weess wat Opposition ass, weder parlamentaresch nach ausparlamentaresch, eng Partei, déi der Meenung ass Engagement a Biergerinitiative wiere verlueren Energie, net bereet ass méi e grouss Stéck vum Kuch mat anere Leit ze deelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wonnert Iech no dësen Ausféierung secherlech net méi, dass déi Gréng dëst Gesetz net wäerte stëmmen. Et ass net esou wéi déi Gréng sech eng partizipativ Gesellschaft virstellen. Et ass och net esou wéi déi Gréng sech eng lieweg Demokratie virstellen. Dofir stëmme mir géint dëst Gesetz.

Ech soen Iech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, deen heite Projéit beschränkt sech jo am wesentlechen op eng Annerung vu gewëssen technesche Modalitéite vum Wahlgesez, während awer ganz aner Mesuren noutwendeg wieren, wat eng participativ a lieweg Demokratie ugeet. Mir mengen esouguer, et hätt missen en eegent Kapitel an d'Wahlgesez agefouert ginn, wat ebe just déi participativ Demokratie a wat dat alles bedeit géif beinhalten.

Ech wëll do och verschidde Schwéierpunkten opzielen. Éischters emol, mengen ech, bedeit dat eng reell politesch Debatt à égalité des armes och no de Wahlen. Dozou gehéiere gläich Informatiouns- an Ausdrocksméiglechkeete vum deene verschidde fundamentale Standpunkter déi et an der Gesellschaft gétt, ouni dass dat iwwer- méissig geregelt gétt, zum Beispill duerch de Chronometer hei an dësen Debatten oder zum Beispill duerch den Ausschloss vu gewësse Parteien an de Kommissiounen, an deenen eenzelne Gemengen. Ech mengen haaptsächlech d'Gemeng Lëtzebuerg, déi jo ganz restriktiv virgeet wat d'Veerriedung vun de Parteien an de Kommissiounen ugeet.

Ech mengen, dass d'Demokratie sech jugéiert un de Rechter, déi déi klengste politesch Gruppéierung huet, net un de Rechter, déi déi gréissten huet, well déi ass jo souwisou vertritt iwwerall an den exekutive Gremien. Ech mengen och, dass zur reeller politescher Debatt gehéiert eng onbedéngt noutwendeg Opwärtung vum Parlament a vun de Gemengeréit, och doduerch dass déi materiell Bedéngung vum Mandatairé verbessert ginn, déi hinnen et géifen erlaben déi néideg fachlech Kompetenz bei Décisiounen zu Rot ze zéien, déi jo ëmmer méi komplex ginn. Och zum Beispill a Kommissiounssitzunge vun der Chamber, awer och duerch den Ausbau vum Congé politique op allen Niveaue.

An deem Sënn gesinn ech och éischter d'Fro vun der Finanzéierung vun de Parteien, déi menger Meenung no net dierft den Akzent leeën op d'Finanzéierung an op de Remboursement vu risege Wahlkampagnekäschten, mä éischter misst den Akzent leeën op d'Fördering an d'Erausbildung vun onofhängeger Kompetenz a pluralistescher Debatt iwwerall an der Gesellschaft.

Mir si konfrontéiert mat Tonne vun offiziellen Dokumenter, vu regierungscommanditéierten Expärebereichter, Dag fir Dag. Deem entgéint sti moer Méiglechkeete fir déi eenzel politesch Richtungen, fir sech kënnen auszudrécken.

Dobäi kënn nach d'Hëlleflosegkeet vun de politesche Mandatairé virun der Flut vun europäeschen Texter, déi selwer ganz dacks net e Resultat si vu reellen demokratische Prozesser.

Ech mengen och, dass zu enger reeller politescher Debatt gehéiert

d'Agräife vun de gesellschaftlechen Organisatiounen a vun all eenzelne Bierger, deen dorunner interesséiert ass, an d'Virbereedung vun den Debatten an de Gemengen an an der Chamber. Hearingen hannert zouenen Diere bréngen an deem Sënn, am Sënn vun der Vermittlung vu politesche Meenungen no baussen, guer näischt. Et ass jo och iwwerregens kritiséiert gi bei deem Hearing, dee stattfont huet hei an der Chamber mat deene verschidde Fraenor-organisatiounen zum Wahlgesez, dass zum Beispill deen Hearing net och géif öffentlech iwwerdroe ginn.

Zweetens mengen ech, dass participativ Demokratie och heescht, dass ee muss verhéieren, dass déi politesch Mandatairé sech verselbststännegen. Do, mengen ech, sinn zum Beispill Antikumulbestimmungen noutwendeg, fir dass sech net eng Politikerkast kann er- ausbilden, wat awer wäitgehend schonn de Fall ass, déi een iwwerall op allen Niveaue an an alle Gremien, lokal an national, erëmfënn.

Esou Saache wéi eng Begrenzung vun der Mandatszäit oder zum Beispill de Rotatiounsprinzip oder d'Ernenne vu Suppléanten, wat verschidde Mandater ugeet, esou wéi dat bei de Berufskummeren elo schonn de Fall ass, wieren nützlech Moosnamen.

Ech mengen des Weideren, dass zum Beispill d'Eropsetze vun der Zuel vun de Gemengerotsmemberen, besonnesch an deene gréissere Gemengen, dozou bäidroe kéint, dass sech méi Leit bedeelegen un der repräsentativer Demokratie. Ech wëll just nëmmen drop hiweisen, dass zu Esch-Uelzecht ee Gemengerotsmember 1.426 Awunner vertritt an zu Esch-Sauer ee Gemengerotsmember 37 Awunner.

Eng aner Moosnam wier zum Beispill d'Erofsätze vun der Zäit tëschent de Wahlen op fënnf Joer op Gemengenniveau, wéi dat vu ville Partei virgeschloe ginn ass, an net op sechs Joer wéi et de Moment de Fall ass. Déi einfach Moosnam do ass jo och emol net ëmgesat ginn an deem Gesetz.

All déi Moosnamen hätten awer eiser Meenung no e positiven Effet dorop gehat, fir ze verhéieren dass déi repräsentativ Demokratie sech verselbststännegt. Ech sinn dofir net mat deenen enger Meenung, déi soen Buergermeeschter sinn, zum Beispill, misst e Beruff ginn. Si verlaangen en Amtsbuergermeeschter. Ech mengen och net, dass Deputéierten ze sinn sollt e Beruff sinn, mä alles dat soll e politesch Mandat bleiwen, dat zäitlech begrenzt ass.

Ech mengen et ass ganz wichteg, dass d'Deputéierten zum Beispill materiell vun der Politik onofhängeg bleiwen, fir dass se deen néidege Géigepoids hunn, fir dass se déi néideg Indépendance d'esprit an de libre arbitre behalen, net vis-à-vis vun hire Wieler, virun deene se selbstverständlech verantwortlech sinn, mä vis-à-vis vun de Lobbyen a vun de wirtschaftlechen Décisionszentren, déi an all eisen Debatten eng ëmmer méi grouss Roll spillen.

Mir haten dofir an eise Propositionen, déi mer dem Minister gemaach haten ier dee Projéit de loi ausgeschafft ginn ass, virgeschloen d'Befugnisse vun de Gemengeréit ze verstärken, och vis-à-vis vum Schäfferot. Dass de Gemengerot zum Beispill sollt d'Méiglechkeet kréien de Schäfferot ze wielen an och erëm ofzewielen an eventuell Neiwahlen ze proposéieren oder de Wee fräi ze maache fir Neiwahlen a fir generell de Gemengerot och wäitgehend ze léise vun der Tutelle vum Stat.

Ech mengen participativ Demokratie heescht och nach eppes Anescht - dat ass mäin dréite Punkt -, an zwar dass eng Konkordanz, eng Gläichheet muss bestoen zwé-

schent dem Pays réel an dem Pays légal. Eng partiell Demokratie ass keng richtig Demokratie, Dir Dammen an Dir Hären. Dofir sinn ech zum Beispill der Meenung, dass dat aktiiv Wahlrecht soll ausgedehnt ginn op déi Jonk vu 16 Joer un. Dat ass en Alter, wou d'Schoulpflicht ophält an den Aarbechtsalltag fir vill Jugendlecher ufänkt. Dat ass en Alter, wou zum Beispill d'Meedercher sech kënnen bestueden. Dat ass en Alter, wou aner zivilrechtlech Méiglechkeete sech opmaachen. Et ass och en Alter, wou ee sech geschwé kann an d'Militär mellen. An et ass en Alter, wou den Interesse schonn do ass a souguer an der Schoul gefördert gétt, fir sech fir de Fonctionnement vun der Politik a vum Stat ze interesséieren an aktiv matzemaachen.

Zweetens bedeit dat, dass all d'Ausländer, déi hei am Land wunnen, sech mussen kënnen un all Wahle bedeelegen, och un den Nationalwahlen. Ech mengen, dass e Land, wat een Drëttel vu sengen Awunner, déi wesentlech zum Räichtum vun deem Land bäidroe, vum Wahlrecht ausgeschléist, keng reell Demokratie ass, mä éischter ze vergläichen ass mat engem Ueulechsächtum, enger Apartheid oder mat der griichescher Demokratie, déi d'Sklaven ausgeschloss huet, mä déi awer, wat déi direkt Form vun der Demokratie zum Beispill ugaangen ass, vill méi demokratesch war wéi eis repräsentativ Systemer vun haut. Mir sinn also fir eng Citoyenneté de résidence, déi net op der Nationalitéit berout, déi d'Wahlrecht accordéiert einfach opgrond vum Prinzip, dass d'Leit hei am Land wunnen an och hei am Land schaffen.

Da si mer ganz dofir, dass volontaristesche Moosname getraff ginn, fir d'Participatioun vun de Fraen un der Politik ze erméiglechen, well ech mengen, dass e Land wat esou wéineg Méiglechkeeten opmécht wéi eist, fir dass d'Frae sech kënnen u politeschen Ämter bedeelegen, keng reell oder wéinstens keng komplett Demokratie ass, déi d'Zesummesetzung vun der Bevölkerung géif erëmspigelen, och wa selbstverständlech d'Fraen dat aktiiv an dat passiv Wahlrecht hunn.

Ech fannen och, dass déi Argumenter, déi heiansdo opbruecht gi sinn - mir hunn der virdrun héieren iwwer de libre choix deen d'Wieler missten hunn an deen net beinträchtigt dierft ginn duerch esou Moosnamen -, net oprechtzëerhale sinn. Ech froe mech, wou de libre choix vun de Wieler ass, wann d'Parteien, wéi dat jo an der Realitéit de Fall ass, aus deene verschidde Grënn net Frae genuch opstellen an et domadder erméiglechen, dass déi gesellschaftlech Inégalité sech vu Wahl zu Wahl kënnen reproduzéieren. Ech froe mech, wou do de libre choix vun de Wieler ass, wa se net emol den Hauch vun enger Chance hunn de Frae bei de Wahlen déi Plaz an der Gesellschaft ze ginn, déi hinnen zousteet.

D'Frae si keng gesellschaftlech Minoritéit, déi duerch Quote misst geschützt ginn. Ech mengen do ass en anere Prinzip deen zielt. Ech mengen, dass eng komplett Gläichstellung vun de Geschlechter bei deem wichtigsten Akt vun der repräsentativer Demokratie just nëmme beim passiv Wahlrecht dat géif applizéieren, wat scho beim aktiv Wahlrecht besteet, nämlech de Prinzip „one man - one woman - one vote“. Dat spigelt sech dann och erëm beim passiv Wahlrecht.

An de skandinavesche Länner gëtt dee Prinzip jo schon zënter längerer Zäit mat vill Erfolleg praktizéiert an ech si souguer iwwerzeegt, Här President, dass dat gutt Ofschnei-

de vun deene Länner, wat hire Schoulsystem ugeet, wesentlech mat der Valorisation vun de Fraen an der Gesellschaft vun deene Länner ze dinn huet. Ech si grundsätzlech och der Meenung dass, wat d'Gesellschaft méi participativ a méi egalitär fonctionnéiert, wat se d'Kapassitéite vun alle Bedeelegten hieft, ouni der Erausbildung vun Eliten dobäi ze schueden, au contraire, wat jo awer gesellschaftlech Konzeptionen net erméiglechen, déi op der Trennung, op der Segregatioun an op dem Elitismus berouen.

Eng Verriederin vun der Fraenor-organisatioun LIDIA hat am Hearing vun der Chamber zum aktuelle Projéit gesot: „Il n'y aucune ouverture, c'est la pure tradition de l'homme des cavernes et c'est lui qui veut diriger presque seul mon pays. Je termine en citant Alice Schwarzer: Auch Männer haben etwas zu gewinnen bei der Emanzipation, wenn sie es nur wagen.“

Här President, Konkordanz tëschent dem Pays réel an dem Pays légal heescht menger Meenung no och - an do sinn ech net esou d'accord mat de gréng Kolleegen - Wahlpflicht, souwuel fir d'Lëtzebuerger wéi fir d'Ausländer déi hei mat wéi ginn. Ech kann och déi Konzeption, déi sech erëmspigelt am Rapport vun der Kommissioun nëmmen deelen, dass Wielen eng Biergerpflicht ass. Menger Meenung no berout se op der gläicher Participatioun vun alle Biergerinnen a Bierger um reelle politesche Prozess, esou wéi iwwerregens...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ass dat den demokratischen Zentralismus?

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Wësst Dir, „déi Lénk“ ass bestëmmt déi am mannsten zentralistesche Organisatioun heibannen. Dofir weess ech net, wat déi Fro do soll, mä ech fannen au contraire...

(Hilarité)

Une voix. - Är Virgängerorganisatioun war awer do anescht.

M. Ben Fayot (LSAP). - Vun engem Extrem zum aneren, Här Urbany.

(Hilarité)

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dofir ass dat jo och alles berengé ginn. Wat iwwerregens nach der LSAP bevirsteet.

(Hilarité)

Une voix. - Oh!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir gesitt dat falsch vu baussen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gutt. Ech mengen Wahlpflicht bedeit gläich Participatioun vun de Bierger um politesche Prozess a si ka mat deemselwechten Argument begrënn gi wéi ech virdrun d'Moosname begrënn gi fir d'Frae méi um politesche Prozess ze bedeelegen, Madame Wagener.

Ech mengen, dass d'Wahlpflicht et och méiglech mécht, dass net Wiewerschichten aus der politescher Verantwortung entlooss ginn, déi vläicht aus sozialen oder kulturellen Urssaachen eng Tendenz kéinten hu sech ofzesonnere vun enger Gesellschaft, déi si souwisou marginaliséiert. Op där anerer Säit, mengen ech, verhéieren et och d'Veselbststännegung vun der repräsentativer Demokratie an d'Erausbildung vun enger Politikerkast, déi sech nëmme fir de Bildungsbiergertum géif verantwortlech fillen an dat einfach Vollek géif lénks leie loosse.

Am Avis vun „déi Lénk“ un den Innenminister vum September 2000 zur Wahlgesezreform, deem seng Propositionen ech elo wesentlech duergestallt hunn, hu mer eis - an dat ass erëm ee Punkt, wou mer eis eigentlech ënnerscheede vun ane-

ren heibannen - och ausgeschwat fir d'Bäibehale vum Panache an, wéinstens fir de Moment, och fir d'Bäibehale vun de Wahlbezierker, an zwar mam Argument dass dat méi eng reell Repräsentatioun vun de Bierger erméiglecht.

An ech fannen et eigentlech komesch, dass zum Beispill esou Partei wéi d'DP an den ADR, déi dofir antriede bei dem Fraewahlrecht et misst Konkurrenz sinn, et misst no der Kompetenz gekuckt ginn an esou weider, dofir dierft d'Wahlrecht net ageschränkt ginn, awer antriede fir d'Wahlbezierker bäibehalen. Wann d'Wahlbezierker bäibehale ginn...

(Interruption)

Et ass eng Cotéierung, effektiv, wann d'Wahlbezierker bäibehale ginn. An do kann een och hinnen entgéinthalen, dass déi Leit aus deene méi kleng Bezierker, wa se wierklech kompetent sinn, jo och bei allgemengen nationale Wahlen da wäerte gewielt ginn. An et ass jo och schonn hei gesot ginn, bei Europawahlen wier dat wäitgehend de Fall, esou dass am Fong geholl eng Contradictioun ass an der Argumentatioun vun deene Leit.

Ech mengen awer, dass ee laangfristeg trotzdeem muss nodenken iwwer aner Modeller, déi et erlaben op enger Säit eng regional Repräsentativitéit ze erméiglechen, ouni dass gläichzäiteg et noutwendeg ass zum Beispill am Oste 14,3% vun de Stëmmen ze hu fir ee Sëtz ze kréien, während awer am Süden 4,2% duerginn. Ech fannen, dat ass eng Disproportiou déi zimlech flagrant ass.

Weider triede mer a fir eng Erëm- upassung vun der Députéierten- zuel un d'Bevölkerungsentwécklung, déi jo eng ganz däitlech Entwécklung no uewe mécht. Ech mengen och schliesslech, dass d'Rechemethod vum Reschtsëtz misst demokratiséiert ginn, Method, déi déi grouss Partei bevirzucht.

Ech wëll ofschléisse mat der Bemierkung, dass selbstverständlech deenen allermeeschte vun deenen Ureegungen, déi mir gemaach haten an der Virbereedung vun deem Gesetz, net Rechnung gedroe ginn ass. Ech hunn héieren d'DP ass awer ganz zefridde mat deem Resultat wat derbäi eraus komm ass. Dat Resultat bedeit an eisen Aen, dass Lëtzebuerg eng partiell a confiscéiert Demokratie weiderhi wäert bleiwen an dofir wäert ech mech och net mat engem positive Vote zu deem Gesetz hei ausdrécken.

Ech soen Iech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. 80 Joer nom Aféiere vum Fraewahlrecht huet 1999 den Undeel vun de Fraen am Parlament bei 16,7% geleen. Fir d'Europaparlament ass keng Fra direkt gewielt ginn. Um Gemengenniveau hate mer e Prozentsaz deen an d'Luucht gaangen ass, mä awer ëmmer nach nëmme bei 15,4% läit.

Déi niddreg Repräsentatioun vun de Frae gétt net nëmme vun deene Gréngen ugeperangert, mä och vun der Lëtzebuerger Bevölkerung. Et gétt e Sondage vun der ILReS aus deem erauskomm ass, dass iwwer 60% vun der Bevölkerung antriede fir méi eng staark Presenz vun de Fraen, a 57% souguer fir d'Paritéit op de Wahllëschten.

Am Virfeld vun där Diskussioun, déi mer haut féieren, sinn et eng Rei Debatten an der Chamber ginn, 1999 an 2000, wou eng ganz Rei vu konkrete Propose gemaach ginn ass, wéi een deem dote Problem kéint ophelefen. Zum Beispill huet déi gréissten Daachorganisatioun, de Conseil national des Femmes, proposéiert ee Plan national fir eng équilibréiert Participatioun vun de Fraen opzestellen. Doniewent sinn Enquêté gemaach ginn.

Ech erënneren zum Beispill un déi iwwert d'Presenz vun de Fraen an de Commissions consultatives vun de Gemengen, oder déi vun de Fraen an de Gemengeréit.

Et ass also versicht ginn dat Thema esou breet wéi méiglech ze diskutéieren. Ech mengen, et ass och ee Sujet, dat weisen d'Zuelen déi ech virdu genannt hunn, deen d'Leit dobaussen interesséiert. Dee Projet de loi, dee mer awer haut hei virleien hunn, do kënnt dat Wuert Fraen a Participatioun vun de Fraen emol net vir. Keng eng vun de Propositionen, déi vun der Commission à l'égalité des chances heibannen an deene verschiddenen Débaté gemaach gi sinn, gouf berücksichtegt. Keng eng Mesure, déi op d'Participatioun vun de Frae géif ofzile fir déi ze verbesseren, ass dran opgeholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun der Egalitéit huet zu deemem Projet een Avis gemaach. Deen ass bis elo nach net ganz vill heibannen diskutéiert ginn an e schéngt mer och an der Commission de l'Intérieur weider net zur Sprooch komm ze sinn.

(Interruption)

Ech hunn do aner Saache gehéiert. Da muss mer och do nach eng Kéier de Verbatim nolauschtere fir dat ze klären, mä ech hunn awer och den Androck gehat, wéi ech d'Rapporte gelies hunn, dass dat net dat gréissten Thema gewiescht wär.

Als Rapportrice pour avis vun deem Rapport géif ech wëlle menger Fraktionsmatarbechterin merci soen, déi am Fong de gréissten Deel vun der Aarbecht gelescht huet a vläicht och drop hiweisen, dass déi Gréng déi eenzeg heibanne sinn, déi sech de Luxus leeschte fir ënnert hirem Personal eng Persoun ze hunn, déi sech spezifesch mam Thema Fraepolitik ausenanersetzt. Dat huet och méiglech gemaach, dass mer eis konnten als Kommissioun méi am Detail mat där Problematik ausenanersetzen an e Rapport virleeë pour avis, dee jo net nëmme à l'unanimité ugeholl ginn ass, mä deen och vun alle Säite begréisst ginn ass. Vlächicht ass dat och eng Suggestioun un déi aner Parteien, wéi ee sech kéint an Zukunft mat der Fraepolitik ausenanersetzen.

Här President, an deem Rapport sinn eigentlech virun allem zwou Konkusiounen gezu ginn, zwee Punkte wou ee ganz konkret hätt kéinten eppes maache fir d'Participatioun ze verbesseren, déi iwwergens net nei sinn, mä déi schonn a Motiounen heibannen ugeholl goufen. Dat eent ass eng Subvention financière fir d'Partei wa se Fraen op hire Lëscht opstellen. Dat anert ass d'Institutionalisierung vun Observatoire vun der Représentatioun vun de Frae bei de Wahlen, wou schonn 1999 eng ganz wichteg Aarbecht gelescht ginn ass.

Et schéngt awer esou ze sinn, wéi wann déi zwee Punkte guer keen Intérêt, weder bei der Kommissioun nach um Niveau vum Projet de loi selwer, fonnt hätten. An deem Text ass op alle Fall näischt dran erwähnt, an ech froe mech, ob dat net och scho fir déi nächst Wahle wäert Konsequenzen hunn, dann hu mer jo also keng Méiglechkeet fir an déi Richtung ze goe fir d'Parteien ze finanzéieren. Ech hätt och gäre gewosst, leider ass d'Fraeministesch bei deemem Débat net dobäi, ob se gedenkt deen Observatoire ze institutionaliséieren, esou wéi mer et virgeschloen haten heibannen, well och dat, wann et net ëmgesat gëtt, wäert dozou féieren, dass mer emol déi nächste Kéier net wëssen, wéi et da mat der Participatioun vun de Fraen am Detail wäert ausgesinn.

Ech hu virdu schonn d'Diskussioun vun der Commission de l'Intérieur ugeschwat. Ech hu mer soe gelooss, dass och d'Etüd vum Centre Lippmann, déi ganz prezis Propositionen gemaach huet wat

d'Représentatioun vun de Frae betrëfft, weider net méi studéiert gouf. Ech mengen, dass dat och e Liicht drop werft wéi heibanne mat Dokumentatiounen, déi ausgeschafft ginn, ëmgaange gëtt. Mir maache groussaarteg Etüden an herno, wann et drëms geet fir Projets de loi ze maachen oder doropshin Diskussiounen heibannen ze féieren, dann hunn déiselwecht Etüden emol net de Wäert vum Pabeier op deem se stinn. Op alle Fall hat de Centre Lippmann do ganz prezis Propose gemaach. Zum Beispill fir Lëscht an zeféieren, wou ee géif eng Paritéit maachen. Dat schéngt sech wierklech net an deem heite Projet niddergeschloen ze hunn.

Eng ganz Rei vun anere Punkte gouf och net opgegraff. Dat eent ass dee vun der Stëmmegläichheet. Dat Thema ass virdu schonn e puermol erwähnt ginn. Et long eng Proposition vum Statsrot vir, wa Stëmmegläichheet wär, fir dann der Fra de Virzuch ze ginn. Mol net déi Proposition ass herno zréckbehalde ginn.

Et long eng Proposition vir fir d'Aschreiwe vum Sexe op de Wahlleschten. Do huet d'Commission de l'Intérieur dem Statsrot noginn. Et gëtt zwar dann am Rapport vun där selwechter Kommissioun gesot, d'paritétesch Représentatioun vu Fra a Männer war „un point important des discussions parlementaires“, an et gëtt dat däitscht Beispill zitëiert. Beispiller vu Frankräich a vun der Belsch, déi op d'mannst esou interessant gewiescht wäeren, well se wierklech ganz konkret Modeller proposéieren vu quotéierte Lëscht, ginn emol net erwähnt.

Här President, ech fannen et wierklech immens schwéier heibannen ze schwätzen.

(Discussions en arrière-plan et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Wagener, Är Zäit ass eriwwer. Ech kann lech awer eng gewëssen Zäit urrechnen. Mat deem Getässel wat gefouert ginn ass, wéi den Här Gira seng Ried virgedroen huet, sinn dräi Minutte verluer gaangen. Ech hat extra opgepasst. Är Fraktioun huet déi dräi Minutten nach zegutt.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Mir hunn nach Zäit fir d'Motiounen, mir huelen déi dann elo mat an d'Amendementer.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, ass et dann elo esou, dass eist Reglement erëm zielt?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat ass ëmmer wann ee vun der Opposition do steet!

M. Aly Jaerling (ADR).- Ech froen, well gëschter huet et nämlech net gezielt. Sot eis wann ech gelift ëmmer wann d'Reglement erëm a Kraaft trëtt, fir dat mer awer wësse wou mer dru sinn.

M. le Président.- Dir sollt net esou klenglech sinn. Ech mengen d'Diskussioun ass de Moien uerdentlech verlaft. Bei allem Respekt fir eist Reglement, wou ech jo dofir do si fir d'Exécutioun ze iwwerwaachen, soll een op där anerer Säit awer och korrekt sinn. Bei der Diskussioun, déi beim Här Gira gefouert ginn ass, ass effektiv vill Zäit verluer gaangen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Esou vill wéi ech weess war et bis elo ëmmer méiglech bei den éischten Interventiounen d'Zäit fir d'Motiounen mat dobäi ze huelen. Wann ech zesumme rechnen, am Modell 3 hu mir 45 Minutte Riedezäit, plus 15 Minutte fir d'Motiounen an d'Amendementer.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Zu de Motiounen allgemeng!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech muss zwar hei elo wierklech soen, dass ech mech drop ageriicht hat fir kënnen déi Zäit vun de Motiounen mat eran ze huelen, well soss kann ech elo d'Halschent vu menger Ried an d'Dreckskeesch puchen. Domat sinn ech awer net averstannen. Ech géif dat scho gären esou développéiere wéi ech mer dat virgeholl hat.

Ech hat virdu vum Aschreiwe vum Sexe op d'Wielerlëscht geschwat an do ass anscheinend och an der Commission de l'Intérieur d'Wichtigkeet dovunner net erkannt ginn an och beim Statsrot hunn ech d'Gefill, wann ech deen noliesen, dass guer net verstane ginn ass ëm wat dat et hei eigentlech géif goen. Här President, ech hat d'Eier virun e puer Joer kënnen e puer Wochen am Keller vun Innenministère ze verbréngen, wéi ech meng Magisteraarbecht geschriwwen hunn iwwert d'Participatioun vun de Fraen, an ech hu mech do konnte mat där Thematik ausenaneretze fir erauszefannen, ob et Fraen oder Männer woren, déi kandidéiert hunn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg esou Virnimme wéi Dominique, Camille oder Claude, wou een net ka soen ob dat e Mann oder eng Fra ass. Bei deenen heitege Wahlen ass et vlächicht nach méi einfach déi Saach erauszefannen, mä et geet eigentlech drëms, dass een op eng einfach Aart a Weis - den Här Wolter laacht elo iwwert déi heiten Thematik, mä ech fannen dat eng relativ wichteg Saach - ka Statistiken opstellen. Dat betrëfft net nëmme d'Fraen, dat betrëfft och déi aner Donnéeën, déi bei de Wahlleschten opgeschriwwen ginn, dass een déi kann op eng einfach Aart a Weis auswäerten. Dat wär am Fong Zil vun deem heite Punkt gewiescht. Dobäi kann een effektiv soen, dass dat en niewesächleche Punkt ass. Et wär ee vun deene ganz wéinege gewiescht, deen iwwer bliwwen wär, wou d'Frae befreit gewiescht wäeren. Mä och deen huet sech emol net duerchgesat.

Dat also zu deene Punkten, wou een hätt kéinten nach eppes maachen. Mir haten natierlech och eng ganz Rei vun aneren Amendementer eraginn, déi vill méi wäit gaange wäeren. Den Här Gira huet schonn oft drop higewisen, dass mer Propositionen de loien ageerecht haten iwwert d'Quotéierung, dass mer oft proposéiert haten d'Idi vum Statsrot opzegräifen an nach auszeweide bei der Stëmmegläichheet. Dat wäeren eng ganz Rei vu konkrete Punkte gewiescht, an natierlech hätte mer eis och ausgeschwat fir d'Aschreiwe vun deem Observatoire, wa mer net der Meinung wäeren, dass de Fraeministère awer schéngt wëllen op de Wee ze goe fir déi Institutionalisierung elo weider ze dreiwien.

Ech wëll dann awer och ee Wuert zur Roll vun Fraeministère hei soen, dee jo, wéi mer gesinn, net hei ass, a wou ech och den Androck hunn, dass e bei der Ausschaffung vun deemem Projet de loi net erugezu ginn ass. An do stellt sech dann awer ganz kloer d'Fro vum Mainstreaming. Dat ass e Wuert, wat ganz vill gebraucht gëtt, mä wou een d'Gefill huet, dass weder heibannen nach an der Regierung vill Leit sinn, déi verstinn ëm wat dat et do geet. An och do wëllt ech de Conseil national des Femmes zitëieren, dee seet: „La notion perspective du genre en est totalement absente du projet de loi.“

Dofir wëllt ech och dem Här Wolter d'Fro stellen, ob d'Madame Jacobs eigentlech bei der Préparatioun vun deemem Projet de loi dobäi war? Ob eigentlech d'Déléguée à l'égalité vun Intérieurministère bei der Ausschaffung vun deemem Projet de loi dobäi war? Ech wëll him och

d'Fro stellen, firwat dass dann déi Subvention spéciale, déi mer hei 1999 an enger Motioun festgehale hate fir Parteien déi eppes fir d'Représentativitéit vun de Fraen op hire Lëscht maachen, net an deemem Projet de loi hei ageschriwwen ass? Firwat den Observatoire net an deemem Projet de loi hei ageschriwwen ass?

Dat si lauter Beispiller dovunner, dass dee Begrëff Mainstreaming eigentlech hei zu Lëtzebuerg ni mat Inhalt gefëllt gëtt, obwuel d'Regierung sech dozou engagéiert huet fir bei alle Projets de loi, do wou fraespezifesch Aspekter kënnen virkommen, déi Iddien ze analyséieren a gegebenefalls dann och de Projet de loi unzepassen.

Här President, deen heite Projet weist wéi wäit d'Lëtzebuurger Regierung an och d'Majoritéit hei am Parlament op deemem Gebitt vun der Gesellschaftspolitik an der Diskussioun hannendra sinn a wéi wéineg Sensibilitéit bei de Parteien besteet fir d'Thema vun der Paritéit. Eigentlech misst awer d'Regierung, wa se sech consequent wär, wa mer deen heite Vote geholl hunn, all déi Konventiounen kënnen, déi Lëtzebuerg op internationalem Plang ënnerschriwwen huet, an all déi Engagementer, déi se an de leschte Joren a Jorzéngten agaangen ass, déi virgesinn dass Lëtzebuerg alles mécht fir zu enger besserer Représentativitéit vun de Fraen ze kommen. Da misst een och esou consequent sinn an der Öffentlichkeet dat soen, dass een eigentlech guer net gewëllt ass op deemem Niveau eppes ze maachen.

Ech wëllt dann och een Zitat nach um Schluss bréngen, wou ech fannen, dass en dat ganz gutt bréngt: „Die Gleichstellungspolitik ist das Ziel jedes europäischen Staates geworden. Sie ist aber keine Frage der Zeit, sondern erfordert Analysen, Anreizsysteme, Instrumente, Programme, Gesetze, Subventionen und Strategien um die gewünschte Gleichheit herzustellen.“

Här President, dat soen ech net eleng, mä dat heiten ass en Zitat vun der Madame Dörner, déi net nëmme Presidentin vum Conseil national des Femmes ass, mä wou ech meng Hand wëllt an d'Feier dofir leeën, dass se op där nächster Wahllescht vun der CSV wäert mat drop stoen.

Här President, nach vlächicht just ee Punkt um Schluss, obwuel et relativ schwéier ass hei géint de Kaméidi unzegoen. Mir hunn an der Commission des Institutions och iwwert d'Frae geschwat. Dat ass schonn e bësse méi laang hier. Schon an der leschter Legislaturperiode ass festgehale ginn, dass den aktiven Asaz fir d'Chancégläichkeet soll eng Aufgab vum Stat sinn an et ass eng Propos gemaach ginn. Déi Propos ass am Joer 2000 amendéiert ginn a si läit elo beim Statsrot.

Déi dote Verfassungsännerung misst eigentlech d'Grundlag si vun deene positiven Aktiounen, déi ech elo grad hei beschriwwen hunn. Vlächicht, an ech hoffen dass déi Ännerung deemnächst wäert kënnen an den Text vun der Verfassung ageschriwwen ginn. Et ginn Unzeechen dofir, dass de Statsrot deemnächst zu engem Enn vu sengen Aarbechten an deem Beräich kënnt. Vlächicht kann déi Verankerung e Mentalitätswandel erbaiféieren, dee sech da vlächicht an zéng oder an 20 Joer och zu Lëtzebuerg um Niveau vum Wahlgesetz kéint ausdrécken.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, de Marco Schank, huet de Moie gesot, dass et sech hei ëm e wichtegt an ëm e gutt Gesetz handelt. A wann ech

d'Debatten hei richteg nogelauschert hunn, dann hunn ech net op allen, mä op deene meeschte Banken déiselwecht Ausso duerch d'Bank eraushéieren, dass et sech ëm e gutt an e wichtegt Gesetz handelt.

Wat schued ass, dass dass bei esou engem Gesetz nees eng Kéier ronderëm vill gedréint a gesponne ginn ass an dass domadder d'Essenz vun deem wat mer en fin de compte hei maachen nees eng Kéier e bëssle verschwénnt. Ech stelle mer eigentlech d'Fro wat déi, déi eis dobaussen nokucken an nolauschteren, esou gutt geschter wéi haut, eigentlech dovun hale wann d'Parlament sech hei méi mat Minutten, déi deen een oder deen anere schwätzt, ofgëtt, respektiv mat Prozeduren, wéi mam Fong vun enger Saach. Ech mengen net, dass dat e gutt Bild no bause gëtt.

De Moien ass vill hei geschwat ginn, Här President, vun dem Wuert Demokratie an et ass vun enger Rei vu Riedner ëmmer erëm ënnerstrach ginn, dass den zoustännige Minister fir dëst Gesetz versicht huet e Konsens ze fannen. A wann een dann an deemselwechte Kontext dat Wuert Demokratie gebraucht, da muss een emol gesi wat dann en fin de compte hei geschitt ass.

Normalerweis ass et jo esou, dass bei enger Problematik an engem Koalitionsaccord, well mer jo d'Majoritéit an d'Opposition hunn - d'Demokratie leeft vu Majoritéit op där enger Säit an Opposition op där anerer Säit -, déi grouss Linne festgehale ginn, déi an de Projet dra stoe kommen. An da geet et esou, dass den zoustännige Minister e Projet ausschafft, der Regierung dee virleert, da kënnt en hei an d'Chamber an da beréit d'Chamber driwwer. Dat ass déi normal Prozedur. Dat ass an deemem Fall net gemaach ginn.

An deemem Fall stung net am Koalitionsaccord dran, wat en fin de compte an dat Gesetz hei soll erakommen. An deemem Fall huet den Innenminister net a sengem Ministère e Projet ausgeschafft, der Regierung dee virgeluecht an en an d'Chamber ginn, mä hien huet am Virfeld, well déi verschidde Gruppierungen, Parteien a Fraktiounen an deser Thematik ganz divergent Meinungen hunn - an dass keng Fro elo à l'intérieur vun der Koalitioun, all Partei huet seng Vuen hei, berechtigt oder onberechtigt, an deenen engen Ae berechtigt, an deenen aneren net, dass ass nun eben emol esou -, versicht emol ze sondéieren: Wat ass dann an deemem Parlament do majoritéitsfäeg? Wou sinn déi Punkten, wou sech méiglechst vill vun deenen, déi heibanne sinn an déi jo och ganz oft Lokalpolitiker sinn - well jo hei och villes mat Gemengewahlen ze doen huet -, drop ralliéiere kéinten? Dat huet hie gemaach. Hien huet déi Sondage gemaach. An opgrond dovunner ass hien higaang an huet e Gesetzesprojekt ausgeschafft.

Ech muss lech soen, Här President, wann ech dat dote vergläiche mat deene Prozeduren déi mer soss normalerweis an eisem parlamentaresche System hunn, da muss ech awer soen, dass dat Wuert Demokratie, wat de Moien esou vill hei gebraucht ginn ass, grad just op deen dote Projet zoutreff, well hei ee Minister net vun uewen erof dekretéiere gaangen ass, wat dann elo seng Meinung vu sengem Haus war, dat an der Regierung duerchgesat huet an dann heihinner an d'Parlament komm ass, mä hie versicht huet de Feeling vun de Gruppierungen vun deemem Parlament ze kréien, fir e Projet auszuschaffen. Deementsprechend kann ech vun eiser Säit nëmme dem Minister Wolter félicitéieren fir déi Manéier an déi Aart a Weis wéi hie bei deemem Projet virgaangen ass, fir méiglechst vill Meinungen mat eran ze kréien.

Här President, haut de Moie gouf hei ganz vill vun Demokratie geschwat an et gouf sech referéiert op zwee Amendementen déi d'Kommissioun ugeholl hat, wou se sech awer zu engem gewësse Moment raviséiert huet an déi fale gelooss huet, fir ze soen hei wär et net demokratesch zougangaen an hei wär et net mat rechten Dénger zougangaen. Virun allem de mandatéierte Spriecher vun de Gréngen huet gesot, dat wier alles ondemokratesch gewiescht, de Minister wier an eng Kommissioun komm an hätt do der Majoritéit gesot, wou et elo soll lang goen.

Esou war et net, Här President, an ech wëll hei soe wéi et an der Realitéit gaangen ass. Fir d'éischt hunn ech emol eng Contradictioun fir...

■ **Une voix.**- Här Weiler, Dir waart net dobäi.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Dir waart jo net do.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Jo, mä da waart emol. Dir verléiert näischt andeems Der emol eng kéier ofwaart, fir ze héiere wat ech wëll soen. Wann Der dann nach net d'accord sidd, da kënnt Dir lech och jo nach ëmmer zu Wuert melen.

Fir d'éischt huet den Här Gira gesot: „Den Här Minister huet décidéiert, wat an der Kommissioun geschitt.“ Zur selwechter Zäit huet hien awer gesot: „Déi zwee Fraktiounschefen hunn hire Leit gesot...“ Jo, wie war et dann elo? War et de Minister oder waren et d'Fraktiounschefen oder wie war et dann elo en fin de compte? Ech kann lech just soen, awer ech hätt gär den d'Fairness, dass dat wéinstens zur Kenntnis geholl gëtt, wat déi zwee Punkten ubelaangt, notament de Signe distinctif op de Listes électorales an d'Fro vun der Incompatibilitéit vum nationale Mandat mat dem europäesche Mandat - dat ware jo déi zwou Froen, wou Amendementen do waren, déi zréckgeholl gi sinn -, dass do weder de Minister nach soss ee bei der Majoritéit vun dësem Parlament intervenéiert ass fir d'ëscht oder dat ze maachen.

Déi zwou Majoritéitsfraktiounen waren d'accord fir déi Amendementen mat op de Wee ze ginn. Duerno hu mer eis Käpp awer nach eng kéier zesumme gestreckt a mir hunn emol gekuckt an iwwerluecht, wat dann en fin de compte d'Argumenter wäeren, déi fir déi Amendementen plädéiert hunn, a wat d'Argumenter wäeren, déi awer och dergéint plädéieren.

(**Interruptions**)
Lauschtert emol, Här President.

(**Interruptions et coups de cloche de la Présidence**)
Ech kann lech nëmme just soen, dass déi zwou Majoritéitsparteiën déi dote Fro mateneen eng kéier duerchdiskutéiert hunn.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här Weiler, wat ass Are Message? Dee verstü mir elo net. Soll ech lech soen, wat ech verhalen hunn?

(**Interruption et coups de cloche de la Présidence**)

Et ass seelen, dass esou vill Amendementen do sinn, also kann de Minister oder d'Majoritéitsparteiën net esou op gewiescht sinn.

Här President, ech verstinn dem Här Weiler säi Message net.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech kann lech soe firwat den Här Krecké dat net versteet.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Ech soen lech eent, Här Weiler, wann den Här Minister an d'Majoritéitsparteiën esou gutt geschaff hunn, firwat huet Der da 40 Amendementen? Esou vill Amendementen hu mer seelen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Ma lauschtert emol, déi Gréng wäerten dach sécher d'Recht hunn an en-

ger Demokratie hir Amendementen ze bréngen. Dir waart jo och an der Kommissioun géint déi meescht Amendementen, déi déi Gréng erabruucht hunn.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Firwat da 40 Amendementen? Dat hu mer seelen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Wann Der e Konsens sicht, Här President, da kënnt Der deen net op alle Punkte fannen. Et ass wéi de Minister virdu gesot huet, eng Liste électorale hei am Land, ee Wahlbezirk, esou eng Propos brauch hien net ze maachen, well dat gëtt jo vu kengem Mensch ugeholl.

An dann, Här Krecké, wëll ech lech soen, well Der dat jo net verstitt, dass ech lech elo géif bieden nozelauschteren, well Dir waart virun net hei, well soss hätt Der dat matkritt, wat den Här Gira hei gesot huet...

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Ech hunn et matkritt.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Ech wëll just soen, dass dat net esou war. D'Majoritéitsfraktiounen hunn, oni mam Minister Récksprouch geholl ze hunn, sech drop géeneegt fir déi zwee Amendementen, déi do waren, en fin de compte net unzehuelen, aus Grénn...

(**Brouhaha général**)
Här Graas, schwätzt mam Här Rippinger. Dee kann lech dat soen. Ech wëll lech soen, Här President,...

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, ech stelle fest dass ech net deen Eenzeg sinn, deen net versteet.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech wëll un dem Beispill...

(**Interruptions**)
...vun den Incompatibilitéiten tëschent dem nationale Mandat an dem europäesche Mandat däitlech maachen: Mir waren zu engem gewësse Moment d'accord fir an d'Gesetz ze schreiwen, dass et net geet dass een zur selwechter Zäit am Europaparlament ka sinn an am nationale Parlament. Mir hunn eis awer iwwerluecht dass, wann een...

■ **Une voix.**- Wien ass mir?

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- D'Majoritéit huet sech dat iwwerluecht an dofir huet se dat décidéiert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Den Här Rippinger...

■ **M. le Président.**- Haalt wann ech glift op mat deenen Tëschebemierkungen!

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, sot emol dem Här Gira hie soll och emol ee Moment déi aner Leit schwätze loosse. Mir hunn hie jo och virun hei laang riede gelooss.

(**Interruptions**)
Här President, mir fannen et net normal dass een hiegt an dem Wieler sonndes moies d'Méiglechkeet gëtt fir e Kandidat op zwou Lëschten ze stëmmen, op enger nationaler Lëscht an op enger europäescher Lëscht, an zur selwechter Zäit verbiit een awer dem Deputéierte fir dann hinzugeen an déi zwee Mandater unzehuelen. Dat ass e Corollaire.

Mir si selbsterständlech fir nëmme ee Mandat, mä mir sinn awer och dofir, dass een nëmme op enger Lëscht ka kandidéieren. Et ass dach de Wieler un der Nues erëmgefouert, wann een him moies d'Méiglechkeet gëtt den Här Krecké op der Europalëscht ze stëmmen, an de Wieler mécht dat dann, well hien den Här Krecké gär an am Europaparlament hätt,

an owes hëllt den Här Krecké dat nationaalt Mandat un, hie geet net an d'Europaparlament. Här President, et gëtt e Corollaire...

(**Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. le Président.**- Loosst dach de Riedner schwätzen!

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, meng Fraktioun war déi eenzeg, déi sech ewell virun de leschte Wahlen ausgeschwat huet a proposéiert huet mir sollen nëmme méi op enger Lëscht kandidéieren. Mir waren déi eenzeg Partei, déi déi leschte kéier higaangen ass - a mir haten nach vill Mandatairen, déi mer hätte kënnen op déi Lëscht setzen - an en Dréttel vun de Leit op d'Europalëscht gesat hunn, déi net op den nationale Lëschte kandidéiert hunn, fir emol en Zeechen ze setzen, datt mer sollen an déi Richtung goen. Mir hätten also gär en...

(**Interruptions et coups de cloche de la Présidence**)

Här President.

■ **M. le Président.**- Dir Hären, wa mer esou weiderfueren, dann hiewen ech d'Sitzung op. Dat doten ass dach keng Chambersitzung. D'nächst Woch ass eréischt Fuesend.

Loosst dach den Här Weiler schwätzen! Wann engem eppes net geet, da kann hie jo nach herno d'Wuert verlaangen, a wann hien nach Zäit zegutt huet kann hie jo eng Kloeerstellung maachen.

■ **Une voix.**- Mir hu guer näischt gesot.

■ **M. le Président.**- Ech apelléieren hei u jiddferen hie soll Disziplin wahren a sech behuele wéi et sech gehéiert. D'Leit, déi dobaussen nokucken, froe sech jo wou se hei eragerode sinn. Ech fannen dat ass onerhéiert.

Hei soll iwwer ee seriöt Gesetz, e wichtegt Gesetz, wat vu jiddferengem verlaangt ginn ass, wou awer divergent Vuë sinn - wat normal ass - diskutéiert ginn an herno ass et d'Mehrheet déi décidéiert, ob et esou oder esou gemaach gëtt. Ech mengen dat ass dat Demokratesch vum der Welt an duerfir soll een och e Riedner, deen eng aner Opfaassung huet wéi ee selwer, schwätze loosse. Dat ass Demokratie an net wann een deen nidderjäzt.

Här Weiler, fuert Dir elo virun an déi aner si roueg a lauschteren no!

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Merci, Här President. Här President, ech wollt nach eng kéier soen, wa mir en fin de compte mengen, dass deen Amendement do net noutwenneg wier fir en an d'Gesetz anzuschreiwen, dann ass dat well mir jo d'Realitéite kucke mussen.

Éischtens ass et esou, dass mer eis an deene leschte Joren ëmmer eens waren. Et gëtt jo keen Deputéierten, deen déi zwee Mandater ugeholl huet. Mir hunn also emol éischtens eng Praxis.

Zweetens muss ech zu deem soen, wat den Här Gira vidrun hei gesot huet, wéi hie gesot huet et kéim eng europäesch Direktiv, déi misst an nationaalt Recht émgasat ginn, an dass déi Incompatibilitéit do souwisou dann do dra stoe kéim, dass dat net richtig ass. Et kënnt keng europäesch Direktiv, déi muss an nationaalt Recht émgasat ginn. Et gëtt eng Décisioun vum Conseil vum 25. Juni 2002 an eng vum 23. September 2002, déi schreift déi Incompatibilitéit do vir. Am Artikel 2 steet dran: „à partir de l'élection au parlement européen“

vun 2004 „la qualité de membre du parlement européen est incompatible avec celle de membre d'un parlement national.“

Här President, déi doten Décisioun vum Conseil, déi ass haut schonn a Kraaft. Dat ass eng Décisioun, déi ass rechtsbindend hei am Land. Ob mir elo an dat Gesetz deen Amendement, dee mir préparéiert haten, dra schreiwen oder net, dat ass absolut superfétatoire, well hei ass de Moment eng rechtverbindlech Décisioun, keng Direktiv, Här Gira, déi muss an d'Nationalrecht émgasat ginn. Dir hutt lech do geiert oder dat net gutt studéiert gehat. De Moment hu mir eng europäesch Norm, déi sech Lëtzebuerg imposéiert an et ass kengem Deputéierten erlaabt, fir an zwee Parlamenten ze tagen.

Et bleift derbäi, Här President, well jo gefrot gëtt, firwat dass mer en fin de compte dat dach awer net an den Text geschriwwen hunn. Mir hätten näischt dergéint gehat wann et an den Text ageschriwwen gi wär, obschonn et net noutwendeg ass, mä mir sinn eis awer net eens op enger anerer Fro, Här Asselborn, an do kënnt Dir Faarf bekennen.

Verbidde mer elo endlech, dass kann deeselwechten Dag op zwou Lëschte kandidéiert ginn, fir d'nationaalt Parlament a fir d'europäesch Parlament? D'CSV huet virun de leschte Wahle gesot, mir soen et haut erëm a mir trieden och an Zukunft derfir an, et soll verbuede sinn deeselwechten Dag op zwou Lëschten ze kandidéieren, well dat ass de Wieler un der Nues erëmgefouert. Mir hunn awer keen Accord driwwer an ech weess net wat d'Haltung vun der sozialistescher Fraktioun dozou ass? Hei ass eis Meenung, dass dat net geet an dass mer dat endlech solle verbidden, fir kënnen op zwou Lëschten ze kandidéieren. De Wieler soll kloer an däitlech wëssen, wann e säi Kräiz moies mécht, geet deen do an d'nationaalt Parlament oder geet en an d'europäesch Parlament. Dat ass eis Haltung.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Dir musst lech mat der DP an d'Rei maachen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Mä d'Demokratesch Partei huet eng aner Vue an där Fro, an dofir ass dat elo hei net regléiert. Ech weess allerdéngs net, wéi d'sozialistescher Fraktioun déi dote Problematik gesäit.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Dir waart net hei wéi den Här Klein alles erkläert huet.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Da sot mer et nach eng kéier.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Dir musst hei sinn.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, den Här Krecké interpelléiert mech ëmmer gär en hei, mä ech géif hien emol gare froen, ob d'sozialistescher Fraktioun dann der Meenung ass, et soll ee kandidéiere kënnen op deenen zwou Lëschten deeselwechten Dag, jo oder neen?

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Dir hätt sollen den Här Minister schwätze loosse. Dat wär besser.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Gitt mer emol eng Äntwert.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Dir hätt sollen hei sinn. Den Här Klein huet alles explizéiert.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Ech hunn dem Här Klein seng Ried vun der éischer Silb bis déi lescht nogelauschtert. Ech hunn net erausfonnt, ob d'sozialistescher Fraktioun dann elo derfir oder dergéint ass. Här Asselborn, Här Fraktiounschef, Dir sidd jo allenzwee hei, sot eis et op dëser Plaz.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Här President, ass dat hei en Oral

vum Här Weiler un d'Chamber oder wat ass dat hei? E soll seng Ried halen a sech sëtze goen, dass mer weider kommen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech insistéieren net, mä ech stelle just fest dass d'sozialistescher Fraktioun hei net bereet ass kloer an däitlech ze soen, ob se fir d'Candidature unique ass oder ob se fir Kandidaturen op deenen zwou Lëschten ass. Hei wär d'Geleeënheet gewiescht fir dat ze soen, awer mir sinn et net gewuer ginn.

An dann, Här President, kommen ech zum Schluss nach eng kéier op d'Wuert Demokratie zréck. D'Demokratie en fin de compte, déi spillt sech hei am Parlament of. Déi Gréng hu 45 oder 46 Amendementen zu dësem Projet abruucht. Déi sinn duergeluecht an explizéiert ginn. Si sinn iwwerengs och laang an der Kommissioun diskutéiert ginn. Et kann ee jo net soen, dass d'Demokratie net gespilt hätt an der Kommissioun. Den Här Gira huet dat fairerweis zouginn. An der Kommissioun sinn hir Amendementen net nëmme zur Kenntnis geholl ginn, mä se sinn och diskutéiert ginn. Haut am Parlament stëmme mer driwwer of, wéi een Text dann en fin de compte a Kraaft triede wäert. Mir stëmme of iwwer d'Amendementen an da gesi mer wou d'Majoritéite sinn. Här President, dat ass Demokratie.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Den Här Rippinger.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass hei keng Ambigüitéit entsteet tëschent dem Här Graas, menger Fraktioun a mir, an op där anerer Säit awer eng Identitéit de vue mam Här Weiler bestanen huet, wëll ech folgend Berichtung maachen:

Dënschdes de 14. Januar huet den Här Graas mech ugeruff, ech war dee Moment am Ausland, an huet gesot et kommen ongeféier 5 Amendementen de Mëtteg an der Kommissioun, wouvu mer mat zwee do net kënnen d'accord sinn a wou mer och ëmmer am Virfeld gesot hunn, mir wäeren net d'accord. Dat war a mengen Aen déi Ineptie vun dem Männlechen an dem Weiblechen op der Wahllescht. Dat anert war déi Geschicht mat der Incompatibilitéit vum Europamandat an dem nationale Mandat.

Ech hunn dunn den Här Weiler ugeruff an ech hunn zum Här Weiler gesot, mir kënne mat zwee Amendementen net d'accord sinn. An dunn hu mir zwee ënner anere ofgemaach, net ofstëmme ze loosse an der Kommissioun, sondern mir hu gesot, loosse mer emol déi Amendementen bei de Conseil d'Etat schécken a kucke wat de Conseil d'Etat seet.

(**Interruption**)

Den Här Gira war jo net dobäi, dofir froen ech mech, wat Dir dozou ze soen hutt? Dir wësst alles besser hei. Déi Gréng wëssen alles besser an den Här Gira ganz besonnesch. Dir waart jo bei deem Gespräch net dobäi.

Dunn ass awer an der Kommissioun ofgestëmmt ginn eier déi Amendementen bei de Conseil d'Etat gaange sinn. Mir hu bei deem engen dergéint gestëmmt. Dat war dee vum Männlechen a Weiblechen op der Wahllescht. Bei deem aneren hu mir eis enthalen. Dat ass déi chronologesch Reiefolg an och déi historesch Wourecht. Eppes aneschtens kann een dozou net soen. Dat hei steet net am Koalitionsprogramm, et ass also autoriséiert, dass jiddfer Partei a jiddfer Fraktioun hir eege Meenung dozou ka soen.

Ech hunn och ee ganz grousst Verständnis, dass de Minister versicht huet - och heibannen - bei dësem Gesetzesprojet eng Majoritéit ze

kréien, déi eigentlech eng Majoritéit qualifié ass compte tenu vun der Wichtigkeet vun deem Projet, esou wéi se vun der Verfassung virgesinn ass. Do ass guer keng Dissension gewiescht tëschent dem Här Weiler a mir, an och keng Opposition, au contraire. Eist Verständnis huet ganz gutt fonctionnéiert, well den Här Graas mer direkt ugeruff huet a gesot huet, dat an dat kënnt op eis zou. An esou hu mir de Problem geregelt an aller Rou a mat villem Demokratieverständnis. Dat ass dat, wat ech hei wollt soen.

■ M. le Président.- Här Asselborn.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, ech wollt dem Här Weiler just kuerz op seng Fro hi soen, well ech wollt en net ënnerbrieche wéi e mer d'Fro gestallt huet,...

(Hilarité)

...dass mer laang scho wëssen an eiser Partei, dass d'CSV an d'DP op deem Punkt do net eens ginn.

Dat wusst mer ier den Här Weiler an den Här Rippinger matenee geschwat haten, an dofir hu mer eis agestallt, Här President, fir dass déi bestehend Gesetzgebung bei deenen nächste Wahle wäert Gëltkeet hunn an dofir suerge mer derfir, dass mer méiglechst gutt Lëschten hunn. Voilà!

■ Une voix.- D'Duebelkandidatur.

■ M. le Président.- Här Krecké.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech wëll an Erënnung ruffe wat gesot gi war an der Presidentekonferenz, dass um 12.30 Auer géif ënnerbrach ginn.

Ech hunn eng Aarbechtssëtzung mat menger Partei do iwwer. Déi hunn ech ageruff, well ech wusst dass um halwer eng géif opgehal ginn. Ech géif lech bieden dat elo ze maachen.

■ Une voix.- Eng Aarbechtssitzung iwwert déi duebel Kandidatur.

■ M. le Président.- Mir haten awer geduecht de Moien nach de Minister ze héieren an de Mëtteg hätte mer ofgestëmmt. Ech consul-téieren d'Chamber. Sidd Der d'accord fir elo ze ënnerbrieche an de Mëtteg weider ze fueren?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.34 heures)

Ordre du jour

1. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
2. 4885 - Projet de loi électorale et portant modification
 - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
 - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
 - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
 - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

(Discussion générale - suite - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur les 47 amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Michel Wolter, Luc Frieden et Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Mir héieren dann direkt dem Här Minister Charles Goerens seng Deklaratioun iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. D'Wuert huet den Här Minister Goerens.

1. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, comme les précédentes interventions en 2000 et en 2001 la présente déclaration sur la politique de coopération au développement et d'action humanitaire du Luxembourg s'inscrit dans un contexte institutionnel: celui d'un dialogue que je souhaite franc et constructif entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et - à travers lui - l'ensemble de la population luxembourgeoise dont vous êtes les représentants. Aussi la déclaration d'aujourd'hui et le débat qui s'en suivra demain s'inscrivent-ils dans une dynamique de dialogue et d'échange.

Cette dynamique a pris une nouvelle dimension depuis l'automne dernier, lorsque le Gouvernement a lancé une vaste campagne d'information qui vise à sensibiliser le pu-

blic luxembourgeois aux enjeux de la coopération au développement.

Avec cette campagne, le Gouvernement se propose notamment:

d'informer l'opinion publique sur la politique de coopération au développement menée par le Gouvernement et d'en expliquer la portée;

de favoriser l'acceptation de sa politique de coopération au développement;

de susciter une connaissance et une compréhension plus grandes des réalités des pays en développement ainsi que des relations entre pays industrialisés et pays en développement;

de favoriser la tolérance ainsi que l'esprit de solidarité à l'égard des populations démunies des pays en développement.

La réalisation d'une telle campagne répond d'ailleurs au souhait de la Chambre des Députés, qui a invité le Gouvernement, à maintes reprises au cours des dernières années, à mettre en œuvre, de concert avec les ONG, une campagne de sensibilisation continue pour faire comprendre à l'opinion publique la complexité de l'effort sans précédent fourni par le Luxembourg depuis le début des années 1990 dans le domaine de la coopération.

A l'heure actuelle, la campagne de sensibilisation est programmée pour s'étendre jusqu'en mars 2004. Après une phase préparatoire lors de laquelle nous avons eu recours à l'expertise et à l'expérience en la matière du Service Information et Presse, le Gouvernement a lancé une soumission publique en juillet 2002.

Afin d'être en mesure d'orienter et de cibler au mieux les actions d'information et de sensibilisation, nous avons fait procéder à un son-

dage qualitatif de l'opinion que se fait le public luxembourgeois de la coopération au développement. Le résultat du sondage a confirmé notre pressentiment: les Luxembourgeois sont en général favorables à l'aide au développement, même s'ils sont peu informés sur les efforts déployés par l'Etat luxembourgeois en la matière et même si leur attente principale à l'égard de l'Etat est qu'il réponde à leurs besoins au quotidien, ici au Luxembourg. Fort de ces résultats, le Gouvernement a précisé sa stratégie et son plan de communication avec l'aide d'une agence de communication spécialisée.

La campagne se déroule en plusieurs phases. Une première phase de sensibilisation et de prise de conscience est entre-temps achevée. Au moyen de différents supports médiatiques, abribus, affiches, spots à la télévision, à la radio et dans les cinémas, le but poursuivi pendant cette phase était de faire comprendre à un large public quels sont les principaux domaines d'action du Gouvernement en matière de coopération au développement: l'éducation, la santé, l'adduction d'eau et l'assainissement, le développement des capacités de base des populations des pays en développement, le transfert de savoir-faire. Un autre but était de mieux faire connaître le rôle de l'Etat, qui est l'acteur de loin le plus important en termes financiers de la coopération luxembourgeoise.

La deuxième phase de la campagne qui démarrera en mars prochain aura principalement pour but d'approfondir les connaissances du grand public en la matière. A cet effet, le Gouvernement présentera en particulier des projets concrets de la coopération bilatérale luxembourgeoise qui permettent de répondre aux besoins de nos pays partenaires.

La phase finale de la campagne débutera à la fin de l'année 2003. Elle sera essentiellement consacrée à la consolidation des acquis des deux premières phases.

Monsieur le Président, c'est également dans le contexte d'une politique d'information renforcée que le Gouvernement s'efforce de réserver une plus grande publicité à des événements importants en matière de coopération au développement.

Ainsi la presse luxembourgeoise a-t-elle très largement été associée à la publication des rapports de deux agences des Nations Unies qui figurent parmi les partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise: le rapport mondial 2002 sur le développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le rapport 2002 sur l'état de la population mondiale

préparé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les 19 et 20 novembre 2002, l'ONU a procédé au lancement des Appels Consolidés inter-agences en matière d'aide humanitaire à New York et dans sept capitales mondiales dont, pour la première fois, Luxembourg. Cette première nous a permis d'articuler à destination du grand public les enjeux de taille auxquels nous confrontent les nombreuses crises humanitaires: la situation actuelle en Afrique australe le nous montre à quel point elles sont complexes et difficiles à gérer.

Le 12 juillet 2002, la visite de travail de l'administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Monsieur Zéphirin Diabré, a donné l'occasion d'évoquer plus en détail et de présenter au public luxembourgeois les Objectifs de développement du Millénaire visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Le 8 septembre 2000 en effet, à l'occasion du Sommet du Millénaire qui se déroulait aux Nations Unies à New York, les 189 Etats membres de l'ONU de l'époque se sont engagés, d'ici 2015, à réaliser ce qu'on appelle désormais les Objectifs de développement du Millénaire. Les Etats membres ont ainsi reconnu qu'en plus des responsabilités propres que nous pouvons assumer à l'égard de nos sociétés respectives, nous sommes collectivement tenus de défendre, à l'échelon mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité. Afin de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour tous, un effort commun important et soutenu doit être consenti, dans le but d'atteindre les huit Objectifs du Millénaire. Jusqu'en 2015, nous nous sommes engagés à:

Réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim.

Assurer l'éducation primaire pour tous.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment à travers l'éducation.

Réduire la mortalité infantile de deux tiers pour les enfants de moins de 5 ans.

Améliorer la santé maternelle.

Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.

Assurer la durabilité des ressources environnementales en intégrant les principes du développement durable dans les politiques nationales et en réduisant de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable.

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs sont à la fois ambitieux et insuffisants. Prenons seulement le premier objectif comme exemple. Il est insuffisant, car il ne vise à réduire la proportion de la population vivant dans l'extrême

pauvreté que de moitié, alors que ce fléau touche à l'heure actuelle 1,2 milliard d'individus qui doivent subsister avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour. La pauvreté affecte quant à elle 2,8 milliards d'individus qui disposent de moins de deux dollars par jour pour survivre. Au cours de la décennie passée, selon les données du PNUD, le nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté n'a que légèrement reculé, de l'ordre de 100 millions d'individus. Même si nous parvenons à réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté, cela n'empêchera pas qu'une majeure partie des personnes concernées resteront prisonnières de leur tragique condition humaine, ce que nous ne saurions accepter.

Le paradoxe veut que l'objectif qui vient d'être évoqué est néanmoins ambitieux. Certains diraient même qu'il s'agit d'un vœu pieux. En effet, au regard des moyens mis en œuvre à l'heure actuelle, il paraît de prime abord difficile à atteindre. Pour ma part, je reste convaincu qu'il peut être réalisé si tous les pays respectent leurs engagements, et notamment celui d'augmenter le niveau de leur aide publique au développement et d'améliorer leur aide en ciblant les secteurs pertinents, les secteurs sociaux, en particulier l'éducation et la santé. J'irais même jusqu'à affirmer que dans l'éventualité où l'ensemble des pays de l'OCDE à revenu élevé faisaient face à leurs responsabilités et consacraient notamment 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement, la pauvreté pourrait être éradiquée à l'horizon 2015.

Le Luxembourg tient ses engagements. Il a régulièrement augmenté son aide publique au développement, qui doit atteindre 0,84% du revenu national brut cette année. Il continue de cibler son appui à raison de plus de 80% sur les secteurs sociaux, dépassant ainsi très largement les objectifs minimaux fixés en 1995 par le Sommet mondial de Copenhague pour le développement social. Comme il a déjà été expliqué par le passé, les principes et priorités de la coopération luxembourgeoise sont totalement en phase avec les Objectifs du Millénaire. Le suivi de la mise en œuvre de ces objectifs sera dorénavant assuré par Madame Eveline Herfkens, ancienne Ministre de la Coopération des Pays-Bas, qui a été nommé l'an dernier Coordinatrice du Secrétaire Général des Nations Unies pour la campagne de promotion des Objectifs de développement du Millénaire. Le Luxembourg entend soutenir financièrement son important travail de lobbying au niveau international.

L'information du grand public sur les enjeux de la coopération et la sensibilisation de nos concitoyens à ces enjeux, nous les comprenons comme un pendant nécessaire à notre action sur le terrain, aux côtés des populations les plus pauvres des pays en développe-

ment. L'information et la sensibilisation permettent en effet de favoriser l'acceptation de la politique de coopération par nos concitoyens. Elles doivent permettre d'éviter tout déphasage et de s'assurer que la population luxembourgeoise puisse s'identifier avec notre politique de solidarité. La coopération luxembourgeoise entend ainsi contribuer à la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire en mettant en œuvre une politique de qualité, en prenant ses responsabilités au niveau européen et international avec la persévérance nécessaire, et en ayant toujours présent à l'esprit que la pauvreté n'est pas une fatalité.

La coopération luxembourgeoise se veut être une politique de qualité. Pour cela, de nouvelles orientations ont été prises depuis la fin des années 1990: elles concernent l'évaluation de nos programmes et projets, l'approche stratégique que nous suivons dans les différents volets de notre politique de coopération, et enfin le rapprochement vers le terrain qui doit guider la façon dont nous organisons la gestion de nos programmes et projets.

C'est dans le souci d'améliorer la qualité de ses programmes et projets de développement que le Gouvernement s'est efforcé de développer, depuis 1998, une politique intégrée d'évaluation et d'audit. Les efforts entrepris depuis cette date ont permis de travailler sur le renforcement des procédures internes d'identification et de suivi des projets, sur l'intégration plus systématique d'une perspective de suivi et d'évaluation dans la formulation et l'exécution des projets ainsi que sur la mise en place d'un programme d'évaluation externe annuel de notre coopération qui couvre soit des projets spécifiques, soit des programmes sectoriels ou bien encore des programmes pays. Ces évaluations externes sont réalisées selon une méthodologie standardisée qui se base sur des travaux techniques internationalement reconnus développés au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Elles sont commanditées par le Ministère puis réalisées pour le compte des deux Gouvernements impliqués, celui du Luxembourg et celui du pays bénéficiaire de l'aide. Elles sont réalisées par des experts indépendants sélectionnés à l'issue d'un processus d'appel d'offres, ce qui garantit la transparence et l'indépendance requises en la matière.

L'objectif final de l'évaluation externe est d'améliorer les modes de gestion de la coopération luxembourgeoise, ses procédures et ses pratiques, au terme d'un dialogue et d'une réflexion qui impliquent tous les acteurs concernés: les deux Gouvernements, les pouvoirs publics nationaux et locaux, les agences d'exécution et surtout les bénéficiaires des programmes et projets. Ce processus de remise en question permanente et d'apprentissage collectif nous fournit un précieux outil de réajustement et de réorientation de nos interventions sur le terrain. Il contribue ainsi à rehausser la qualité des interventions de la coopération et à accroître son impact positif sur les conditions de vie des populations bénéficiaires.

A cet égard, on peut citer en exemple une évaluation effectuée l'année dernière au Vietnam et qui concernait deux projets d'assistance dans le domaine de la transfusion sanguine. Dans ses recommandations, le consultant a mis l'accent sur la nécessité d'organiser et de financer une assistance technique internationale spécialisée pour faciliter la mise en œuvre du nouveau programme national de transfusion sanguine au Vietnam. Suite à des contacts noués avec le Gouvernement vietnamien ainsi que la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale de la Santé, un nouveau projet d'envergure a été formulé dans ce sens. Il a

donné à la coopération luxembourgeoise, conjointement avec l'OMS, d'importantes responsabilités de suivi et de gestion dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique nationale de transfusion sanguine du Vietnam.

Monsieur le Président, un autre moment fort dans le cadre des récentes évaluations a été l'audit organisationnel et financier de l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement, Lux-Development, que le Ministère a fait réaliser entre mars et juin 2002. Cet audit répondait au souhait de la Chambre des Députés, qui avait invité le Gouvernement lors du dernier débat sur la politique de coopération à élaborer un audit fonctionnel et organisationnel de Lux-Development. Le volet financier de l'audit visait plus spécifiquement à donner décharge au Directeur sortant de Lux-Development. Sur ce dernier point, signalons que le rapport d'audit n'a rien trouvé à redire sur la gestion financière de la société. Sans vouloir entrer dans les derniers détails techniques, les principales recommandations de l'audit fonctionnel et organisationnel peuvent être résumées en quelques phrases-clés:

Lux-Development doit finaliser sa réorganisation interne et mettre en place les outils de gestion appropriés; cette réorganisation comprend la mise en place d'une cellule d'audit interne qui soit complètement détachée des tâches opérationnelles de l'Agence.

Lux-Development est par ailleurs encouragé à poursuivre le chantier qui devra lui permettre d'obtenir à moyen terme la certification de qualité ISO 9000, ce qui serait une première européenne pour une agence d'exécution en matière de coopération au développement.

Lux-Development peut procéder à une décentralisation prudente d'une partie des tâches du siège vers les bureaux régionaux qui se mettent progressivement en place, en veillant toutefois à ce que le siège dispose d'outils de monitoring adéquats.

Les relations de travail entre Lux-Development et la Direction de la Coopération au Développement au Ministère des Affaires étrangères peuvent être améliorées en revoyant notamment le format des documents d'échange d'informations.

Le cadre juridique régissant les relations entre Lux-Development et le Ministère mérite d'être adapté et précisé sur certains points, notamment en ce qui concerne la façon dont les frais de fonctionnement de l'Agence sont couverts.

De concert avec Lux-Development, nous avons travaillé d'arrache-pied afin de mettre en œuvre ces recommandations. Celles-ci ont été d'autant mieux accueillies qu'elles ont été le résultat d'ateliers de réflexion auxquels les équipes de Lux-Development et du Ministère ont pu contribuer. Ainsi, une nouvelle convention régissant les relations entre l'Etat luxembourgeois et Lux-Development est en cours de préparation. Elle établira en particulier un nouveau mode de couverture par l'Etat des frais de fonctionnement de l'Agence. La cellule d'audit interne est en train d'être réorganisée. Toutes ces innovations doivent contribuer à améliorer et à professionnaliser la collaboration entre l'Etat luxembourgeois et son agence d'exécution, dans l'intérêt de la bonne gestion des programmes de coopération bilatérale.

Monsieur le Président, à des fins de transparence, nous avons tenu à ce que les rapports de l'évaluation et de l'audit qui viennent d'être évoqués soient remis en juillet dernier à la Chambre des Députés par l'intermédiaire de sa Commission des Affaires étrangères.

Cette transparence institutionnelle, la coopération luxembourgeoise en

fait l'expérience à d'autres niveaux. Au niveau européen, un dialogue engagé avec les services de la Commission européenne responsables du bon fonctionnement du marché intérieur nous a conduits à envisager une clarification et un renforcement des liens entre l'Etat et Lux-Development.

Au niveau national, il convient de relever l'audit de la gestion administrative et financière de la coopération luxembourgeoise auquel se livre chaque année la Cour des Comptes. A moyen terme, le Gouvernement devra tenir compte des recommandations de cet audit lorsqu'il s'agira d'adapter la loi sur la coopération au développement. Si on y ajoute le resserrement du contrôle financier en matière d'exécution du budget et le fait qu'avec notre politique d'évaluation, nous n'hésitons pas à remettre systématiquement en question notre travail, on peut dire que la coopération luxembourgeoise n'a jamais été suivie voire surveillée de si près qu'elle ne l'est aujourd'hui, et c'est bien ainsi.

Une autre façon d'améliorer la qualité de la coopération luxembourgeoise est de lui donner une dimension stratégique. Ce nouvel accent se traduit au niveau de la coopération bilatérale, au niveau de la coopération avec les ONG et au niveau de l'action humanitaire que nous mettons en œuvre.

Pour donner à notre coopération bilatérale une dimension plus stratégique, nous avons pris la décision de passer d'une approche-projet à une approche-programme. Dans ce contexte, nous sommes en train depuis un an de mettre en place avec la plupart de nos pays partenaires privilégiés des programmes indicatifs de coopération (PIC). De tels programmes ont d'ores et déjà été établis par ordre chronologique avec le Cap-Vert, le Sénégal, le Vietnam, le Salvador, le Mali, le Burkina Faso et le Nicaragua. Les PIC avec le Niger et le Laos sont en préparation.

Le PIC se situe dans une perspective de renforcement et d'approfondissement des relations de coopération qui existent entre le Luxembourg et ses partenaires. Placé sous le signe de la lutte contre la pauvreté, le programme indicatif de coopération doit permettre de s'assurer qu'un certain nombre de grands principes de la coopération soient respectés, à savoir:

les actions envisagées doivent être cohérentes par rapport à la politique du pays partenaire, c'est-à-dire sa stratégie nationale de développement et de lutte contre la pauvreté ainsi que ses politiques sectorielles;

les différentes interventions de la coopération luxembourgeoise doivent produire des effets de synergie entre elles et si possible avec les interventions d'autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux;

les secteurs d'intervention doivent être définis d'un commun accord avec le pays partenaire, sachant que nos secteurs d'intervention privilégiés sont l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ainsi que le développement rural intégré;

les interventions de la coopération luxembourgeoise doivent évoluer de façon cohérente et prévisible, sur une base pluriannuelle;

des mécanismes de suivi et d'évaluation globale du programme doivent être mis en place et être de nature à responsabiliser l'ensemble des acteurs impliqués;

l'allocation des ressources disponibles doit obéir à une programmation commune.

Le PIC constitue ainsi un précieux instrument de pilotage et de coopération entre le Luxembourg et ses partenaires.

Monsieur le Président, la prévisibilité qu'assure le PIC passe également par la mise à disposition pour son exécution d'une enveloppe financière indicative sur une période de quatre à cinq ans. Il est toutefois entendu que le programme indicatif de coopération est un document politique qui n'a pas de valeur d'accord juridique. L'enveloppe financière indicative qui y figure est censée faciliter notre programmation budgétaire et, surtout, celle de nos partenaires. Elle ne préjuge en rien des décisions de l'autorité budgétaire ici rassemblée, ni d'ailleurs des décisions qu'un futur gouvernement serait appelé à prendre. De surcroît, la prudence est de mise dans la mesure où il y est rappelé que l'enveloppe financière disponible peut varier en fonction de la mise en œuvre du programme et en fonction de l'évolution générale de l'aide publique au développement du Luxembourg.

Ce nouvel instrument de notre coopération bilatérale répond au souci d'une meilleure planification et d'une plus grande cohérence que la Chambre des Députés avait partagé lors du dernier débat sur la politique de coopération. La mise en place de programmes indicatifs de coopération, leur suivi et l'intensité des relations de coopération qui s'y reflète nous permettent en même temps d'engager de manière crédible un dialogue sur des questions politiques avec nos partenaires. A travers le PIC, les deux parties conviennent en effet d'accorder une place particulière au dialogue, d'examiner les questions d'intérêt commun et de promouvoir le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et de l'égalité entre hommes et femmes. De même, d'autres questions telles que la cohésion sociale, la réduction des inégalités, l'intégration régionale, la globalisation, la cohérence des politiques ou le rôle de l'Etat dans la société pourront être évoquées.

Parallèlement à la mise en place de programmes indicatifs de coopération, nous avons tenu à créer avec chaque pays concerné une commission de partenariat. Cette commission se réunit une fois par an, à tour de rôle à Luxembourg et dans le pays partenaire, en règle générale au niveau ministériel. Elle permet d'institutionnaliser le dialogue et d'assurer le suivi au plus haut niveau de la mise en œuvre des programmes indicatifs de coopération. A l'avenir, nous avons l'intention d'associer régulièrement la Chambre des Députés au dialogue substantiel que nous entretenons ainsi avec nos pays partenaires. D'ores et déjà, nous avons tenu à transmettre à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés les différents programmes indicatifs de coopération qui ont été conclus jusqu'à présent.

Depuis l'an 2000, le Gouvernement a opté pour une approche stratégique dans sa coopération avec les organisations non gouvernementales en mettant en place un nouvel outil de financement, l'accord-cadre. Entre-temps, nous avons conclu des accords-cadres avec quinze ONG, dont un consortium et deux ONG. L'accord-cadre nous permet d'appuyer de façon globale un programme d'actions élaboré par l'ONG signataire. Ce programme, qui organise toute une série d'interventions dans les pays en développement, doit être le reflet d'une stratégie unique, claire et cohérente poursuivie par l'ONG.

Les accords-cadres ont été conclus avec les ONG luxembourgeoises les plus professionnalisées et les plus expérimentées. Les résultats des évaluations qui ont été menées dans le cadre de ce nouvel instrument au cours des

dernières années ont renforcé le Gouvernement dans sa conviction qu'il faut poursuivre dans cette voie à l'avenir, moyennant quelques adaptations à apporter aux bases légales de la coopération luxembourgeoise. Telle est également, estimons-nous, la conviction des ONG, qui récoltent aujourd'hui en termes de stabilité financière et d'impact sur le terrain les fruits des efforts investis dans la mise en place d'une véritable approche stratégique dans les relations qu'elles entretiennent avec leurs différents partenaires locaux.

Pour autant, nous n'oublions pas les ONG dont les moyens sont certes plus modestes, mais dont les membres - pour la plupart des bénévoles - font preuve d'un authentique engagement pour les populations les plus démunies des pays en développement. Depuis un an et demi, grâce au soutien financier de l'Etat, le Cercle de coopération des ONG de développement a mis en place un bureau d'assistance technique (BAT) qui est au service de l'ensemble des 76 ONG agréées. Le personnel du BAT est là pour leur donner un coup de main dans la gestion de leurs projets, que ce soit au niveau de l'identification et de la formulation, de l'exécution, du suivi ou de l'évaluation des projets. Le rôle d'appui-conseil du BAT sera encore plus crucial cette année, alors que les nouveaux schémas de cofinancement qui entrent en vigueur cette semaine vont généraliser l'outil du cadre logique pour la présentation des projets. Le BAT organise et assure également des séances de formation pratique à la gestion du cycle de projet, qui ont profité l'année dernière à une centaine de membres actifs d'ONG. Cette activité de formation est d'autant plus importante pour assurer la qualité du travail des ONG que la rotation du personnel y est très élevée.

Grâce aux accords-cadres et au travail du bureau d'assistance technique, le dialogue que nous menons avec les ONG ne se perd plus dans les détails du « micro-management ». Il peut se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les stratégies d'intervention que se donnent les ONG, sur les possibilités de synergie avec les interventions de la coopération bilatérale luxembourgeoise, sur l'échange d'informations concernant nos pays partenaires privilégiés, dans lesquels beaucoup d'ONG sont présentes, enfin sur la place qui revient aux ONG dans la coopération luxembourgeoise en général. L'ensemble de ces thèmes pourront être abordés lors de la traditionnelle assemblée générale entre le Ministère et les ONG, qui aura lieu le 31 mars prochain.

Monsieur le Président, depuis 1999, l'action humanitaire est également un domaine dans lequel le Gouvernement a opté pour une approche résolument stratégique, tant en ce qui concerne les relations avec nos partenaires internationaux qu'en terme de partenariat avec les organisations non gouvernementales luxembourgeoises actives dans ce domaine.

Nous avons ainsi noué des relations plus étroites avec trois partenaires humanitaires de tout premier plan au niveau international: le Comité International de la Croix-Rouge, le Programme Alimentaire Mondial et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ces relations se concrétisent par la signature avec chacun de ces trois acteurs d'un protocole d'accord annuel dans lequel le Luxembourg s'engage à participer au financement de programmes humanitaires déterminés. Outre sa valeur ajoutée en termes de programmation budgétaire, cette démarche nous apporte un plus d'information et d'expertise dans la mesure où l'élaboration des différents protocoles d'accord implique une concertation étroite avec nos partenaires.

Grâce à notre partenariat avec le CICR, le PAM et le HCR, il nous a été possible, au cours des dernières années, d'être présent de façon significative sur toutes les crises humanitaires majeures, et ce au moment opportun, très souvent avant même qu'elles ne fassent la une des médias. Citons à titre d'exemple la population afghane, à laquelle une aide humanitaire a pu être fournie bien avant les événements qui ont marqué l'après 11 septembre 2001.

L'année dernière, le Gouvernement a décidé d'étendre ses efforts de coordination et de programmation aux relations qu'il entretient avec les trois principales ONG luxembourgeoises actives dans le domaine de l'action humanitaire, c'est-à-dire la Fondation Caritas Luxembourg, Médecins sans Frontières et Handicap International Luxembourg. Nous mettons ainsi à disposition de ces organisations des budgets importants pour le financement d'actions de prévention de crises humanitaires ainsi que pour le financement d'opérations de réhabilitation ou de reconstruction intervenant après une crise humanitaire et avant que les actions de coopération au développement ne prennent le relais.

Monsieur le Président, l'ambition d'améliorer l'efficacité de notre action est un impératif de notre politique de coopération, à tous les niveaux. Cette politique a un coût. Elle exige notamment l'implication d'un plus grand nombre de femmes et d'hommes dans la gestion de nos programmes et projets. Conformément aux recommandations du Comité d'aide au développement de l'OCDE, le personnel au service de la coopération luxembourgeoise, que je remercie au passage pour l'excellent travail, a régulièrement augmenté au cours des dernières années, que ce soit au niveau du Ministère des Affaires étrangères, au niveau de Lux-Development ou encore au niveau des ONG. Pour autant, le Ministère est conscient de la nécessité de poursuivre cet effort en ce qui le concerne au cours des années à venir.

Le troisième élément de notre politique de qualité vise à assurer une plus grande présence de la coopération luxembourgeoise sur le terrain, dans les pays en développement où nous concentrons nos efforts.

La nécessité pour le Luxembourg d'être davantage présent sur ce terrain découle du fait que le Gouvernement s'est fixé pour objectif de renforcer la visibilité et surtout l'efficacité de son action dans les pays partenaires privilégiés.

En janvier 2001, le Luxembourg a ouvert sa première mission de coopération avec compétence régionale à Dakar. Depuis septembre 2001, nous disposons également d'un bureau de coordination de la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert. Conformément à la décision prise par le Gouvernement en été 2002, il est prévu de poursuivre le mouvement de rapprochement de la coopération vers le terrain en établissant dans un avenir proche une présence en Asie et en Amérique centrale.

Notre présence accrue sur le terrain porte d'ores et déjà ses fruits. Au Cap-Vert et dans les trois pays couverts par la mission à Dakar, c'est-à-dire le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso, nous sommes mieux à même d'assurer un suivi approprié de notre coopération bilatérale en particulier. Grâce à des visites sur le terrain beaucoup plus rapprochées, nous pouvons mieux vérifier la qualité de la réalisation des interventions et en définitive assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des programmes indicatifs de coopération que nous venons d'établir.

Notre travail d'identification de nouvelles interventions est également rendu plus efficace par notre présence sur place. Des contacts

plus réguliers avec les autorités nationales, les agences d'exécution locales, les autorités municipales et les autres bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux, nous permettent de mieux saisir les besoins réels de nos pays partenaires. Seule une présence permanente sur place peut favoriser une coopération qui se fonde sur un partenariat digne de ce nom.

La volonté de se rapprocher du terrain s'inscrit d'ailleurs dans une démarche adoptée par nombre d'autres bailleurs de fonds, la Commission européenne et les Pays-Bas notamment. De manière générale, la coopération internationale donne aujourd'hui à la présence sur le terrain une importance grandissante. Elle est indispensable si les grands principes de la coopération que sont l'appropriation par les bénéficiaires, le partenariat et le développement participatif doivent être respectés.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, avec ces trois nouveaux accents de sa politique que sont l'évaluation, l'approche stratégique et une plus grande présence sur le terrain du développement, nous estimons être en passe de relever le défi central qui avait été identifié en commun lors de l'examen de la coopération luxembourgeoise par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en 1998: s'assurer que la qualité de notre aide augmente en même temps que son volume. Le 18 mars prochain aura lieu à Paris le troisième examen de notre politique de coopération au développement et d'action humanitaire par le CAD. Le mémoire que mes services ont mis au point dans cette perspective a été mis à la disposition de la Chambre.

L'efficacité de notre aide croît et son volume aussi. Alors que notre aide publique au développement n'atteignait que 0,21% de la richesse nationale en 1990, le Luxembourg a atteint et même dépassé depuis l'an 2000 l'objectif d'une APD équivalant à 0,7% de son revenu national brut. A l'heure actuelle, ce taux se situe au-dessus de 0,8%, et nous entendons maintenir la progression de notre engagement budgétaire, malgré un contexte économique marqué par un net ralentissement de la croissance. Les fonds réservés cette année à la coopération au développement et à l'action humanitaire sont en progression, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Aujourd'hui, l'objectif d'une APD à 1% du revenu national brut est à notre portée.

Notre effort est salué par la communauté internationale, dans la mesure où le Luxembourg est le premier pays depuis de longues années à avoir franchi le seuil d'aide publique au développement recommandé par les Nations Unies en 1970. En même temps, nous devons rester conscients du fait que notre contribution à l'effort international de solidarité reste modeste en valeur absolue, ce qui doit nous inciter à ne pas perdre de vue les limites de notre action. Pour autant, le Luxembourg ne manque pas de prendre des initiatives politiques quand l'occasion se présente de jouer un rôle actif dans la défense des intérêts des populations des pays en développement.

Notre engagement se manifeste à plusieurs niveaux. Il trouve son terrain naturel dans le cadre de l'Union européenne et dans le cadre des Nations Unies, mais il peut également se traduire par des initiatives ad hoc au niveau international.

Au niveau des institutions européennes, l'année écoulée a été marquée par l'abolition du Conseil Développement et son intégration à la nouvelle formation du Conseil appelée « Conseil Affaires générales et Relations extérieures ». En effet, le Conseil européen de Séville en juin 2002 s'est prononcé en

faveur d'une réforme du Conseil allant dans ce sens, malgré les réserves émises par le Président du Parlement européen et par le Luxembourg notamment.

Dans cette nouvelle configuration, il faudra s'assurer que la coopération au développement reste un volet important de l'action extérieure de l'Union européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg tient à rendre hommage à la Présidence hellénique, qui a pris l'initiative de réunir à nouveau au mois de juin prochain les Ministres européens de la Coopération en cadre informel, leur permettant ainsi d'influer sur les travaux du Conseil. Il me paraît en effet indispensable de permettre aux Ministres européens de la Coopération de donner des impulsions politiques dans toutes les questions qui ont trait à la coopération, notamment la lutte contre le SIDA, l'interaction entre commerce et développement ou encore l'amélioration de l'efficacité de l'aide publique au développement, dont les Etats membres et la Commission européenne fournissent après tout plus de 50% à l'échelle mondiale.

Il faut avant tout préserver la capacité d'analyse et d'action des responsables politiques de la coopération au développement au sein de l'Union européenne. Aujourd'hui, des dispositions sont à prendre afin de s'assurer que l'élargissement à dix nouveaux Etats membres n'entraîne pas une dilution de l'effort de coopération. Ces pays doivent faire des efforts pour assurer, en coopération avec les quinze Etats membres actuels, la reprise de l'acquis communautaire en matière de coopération au développement.

Par le passé, le Conseil Développement nous a permis de prendre des initiatives significatives. Ainsi, lors du Conseil Développement de mai 2002, le Luxembourg a pris l'initiative, avec le soutien de la Suède, de faire inscrire à l'ordre du jour une discussion sur la situation et les problèmes rencontrés par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). En conclusion, le Conseil Développement a donné un appui politique fort aux activités du FNUAP.

De même, c'est à l'initiative du Luxembourg que l'Union européenne a fait le 28 juin 2002 une déclaration dans laquelle elle a exprimé son soutien plein et entier aux efforts lancés par le nouveau Président du Nicaragua, Monsieur Enrique Bolaños, pour moraliser la vie publique et pour moderniser et rationaliser l'économie du Nicaragua, en dépit des nombreuses réticences suscitées au sein de son propre parti par sa volonté affirmée de faire table rase de la corruption. Le Luxembourg a eu l'occasion de renouveler son soutien à la lutte contre la corruption engagée par le Président Bolaños lors de la récente visite officielle que LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ont effectuée au Nicaragua au début de ce mois. Il y a lieu de relever la convergence des vues exprimées par les autorités des deux pays sur ce point brûlant de l'activité politique au Nicaragua.

Le discours prononcé par notre Premier Ministre devant l'Assemblée nationale du Cap-Vert lors de sa visite effectuée en 2002 s'inscrit dans la même volonté de notre pays de donner sans cesse des impulsions politiques nouvelles à la politique de coopération au développement.

Il en va de même du discours tenu chaque année par notre Ministre des Affaires étrangères à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment lorsqu'elle se réfère à la responsabilité collective des membres de la communauté internationale.

Notre responsabilité se trouve également engagée au niveau des Nations Unies. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'assurer une présence accrue du Luxembourg au sein de nos agences partenaires dans le système des Nations Unies. En 2002, le Luxembourg a été élu membre du conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Cette année, nous sommes membres du conseil d'administration de l'UNICEF. Nous assistons également en tant qu'observateur aux nombreux autres conseils d'administration des organismes partenaires de la coopération luxembourgeoise que sont ONUSIDA, le fonds global de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria ou encore certains programmes de l'organisation mondiale de la santé qui reçoivent un financement luxembourgeois.

Notre présence dans ces réunions ne découle pas simplement de la nécessité de suivre les dossiers qui nous intéressent. C'est en effet dans ces conseils que les principales orientations de la politique de développement des agences sont définies, c'est là que se concentre le droit de regard des donateurs et des pays bénéficiaires sur l'utilisation du budget mis à la disposition des agences, et c'est là que le Luxembourg peut le mieux faire entendre sa voix au sein de la communauté internationale, et non seulement européenne.

Notre participation active aux travaux qui se déroulent à New York et à Genève est donc capitale pour assurer que nos contributions multilatérales ne se réduisent pas à de simples transferts financiers. Notre soutien se traduit à la fois par des contributions au budget ordinaire et à des programmes des agences qui nous semblent prioritaires et par le financement de projets concrets réalisés par ces mêmes agences, le plus souvent dans nos pays partenaires privilégiés. Ces projets offrent une complémentarité intéressante par rapport aux programmes bilatéraux mis en œuvre dans ces pays.

Au niveau de l'action humanitaire aussi, le Luxembourg s'engage aux Nations Unies en participant depuis trois années de façon active à la gestion de certains dossiers humanitaires. Quand les pertes et le désespoir causés par la guerre en Ethiopie et en Erythrée se doublent d'une sécheresse qui s'étend sur la Corne de l'Afrique, quand la corruption d'un Gouvernement contribue à la détérioration d'une situation alimentaire déjà précaire comme au Malawi ou au Zimbabwe, quand les mines antipersonnel empêchent le retour de dizaines de milliers de personnes déplacées comme en Angola, quand les seigneurs de la guerre - grâce à des appuis extérieurs - menacent la reconstruction de l'Etat comme en Afghanistan, ce n'est pas le moment de se plaindre de l'inefficacité de l'action humanitaire, mais plutôt le moment de réaliser à quel point il est indispensable de considérer l'action humanitaire comme un élément d'une action internationale plus vaste et surtout mieux coordonnée, voire intégrée. C'est à ce niveau que nous estimons que les Nations Unies ont un rôle crucial à jouer.

Quand des initiatives novatrices et utiles prennent forme sur la scène internationale, il est naturel que le Luxembourg s'y associe. Tel est le cas de l'initiative ESTHER, dont l'intitulé complet est „Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau contre le SIDA”.

L'idée qui est à la base de cette initiative consiste à mettre en place des jumelages Nord-Sud des structures de santé qui assurent le traitement de patients atteints du VIH/SIDA. Grâce au partenariat entre un hôpital du Nord et une

structure de santé du Sud, il pourra y avoir un échange d'expérience et de savoir-faire, une assistance technique et matérielle qui aidera les pays dans le besoin à assurer le traitement d'un certain nombre de patients.

Les partenariats impliquant des hôpitaux de France, du Luxembourg, d'Espagne et d'Italie couvrent une large partie des pays les plus lourdement touchés par le SIDA en Afrique, mais aussi en Asie et en Amérique latine. Concrètement, le Luxembourg intervient au Rwanda, pays où nous sommes déjà présents dans la lutte contre le SIDA, en y soutenant le partenariat qui s'est tissé entre deux hôpitaux luxembourgeois et deux hôpitaux rwandais. Le Centre hospitalier de Luxembourg entretient depuis plusieurs mois maintenant des relations étroites avec le Centre hospitalier de Kigali, la capitale du Rwanda. Le Centre hospitalier du Nord, mieux connu sous l'appellation Clinique St Louis d'Ettelbruck, s'est quant à lui engagé à soutenir l'hôpital de la ville de Rwamagana.

Les équipes médicales des hôpitaux travailleront la main dans la main pour rendre possible le traitement d'un nombre de patients qui évidemment ne sera pas aussi élevé qu'on pourrait le souhaiter, mais qui donnera de l'espoir aux pays meurtris par cette épidémie. Dans quelques semaines, les premiers patients internés à l'hôpital de Kigali commenceront à recevoir un traitement d'anti-rétroviraux. Chaque mois, de nouveaux patients seront traités. Une demande a été soumise au fonds global de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria pour qu'il prenne en charge l'achat des médicaments de ce projet. En cas de réponse positive, nous pourrions concentrer nos efforts sur le volet logistique du projet - c'est-à-dire la fourniture de petit équipement et de matériel, les visites d'échange - et sur la formation du personnel médical. En cas de réponse négative, nous entendons assurer la mise à disposition de médicaments à charge de notre coopération.

Participer à ESTHER est pour nous un pas important, car nous sommes parmi les premiers à nous engager ainsi dans une démarche visant à mettre en pratique le principe qui veut que les malades du SIDA des pays en développement ont eux aussi le droit d'être soignés et ont eux aussi le droit à l'espoir, au même titre que les malades qui ont la chance d'habiter les pays riches de la planète.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*. - Ce pas est en même temps irréversible, parce que nous ne pourrions pas nous désengager d'un tel projet avant qu'un remède contre le SIDA n'ait été trouvé. Il n'est en effet pas question d'abandonner à leur sort, pour une question de manque de fonds, des patients que l'on a commencé à traiter. C'est pourquoi, comme dans leurs démarches auprès du fonds global de lutte contre le SIDA, le Luxembourg et ses pays partenaires dans ESTHER ne ménageront pas leurs efforts pour convaincre les autres acteurs sur la scène internationale de se joindre à leur initiative et d'appuyer leurs projets.

Les écueils et les difficultés sont nombreux dans le domaine de la lutte contre le SIDA. En nous engageant dans une initiative comme ESTHER, nous courons - et je tiens à le préciser - le risque d'échouer. Mais en ne faisant rien, nous échouons sûrement. Au Rwanda, l'espérance de vie à la naissance est tombée de 45 ans pour la période 1970-75 à 39 ans pour la période 1995-2000. Au Mozambique, où la section luxembourgeoise de Médecins sans Frontières met en œuvre un programme intégré de lutte contre le SIDA, si on n'arrive pas à inverser la tendance actuel-

le, l'espérance de vie risque de passer sous le seuil des 30 ans!

La lutte contre le SIDA est aussi une question de médicaments et d'accès aux médicaments. Le succès de la campagne d'accès aux traitements essentiels du VIH/SIDA à laquelle a participé l'ONG Médecins sans Frontières a montré que sur ce sujet crucial pour la protection de la santé publique dans les pays en développement, des avancées significatives étaient possibles. Ceci explique qu'aujourd'hui le coût annuel du traitement par anti-rétroviraux d'un patient atteint du VIH/SIDA a pu être ramené de 10.000 euros à quelques 300 euros.

Nous saluons dans ce contexte la déclaration sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (AP-DIC) et qui a été adoptée par la dernière conférence ministérielle de l'OMC à Doha, en novembre 2001. Rappelons que cette déclaration indique que l'accord sur les AP-DIC, comme il est convenu de l'appeler en langage technocratique, peut et devrait être interprété et mis en œuvre d'une manière qui appuie le droit des Etats membres de l'OMC de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments. Le Luxembourg a bon espoir que les travaux en cours à Genève permettront de régler les dernières divergences sur les conséquences pratiques à tirer de cette déclaration, qui est un bon exemple de ce qu'il est convenu d'appeler la cohérence des politiques.

Le principe de la cohérence des politiques tel que nous l'entendons est un principe de bon sens qui signifie que l'on ne peut pas retirer de la main gauche ce que l'on donne de la main droite. Autrement dit, les politiques de lutte contre la pauvreté menées en faveur des populations les plus démunies des pays en développement ne doivent pas voir leur impact annihilé par les effets d'autres politiques déployées à l'échelle internationale.

Ainsi, la politique suivie au niveau de l'OMC en matière de propriété intellectuelle sur une série de médicaments essentiels à la protection de la santé publique est bien cohérente par rapport aux objectifs de développement du Millénaire qui prévoient d'enrayer la propagation du VIH/SIDA et de commencer à inverser la tendance actuelle. Il y a dans ce cas cohérence des politiques menées en matière de commerce international et en matière de coopération au développement.

S'il importe de tant insister sur l'impératif de la cohérence des politiques, c'est parce qu'il constitue un défi permanent. Le traité instituant la Communauté européenne y fait d'ailleurs une référence explicite dans ses articles 177 et 178 en disposant que, dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement, la Communauté doit tenir compte de l'objectif d'un développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux.

A Genève, les travaux sur le processus de réforme et de libéralisation des politiques commerciales au niveau mondial se poursuivent sur base de l'accord intervenu à la Conférence de Doha en novembre 2001, dans le cadre du nouveau cycle de négociation qui est censé être placé sous le signe du développement. Les premiers résultats seront présentés à la cinquième conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir en septembre prochain à Cancún au Mexique. Un chapitre important dans ce contexte portera sur le volet agricole.

Eu égard à l'impératif de la lutte contre la pauvreté et à l'objectif d'un développement durable, une première conclusion s'impose. A l'heure actuelle, les pays en développement et notamment les pays

les moins avancés éprouvent de grandes difficultés à entrer dans des zones de libre-échange comme cela est proposé dans l'Accord de Cotonou, dans le cadre de la négociation d'accords de partenariat économique régionaux. Les politiques à mener aux niveaux national, régional et international doivent résulter dans l'obtention de prix suffisamment rémunérateurs pour les produits agricoles. La création au Sud de marchés agricoles régionaux regroupant des agricultures à productivité comparable et permettant une protection minimale vis-à-vis de la concurrence extérieure serait de nature à avancer vers un tel objectif. A nos yeux, cette démarche pourrait être une réponse appropriée aux besoins alimentaires de nombre de pays en développement. Le maintien et l'essor d'une agriculture vivrière capable d'alimenter les populations de ces pays sont à ce prix.

Les négociations à l'OMC devraient préserver le droit des pays en développement à mener des politiques analogues à celles que les Etats membres de la Communauté Economique Européenne ne se sont pas privés de mettre en œuvre au début des années 1960, lorsque, en créant la Politique Agricole Commune, ils ont opté pour la préférence communautaire.

D'ores et déjà, le Luxembourg appuie les efforts d'intégration régionale des pays en développement, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Amérique centrale, où se concentrent d'ailleurs une majorité de nos pays partenaires privilégiés. Cette intégration est préconisée et appuyée par l'Accord de Cotonou, que la Chambre a approuvé l'année dernière. Elle ne manquera pas d'avoir des effets bénéfiques sur le développement des relations commerciales et économiques à l'intérieur des ensembles sous-régionaux ainsi que sur les possibilités d'accès au marché mondial. L'initiative „Tout sauf les armes“ qui permet aux pays les moins avancés d'exporter librement leurs produits dans l'Union européenne sous réserve de quelques modalités doit être saluée dans ce contexte.

Nous attachons un intérêt particulier aux efforts des Gouvernements et des organisations paysannes ouest-africaines visant à mettre en place une politique agricole commune au niveau de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). Le Luxembourg soutient à cet égard l'action du Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles qui vise à renforcer ses capacités organisationnelles et à coopérer avec les Gouvernements de la sous-région.

Un autre axe d'action doit conduire à faciliter l'accès de la paysannerie au crédit et à la microfinance en général. C'était précisément l'objet de l'atelier qui vient de se tenir, fin janvier, à Ouagadougou, sur initiative de l'ONG luxembourgeoise SOS Faim, et auquel ont participé des délégués d'organisations concernées de nos quatre pays partenaires privilégiés de l'Afrique de l'Ouest, qui sont tous membres de l'UEMOA. J'ai saisi l'occasion de ma récente visite de travail au Burkina Faso pour encourager cette initiative.

L'appui aux organisations non gouvernementales soucieuses de développer le commerce équitable et de permettre ainsi aux producteurs de café, de cacao, de bananes, d'oranges, de miel et d'autres produits agricoles de se voir proposer des prix plus rémunérateurs fait aussi partie des moyens d'action que le Luxembourg se réserve dans cette difficile question agricole.

Enfin, concernant les organismes génétiquement modifiés et les biotechnologies, qui constituent un volet à part entière de la question agricole, nous affirmons que les principes de précaution, de

consentement préalable et de responsabilité doivent prévaloir, conformément aux dispositions de la Convention sur la biodiversité et du Protocole de Carthagène. Ce qui est primordial dans ce domaine est que tout paysan puisse conserver le droit de choisir ses propres semences, l'alternative consistant à se voir confisquer le fruit de son travail par les détenteurs de brevet.

Avant de conclure, j'aimerais revenir sur deux sujets d'actualité. Avec l'élection du Président Lula au Brésil, un espoir immense est né dans le plus grand pays d'Amérique latine. Qui ne pourrait se réjouir des réformes sociales courageuses que son Gouvernement se propose de mener à bien. Elles comportent en particulier une réforme agraire et un plan visant à éliminer la faim au Brésil. Des perspectives prometteuses s'ouvrent également pour les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine.

Par contre, le Gouvernement reste préoccupé par la crise qui continue de sévir en Côte d'Ivoire. Celle-ci est également de nature à fragiliser la situation notamment économique de nos pays partenaires de la région: le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal. Nous avons examiné en détail cette question avec les Ministres des Affaires étrangères du Mali et du Burkina Faso lors des visites qu'ils ont effectuées au Luxembourg en janvier dernier. Nous félicitons le Gouvernement français des efforts qu'il ne cesse de mener pour trouver une solution à cette crise. Ces efforts ont mené à la signature des accords de Marcoussis, qui ont entre-temps été entérinés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Nous lançons un appel à toutes les parties signataires de ces accords afin qu'elles les mettent en œuvre de bonne foi et sans retard.

Monsieur le Président, nous pouvons résumer les points forts de la coopération luxembourgeoise de la façon suivante. Elle est soutenue en principe par la grande majorité de la population luxembourgeoise. La coopération est soutenue en principe par l'ensemble des forces politiques au Luxembourg. Il s'agit d'une politique de qualité qui progresse à un rythme soutenu. Cette politique nous permet de donner des impulsions politiques tant au sein des instances communautaires qu'au sein des organisations multilatérales.

Cependant, l'engagement en faveur de la cohérence des politiques trouve ses limites naturelles dans la confrontation avec des intérêts économiques et commerciaux à court et à moyen terme souvent contradictoires, pour ne citer qu'un obstacle. La politique de coopération elle-même n'est pas sans être exposée à des contraintes et des impondérables de taille.

Face à ces contraintes, la solution de facilité consisterait à baisser les bras. Je pense au contraire qu'il n'a jamais autant été nécessaire de persévérer qu'à l'heure où je vous parle. Même si elles opèrent forcément sous la contrainte de nombreux facteurs externes qu'il est difficile de maîtriser, la coopération au développement et l'action humanitaire ont un impact positif sur le contexte local et international, si elles sont employées à bon escient. Ce n'est pas la coopération au développement qu'il faut mettre en question, c'est la faiblesse de l'engagement de la plupart des pays industrialisés.

Aussi la coopération au développement s'avère-t-elle de plus en plus comme un moyen indispensable pour contribuer à prévenir les conflits. Cette prévention ne peut réussir que dans la mesure où

nos partenaires sont écoutés et entendus. Il s'agit en l'occurrence de tendre la main à nos partenaires du Sud et de préparer un avenir meilleur soucieux en premier lieu de respecter la dignité de tout un chacun.

Je vous remercie de votre attention.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Minister Charles Goerens. D'Diskussioun iwwer seng Ausféierunge geschitt an der Sitzung vu mar de Mueren.

Mir fueren elo weider mat der Diskussioun vum Projet de loi 4885 iwwert d'Wahlgesetz. D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

2. 4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clerveaux, Hachville et Oberwampach

- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodembourg (suite)

Discussion générale (suite)

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Remarken, déi ech maache wëll, wollt ech ufänke mat engem grouse Merci un eng Rei vu Leit, déi gehollef hunn an de leschten dräi Joer dese Projet de loi zu deem ze maache wat en ass. Do ass zum engen de Rapporteur, dee sech ganz vill Méi gemaach huet an deene leschten zwielef Méint fir dee voluminöse Projet, dee mer op den Instanze-wee ginn hunn, à bon port ze féieren. Och wann de Moien déi eng oder aner Kritik ubruecht ginn ass, esou enlevéiert dat näischt um Mérite vun deenen Aarbechten, déi de Rapporteur am Speziellen a seng Memberen an der Kommissioun am Allgemenge gemaach hunn. Ech géif an dee Merci awer och gäre meng Servicer am Intérieur abannen, déi am Virfeld vum Dépôt sech de Projet de loi an allen Detailler ugekuckt hunn an, wéi ech mengen, eng ganz modern Versioun vun engem Wahlgesetz erausgeschéit hunn.

Eng vun den Aufgaben, déi mer eis nämlech gesat haten, wéi mer d'Reform gemaach hunn, war notamment déi - et ass bal net dorop agaange ginn - fir den Text frësch ze agencéieren, fir e méi dättelech ze maachen, e méi kloer ze maachen, fir Expériences, déi sech am Laf vun de Joren ugesammelt hunn zu Punkten, déi vläicht net méi esou kohärent ware par rapport zu der Praxis, no ze kucken, an - an dat kann een hei emol eng Kéier soen - och mat enger ganzer Rei vu Gemengen duerch ze diskutéieren, déi jo an deem ganze Prozess impliquéiert sinn, fir ze kucke wou d'Schwierkeete sinn, respektiv wou ee Verbesserungéi kéint maachen.

Wann een dee voluminösen Text hei hält vun iwwer 300 Artikelen, an deem eng ganz Rei vu politeschen

Akzenter frësch gesat ginn, nei gesat ginn, zukunftsorientéiert gesat ginn, dann däerf dat net cachéieren, dass do derniewent eng ganz Hellewull vu méi technesche Modifikatiounen, Ännerungen, Adaptatiounen virgeholl si ginn, fir aus deem Projet a senger Endversioun e Projet ze maachen, dee wesentlech méi lisibel, verständlech an och besser applicabel ass, wéi dat forcément en Text ass, deen iwwer 80 Joer permanent compléiert an adaptéiert ginn ass.

Et ass e ganz wichtegt Gesetz, wat de Mëtten hei gestëmmt gétt. Et ass d'ailleurs och ee weidere Punkt vum Koalitiounsaccord vun 1999 fir d'Wahlgesetz en profond reforméieren. Et ass e wichtegt Gesetz, awer net nëmme well et eng Émsetzung vun der Regierungserklärung ass, mä et ass e wichtegt Gesetz virun allem well d'Wahlgesetz par essence e ganz wesentlechen Afloss op dat politescht Liewen huet an och a ganz wäiten Deeler déterminéiert no wat fir engem System an no wat fir enge Konditiounen sech d'Wahlen ofwéckelen, net nëmme ofwéckelen mä och d'Auszielung gemaach ginn, wéi de Fonctionnement vun eise politeschen Institutiounen ass, ob dat d'Chamber ass, ob dat d'Gemenge sinn.

An haaptsächlech dofir ware mer och der Meinung, dass dat e Gesetz ass, wat een net lichtschatz soll änneren, een net au gré vun de Majoritéiten, eemol déi eng, eemol déi aner, en Text zesummé bastelt, dee mat fliegenden Iwwergäng dann herno kee kohärent Ganzt ergétt, mä vun Ufank un hu mer eng Prozedur gewielt fir ze probéieren, dans la mesure du possible, wat selbstverständlech par la nature des choses net méiglech ass, well an enger Diskussioun wéi déi hei selbstverständlech et verschidde Meinungen, verschidden Usätz och gétt, mä ze probéieren e méiglechst breede Konsens ze fannen.

Dofir hu mer, an dat ass onüblech, mä dat hu mer an deem Fall awer gemaach, eng Konsultatiounsprozedur bei allen an der Chamber vertruedene Richtungen duerchgefouert, déi zum Deel verdéift gi sinn duerno duerch Gespréicher, fir ze kucken a wat fir engem Mooss een Ännerunge kéint proposéieren, déi gedroe wäre vun enger méiglechst breeder Majoritéit.

Wann ech gekuckt hu wéi sech déi eenzel Parteien dann och de Moie positionéiert hunn, mengen ech, hätte mer et faerdeg bruecht fir dat ze maachen. Ech hu ganz vill Kriticken héieren, awer dat schéngt jo Usus ze sinn an normal, Kriticken, déi méi vehement vun deem enge wéi vun dem anere virbruecht gi sinn. Wann ech awer richteg vustanen hu wat d'Intention de vote ubelaangt, wäerte mer den Owend 54 Stëmme fir dee Projet hei kréien. Dat ass wäit méi wéi mer eis dat virgeholl an och virgestallt haten.

(Interruption)

60 Stëmme, neen! Dat ass eng Illusioun.

D'Zil, an dat wëll ech lech ganz kloer soen, Här Bodry, war dat, dass mer der Meinung waren, dass ee misst, esou wäit wéi et geet a bei deene wesentleche Punkten am Kader vun de Konditiounen vun enger Verfassungsreform sinn. Ech sinn net Partisan dovunner, dass een d'Wahlgesetz au gré des majorités ännert. Et gétt eng Rei Länner, Frankräich kann een do nennen, Malta ass ee Beispill, wat mer ganz staark um Häerz läit an am Hals häng, wou au gré vun de Majoritéite praktesch d'Wahlgesetz all Kéiers geännert gétt.

Ech fannen dass dat net ganz gutt ass fir d'Stabilitéit vun engem politeschen Zesummeliewen. Dofir hu mer déi Consultatioun préalable gemaach. Mir hu probéiert eraus ze fannen a ganz ville Réuniounen a Gespréicher wat konsensbindend wier. Mir hunn natierlech och op deem engen oder anere Punkt e bëssche gedréckt fir de Konsens

ze kréien. D'autant méi iwwerrascht sinn ech dann, wann ee grad just déi Précautioun, déi een do hält, awer och dee Souci, deen een huet, fir eben net au gré de la majorité e wesentlecht Gesetz ze änneren, wann engem dat herno en fin de compte als Virwurf gemaach gëtt. Et kann een net alles hunn. Et kann een net am Virfeld soen, mir hätte gär dee breetméiglechste Konsens, fir dann herno et mat enger einfacher Majoritéit ze maachen.

Dofir hunn ech och ëmmer gesot, dass mer nëmmen Ännerungen an deem Projet hei wëllte virhuelen, déi d'Konditiounen vun der Verfassungsreform géifen erfëllen. Dat heescht net, contrairement zu dem wat den Här Gira gemengt huet ze héieren, dass ech gesot hätt, mir hätten een Accord am Virfeld tëschent deenen dräi grouse Parteien, mä et bedingt awer, wéi d'Setzverdeelung an der Chamber ass, dass een déi dräi grouse Parteien nécessairement muss am Boot hunn, wann ee gären déi verfassungsméisseg Majoritéit hätt. Dofir ass et och selbstverständlech, dass mer eis an enger éischter Instanz haaptsächlech doréms bekëmmert hunn. Dozou gehéiert awer och, wann ee Propositione gemaach kritt déi net majoritéitsfäeg sinn, respektiv déi eng Majoritéit zwar vläicht am Parlament hätte vun 31 oder 32 Stëmmen, dass mer déi net zum Vote an zur Ofstëmmung bruecht hätten, well dat net deem Esprit entsprach hätt, dee mer eis virgestallt hunn.

An dem Sënn ass och déi Intervention déi mer an der leschter Woch an der Intérieurskommission gemaach hunn ze verstoen, well leider, muss ech soen, am Kader vun der Diskussioun op eemol vun dem Wee vum Konsens ofgewach ginn ass. Den Här Gira huet de Mueren a senger Ausféierung ganz daitlech gewisen, dass am leschte Moment am Kader vun enger Rei Amendementer mat wiesselnde Majoritéiten op eemol operéiert ginn ass, wou ech awer fonnt hunn dass dat net deem Esprit géif entsprechen, an deem mir dee Projet de loi hei géife maachen. Ech hu meng Kolleegen an der Kommission dorobber higewisen an ech hu se gebieden dat och ze respektéieren, dass et net ka sinn dass an enger Kommission op eemol mat engem Vote vun der CSV mat deene Grénge géint d'DP an d'LSAP, oder vun der DP mat der LSAP géint d'CSV an déi Gréng, jee nodeem wéi vill Leit dann dobanne sinn a wie grad just do sëtzt, Amendementer géife virgeholl ginn, déi net deem Esprit entsprechen no deem mer de Projet probéiert hunn hei ze maachen.

M. le Président. - Här Minister, den Här Gira huet eng Fro unlech.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, ech hale gär meng Ried hei. Den Här Gira huet esou vill de Moie geschwat, dass Der wäert verstoen, dass ech meng Ried och gären hei géif halen.

Ech kommen op de Punkt vun den Incompatibilitäten, fir précisément ze illustréieren, dass mer an der Fro vun den Incompatibilitäten kee Konsensus an der Kommission haten. Et ass wuel à un certain moment eng Majoritéit ginn. Déi Majoritéit huet sech awer au détriment vun enger vun de Koalitionsparteie gemaach, well d'DP, fir se mam Numm ze nennen, mat zwou Modifikatiounen net d'accord war an et zum elementare Rappel...

(Interruption)

Jo, woubäi déi Enthaltung sech ausgedréckt huet als en Net-Averständnis mat de Propositionen wéi se gemaach gi sinn.

(Brouhaha général)

D'ailleurs hu mer de Moie jo an den Ausféierung vun deenen eenzelne Parteien ganz kloer gemierkt, dass et op deem Punkt do tëschent

alle Fraktiounen wesentlech Divergenze ginn.

Et gëtt eng Position vun der CSV, déi der Meenung ass, dass beim gläichzäitegen Ofhalen un engem Dag vu Landeswahlen a vun Europawahlen een am Kader vun der Incompatibilitéit net nëmme soll soen: Du daerfs net déi zwee Mandater mateneen unhuelen, mä dass den elementare Respekt virum Wieler dee Moment et och géing verlaangen, dass een net higeet an enner zwou verschiddene Lëscht kandidéiert. Dat ass eng Position, déi d'ailleurs vun der grénger Fraktioun gedeelt gëtt. Ech weess net wéi den ADR dozou steet. Ech weess awer, dass d'Kolleege vun der DP eng aner Position à ce stade, haut op jidde Fall, nach dozou hunn, well si plädéiert hu fir eng zäitlech Trennung vun deenen zwou Wahlen, mat engem Délai vun dräi Méint tëschent deenen zwou Wahlen a mat enger zweeter Position, wou se gesot hunn: Jo, wann dat dann deeselwechten Dag stattfënnt, dann hätte mer gären en Délai de réflexion vun dräi Méint fir déi eenzel Leit, fir sech ze decidéieren.

Wat en fin de compte d'Meenung vun der LSAP ass, hunn ech och no Insistenz vum Här Weiler de Moien hei an der Chamber nach net richtig erausfonnt. Den Här Klein, deem ech nogelasschert hunn, huet plädéiert fir eng Incompatibilitéit. En huet allerdéngs a kengem Moment a senger Ried gesot, ob e mat där Proposition, fir dann a separate Lëscht unzeziehen, d'accord ass oder net. Ech hunn allerdéngs aus engem Zwëscheruff vum Här Fayot gemengt erauszespieren, dass den Här Fayot a senger Partei ee vun deene Leit wier, déi éischter och op dee Wee géife goe fir, wann een am selwechten Dag géif wien, op zwou separate Lëscht ze tendéieren...

(Interruptions diverses)

...wa mer de Wahlsystem änneren.

M. Aly Jaerling (ADR). - Dat war ni an der Kommission gesot ginn. Dat do war eng Ausleeung vum Här Weiler de Moien hei. An der Kommission ass dat do ni vun der CSV virbruecht ginn. Et deet mer awer Leed.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Loosst den Här Minister schwätzen. Hien huet d'Wuert verlaangt.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Et ass eng Konstant, déi scho virun de leschte Wahle vun där Partei, ech schwätze jo net am Numm vun där Partei hei, mä déi Partei, déi ech hei representéieren an der Chamber, gesot huet: „Wann déi Wahlen am selwechte Moment sinn“, wat d'ailleurs eng Initiativ virun de Wahle vun '99 vun där Partei war fir mat getrennte Wahllëscht ze fueren, an déi Proposition ass virun de Wahle vun 1999 net akzeptéiert ginn. Mä et ass awer kloer, dass déi Position besteet. Déi huet à ce stade, mengen ech, opgrond vun där Aart a Weis wéi mer de Projet de loi hei wollten ugoen, net déi Majoritéit, déi mer gären hätten. Ech ginn awer d'Hoffnung net op, dass mer am Laf vun deenen nächste Méint a Joren an den Diskussionen, an nodeem och d'LSAP sech da festgeluecht huet op eng Position, awer vläicht op esou e System géife kommen. A wa mer dann esou wäit sinn dass mer en Accord op deem Punkt hunn, verhénnert näischt eis fir dat dann och an eng Gesetzgebung anzeféieren.

Ech wëll derbäi soen, wann een an den eenzelne Parteien - dat hunn ech jo och kloer gemierkt am Kader vun deene Gespréicher, déi ech an all deene Méint mat de Leit hat, jee nodeem mat wem ee geschwat huet, an ech klamere keng Partei do aus -, innerhalb vun de

Parteien och verschidde Meenungen iwwert déi heite Fro wéi och iwwer vill aner Froen huet, wann et em d'Fro geet vun der Ofschaffung vun de Sektionen, d'Ofschaffung vum zweete Wahlsondeg, d'Aart a Weis wéi een de Conseil communal nees opfëllt, muss ech lech soen, dass ech am Laf vun der Zäit ganz vill Meenunge kritt hunn, wou sech no an no am Laf vun der Diskussion eng Gesamtmeenung erausgebilt huet, ouni dass awer eng vun de Parteien heibanne ka vu sech behaupten - vläicht mat Ausnahme vum Här Urbany, well hien eleng hei ass an nëmmen eng Meenung huet - wéi wann et op all deene Punkten, déi mer hei diskutéieren an déi mer hei wëllen änneren, et an all Partei nëmmen eng eenzeg Meenung géif ginn.

D'Konscht oder d'Netkonscht - verschiddene Kolleege geet dat jo net wäit genuch, dee Moment ass dat hire Problem - war et ze probéieren e Projet de loi op den Instanzwee ze ginn, deen eng modern Ausrichtung huet an deen alleguer déi Saachen, déi machbar waren à ce stade, ze maachen.

Dofir verstinn ech net a sinn och net d'accord mat deene Meenungen, déi hei soen, et hätt ee kënnen méi wäit goen. Selbstverständlech hätt ech kënnen méi wäit goen. Ech hätt zum Beispill kënnen e Projet de loi op den Instanzwee ginn, wou ech eng Circonscription électorale fir d'ganz Land proposéiert hätt. Dat war dann an den Ae vun deene Gréngen e modernt Wahlgesetz.

Ech stellen awer just fest, no Diskussionen déi mer heibannen haten: Déi Proposition hätt exakt fënnf Stëmmen hei an der Chamber kritt.

(Interruptions)

Här Gira, ech hunn einfach de Moien nogelasschert wat déi eenzel Fraktiounen dozou gesot hunn, inklusiv den Här Urbany, well ech wosst ee Moment net ob et der fënnf oder sechs wären, dofir hunn ech intensiv nogelasschert wat den Här Urbany gesot huet, dee gesot huet, hie wier à ce stade...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Wiem seng Iddi war et dann d'Wahlpflicht op 75 Joer eropzesetzen? Hat Der do och de Konsens vun deenen dräi grouse Parteien am Ufank, oder hutt Der dat vun lech aus eleng dra gesat?

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Jo, mä et sinn déi Punkten, op déi ee sech kann unhänke fir seng eegen Inkoherenze probéieren ze verstopen.

Mir hätten eng ganz Rei vun anere Punkte kënnen erabréngen. Et sinn eng ganz Rei vu Kolleegen heibannen der Meenung, dass een d'Durée vum Mandat bei de Gemengewahl vu sechs op fënnf Joer soll erofsetzen. Et sinn och eng ganz Rei Leit déi dat de Moien hei gesot hunn. Wann ech awer den Tour maache vun deenen eenzelne Fraktiounen déi hei setzen, stellen ech fest dass déi Proposition keng Majoritéit fonnt huet no deene Kritären, déi mer eis gesat hunn.

Ech si ganz iwwerrascht driwwer, et huet net eng eenzeg Fraktioun iwwert de Splitting geschwat. Dat war eng grouss Diskussioun. Wann een, wéi den Här Klein seet, e modernt Wahlgesetz wëllt maachen, e Gesetz dat méi wäit geet, dann hätt ee jo emol kënnen op de Gedanke kommen, well d'Majoritéit vun de Leit hei am Land si géint de Splitting. Ech maache muer eng ILReS-Émfro, wou mer feststellen dass d'Majoritéit vun de Leit géint de Splitting ass.

(Interruptions)

Ech fannen awer keng Majoritéit an dofir hu mer et och net an de Projet integréiert.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Jo, et stong um Ordre du jour.

Ech schwätzen iwwer e modernt Gesetz. An engem moderne Gesetz, et ass jo deemno wéi der d'Lection vun engem Gesetz maacht, hätt een och kënnen d'Incompatibilitéit député-maire aféieren. Ech hunn eng ganz Rei Kolleegen de Moien héieren, net nëmmen de Moien, mä och a Gespréicher déi een da féiert, an ech soen an alle Fraktiounen heibannen, déi der Meenung sinn dass een eng Incompatibilitéit tëschent dem Mandat vum Deputéierten a Buergermeeschter soll aféieren. Ech begéien der awer och eng ganz Rei déi net där Meenung sinn. Wann ech also e sougenannt fir déi Gréng akzeptabelt fortschrëttlech Gesetz gemaach hätt, dann hätt ech eng Proposition erabruucht fir d'Incompatibilitéit tëschent deenen zwee Mandater anzeféieren. Da wär et hei zum Vote komm an dann hätte mer keng Majoritéit fonnt. Wat hätte mer dann dee Moment geschafft gehat, wa mer dat gemaach hätten?

Mir hätte kënnen, esou wéi dat dann och vun deene Grénge gefrot ginn ass, iwwer eng aner Andeelung vun de Wahlbezierker diskutéieren. Mir hunn doriwwer diskutéiert a mir sinn zur Konklusion komm, nodeem mer mat deenen eenzelne Parteien geschwat haten, dass et net ganz vill Zweck hätt fir op där Schinn weider ze fueren, well mer keng Majoritéit géife fanne fir eng aner Andeelung vun de Wahlbezierker ze maache wéi déi, déi mer haut hunn.

Elo kann ech, well ech ee vun deene sinn déi der Meenung sinn dass een dat wierklech eng Kéier misst aneschtens gesinn, do dräi Pirouetten danzen a véiermol de Salto schloen, mä wann ech awer gesinn dass déi Proposition hei keng Majoritéit huet, wat bréngt et da wann ech dat an e Gesetz erabréngen.

D'Erweiterung vun der Bréifwahl. Mir hunn d'Erweiterung vun der Bréifwahl mateneen diskutéiert an déi Propositionen déi mer gemaach hu fir vun 51 Deeg op 30 Deeg erofzogen, fir eng wesentlech Vereinfachung vun der Bréifwahl ze maachen, waren akzeptabel. Eng weidergehend Erläichterung am Sënn wéi den Här Klein se proposéiert huet, praktesch alles bis zum leschten Dag oder bal bis zum leschten Dag opzemaachen, huet net d'Majoritéit fonnt. Wat huet et dann e Sënn eng Proposition eranzebréngen, vun där ech vun Ufank u weess dass se déi Majoritéit am Parlament net kritt, déi mer gären hätten.

Un deene Beispiller wollt ech weisen, dass et net esou war dass mer net diskutéiert hätten. Mir hu gekuckt mat alle Fraktiounen heibannen e Gespréich ze féieren, an all Fraktioun hat jo och d'Méiglechkeet an de leschten dräi Joer, well et ass säit dräi Joer dass mer dee Processus hei hunn, fir ze kucken hir Stëmm an hir Meenung eranzebréngen. Dat hunn déi eenzel Fraktiounen d'ailleurs och gemaach a schrëftlecher Form, a verbaler Form, a Form vun enger Diskussioun an der Kommission, mä fortschrëttlech oder net fortschrëttlech, ech mengen, dat ass jee nodeem wéi een et gesäit, méi wäitgehend oder net méi wäitgehend. Mir hunn eis hei bornéiert vun Ufank un, wessentlech, wëlentlech, fir e Projet ze maachen dee konsensfäeg ass an deen, dat muss ech soen, a ganz ville Gespréicher an a ganz villen Diskussionen dach awer eng ganz Rei vu wesentlechen Emännerunge par rapport zum jetzege System matbréngt.

Ech ka mech erënnere, wéi mer viru fënnf Joer ugefangen hu mat enger ganzer Rei vu Gemengen ze diskutéieren, an haaptsächlech

mat deene ländleche Gemengen, wat d'Ofschaf vum zweete Wahlsondeg ubelaangt, wat d'Ofschaf vum de Sektionen ubelaangt, wat d'Fro ubelaangt vun den Elections complémentaires, wann e Mandat fräi gëtt.

Et ass am Ufank gesot ginn, dat do, dat kritt Dir ni duerch. Dir kritt dach ni duerch, dass mir d'Sektionen hei am Land ofschafen. Dir kritt ni duerch - dat war zwar e bैसे manner komplizéiert -, dass mer den zweete Wahlsondeg géifen ofschafen. D'nu hu mer mat de Leit diskutéiert op der Basis an de Parteien, mat de Buergermeeschteren, an et huet een awer op eemol festgestallt, dass am Gemeengesetz selwer, a besonnesch bei deene Buergermeeschteren, Schaffenen, Conseilleren, Politiker aus deene klunge Gemengen, déi bis zu deem Zäitpunkt ganz oft un der Diskussioun net genuch bedeelegt waren an deenen hir Stëmm net genuch gehéiert ginn ass, well se an enger Rei vu Gremien ennerrepresentéiert si par rapport zu anere Leit, wuel eng Bereitschaft bestanen huet fir dat ze änneren.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Majoritär.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Selbstverständlech. Och bei eis an der Partei ware Leit, déi net der Meenung waren...

(Interruption)

Wann ech haut de Moien d'Diskussionen, Här Scheuer, nogelasschert hunn, a wann hei esou gemaach gëtt vun alle Säite wéi wann dat iwwerhaapt keng Diskussioun gewiescht wär, wann dat dat Normalst vun der Welt gewiescht wär fir dat doten ze maachen, e Klinkerlitzchen, e Blinddaarm praktesch, deen elo hei géif ewech geholl ginn, dann ass et och mäi Rôle fir drun ze erënnere, dass viru véier, fënnf Joer, wéi mer d'Diskussioun ugefaangen hunn, et eng ganz aner Diskussioun war.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Déi Déck konnte sech duerchsetzen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Déi Déck hu sech net duerchgesat. Hei hunn déi Kleng sech duerchgesat. Hei hunn déi verstänneg Buergermeeschtere sech duerchgesat, an dat ass dat wat mer gefall huet, à un certain moment hu si selwer d'Stëmm erhuewen. Ech hunn op eemol aus dem Gemeengesetz eng ganz Rei vu Wuertmeldunge vu Buergermeeschteren héieren, déi gesot hunn, ma kommt mir halen domat op, well et bréngt eis näischt. Dat Ganz ass kontraproduktiv. A wéi mer mat Zuelen dohinner komm sinn, fir emol ze beweisen dass den zweete Sondeg manner wéi 5% vun de Sëtz aneschtens machbar mécht, an dat iwwer dräi Wahlen novollzéibar, dass also 95% vun de Sëtz souwisou am éischte Wahlgang am Fong schonn definéiert sinn, an dass mer op dräi Wahlen eng eenzeg Majorzgemeng fonnt hu wou sech eng Majoritéit no engem zweete Sondeg aneschtens gemaach huet wéi se nom éischten Sondeg festgestallt gi war, do huet ee lues a lues awer een Émdenke gemierkt.

De Moien ass iwwert d'Fusiounen vun deem enge mat deem aneren hei geschwat ginn, an iwwert d'Reorganisatioun vun de Gemengen, sou dass ech wëll deene Leit soen, dass ech der Meenung sinn dass mer bei der Fro vun der Reorganisatioun vun de Gemengen deeselwechte Wee wäerte goen. Eng Diskussioun muss entaméiert ginn, an da muss gekuckt ginn ob vun enen erop Bereitschaft besteet bei de Leit, em déi et geet, fir de Projet unzehuelen.

Ech stellen effektiv fest, dass mer an enger Phas sinn, wou ëmmer méi Leit aus de Gemenge selwer zur Konklusion kommen, dass een eng aner Organisatioun muss maachen. Ähnlech wéi bei deser

Diskussionen sinn ech perséinlech fest dovun iwwerzeegt, dass mer am Débat Etat-communes an duerno wäerten zu Modeller kommen, och mat Transitionen an anere Geschichten, déi et erlabe fir eis Gemengen op een anere Stelle wäert an op een anere Punkt ze setzen.

Ech si perséinlech frou dass sech eng ganz grouss Majoritéit vun der Chamber, alt nees mat Ausnahm vum deene Gréngen, fir d'Bäibehale vum Vote obligatoire ausgeschwat huet, well ech ähnlech, wéi am Rapport vun der Kommissioun zréckbehalen, der Meenung sinn, dass dat eng Bürgerpflicht vun deem Eenzelnen ass, deen d'ailleurs, wann en näischt mat deem Ganze wëllt ze dinn hunn, jo d'Méiglechkeet huet wäiss ofzestëmme. Hien huet just net d'Excuse spéider ze soen, ech war jo net derbäi, well ech sinn net wile gaangen. Hie muss seng Responsabilitéit all fénnef, respektiv all sechs Joer huelen an en huet d'Méiglechkeet, wann en der Meenung ass dass dat en net interesséiert, iwwer e Vote blanc seng Meenung auszudrücken.

(Interruption)

Dat ass eng aner Fro.

Jo, mir kënnen jo ufänken dat ze maachen.

De Wahlalter setze mer op 18 Joer erof. Ech hunn de Moie ganz vill Leit héieren, déi d'Paternitéit dovun fir sech revendiquéieren. Et ass eng gutt Saach fir dat aktiiv an dat passivt Wahlrecht op 18 Joer le jour de l'élection festzeleeën. Ech mengen net dass et gutt wier do wenger erof ze goen a Systemer anzeféieren déi, aktiv oder passiv, mat manner wéi 18 Joer géife fonctionnéieren. Ech sinn d'ailleurs manner optimistes wat d'Kennnisser an de Wëssensstand vun eise Jugendlechen iwwert d'Politik ubelaangt, wéi de Kollege Urbany et de Moien hei war.

Mir hunn dann eng wesentlech Vereinfachung vun de Prozeduren duerch dee Projet hei. Mir hunn de Vote par correspondance grondleeënd geännert. Et ass relativ wéineg iwwert de Vote par correspondance de Moie Rieds gaangen an deenen eenzelnen Interventiounen. Mir ginn do, wéi ech scho gesot hunn, vun 51 op 30 Deeg erof. Den Haaptgrond, firwat dass mer Annullatiounen hate bei dem Vote déi leschte Kéier, deen hu mer éliminéiert, nämlech de Fait dass d'Leit vergiess hunn hire Convocatiounsziel an de Bulletin eranzeleeën. Dat hu mer doduerch geännert, dass mer ähnlech wéi bei de Sozialwahlen an Zukunft beim Vote par correspondance mat Nummere fueren, esou dass eng Identifikatioun fir déi Leit, déi am Büro sinn, méiglech ass, och wann de Convocatiounsziel net derbäi läit. Dat ware bei de leschte Wahlen net manner wéi 25% vun alle Stëmmen, déi par correspondance ofgi gi sinn. Doduerch sinn déi Bulletiné fir null erkläert ginn.

Wat d'Conditions de résidence an iwwerhaapt d'Participatioun vun den Net-Lëtzebuurger an de Wahlen ubelaangt, hu mer ganz grouss Ännerunge virgeluecht. Do ass och deen een oder deen aneren der Meenung, dass dat net wäit genuch geet. Ech si perséinlech der Meenung, dass dat ganz wäit geet wat mer zu Lëtzebuerg maachen, dass dat wesentlech méi wäit zum Deel geet wéi et an anere Länner hei an Europa de Fall ass.

Ech sinn net mam Här Klein d'accord, wann en der Meenung ass, dass mer fir d'Joer 2011 d'Conditions de résidence gläich sollte stelle mat deem wat fir d'Lëtzebuurger gültig ass. Dofir wëll ech direkt dat soen, wat ech herno wollt proposéieren, da brauch ech dat dann net méi ze maache bei der Motioun vun der LSAP, an zwar fir déi ofzelehnen.

(Interruption)

Mä Dir gitt jo iwwert d'Gesetz eraus. Dir sidd der Meenung, dass et duergeet fir sechs Méint hei zu Lëtzebuerg ze wunne fir kënnen un de Gemengewahlen deel ze huelen. Mir sinn net der Meenung, dass een op dee Wee soll goen, mir sinn au contraire der Meenung dass dat Eroffueren op fénnef Joer ee Punkt ass, deen à ce stade, esou wéi mer haut do stinn, eppes ass wat ganz adequat ass a wesentlech méi kuerz ass wéi dat wat mer virduer kann hunn, souwuel fir den aktive Vote wéi fir den net aktive Vote.

Mir schafen déi zweet Liste électorale of. Et ass dat vläicht e ganz kleng Punkt, mä et ass awer e ganz intensive Punkt, wann et ëm d'Aarbechte geet déi notament an den Distriktkommisariater an um Niveau vun de Gemenge muss gemaach ginn. An, wéi ech scho gesot hunn, revolutionéiere mer wesentlech de Vote an de Majorzgemengen duerch d'Ofschafe vun de Sections électorales, duerch d'Ofschafe vum Ballottage, dem zweete Vote, an duerch déi Modifikatiounen, déi mer bei de Komplementarwahlen aféieren, wou mer soe bei dem éischte Vote soll de Gemengerot eis soen, ob hien der Meenung ass dass dee Siège soll nei besat ginn. Spéitens bei der zweeter Vacance muss Komplementarwahlen kommen.

Ee Punkt iwwert dee vill diskutéiert gëtt, wou d'Meenungen och ganz breet gestreekt sinn, dat ass dee vu wéini un dass een an de Systeme proportionnel soll eriwuer goen? Der Deeg hunn ech nach Leit begéint, déi der Meenung sinn dass een dat hätt misse wesentlech an d'Luucht setzen, dass een op 5.000, 6.000 Leit hätt misse goe fir d'Politisatioun an de Gemengen zréck ze drängen. Aner Leit sinn der Meenung, dass een do ganz ëne soll ufänken, dass et eng gutt Saach ass, wann nom Parteesystem gestëmmt gëtt. Mir hunn eis drop geeneegt, am Kader vun der Diskussioun, dass mer dat op 3.000 Leit géife maachen. Dat bréngt da mat sech, dass bei den nächste Gemengewahlen d'Gemengen Dippech, Mäertert, Rammerech, Wëntger a Konter - ech wëll dat nach eng Kéier soen, well déi an enger Wochenzeitung vergiess gi waren an déi doduerch ganz opgereegt sinn, well si hu gemengt si wieren op eemol awer net méi dobäi - opgrond vun der Volkszählung vun 2001 an de Proporzsystem iwwerginn.

Eng Dispositioun déi mer agefouert hunn, déi fir mech ganz vill Sënn mécht, déi awer och net vun Ufank un d'Unanimitéit hat, dat war déi fir ze soen, esou bal gewielt ass an de Schäfferot ass en place a se wëssen dass se eng Majoritéit hunn, da maache mer d'Veereedung vun de Leit a si kënnen ufänke mat schaffen. Mir waren dovun iwwerzeegt, dass et eng gutt Saach war an all deene Gemengen, wou et machbar war, dass déi nei Majoritéit dans la mesure du possible de Budget scho selwer soll maachen a kënnen ofstëmme. Och do gëtt et, wéi gesot, net nëmme eng Meenung doriwwer. Et gëtt och Leit déi do enger anerer Meenung sinn. Mir wäerte gesinn, dass bei de Wahlen ëmmer nach déi eng oder déi aner Gemeng laang Zäit wäert brauchen, dass et souguer den 1. Januar, lescht Limite, wäert gi fir eng Majoritéit ze kréien.

An dann déi Régimes spéciaux, déi d'Fusiounsgemengen an de 70er Joren haten, déi schafe mer och of. Dat ass eis an deem Sënn méi einfach gefall, dass vun deene meeschte Gemenge Jonglënster schon am Proporzsystem war. Wëntger a Rammerech, déi kommen elo an de Proporzsystem eran, sou dass mer just eng Diskussioun mat der Stauseegemeng haten. Déi Diskussioun hu mer awer konnte positiv zu Enn féieren.

Da wollt ech e puer Saachen nach soen iwwert dat wat elo geschitt, well jo notament a puncto Ausländerwahlrecht e gewëssene Flou

do war, an dass mer och dee Projet brauche virum Enn vun Februar, fir juristesches gesinn all Sécherheeten ze hunn, déi mer brauchen, fir dass dat mat der Inscriptioun vun den Ausländer, déi dann nach wëlle sech mat deenen neie Konditiounen op d'Wahlleschte setzen, fonctionnéiert.

Mir wäerten, esou bal dee Projet hei d'Dispens vum zweete Vote kritt huet an d'Ënnerschëft vun Grand-Duc, eng Circulaire un d'Gemenge maachen, wou mer hinnen déi wichtegst Dispositiounen, déi an deem nächste Mount ze beuechte sinn, matdeelen. Mir wäerten de Gemengen och duerno au fur et à mesure duerch aner Circulaires déi aner Adaptatiounen matdeelen. Mir hunn och wëlles, ech hunn doriwwer mat menge Leit geschwat, besonnesch fir d'Gemengesekretären - déi ganz Fro vun de Wahlleschten, déi ass jo net méi einfach ginn, muss ee soen, duerch déi Reform hei - Formatiounscoursen driwwer ubidden, wéi dann an Zukunft d'Wielerleschten opzestelle sinn, notament och iwwert déi Fro vun deene Jonke vun 18 Joer, déi jo le jour de l'élection solle kënnen wäelen, wéi een dat praktesch handhaabt, fir sécher ze stellen dass dat och dee Moment fonctionnéiert. Dat bedingt eng Ëmstellung par rapport zum System wéi en haut besteet.

Zréckkommend op eng Fro, déi d'Madame Wagener an enger Question parlementaire gestallt hat, kann ech soen, dass mer amgang sinn eng Campagne d'information anzeleeden, woubäi ech nach eng Kéier wëll rappéléieren, dass d'Inscriptioun vun den Ausländer op d'Wielerleschten e kontinuierleche Processus ass, dass dat näischt ass wat all fénnef Joer nëmme während engem Mount op ass. Mir wëllen trotzdem eng Sensibilisierungscampagne nach eng Kéier maachen, woubäi mer se elo wëllen ulafe loosse fir d'Europawahlen, awer iwwert d'Joer duerchzéie fir d'Gemengewahlen, well et ass haaptsächlech bei de Gemengewahlen wou jo den Intérêt suscitéiert soll ginn.

Mir hunn an deem Sënn déi Proporz zréckgehalen, déi d'Mme Wagener gemaach huet, fir eng Journée de l'inscription ze maachen. Mir hu mam SYVICOL doriwwer diskutéiert a mir sinn eis eens ginn, dass - mir kënnen se net forcéieren, mä ech hoffen awer - déi 118 Gemenge matmaachen. Mer wäerten déi 118 Gemenge froe fir den 22 März, Samschdes moies vun 9 bis 12 Auer, hir Büroen opzemaache fir deene Leit, déi während der Woch schaffen an nëmme Samschdes Zäit hunn, d'Méiglechkeet ze ginn iwwer eng Journée de l'inscription sech dann op d'Wielerleschten anzeschreiwen, woubäi ech allerdéngs weess, dass aner Gemengen, notament d'Stad Lëtzebuerg, nach méi weidergehend Solutiounen amgang sinn ze analyséieren an och wëllen duerchféieren. Déi wëllen d'Büroer méi oft opmaachen. Dat hei ass eng Propositioun, déi mer deenen 118 Gemengen mam Accord vum SYVICOL wëlle maachen, fir einfach nach eng Kéier ze dokumentéieren, dass d'Gemengen niewent deenen normale Bürozeiten, wou se souwisou op sinn, nach e speziellen Effort maachen. Näischt hënnert eenzel Gemengen drun, wa se der Meenung sinn dass se hiren auslännesche Matbiurger eng zousätzlech Informatioun wëlle ginn, dat elo respektiv d'nächst Joer ze maachen.

Mir wëllen eng Campagne d'information lancéieren. Mir waarden och do op d'Publicatioun am Memorial, fir am nächste Mount dann iwwert déi normal Informationskanal dat ze maachen.

Mir sinn dann, Dir Dammen an Dir Hären, och nach mat 47 Amendementer konfrontéiert. Ech hunn déi Amendementer selbstverständlech gekuckt. Do ass deen een oder aneren derbäi, dee mir perséinlech net ganz onsympathesch ass, de Gros ass mer éischer net sympathesch, mä et sinn der derbäi déi mer sympathesch wäeren, mä et ass no Analys vun deenen Amendementer, déi alleguer en long et en large diskutéiert gi sinn, menger Meenung no keen derbäi deen eng Majoritéit ka fannen, déi esou wäi mir eis dat an deem Projet de loi hei virgestallt hunn, esou dass mer och do géifen der Chamber recommandéieren fir déi Amendementer vun der grénger Fraktioun net unzuhuelen.

Op d'Motioun vun der LSAP sinn ech schonn agaangen. Ech mengen, dass Der do an Ärem zweeten „invite“ ze wäit gitt, an dofir géif ech d'Chamber bidden déi Motioun net unzuhuelen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gira.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, mir hätt eischtens nach siwe Minutte vun der Diskussioun iwwer an et si Motiounen do, wou mer och nach Zäit zegutt hunn. Zweetens hunn ech Parole après ministre, Dréttens fannen ech et lamentabel, an do kann ech nëmme dat widerhuele wat ech de Muere schonn hei gesot hunn, dass d'Reglement anscheinend nëmme applizéiert gëtt, wann ee vun der Opposition hei um Pult steet.

Mir hate gëschter eng Sitzung déi absolut net conforme zum Règlement war, an do huet absolut kee Mënsch eppes derbäi fonnt. Dofir fannen ech et einfach elo lächerlech...

■ M. le Président.- Här Gira, ech wollt lech awer soen, dass Dir lech jiddefalls a puncto Uwendung vum Règlement net kënt beschweieren. Ech muss dat zréckweisen, wann elo hei gesot gëtt dass géifen zweeërlee Mooss a Gewicht applizéiert ginn. Hei gëtt genau ee behandelt wéi deen aneren.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech hunn net vun lech geschwat, ech hu vu Kollege geschwat déi all Kéiers, wann ee vun der Opposition eng halfe Minutt méi laang brauch, op d'Reglement verweisen. Här President, ech hunn net fir eng halfe Stonn, ech wollt just e puer Remarque maachen.

Ech hunn de Muere mat Erstaune misse feststellen, dass déi Leit, déi net an där berühmter Sitzung vum 5. Februar waren, anscheinend besser wësse wat do ofgelaf ass wéi déi, déi present waren, virum allem déi zwee Fraktiounschefen.

Weider wollt ech zu deene berühmten Amendementer nach e puer Saache kloer stellen, well hei esou dacks driwwer diskutéiert ginn ass an ëmmer erëm nei Versiounen durgestallt gi sinn. Dofir wollt ech nach eng Kéier soen, dass, wa mir dat esou skandaléis durgestallt hunn, dann huet dat näischt mam Fong vun der Saach ze dinn. Mir wiere frou gewiescht wann déi Amendementer bestoe bliwwen wieren, mä mir wëssen och dass dat d'Wahlgesetz net fundamental revolutionéiert hätt. Ech wëll awer nach eng Kéier widerhuele wéi déi ganz Saach vir sech gaangen ass.

Mir hunn an zéng Sitzungen intensiv iwwert dat komplizéiert Gesetz diskutéiert, iwwer 40 Amendementer vun deene Gréngen, iwwer nei Momenter, déi och deelweis vun der Regierung abruucht gi sinn, well d'Regierung eng Rei Paragraphen nodréiglech wollt ëmgeännert hunn. Déi grouss Choixé ware getraff. Déi Gréng hu sech keng Illusiounen méi gemaach, dass nach Chancen do wiere fir een eenzege

Wahlbezirk anzeféieren, oder, wat weess ech, iwwert de Panachage ze diskutéieren.

Ech wëll awer drun erënneren, Här President, dass Dir selwer zu engem gewësse Moment e Bréif un déi fénnef Fraktiounen geschéckt hutt, wou Dir fénnef Froe gestallt hutt a wou déi fénnef Fraktiounen héich offiziell vun lech, Här President, opgefuerdert si ginn eng Äntwert ze maachen. Dat waren also net Froen déi téschent Tür an Angel an iergendenger Kommissioun opgeworf goufen, neen, d'Kommissioun hat decidéiert iwwert de President d'Fraktiounen nach eng Kéier frësch ze froen. Also war dat een neie Moment an där ganzer Diskussioun. Doropshi sinn och Äntwerte vun deene fénnef Fraktiounen op déi fénnef Punkten erakomm. Zu engem gewësse Moment ass nieft aneren Amendementer och iwwert déi fénnef Punkten do ofgestëmmt ginn. Do sinn déi Resultater derbäi erauskomm, déi eraus komm sinn.

Ech ka just feststellen, dass bei dräi Voten dat erauskomm ass wat der Regierung an de Krom gepasst huet, an dofir huet och kee Mënsch méi iwwert déi Amendementer geschwat. Bei zwee Voten ass net dat erauskomm wat zumindest deenen zwee Fraktiounschefen net an de Krom gepasst huet. Ech muss lech soen, dat ass awer net eise Problem, dat ass de Problem vun deenen zwou Majoritéitsparteien, déi net amstand waren, ier jiddfreee vun hinnen hire Bréif zréck un de President vun der Chamber geschéckt huet, sech ofzeschwätzen an eng unanime Positioun auszeschaffen.

Ech ginn awer dovun aus, wann eng Kommissioun higeet, déi fénnef Fraktiounen bei fénnef Punkte freet, da seet, elo huele mer e Vote iwwert déi fénnef Punkten, dass dann déi Voten, déi do geholl ginn, awer stinn, zemoos wann de President an de Rapporteur vun der Kommissioun den Dag drop se schrëftlech festhalen, se bei de Statsrot schécken an ee vun deene Voten och nach vum Statsrot ugeholl gëtt, dann ass fir mech déi legislativ Prozedur ofgeschloss. Ech fannen et skandaléis, wann dann den Innenminister sech amëscht, an d'Sitzung kënt an dann awer dat, wat eigentlech d'Majoritéitsdeputéierten, mengen ech, en connaissance de cause votéiert hunn, nach eng Kéier ëmkippt.

Et geet hei net ëm de Fong, mä ech fannen, da war déi ganz Prozedur emsoss. Dat ass de Geck gemaach mat deene Leit, déi während zéng Sitzunge probéiert hu Konsenser ze fannen. Ech stellen elo fest, dass fir dës Regierung Konsens nëmme ass, wa beim Vote dat erauskënt wat hinnen an de Krom passt. Wann net erauskënt wat hinnen an de Krom passt, da schwätze se net méi vu Konsens an da gëtt strikt Majoritéit/Oppositioun ugewannt.

Entweder mir probéieren am Ganzen e Gesetzkonsens ze fannen. Dat hutt Der net gemaach. Dir hutt während der Prozedur, während dem Match, d'Abseitsregelen geännert. Dat ass dat wat mir hei monéieren.

Et geet eis net ëm de Fong. Ech wollt dat nach eng Kéier kloer stellen. Dat do kann een alles novollzéien. Déi Bréiwer, déi vum President un d'Fraktiounen geschéckt si ginn, déi leien hei, déi bleiwen an den Archiven, an ech hoffen, dass d'Äntwerte vun deene jeeweilige Fraktiounen an d'Rapporte kommen. Da gesi mer ganz genee wéini wou wat ofgestëmmt ginn ass.

Dat ass dat, wéi et sech zougedroen huet, an dass dann dat erëm op d'Kopp gehäit ginn ass, dat ass dat wat ech hei wollt monéieren.

■ M. le Président.- D'Wuert huet nach gefrot den Här Ben Fayot, an dann den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech hätt net an dës Debatt agegraff. Et sinn aner méi kompetent Leit vun onser Fraktioun déi dat gemaach hunn, mä ech wollt awer eppes soen iwwert déi berühmten Doppelkandidatur bei den Europawahlen, déi den Här Weiler jo de Moie ganz staark erausbruecht huet.

Mir sinn alleguerten a Wahlversammlunge bei de Bierger konfrontéiert gi mat der Verlugenheet vun där Doppelkandidatur, an et ass also ganz kloer, dass dat bei de Leit dobaussen net ukéint. An da froen ech lech, firwat maachen d'Parteien dat? Firwat setzen d'Parteien déiselwech Leit bei de Chamberwahlen a bei den Europawahlen op? Mä ganz einfach, well dat duerch d'Logik vun onsem Wahlsystem mat sech bruecht gétt. Firwat nämlech setzen d'Leit déi beschten, national bekannte Politiker op hir Europalëschen an op hir Chamberwahlsleschten? Well se eben hir Stëmmenzuel wëlle maximéieren, well d'Stëmmenzuel vun enger Partei ewell zu 40 bis 50% aus perséinleche Stëmmen zesummegeat gétt an ongeféier 50 bis 60% vu Lëschtstëmmen. Dat heescht, all Partei wëllt jo awer déi méiglechst grouss Zuel vu Stëmmen kréien, fir och déi méiglechst grouss Zuel vu Sëtzer ze kréien.

Ech sinn also der Meenung, Här President, dass, wa mer deem Iwwel do wëllen un de Leif réckelen, wa mer dat do wëllen definitiv änneren, da geet et net duer fir zum Beispill d'Wahlen ze separéieren, well da kréie mer deeselwechte Problem. Vlächicht kréie mer d'Ministernen net drop, mä da kréie mer net onbedéngt d'Deputéierten déi schonn an der Chamber sëtze vun der Lëscht ewech.

Ech mengen och net dass et geet wéi d'CSV dat proposéiert, fir dass déi eng net d'äerfen op där aner Lëscht kandidéieren, well dat géif ganz bestëmmt eng Partie Parteie seriö benodelegen, déi net déi grouss Personaldecken hu wéi zum Beispill d'CSV. D'CSV konnt 1999 op en eemolege Statsminister op hirer Europalëscht zrëckgräifen, deen net op der nationaler Lëscht interesséiert war ze kandidéieren. Dat haten déi aner Parteien net. Si hunn och nach aner Kandidaten, déi ebe maachen dass d'CSV vill méi eng grouss Personaldecken huet aus verschiddeenen Ursaachen, aus historeschen Ursaachen, well se esou laang um Pouvoir ass an esou weider.

Dofir sinn ech der Meenung - an ech hunn dofir eng Proposition de loi erabruucht, déi allgemeng net beuecht ginn ass, déi och allgemeng net konsensfäeg war -, wa mer wëllen dat Iwwel vun der Doppelkandidatur ofschaffen, da muss se mer och de Wahlsystem änneren fir d'Europawahlen. Mir hu schonn ee Schrëtt gemaach. Mir hunn eng Circonscription unique. Da maache mer och deen nächste Schrëtt an da setze mer amplaz de Panachage, wéi soll ech soen, deen e bësse matiniéierte Proporzsystem duerch e pure Proporz, an da wëssen d'Leit, wa se eng Partei stëmmen, Här Gibéryen, wie se an d'Europaparlament schécken.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Et ass scho richtig, d'Parteien wëllen nëmme gutt Leit mathuelen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech hat gemengt, heibanne wieren déi gutt Leit.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, dofir hält d'LSAP och den Här Castegnaro mat op de Südbezirk an op d'Europaparlamentslëscht.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Wann ech mäi Virriedner elo héieren hunn a mir hätten dee Sys-

tem ugewannt deen hien hei préconiséiert, da séitz hien net hei. Da misst e Schoul hale goen, well hie war jo net gewielt am Europaparlament. Dofir fannen ech, dass en ausgerechent hei géint e System plädéiert, deen eigentlech esou ausgesäit, dass hien dee Moment net hei séitz, sondern e wär échouéiert.

(Interruptions diverses)

Jo, dat war natierlech e Selbstlob. Bei eis ass et vill méi einfach. Ech fannen de System pervers deen hien hei préconiséiert, an dofir steet och eis Fraktioun 100%eg zu där Proposition de loi déi mer gemaach hunn, respektiv zu eise Propositionen déi mer gemaach hu fir den Europamandat ze trennen vun dem nationale Mandat.

Wat ech awer eigentlech hei wollt soen, Här President, dat ass dass ech dem Här Gira wollt äntwerten. Wann dat sollt antriede wat den Här Gira hei proposéiert huet, da brauch de President vun der Chamber kee Bréif méi un d'CSV an un d'DP ze schécken. Well wann ech den Här Gira richtig verstanen hunn, misst mir uni sono, wéi aus engem Mond, déiselwech Propositionen maachen.

Et kann dach net sinn, dass ausgerechent bei engem Punkt vun engem Gesetz, deen net am Accord de coalition steet, déi zwou Parteie mussen enger Meenung sinn. Et muss dach kënne sinn, dass eis Fraktioun eng aner Meenung huet op zwee Punkte vu fénnef wéi d'CSV. Soss kënnt mer eis jo net méi vun der CSV ofgrenzen. Et ass dat wat de Sozialisten net gelongen ass an där leschter Legislaturperiode, wou et téschent der CSV an der LSAP keng Differenz méi ginn ass a wou d'Leit herno nach just d'Original gewielt hunn, awer net méi d'Kopie. An dofir fannen ech et selbstverständlech, dass mir geäntwert hunn an engem Bréif a gesot hunn, dass mer mat zwee Punkten net d'accord wären. An, Här President, mir hunn eis Haltung net geännert. Mir hunn an der Kommissioun esou gestëmmt wéi mir am Bréif geschriwwen hunn.

(Interruptions diverses)

Dat heescht, mir hunn eis Haltung net geännert a mir hunn esou ofgestëmmt, an Dir kënnt elo soe wat der wëllt. Eis Haltung ass bien entendu kohärent gewiescht a si war et vun Ufank un, a mir brauchen eis vu kengem Lektione ginn ze loosse, weder vun engem Koalitiounspartner nach vun deene Gréngen.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, an dann den Här Krecké.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, ech bedauern dass ech hei muss op déi schéi Geschicht zrëckkommen, déi den Här Minister eis gezielt huet. En huet eis elo e puermol matgedelt, hien hätt a verschiddeenen Punkten, och wann e gewollt hätt, keng Majoritéit fonnt. Dat verstinn ech zwar net. Well mir hunn awer elo an der Lescht dräi-, véiermol matgemaach, wéi den Här Minister an déi zwou Fraktiounen et fäerdeg bréngt fir eng Majoritéit ze fannen. Si stëmmen einfach esou laang of bis se eng hunn.

Dofir verstinn ech net, dass den Här Minister op eemol heihinner mat Bedauere matdeele kënnt, e géif keng Majoritéit fannen. Mä ech hu fonnt dass Der lech awer, wann Der gären eng Majoritéit hätt, wierklech gutt verteidegt hutt. Mir waren an der Kommissioun zesummen, a bei deem Demokratie-Versteedsdemech dat Dir hutt si mer awer wierklech d'Schudder ausgaangen.

M. le Président.- D'Wuert huet nach gefrot den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech wëll net op dem Här Rippinger seng simplisteschen Analys goen, déi en elo hei ge-

maach huet, mä ech wëll ganz einfach, well et mer peinlech ass, soen, an et ass garantéiert dem Ben Fayot grad esou peinlech, datt dat wat hien hei gesot huet strikt falsch ass. Well de Ben Fayot géif keng Schoul halen. Ech mengen, et ass him ze blöd fir dorop ze äntweren. Mä dann äntweren ech.

Hie géif keng Schoul halen, Här President, well de Ben Fayot ass all Kéiers direkt an d'Chamber hei gewielt ginn, an da géif en hei sëtzen, esou wéi den Här Rippinger och, net méi an net manner. Mä hie géif dofir net misse Schoul halen.

Ech fannen et peinlech wann een ufängt d'Leit perséinlech unzegräifen op deem dote Punkt an och nach esou derniewent ze leien.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

Den Artikel 1 ass gelies.

Zum Artikel 1 huet den Här Gira en Amendement agereecht a mir stëmmen elo iwwert den Amendement 1 of.

Amendement 1

Ech géif lech bieden opzepassen, well et gétt elo ganz vill gestëmmt, fir dass jidderee genau weess em wat dass et ëmmer geet.

Den Amendement 1 läit lech schréiftlech vir. En ass explizéiert ginn.

Vote

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement ass mat 38 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 9 Abstentione verworf.

Ont voté oui: M. Marc Zanussi;

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Claude Wiseler), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Domat ass den Artikel 1 an där Fassung uegoholl wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass. Den Artikel 2 ass gelies.

Beim Artikel 2 huet den Här Camille Gira d'Amendement 2, 3 a 4 agereecht.

Amendement 2

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 2.

Vote

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 2 ass verworf mat 40 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 12 Abstentione.

Ont voté oui: M. Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Amendement 3

Da komme mer zum Amendement 3 a stëmmen doriwwer of.

Vote

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

(Interruptions)

Dir sollt net schwätzen an diskutéieren. Et soll jiddereen oppassen, da weess hie genau em wat et geet.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, mir hunn zwou Versionen kritt. Mir hunn d'Amendementen vun hinne kritt, an déi Versionen huet eng aner Reiefolleg wéi déi, déi mer elo hei leien hunn.

Plusieurs voix.- Neen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dach.

M. le Président.- Neen, dat stëmmt net.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech weisen lech et.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Amendement 3 ass verworf mat 40 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 12 Abstentione.

Ont voté oui: M. Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Ni-

colas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Amendement 4

Da stëmmen mer elo of iwwert den Amendement 4 zum Artikel 2.

Vote

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 4 ass verworf mat 41 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 13 Abstentione.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Jean-Pierre Klein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Claude Wiseler), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Domat ass den Artikel 2 an där Fassung uegoholl wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass.

Den Artikel 3 ass gelies.

Zum Artikel 3 huet den Här Gira d'Amendement 5 a 6 agereecht.

Amendement 5

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 5.

Vote

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 5 ass verworf mat 41 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 12 Abstentione.

Ont voté oui: M. Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. M. Nelly Stein), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Claude Wiseler), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Amendement 6

Da komme mer zum Amendement 6, dee sech och op den Artikel 3 bezitt, a stëmme doriwwer of.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 6 ass verworfen mat 38 Nee-, 5 Jo-Stëmme an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Domat ass den Artikel 3 an där Fassung uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass.

Den Artikel 4 ass gelies.

Amendement 7

Zum Artikel 4 huet den Här Gira den Amendement 7 agereecht, iwwert dee mer elo ofstëmme

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 7 ass verworfen mat 48 Nee-, 5 Jo-Stëmme an 3 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par Mme Nelly Stein), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Claude Wiseler), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Mars Di Bartolomeo;

MM. Jean Colombero et Aly Jaerling.

Domat ass den Artikel 4 an där Fassung uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass.

D'Artikele 5 a 6 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 7 ass gelies.

Amendement 8

Zum Artikel 7 huet den Här Gira den Amendement 8 agereecht, iwwert dee mer elo ofstëmme.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 8 ass verworfen mat 50 Nee-, 5 Jo-Stëmme an 2 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Patrick Santer), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jeannot Belling), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch

(par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero et Aly Jaerling.

Domat ass den Artikel 7 an där Form uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass.

D'Artikelen 8 bis 11 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 12 ass gelies.

Amendement 9

Zum Artikel 12 huet den Här Gira den Amendement 9 agereecht, iwwert dee mer elo ofstëmme.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 9 ass verworfen mat 53 Nee- a 5 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Marco Schroell);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 12 an där Form uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass.

D'Artikelen 13 bis 51 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 52 ass gelies.

Amendement 10

Mir sinn zum Artikel 52 mat dem Amendement 10 befaasst. Mir stëmme iwwert deen Amendement of.

Vote

Déi fir den Amendement 10 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 10 ass mat 40 Nee- géint 6 Jo-Stëmme a mat 12 Enthaltungen verworfen.

Ont voté oui: M. Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady

Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Den Artikel 52 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun virgeschloe.

D'Artikelen 53 bis 88 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 89 ass gelies.

Amendement 11

Mir sinn zum Artikel 89 mam Amendement 11 befaasst. Mir stëmme iwwert deen Amendement of.

Vote

Déi fir den Amendement 11 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 11 ass mat 51 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Marco Schank), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 89 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun proposéiert.

Den Artikel 90 ass gelies.

Amendement 12

Mir sinn zum Artikel 90 mat dem Amendement 12 befaasst. Mir stëmme doriwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 12 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 12 ass mat 51 Nee-Stëmme géint 4 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Gusty Graas);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Jean Colombero.

Den Artikel 90 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun proposéiert.

D'Artikelen 91 bis 128 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 129 ass gelies.

Amendement 13

Mir sinn zum Artikel 129 mat dem Amendement 13 befaasst. Mir stëmme doriwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 13 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme an enger Enthaltung.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre

Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Jean Colombero.

Den Artikel 129 ass uegheoll an där Form wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

Den Artikel 130 ass gelies an uegheoll.

Den Artikel 131 ass gelies.

Amendement 14

Mir sinn zum Artikel 131 mat dem Amendement 14 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 14 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 14 ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 131 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 132 an 133 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 134 ass gelies.

Amendement 15

Mir sinn zum Artikel 134 mat dem Amendement 15 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 15 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 15 ass verworf mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Mar-

co Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. John Schummer), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Marco Schroell);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 134 ass an där Teneur uegheoll wéi vun der Kommissioun proposéiert.

Den Artikel 135 ass gelies.

Mir sinn do mat zwee Amendementer befaasst, den Amendement 16 a 17.

Amendement 16

Mir stëmme fir d'éischt iwwer den Amendement 16 of.

Vote

Déi fir den Amendement 16 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 16 ass mat 52 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Amendement 17

Mir stëmmen iwwer den Amendement 17 of.

Vote

Déi fir den Amendement 17 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 17 ass mat 53 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

D'Amendement 16 a 17 si verworf an den Artikel 135 ass uegheoll an där Form wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 136 bis 139 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 140 ass gelies.

Amendement 18

Mir sinn zum Artikel 140 mam Amendement 18 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 18 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 18 ass mat 52 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 140 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun proposéiert.

D'Artikelen 141 bis 148 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 149 ass gelies.

Amendement 19

Mir sinn zum Artikel 149 mat dem Amendement 19 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 19 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 19 ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Claude Meisch);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 149 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 150 bis 160 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 161 ass gelies.

Amendement 20

Mir sinn zum Artikel 161 mam Amendement 20 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 20 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 20 ass mat 52 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude

Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 161 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 162 bis 185 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 186 ass gelies.

Amendement 21

Mir sinn zum Artikel 186 mat dem Amendement 21 befaasst. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement 21 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 21 ass verworf mat 44 Nee-Stëmme géint 11 Jo-Stëmme an 2 Abstentionen.

Ont voté oui: M. Alex Bodry, Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké et Lucien Lux;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf.

Se sont abstenus: M. Georges Wohlfart;

M. Robert Mehlen.

Den Artikel 186 ass an där Form uegheoll wéi vun der Kommissioun virgeschloen.

D'Artikelen 187 bis 191 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 192 ass gelies.

Mir sinn zum Artikel 192 mat véier Amendementer befaasst, den Nummern 22, 23, 24 a 25.

Amendement 22

Mir maache separat Voten a stëmmen elo iwwer den Amendement 22 of.

Vote

Déi fir den Amendement 22 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 22 ass mat 52 Nee-Stëmme géint 5-Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Amendement 23

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 23 zum Artikel 192.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement ass verworfen mat 41 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

M. Jean-Pierre Klein;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Amendement 24

Mir kommen elo zum Vote iwwert den Amendement 24 zum Artikel 192.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement as mat 42 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiuonen verworfen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean-Pierre Klein et Jos Scheuer;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Amendement 25

Da komme mer zum Amendement 25.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement ass mat 39 Nee-, 5-Jo-Stëmmen an 13 Abstentiuonen verworfen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Den Artikel 192 ass also an där Form uegheoll wéi e vun der Kommissioun proposéiert gouf.

D'Artikelen 193 an 194 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 195 ass gelies.

Amendement 26

Dozou ass den Amendement 26 agreecht ginn. Mir stëmmen elo doriwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 26 ass mat 46 Nee-, 5 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen verworfen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepf.

Se sont abstenus: Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 195 an där Form uegheoll wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 196 bis 200 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 201 ass gelies.

Amendement 27

Do ass den Amendement 27 agreecht ginn. Mir stëmmen also of iwwert den Amendement 27 zum Artikel 201.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 27 ass mat 47 Nee- a 6 Jo-Stëmme verworfen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par Mme Nelly Stein), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Jeannot Belling), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre

Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 201 uegheoll an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 202 bis 205 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 206 ass gelies.

Amendement 28

Zum Artikel 206 ass den Amendement 28 agreecht ginn. Mir stëmmen also of iwwert den Amendement 28.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 28 ass mat 52 Nee- a 6 Jo-Stëmme verworfen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Ady Jung) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 206 uegheoll an där Form wéi e vun der Kommissioun proposéiert gouf.

D'Artikelen 207 bis 216 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 217 ass gelies.

Amendement 29

Zu deem Artikel ass den Amendement 29 agreecht ginn. Mir stëmmen also direkt doriwwer of.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 29 as mat 51 Nee- a 6 Jo-Stëmme verworfen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M.

Marco Schank), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 217 uegheoll an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 218 bis 222 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 223 ass gelies.

Amendement 30

Zu deem Artikel ass den Amendement 30 agreecht ginn. Mir stëmmen also of iwwert den Amendement 30.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 30 ass mat 37 Nee-, 18 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuonen verworfen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Den Artikel 223 ass uegheoll an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen gouf.

D'Artikelen 224 bis 227 si gelies an uegheoll.

Den Artikel 228 ass gelies.

Zu deem Artikel sinn dräi Amendementer agreecht ginn, iwwert déi mer elo een nom aneren ofstëmme.

Amendement 31

Fir d'éischt den Amendement 31.

Vote

Déi fir den Amendement 31 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 31 ass mat 52 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiuon verwerf.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Nico Loes), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Xavier Bettel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi; MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Aly Jaerling.

Amendement 32

Da stëmme mer of iwwert den Amendement 32.

Vote

Déi fir den Amendement 32 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement ass mat 50 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon verwerf.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Ben Fayot.

Amendement 33

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 33.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 33 ass verwerf mat 51 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par Mme Nelly Stein), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 228 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Den Artikel 229 ass gelies.

Amendement 34

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 34.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 34 ass verwerf mat 52 Nee- a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 229 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 230 bis 235 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 236 ass gelies.

Zum Artikel 236 hu mer déi zwee Amendementer 35 a 36 virleien.

Amendement 35

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 35.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 35 ass verwerf mat 52 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 36

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 36.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 36 ass verwerf mat 52 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Jeannot Belling);

mer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 236 an där Form ugeholl wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Den Artikel 237 ass gelies.

Zum Artikel 237 hu mer den Amendement 37 virleien.

Amendement 37

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 37.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 37 ass verwerf mat 53 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Xavier Bettel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 237 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 238 bis 246 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 247 ass gelies.

Zum Artikel 247 ass den Amendement 38 agereecht ginn.

Amendement 38

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 38.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 38 ass verwerf mat 52 Nee- a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme

Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 247 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 248 bis 253 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 254 ass gelies.

Zum Artikel 254 ass den Amendement 39 agereecht ginn.

Amendement 39

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 39.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 39 ass verwerf mat 37 Nee-, 18 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Gusty Graas);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 254 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 255 bis 259 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 260 ass gelies.

Zum Artikel 260 ass den Amendement 40 abuecht ginn.

Amendement 40

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 40.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 40 ass verworfen mat 51 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par Mme Nelly Stein), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Alex Bodry), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, M. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schrock, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Gusty Graas);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 260 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 261 bis 286 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 287 ass gelies.

Zum Artikel 287 ass den Amendement 41 abruecht ginn.

Amendement 41

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 41.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 41 ass verworfen mat 49 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), M. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schrock, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-

Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 287 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

D'Artikelen 288 bis 290 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 291 ass gelies.

Zum Artikel 291 hu mer dräi Amendemente virleien: d'Amendementen 42, 43 a 44.

Amendement 42

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 42.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 42 ass verworfen mat 49 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schrock, John Schummer et Théo Stendebach (par Mme Maggy Nagel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da kéime mer zum Amendement 43, och zum Artikel 291.

Amendement 43

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 43.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 43 ass verworfen mat 53 Nee- a 6 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Gusty Graas;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Patrick Santer), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco

Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da kéime mer zum Amendement Nummer 44, och zum Artikel 291.

Amendement 44

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 44.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 44 ass verworfen mat 49 Nee-, 5 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schrock, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

M. Jean Asselborn, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Jeannot Krecké, Lucien Lux et Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry).

Domat ass den Artikel 291 ugeholl an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 292 bis 295 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 296 ass gelies.

Zum Artikel 296 hu mer den Amendement 45 agereecht kriit.

Amendement 45

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 45.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 45 ass verworfen mat 54 Nee- a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly

Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 296 ugeholl an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 297 bis 305 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 306 ass gelies.

Zum Artikel 306 hu mer den Amendement 46 virleien.

Amendement 46

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 46.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 46 ass verworfen mat 53 Nee- a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Xavier Bettel);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 306 ugeholl an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 307 bis 319 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 320 ass gelies.

Zum Artikel 320 läit den Amendement 47 vir.

Amendement 47

Mir stëmmen elo of iwwert den Amendement 47.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement 47 ass verworfen mat 41 Nee- a 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Laurent Mosar), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Marco Schroell), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass den Artikel 320 ugeholl an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 321 bis 346 si gelies an ugeholl.

Mir sinn um Enn vun der Lecture vun den Artikelen ukomm.

Den Här Jeannot Krecké freet Wuert.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Eis Fraktioun huet Abstentioun gestëmmt bei alle Froen, déi sech op d'Wahlrecht vun den Net-Lëtzebuerger bezuhen, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens well mer Jo gestëmmt hunn zu deenen Dispositiounen esou wéi se am Gesetz sinn. Zu alle weideren Dispositiounen hu mer eng Motioun virgeluecht, déi mer jo elo geschwé waerten ofstëmmen an déi virgesäit, dass mer vun 2011 un den Droit commun ouni Residenzklausele sollen applizéiere loosse. Dat ass de Grond, firwat dass mer bei all deenen anere Froen eng Abstentioun gestëmmt hunn, well mer eng aner Meenung dorwuer hu wéi dat soll weidergoe wéi eis gréng Kolleegen zu deem Zäitpunkt.

■ M. le Président.- Mir stëmmen elo of iwwert d'Gesetz 4885.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi 4885 ass ugeholl mat 54 Jo- a 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme

Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Emile Calmes), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun virleien, déi vum Här Jean-Pierre Klein am Numm vun der sozialistescher Fraktioun agereecht ginn ass. Si ass explizéiert ginn a mir kënnen direkt driwwer ofstëmme.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun ass verworf mat 41 Neestëmme géint 18 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké,

Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Willy Bour (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippin-

ger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech froen d'Wuert fir Fait personnel.

M. le Président.- Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus der Interventioun virdru vum President vum der LSAP-Fraktioun konnt ech eraus gesinn, dass eppes wat ech virdru gesot hunn a mengen Ausféierungen iwwert den duebele Mandat vum Europaparlament an dem nationale Parlament, him, dem Här Fayot, an der LSAP-Fraktioun insgesamt net gefall huet.

Ech si wahrscheinlech falsch verstanen ginn. Et ass net mäi politesche Stil, an et ass och net dee vum menger Fraktioun, fir respekt-

los vis-à-vis vun enger Kolleeigin oder engem Kolleeeg heibannen ze sinn. Et ass och net mäi politesche Stil an och net deen, géif ech soen, vu menger Fraktioun fir ee perséinlech ze attackéieren.

Ech wollt eigentlech op d'Perversitéit hiweisen, wou den Här Fayot gesot huet, dass en no sengem Beispill dann am Europaparlament wär an net am nationale Parlament.

Ech géif dann dat, wat ech zum Schluss vu mengen Ausféierung gesot hunn: „Da géing en erëm Schoul halen“, ersetzen duerch: „Da wär dem Lëtzebuurger Parlament e gudde Mann verluer gaangen“.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Kolleeiginen a Kolleeegen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung fänkt muer de Mueren um 9 Auer un. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.29 heures)

JEUDI, 13 FÉVRIER 2003

30^E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire
(Discussion générale - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Charles Goerens, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire

Dann hu mer haut de Mueren als Haaptpunkt op eisem Ordre du jour d'Debatt iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, d'Häre Calmes, Henckes a Garcia.

Als eischte Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke wëllt ech meng Interventioun mat engem Merci un d'Adress vum zoustännege Kooperationsminister Charles Goerens, fir säin ausféierleche Réck- an Ausbléck op d'Lëtzebuurger Kooperationspolitik. Hien huet op eng prägnant Manéier d'Chancen awer och d'Schwieregkeete vun der Entwécklungspolitik vun engem klengen Land opgezechent, dést an enger Zäit wou a ville Länner d'Prioritéit sécherlech anerer si wéi d'Bekämpfung vun Aarmutt.

Ech begrëssen dofir och, dass de Bilan vun der Entwécklungspolitik esouwuel um internationale wéi awer och grad um nationale Plang net vun enger allgemenger Beweërung, wéi mer se vläicht aus vergaangenen Debatte kannt hunn, gezechent ass. Wann een dann och nach de Joresbericht 2002 vum Entwécklungsprogramm vun de Vereenten Natiounen am

Detail examinéiert, esou stëmmt deen eis net grad optimisteschem.

Wéi aus deem ëmfaassenden Dokument ervirgeet, si vill méi Länner haut méi aarm wéi virun 10, 20 oder 30 Joer an et steet elo scho fest, dass déi Milleniumsentswécklungsziler, déi fir 2014 fixéiert gi waren, méi wéi sécher net wäerten erreicht ginn.

Wann ee vun Entwécklungspolitik schwätzt, kann een dést sécherlech net aus dem internationale Kontext erausklammern. An dësem internationale Kontext ass op där enger Säit gezechent vun engem bevirstehende Krich am Irak an op där anerer Säit vun enger schlechter internationaler Wirtschaft, déi och hir Répercussiounen op eis national Konjunktur huet.

D'Erausfuereung un d'Industriestate wäert da sécherlech net méi kleng ginn, well se virun allem emol dofir musse suergen eng sozial a gerecht Rumm fir d'Globaliséierung ze schafen. Dobäi muss awer virun allem den Uleies vun deenen aarme Länner Rechnung gedroe ginn, déi nach ëmmer déi gréisste Schwieregkeeten hu fir sech op der internationaler Bühn Gehéier ze verschafen.

An dësem schwierigen internationalen Émfeld ass gewosst, dass déi Lëtzebuurger Entwécklungspolitik gutt do steet an et a sech an der Politik nach ëmmer e Konsens gëtt, dass dës Entwécklungshëllef op héijem Niveau weidergeféiert soll ginn. D'Lëtzebuurger Kooperationspolitik ass haut ouni Zweifel eng fest Gréisst an eiser Aussepolitik, déi eis weltwäit Unerkennung a Respekt bréngt. Et ass virun allem an den internationale Gremien a Foren, wou Lëtzebuerg d'Stëmm kann erhiewen a sech matdeelen. Vill Länner kucke grad op Lëtzebuerg, fir sech um Modell vun eiser Kooperationspolitik ze inspiréieren. D'Engagement, déi op der Konferenz vu Montreuil iwwert d'Finanzéierung vun der Entwéck-

lungshëllef geholl gi sinn, ginn net wäit genuch.

D'Weltbank chiffréiert de jährléche Betrag, deen all Joer dréngend fir Entwécklungshëllef noutwendeg ass, op net manner wéi 100 Milliarden Dollar, wann d'Stagemeinschaft bis 2015 d'Aarmutt an der Welt op 50% wëllt reduzéieren.

D'Europäesch Unioun huet sech um Sommet vu Barcelona zum Zil gesat bis 2006 den Taux vun 0,33 op 0,39 erop ze setzen. Och hei denken ech, dass dést en Engagement ass, dat net wäit genuch geet.

Ech wëllt meng Zäit notze fir e puer Deelaspekter vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef ze verdéiwen. An engem eischten Deel géif ech wëllen déi ablécklech wirtschaftlech a politesche Situatioun an der Welt belichten an de Lien maahe mat der Kooperationspolitik an op déi nei Erausfuereungen, déi op dës Kooperationspolitik an enger globaliséierter Welt zoukommen. An engem zweete Volet wëllt ech d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef méi genau ënnert d'Lupp huelen a mech do och mam Audit vu Lux-Development befaassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut méi wéi jee gezwongen, Entwécklungspolitik duerch de Brëll vun der globaler wirtschaftlecher a politescher Situatioun ze betruuechten. D'Diskussion iwwert d'Kooperatioun um globale Plang ass an deene leschten zwee Joer keng einfach.

Déi weltwäit Bedrohung duerch internationalen Terrorismus an déi wirtschaftlech Rezessioun stellen de Kampf géint d'Aarmutt an den Hannergrond. Mat grousser Suerg gesi vill Länner e potenzielle Krich am Irak. Si fäerten zu Recht, dass d'Konjunktur weider geschwächt an domat d'Wirtschaftskris weider verschäerft gëtt. D'Resultat ass e Repli sur soi, en novollzéibare Reflex, fir d'éischt emol no sech ze kucken a sech géint d'Konsequenze vun engem Krich esou wäit wéi méiglech ze wappnen.

Aus dësen Ursaachen ass de gesellschaftleche Konsens iwwert d'Entwécklungspolitik haut a Gefor. Émfroe beleeeën, dass sech d'Bevölkerung grondsätzlech solida-

resch erkläert mat deenen äermste Länner an der Welt. Dës Solidaritéit gelaangt awer schnell un hir Grenzen, wa se op d'Käschte vu soziale Leeschtungen am eegene Land finanzéiert gëtt.

Här President, et muss ee sech dofir d'Fro stellen, ob sech haut d'Entwécklungshëllef net an enger déiwer Kris befénnt, well d'Sträichungen an de staatleche Budgete ginn ze oft an der Entwécklungshëllef vollzunn. Do ass beispillsweis déi weltwäit Entwécklungshëllef eleng am Joer 2000 par rapport zu 1999 ëm 24% gefall. Wann och eng global Unitéit tëschent de State fir géint den internationalen Terrorismus virzuege besteet, sou schéngt dës Konsens net an der Entwécklungshëllef ze bestoen.

Ech soen nach ëmmer net, well ech mengen, dass dës Konsens nach ni wierklech dauerhaft bestanen hätt. Dobäi gëtt oft vergiess, dass dat eent mat deem aneren zesummenhängt. De Kampf géint déi wuessend Aarmutt stellt haut ee vun de Bausteng duer fir dem internationalen Terrorismus d'Waasser ofzegruenen a fir em seng vermeintleche Legitimitioun ze huelen. Et schéngt mer dofir absolut noutwendeg ze sinn, fir de Kampf géint den Terrorismus mat enger effizienter Entwécklungspolitik ze koppelen an et schéngt mer grad esou evident ze sinn, dass dat eent ouni dat anert kee grouse Sënn mécht.

Et ass dofir och schwéier nozevollzéie firwat dee grouse Konsens, deen no den Aitentater vum 11. September 2001 bestanen huet, fir mat alle politeschen a militäresche Mëttele géint den Terrorismus virzuegoen, net och kann op d'Entwécklungspolitik iwwerdroe ginn. Ech géif hei wëllen de franséische President Jacques Chirac zitieren, dee gesot huet: „Ce qui est possible contre le terrorisme doit l'être contre la pauvreté pour une mondialisation humanisée et maîtrisée.“

Här President, déi Aarm ginn ëmmer méi aarm, déi Räich ginn ëmmer méi räich. De Gruef tëschent Nord a Süd gëtt net méi kleng mä ëmmer méi grouss. Et sinn dës ernüchternd Konklusiounen, déi sech am Rapport vum Programme des Nations Unies pour le développement, kuerz PNUD genannt, erëmfinden.

Déi haaptsächlech Ursaache vun dëser Entwécklung loosse sech op enger Hand opzielen:

- Zum Enge feelt et an deene meeschten Entwécklungslänner u stabilen demokratesche Strukturen. An 140 Länner gi méttlerweil Wahle mat Parteien ofgehalen, wou een awer muss soen, dass een nëmme an 82 Länner vu wierklech demokratesche Wahle ka schwätzen. Vun den 80 Länner, déi um Enn vum 20. Jorhonnert demokratesch Strukturen opgebaut hatten, sinn der nëmme 47 zu richtege Demokratien erugewuess. An 106 Länner sinn déi biergerlech a politesch Fräiheeten nach ëmmer ageschränkt oder praktesch inexistent. Et ass awer haut och beleucht, dass e Land sech nëmme kann entwéckelen an aus deem Däiwelskrees vun Aarmutt a Réckstand ausbriechen, wann demokratesch Institutiounen entstie fir de Bierger aktiv u politeschen Entscheidungsprozesser deelhueelen ze loosse.

- Zum Zweeten ass den Taux vun der Participatioun vun de Fraen am politeschen a wirtschaftleche Liewe bal onbedeutend. Et ass gewosst, dass d'Fraen e wesentlechen Entwécklungsfactor an dës Länner duerstellen. Et brauch ee sech deemno net ze wonneren, dass de Retard a wirtschaftlech vitale Secteuren an den Entwécklungslänner esou grouss ass.

- Zum Drëtten ass den Accès op Bildung a Wëssen nach ëmmer ongenügend. De Réckstand an der Fuerschung ass enorm. Den Transfer vun zukunftsweisenden Technologien an d'Entwécklungslänner fënn quasi net statt. Hei kënn een och net derlaanscht feststellen, dass d'Informationsgesellschaft laanscht all dës Länner geet an zum Beispill den Uschloss un den Internet an den Entwécklungslänner quasi inexistent ass. Domat ass eent vun de wesentleche Rechter vun all Bierger, nämlech d'Recht op Informatioun, net ginn. Esou laang den Accès op Bildung a Wëssen, respektiv Informatioun net ginn ass, wäert et schwierig wann net esouguer onméiglech sinn an all dës Länner esou eppes wéi demokratesch Strukturen opzebauen. Et sinn dést alles Resultater vun engem fatale politesche Choix, d'Präferenz fir en autoritäre Regime, deen d'Bevölkerung kleng hält a se vun de politeschen a wirtschaftleche Rechter ausschléisst, ass och 57 Joer no der Grënnung vun de Vereenten Natiounen nach ëmmer wäit verbreet, mat deene Folgen, déi mer haut scho längst

kennen a déi eis ëmmer erëm opreuele mussen.

Déi 24 am mannsten entwéckelt Länner leie südlech vun der Sahara. D'Zuel vun de Biergerkrieger ass an den 90er Joren drastesch an d'Luucht gaangen. 3,6 Milliounen Affer sinn opgrond vun interstaatleche Konflikter ze verzechen. D'Zuel vun de Flüchtlingen aus de Biergerkriegerstaaten huet sech verduebelt. 40 Milliounen sinn un AIDS erkrankt, dovu 95% an den Entwécklungsänner. AIDS rafft a Länner wéi Südafrika, Malawien oder Simbabwe ganz Bevölkerungsschichten ewech, déi fir d'ekonomesch Entwécklung onerlässlech sinn. Malaria an Tuberkulose droen haut nach ëmmer zum Däiwelskrees aus Aarmutt a Krankheet bäi.

Mir brauchen dofir méi wéi je e klor an onmëssverständlecht Bekenntnis zur Entwécklungshëllef, eng Entwécklungshëllef déi haut méi wéi soss e Pillier am Kampf géint den internationalen Terrorismus duerstellen muss.

Déi zwee Beräicher sinn zwou Säite vun d'ärselwechter Medail. D'Solidaritéit mat der drëtter an der véierter Welt dierf net en immédiate Affer gi vu wirtschaftlecher Rezession. Si muss vill méi eng Konstant ginn am aussepolitischen Agenda vun der Statgemeinschaft, well dauerhaft, an do mengen ech si mir eis all eens, wäerten déi Aermst vun deenen Aermsten hiert Lous net méi wellen akzeptéieren. Folglech ass d'Entwécklungspolitik ëmmer vun engem nationalen Interêt vun all Land, awer ganz besonnesch vun Industrienationen, déi laangfristeg nëmme kënnen hire Fridde sécheren, wann de Gruet teschent Aarm a Raich net ze déif gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg gëtt dës Verantwortung gerecht. Fir eis Regierung ass d'Entwécklungspolitik prioritär, d'ëst och a wirtschaftlech méi schlechten Zäiten, well se weess dass dës Entwécklungspolitik sech ëmmer bezuel mécht.

1985 huet Lëtzebuerg 0,16% vu sengem PIB an d'Kooperatioun investéiert. Haut leie mer am Spëtzelot. Wann een déi staatlech Investitiounen pro Kapp rechent, esou läit Lëtzebuerg mat 356,24 Euro weltwäit un der Spëtzt. Meng Fraktioun an ech hoffen, dass eis Regierung net vun deem gesatenen Zil vun 1% virum Enn vun dëser Legislaturperiod ofréckelt.

D'Debatte fir de Budget 2003 hunn och bei eis verdäitlecht, wéi schnell de Grondkonsens an der Bevölkerung iwwert d'Kooperatioun bréckele kann. Och op de lëtzeburgeresche Stammdëscher ass d'Meenung wäit verbreet, dass jo eigentlech déi Gelder, déi an d'Entwécklungspolitik fléissen, vill besser bei eis opgehuewe wäeren. D'Argumentatioun geet vun de feelende Fleegebetter bis zu den Defiziten an de schouleschen Infrastrukturen. Gott sei Dank ginn dës egoisteschen Meenungen net vun alle Matbierger gedeelt, mä nach muss ee befäerten, dass, wann déi wirtschaftlech Situatioun sech net verbessert an d'Chômagezuelen zum Beispill substanzial an d'Luucht ginn, dës Diskussioun riskéiert méi haart ze ginn. Wann d'ëst bis elo nach net de Fall war, ass dat sécherlech och e Mérite vun allen an dësem Parlament veruedene Parteien, déi sech bis elo zumindest an dësem Sujet ni op eng polemesch a populistesch Argumentatioun erof gesat hunn.

Dofir begréisst och meng Fraktioun ausdrécklech déi initiéiert Sensibilisatiounscampagne iwwer Lëtzeburger Kooperatiounspolitik, well et geet hei leschten Enns schlussendlech ëm e ganze Prozent, dee mir als Land als Bäitrag zu der Bekämpfung vun der Aarmutt leeschten. 99% bleiwen also nach ëmmer am räiche Wuelfstandsländchen Lëtzebuerg.

Här President, Lëtzeburger Investitiounen gi sennvoll a gewënnbréngend ugeluecht. De Minister Goerens, aner Memberen aus der Regierung a geleeëntlech verschiden Deputéierte konnten dat op der Plaz feststellen. Mat eise Gelder gëtt an nei Schoulen, a Waasserversuergung a Gesondheetsprogrammer, esouwuel an Erweisesenebildung esou wéi an déi ländlech Entwécklung investéiert. Duerch déi ugesprochen Informatiounscampagne soll sech eis Bevölkerung e kloert Bild iwwer den Nutzen an d'Resultater vun eisen Investitiounen an d'Entwécklungspolitik maachen.

Ech wëll dann elo op e puer Grondlinnen vun der lëtzeburgerescher Entwécklungshëllef zrëckkommen. Déi pluriannuell Ausriichtung mat deenen zéng Pays cibles ass mëttlerweil eng Approche, déi op e parteiunwegergräifende Konsens stéisst.

Dës laangfristeg Hëllef entsprécht de Recommandatiounen vun der OECD. Déi selektionéiert Länner zielen zu deenen ärmsten op der Welt, virun allem um afrikanesche Kontinent. An et ass haut erfrellech, dass sech fréier Zillänner verbessert hunn. Et wier vermessen ze mengen, d'ëst wier eleng op d'Lëtzeburger Kooperatiounspolitik zrëckzeféieren.

Ech denken awer, dass Lëtzebuerg e wichtege Bäitrag zu dëser Fortschritter geleescht huet. D'île Maurice an Tunesien sollen hei nëmme als Beispill opgefouert ginn. Mat anere fréieren Zillänner besteet d'Kooperatioun um humanitäre Plang nach ëmmer weider. Iwwert de Choix vun esou genannten Zillänner vun der Lëtzeburger Entwécklungshëllef léisst sech streiden. D'Sierra Leone a Burundi zielen haut zu deenen allerärmste Länner op der Welt. Well déi politesch Situatioun awer esou verfuert ass, ass et schwéier e laangfristeg Projet auszeschaffen an deen och op der Plaz ëmzesetzen.

Et mécht deemno weineg Sënn an dës Länner unzesetzen. De Cap-Vert ass haut ee vun de Pays cibles, e Grond firwat mer grad mat dësem Land kooperéiere läit op der Hand. Eëmmer méi Matbierger kommen aus dësem westafrikanesche Land. Haut ass et esou, dass mer ëmmer méi Matbierger aus dem ehemolege Jugoslawien bei eis ophuelen. Ech wëll dofir gären dem Minister d'Fro stellen, ob et net sennvoll wär an Zukunft den neie Statebond Serbien-Montenegro an de Rang vun engem Pays cible ze hiewen? Elo schonn ënnerstëtzt Lëtzebuerg verschiden geziilt Projeten am Kosowo-Montenegro an a Serbien. De Grondsteen vun enger intensivierter Zesummenaarbecht wär dofir scho gulecht.

An dësem Kontext drängt sech déi grondsätzlech an och politesch Fro op, d'Entwécklungspolitik mat eiser Asylpolitik méi enk ze verknäppen. Duerch d'Opbauaarbecht a Serbien-Montenegro an net zu lescht och am Kosowo kann e Bäitrag geleescht ginn, fir d'Bevölkerung derzou ze beweegen an hirem Land ze bleiwen. Och an dësem Kontext wëll ech gär um zoustännege Minister wëssen, ob eng Zesummenaarbecht mam Justizministère an dësem Secteur besteet? Meng Fraktioun ass op jidde Fall der Meenung, dass een d'Entwécklungspolitik net ofgetrennt ka gesi vun enger effizienter Asylpolitik, well mer jo och iwwerzeegt sinn dass eng Réckféierung vu Flüchtlinge wesentlech méi Sënn mécht, wann an hiren Heeméchtslänner d'Liewensbedingungen esou verbessert sinn, dass och all déi Leit reell Perspektiven hunn.

De Cap-Vert ass an deem Sënn e gutt Beispill wéi ee Relatiounen teschent enger ëmmer méi grousser Communautéit an eise Land an hirem Ursprungsland ka verbesseren, d'ëst am Interessi vu béide Länner.

Här President, den Afghanistan ass amgaang aus den internationale Medien ze verschwannen. An dach ass et net esou, wéi wann net Ursache genuch géife bestoe fir eis Ae weiderhin op d'ëst vu Krich a Biergerkriech gezechent Land ze riichten. Et kann een zwar eng gewëssen Normaliséierung am Alldag vun de Bierger feststellen. D'Leit ginn erëm op d'Strooss a kréien de Goût um Liewen erëm. Trotzdeem ass et nach e wäite Wee zu enger viablerer demokratischer Uerdnung mat relativem Wuelfstand.

Wann een den internationale Pressebericht Glawe ka schenken, esou ginn nach ëmmer déi eenzel Regione vun deene verschiddene Krichshäre kontrolléiert a regéiert. Hei si mer nach wäit ewech vun engem Ufank vun demokratischer Strukturen.

Och d'Situatioun vun de Fraen ass a verschiddene Stied a Regione nach ëmmer kritesch a si bleiwen nach oft vun de Schoulen an domat vum Accès zu Wëssen a Bildung ausgeschloss.

Awer och um medizinesche Plang bleiwen nach enorm Efforten ze maachen, fir d'ëst Land zu enger halbwegs normaler medizinescher Versuergung erunzeféieren.

Wat engem awer am meeschten ze denke muss ginn, ass de Fait dass e groussen Deel vum Land, déi intellektuell Elite komplett ausgeschloss ass vun der Administratioun an der Gestiou. E Land wéi Afghanistan ka sech sécherlech mëttel- a laangfristeg de Luxus net leeschten, seng sougenannten Intelligenzia einfach auszeschléissen.

An dësem Kontext wëll ech dofir froen, wéi Lëtzebuerg an Afghanistan matenee kooperéieren? Wéi ass Lëtzebuerg an der Hëllef fir Afghanistan agebonnen? Dat esouwuel op nationalem wéi internationalem Niveau. Ech kommen domat op meng Suggestioun vum leschte Joer zrëck, fir nach eng Keier ze kucken, ob een aus dem Afghanistan net mëttelfristeg kënn e Pays cible vun eiser Kooperatiounspolitik maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kee Geheimnis, dass eis Kooperatioun net déi wier onni deen onermiddlechen Asaz vun eisen ONGen, d'ëst esouwuel bei eis hei heem wéi awer och op der Plaz selwer. Zu Lëtzebuerg si bal 80 ONGen am Asaz. 2001 huet de Ministère e Montant vun 21,6 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, wat eng Steigerung vu bal 16% par rapport zum Joer 2000 ausmécht a bal dat Duebelt aus dem Joer 1998.

Ech wëll awer hei op e puer méi kritesch Froen iwwert d'Zesummenaarbecht mat den ONGen zrëckkommen. Bal 80 ONGe schéngt mer dach eng enorm héich Zuel, wa mer nach méi eng grouss Effikasitéit um Terrain wëlle kréien. D'Jalousie, déi oft teschent den Organisatiounen besteet, mécht d'Aarbecht net grad méi einfach.

Ech wëll dofir an dësem Kontext d'Fro ubréngen, ob et méiglech wär fir méi Synergien teschent den ONGen an d'Wee ze leeden an ze kucke wéi verschiden Projete mëttelfristeg kéinten zesummegeleucht ginn. Och op administrativem Plang kënnent d'ONGe méi enk zesummeschaffen an déi eng vläicht besser vum Know-how vun där anerer profitéieren.

An dësem Kontext kënn een net derlaanscht, fir op déi deelweis grouss Differenzen hinweisen, déi teschent den ONGe bestinn, d'ëst souwuel op organisatorischem wéi op administrativem Plang. Wat positiv ass, dat ass dass ëmmer méi ONGe sech

äußerst professionell organiséieren an der Gestiou vun hiren Organisatiounen. Mä leider Gottes muss een awer ëmmer nach feststellen, dat bei enger Rei aneren ONGe mer wäit vun esou enger professioneller Gestiou ewech sinn. Wann een doniewent weess, dat et ëmmer méi schwéier gëtt fir d'Leit, déi hei onentgeltlech schaffen, bei der Staang ze halen, esou dierf trotzdeem d'Fro vun der Zesummeleung vun den ONGe keen Tabuthema sinn.

Esou eng Zesummeleung kann awer nëmme an d'Wee geleet ginn, wann hei den zoustännege Ministère iwwert de Wee vun Incitatiounen esou Synergie méi staark encouragéiert. Dobäi kënn, dat haut d'Gemengen ee eegestänneg Kooperatiounspolitik bedriewen, sief dat dat se selwer Kooperatiounsprojeten hunn oder awer d'Entwécklungspolitik iwwert de Wee vu Subsidien, déi se un ONGe verdeelen, ënnerstëtzen.

Hei ass virop d'Fro ze stellen, ob dës Aktivitéit weider soll ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge fallen oder ob d'ëst net sollt virrangeg eng national Aufgab sinn, wat awer net bedeihte kann, dat all Gemenge gewëssene Pourcentage vu sengem Budget fir Entwécklungshëllef zur Verfügung stellt. Et wäert sécherlech interessant sinn am Kader vun der Orientierungsdebatt iwwert d'Kompetenzen zwëschent dem Stat an de Gemengen och iwwert d'ëst Punkt ze diskutéieren, fir dann ze iwwerleeën, ob et net am Sënn vun enger méi effizienter Kooperatiounspolitik ass, wann d'Gemengen hei hir Zoustännegkeet un de Ministère iwwerdroen.

D'ëst gesot, stellt sech awer am Moment d'Fro, dat vill Gemenge sech zimlech eleng gelooss fillen an net genuch an déi national Entwécklungshëllef agebonne ginn. D'Kritären no deenen d'Entwécklungshëllef bedriwwen gëtt sinn och zimlech divers. Bei deenen enge Gemengen - wann ech emol d'Stad Lëtzebuerg huelen - gëtt all Joer e Sujet festgehalten an d'Subsidie ginn dann un all déi ONGen accordéiert, déi an dësem Beräich Aktivitéiten hunn. An anere Gemenge gi systematesch nëmme ONGen ënnerstëtzt, déi hire Sëtz an dësere Gemeng hunn. An nach anere Gemenge gëtt einfach e bëssen à la tête du client verfuert.

Och wann all dës Efforte sécherlech begrëssenswäert sinn, esou muss ee sech dach d'Fro stellen, ob hei net vill Energien awer och Gelder net esou effizient ugeluecht gi wéi dat de Fall wär, wann dës Aktivitéite méi an en nationale Kader agebonne wäeren. Ech wär frou, wann de Minister mer kënn soen, wat seng Positioun zu dëser Thematik ass a wéi hie sech an Zukunft d'Entwécklungshëllef an de Gemengen awer och d'Zesummenaarbecht zwëschent de Gemengen an dem Ministère virstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Lëtzeburger Entwécklungspolitik schwätzen, da kënn mer een Element net ausklammern, ech schwätzen hei iwwert de Lux-Development an iwwert de KPMG-Audit. Mir begrëissen et, dat de Ministère dësere Fuerderung vum Parlament nokomm ass. Aus dësem Audit ergi sech eng Rei vu wesentleche Froen op déi ech versiche wëll anzegoen.

Eng éischt Fro ass déi vun der Rémuneratioun vun deene Servicer, déi vu Lux-Development fir de Ministère exekutéiert ginn a fir déi eng bestëmmt Kommissioun bezuel gëtt, déi proportionell zu deenen Ausgaben ass, déi fir d'Realisatioun vun dësem Projet noutwendig sinn. D'Schwieregkeet mat dëser Prozedur ass, dat de Ministère all d'Facturë muss kontrolléieren, wat sécherlech op där enger Säit zur Transparenz bäidreit, op där anerer Säit d'Prozedur awer relativ schwéierfällg mécht. Am Audit ass dann erauskomm, dat een d'ëst

System vu Rémuneratioun iwwert de Wee vu Kommissioun misst iwwerdenken. D'Geleeënheet ergëtt sech, wann d'Konventioun bis zum 17. Juni vun dësem Joer soll revidéiert ginn.

Eng zweet Fro, déi sech stellt, ass déi ob Lux-Development conforme ass mam Marché-publics-Gesetz. An deem Kontext hat d'europäesch Kommissioun der Regierung eng Mise en demeure zoukomme gelooss an ech wär frou vum Minister gewuer ze ginn, wat d'Suité sinn, déi d'Regierung dësere Opfuerderung gedenkt ze ginn. Am Prinzip ass meng Fraktioun der Meenung, dass och Lux-Development sech dësere Legislatioun muss a soll ënnerwerfen.

An dësem Kontext stellt sech dann och d'Fro, ob Lux-Development quasi e Monopol um Marché vun der Entwécklungshëllef huet. Perséinlech bleiwen ech der Meenung, dat et keng gutt Saach wier, wann een aus dësem Fait géif d'Konklusioun zéien, dass een elo vun enger privaterechlecher Gesellschaft an en Etablissement public goe sollt. Am Sënn vun enger méiglechst grousser Effizienz an Effikasitéit schéngt et mer onemgänglech ze sinn de privateerleche Statut bäizebehalen. Allerdéngs muss ee sech d'Fro stellen, ob een net le cas échéant am Actionariat Annerunge virhëlt.

En anere Punkt ass dee wéi d'Agence an Zukunft méi Presenz um Terrain vun de Projete selwer kann assuréieren. Och wann d'ëst sécherlech d'Aarbecht um Terrain wäert verbesseren, muss ee sech dach d'Fro stellen, ob de Risiko dann net besteet, dat et um Siège selwer zu personellen Enkpäss wäert kommen. D'Léisung kann dofir nëmme an deem goldene Mittelwee leien, deen an dësem Fall e personalpolitischen Equiliber teschent den autonom fonctionnéierende Büroen um Terrain an der Maison mère hei zu Lëtzebuerg läit. An dësem Kontext huet d'KPMG-Etüd jo och gewisen, dat besonnesch am Ministère et muss zu Opstockunge komme bei där ëmmer méi grousser Zuel vu Projeten.

Fir de Besoin u weiderem Personal nach eng Keier ze verdäitlichen, huet Lux-Development d'lescht Joer en neie Mataarbechter bänkritt, dee sech ëm den internen Audit gekëmmert huet. De Mataarbechter selwer war awer zur gläicher Zäit mat an d'Operatiounen vun der Agence integréiert, wat eng onofhängeg a permanent Kontroll onméiglech gemaach huet. Deemno besteet hei dréngenden Handlungsbedarf. Den Audit interne muss dem Verwaltungsrot en bonne et due forme zougängelech gemaach ginn, compte tenu vun de Sommen, déi der Lux-Development fir hir Projeten zur Verfügung gestallt ginn.

Problemer schéngt et och um Niveau vun de Facturiounen ze ginn. Géigewäerteg évaluéiert de Ministère d'Projete selwer, déi vu Lux-Development realiséiert ginn. Compte tenu vun dëser Evaluatioun iwwerweist de Ministère Lux-Development fix Kommissiounen, déi de Käschte vun Projete entsprechen. Fir de KPMG-Audit huet de Ministère ënner anerem ugeroden dës Prozedur an Zukunft méi transparent ze maachen.

Schlussendlech wëllt Lux-Development an Zukunft méi fir aner Operatgeber wéi nëmme fir de Ministère de la Coopération aktiv ginn. Esou leie konkret Propositionen vun der europäescher Kommissioun vir fir Projeten, déi vu Lux-Development kënnent assuréiert ginn.

Wann dës Iddi sécherlech positiv ass an et och der Lux-Development méi aus deem enke Corset de Ministère ze befreien, muss ee sech dach d'Fro stellen, ob net elo emol fir d'ëischt sollten all d'Konklusiounen aus dem Audit gezu ginn, fir dat Lux-Development sech esou organiséiert, sou-

wuel um administrative wéi um finanzielle Plang, datt se an Zukunft nach besser kann d'Erausforderungen, déi op se zoukommen, erfüllen, ier se elo schonn zousätzlech Projekte fir aner Optraggeber exekutiert. Fir meng Fraktioun muss elo d'Ëmsetzung vun de Konklusiounen aus dem Audit absolut Prioritéit hunn. Duerch no besteet da sécherlech d'Méiglechkeet, fir fir aner Optraggeber ze schaffe wéi fir de Ministère.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder schonn zum Schluss. Ech wollt nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun ervirhiewen, dass mer dee vum zoustännege Minister ageschloene Wee an der Entwécklungspolitik voll a ganz ënnerstëtzen. D'Entwécklungspolitik ass haut en integrale Bestanddeel vun eiser Aussepolitik, an och wa mir elo schonn ënner de G8 si vun de Länner, déi Entwécklungspolitik leeschten, esou solle mer eis net op eise Lorbeeren ausrouen, mä mat deemselwechten Engagement déi Objektiv, déi de Minister nach eng Kéier eis duergeluecht huet, weiderverfollegen.

Wann ee weess, dass déi Länner, déi déi héchsten Entwécklungshëllef leeschten, och déi sinn, déi déi niddregst Aarmutt kennen, beweist dat méi wéi all aner philosophesch Argumentatioun, datt d'Solidaritéit doheem an dobaussen an der Welt u sech ondeelbar ass. Wa mir och an Zukunft wëlle Stabilitéit a Friden an eise Länner kennen, da get dat net zum Nulltarif. Wann een domadder nach derniewent d'Reputatioun vun eise Land ka verbesseren, esou soll dat keen Haaptobjektiv sinn, mä trotzdem en net oninteressanten Niewenefekt.

Wann een emol bei esou enger Rees derbäi war a wann een d'Begeescherung vun deene Leit, besonnesch vun de Kanner, gesinn huet, da gesäit een datt d'Entwécklungshëllef méi wéi deier Publicitéitscampagnen zum gudden Ruff vun eise Land bäidroen.

Dëst gesot, wëll ech hei fir meng Fraktioun e kloert Bekenntnis zur Entwécklungspolitik maachen, mat der Invitatioun datt mer eis net sollen op eise Lorbeeren ausrouen, mä konsequent den Objektiv vun 1% Entwécklungshëllef vun eise PIB virun upellen, nom Motto datt mir net méi aarm gi wa mer mat deenen Aarmen deelen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Dir hutt virdu vun Entwécklungshëllef un d'Gemenge geschwat: Hutt Dir domat och déi Lëtzebuerger Gemenge gemengt?

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Bien entendu!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Well déi brauchen der nämlech och geschwënn.

■ **Plusieurs voix.**- Oh!

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll a mengem Numm an am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen zum Entwécklungszesummenaarbechtseffort, deen hei geleescht gëtt, an och déi Démarche ënnerstëtzen, wou um Niveau Quantitéit déi Entwécklungszesummenaarbecht soll higoen.

Ech wëll dann zrëckkommen op d'Joer 2000, dat heescht e bësse méi wäit, fir ze kucke wat 2001 geschitt ass a wou een als Konklusioun kennt fir 2003 an déi Joren derno hikommen.

2001 war sécherlech e ganz wichtegt Joer. Et ass dat éischt Joer wou mer am Club vun de G-08 sinn op der drëtter Plaz, somme toute

ex aequo mat den Niederlanden, no Norwegen an no Dänemark, an ech mengen et ass wichteg ënnerstrach ze ginn, datt héchstens 5 bis maximal 7% vun där Aide à la Coopération, déi mir ginn, liéiert ass, an dat ass sécherlech par rapport zu deene Länner, déi nach virun eis sinn, eng grouss Differenz, virun allem fir déi Länner déi vun där Hëllef kënnen profitieren.

Zweete wichtige Punkt ass fir mech d'Ouverture vun der Mission zu Dakar am Januar 2000. Ech hu just an deem Zesummenhank eng Fro. Am September vun deemselwechte Joer ass um Cap-Vert Vert zu Praia net eng Mission, mä e Bureau de Coordination opgaangen. Ech ka mer virstelle firwat dat ass an hunn absolut kee Problem mat där Persoun déi dee Büro leet, well déi huet hir Kompetenzen op der Plaz largement bewisen. Ech hu mech just gefrot, ob et logesch war an deemselwechte Joer op zwou Plazen an däerselwechter Géigend vun der Welt e Koordinatiounsbüro opzemaachen, besonnesch da wann déi zwou Plazen, wéi an deem gegebene Fall hei, esou no beienee leien. An deemselwechte Kontext hänken ech eng Fro un. Firwat ass vun de Länner an där Géigend just de Niger vun de Kompetenze vun der Koordinatiounsmission vun Dakar ausgeschloss?

2001 war och den Audit vun der Lux-Development, en Audit financier et fonctionnel, an ech wollt och do dem Minister merci soen, well et ass eng vun deene rare Kéiere wou direkt eng Demande an eng Motion vun der Chamber an d'Praxis emgesat ginn ass, an zwar am Sënn vun enger konstruktiver Analys vun deem wat passéiert ass. Ech denken och, dass de Moment vun deem Audit sech ganz gutt presentéiert huet, well e Changelement op der Spëtzt vun der Lux-Development war.

2001 war och d'Joer wou de BAT opgaangen ass, an dat muss ee gesinn am Zesummenhank mat de Relatiounen vum Ministère mat den ONGen engersäits, mam Cercle vun den ONGen anerersäits, an och de Bureau d'Aide à l'éducation et à l'information au développement. Och dat, mengen ech, ass am Zesummenhank mat den ONGen ze gesinn eng ganz gutt Saach, an ech wäert herno nach e weineg drop zrëckkommen.

E fënnefte Punkt, deen ech als ganz wichtige eraussträchen iwwert d'Joer 2000, ass den Ufank vun engem grouse Projet géint de SIDA, den ESTHER-Programm, an ech denken dass jiddferen heibannen déi Initiativ an där Hinsicht nëmme félicitéiere kann.

E sechste Punkt, d'Cellule d'évaluation interne um Ministère. Dat war eng vu menge grouse Suerge, et war och eng vun de Suerge vum CAD, wou 1998 de leschten „Examen“ war, deen deemnächst erëm usteet, an ech denken dass ee just déi Efforten hei muss e bësse méi genee ënner d'Lupp huelen, esou wéi aner Considératiounen oder Konklusiounen, déi beim CAD d'lescht Kéier erauskomm sinn, fir dass déi Debatt hei als Virbereedung kann déngen, fir déi Kontroll vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht, déi usteet.

Den Audit interne an der Lux-Development ass sécherlech och en Element wat ervirzesträchen ass, mä och do kommen ech nach drop zrëck.

Ee vun deene wichtige Punkte fir mech vun 1991 ass de Fait dass déi Programmes individuels de coopération do gemaach gi sinn, well dat et erlaabt net nëmme Programmer ze hunn, mä Programmer kënnen nozevollzéien, virauszézéien, ze évaluieren am Laf vun der Zäit an eventuell ze réadaptieren, wann déi Noutwendegkeet dee Moment da soll bestoen.

1991 war och a mengen Aen e wichtegt Element. Déi Tatsaach, dass verschidde legislativ Adapta-

tiounen sinn, notament iwwert de Statut vun den Agents de coopération. Och dat, mengen ech, ass eng wichteg Geschicht, och wann ech iwwert Detailler, déi an deem Règlement grand-ducal dra stinn, net onbedéngt begeeschtert sinn, haaptsächlech déi déi Trait hunn un d'Revenue, a virun allem bedauern ech dass ech an deem Règlement näischt erëm konnt fannen iwwer méi prezis de Statut vun den Agents de la coopération, wat aner Saache wéi d'Disziplin ubelaangt. Mä ech mengen, dass dat net esou wichteg ass. Wichteg ass et, dass dat Règlement do komm ass, dass déi Leit, déi de Ministère absolut brauch, déi och op anere Plaze wéi zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, eng Perspektiv op längerer Zäit kréien, déi se bis elo net haten, an dass domadder eng gewësse Stabilitéit am Ministère kann zustane kommen. Och dat, mengen ech, ass absolut ze begrëssen.

Den néngte Punkt ass de Comité de suivi, deen agefouert ginn ass.

Den zéngte Punkt ass eventuell ervirzesträchen, dass fir d'éischt eng Kollaboratioun vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht mam BIT war.

Den eelefte Punkt ass sécherlech e manner gudden. Dat ass, dass 2001 dat Joer war wou de Conseil de coopération au développement zu Bréssel verschwonnen ass an absorbiert ginn ass an de Conseil Affaires générales. Ech weess, well mer mam Minister doriwuer geschwat hunn, dass och hien dat absolut net begréisst, an ech hoffen dass hien et fäerdeg bréngt, wéi dat wat op verschiddene Plazen hei duerchkléngt, mat anere Länner, déi déiselwecht Hésitatiounen op deem Punkt hunn, informell Rencontres ze maachen, déi dann trotzdem kënnen afléissen an déi europäesch Politik.

E leschte Punkt wollt ech nach ervirzesträchen, deen eigentlech net méi direkt mat 2001, mä éischter mat 2002 zesummenhängt. Dat ass d'Campagne de sensibilisation um groussen Niveau, déi x Jore gefrot ginn ass, déi stattfonnt huet an deem Zesummenhank, an ech mengen dass et derwäert ass och dat ze ënnersträchen, eng Zesummenaarbecht mat dem SYVICOL, dat heescht mat eise Gemengen um Terrain ugestriift ginn ass, net am Kader vun der Campagne, wat wichteg ass, an de Minister huet et gesot op enger Plaz, déi mer elo entfält, dass et vill méi wichteg ass fir d'Gemengen ze sensibiliséieren, fir d'Adhérence vun der Opinion publique un der Kooperatioun mat sech ze kréien, wéi iwwert dee Wee vun de Gemenge Suen ze mobiliséieren. Et geet also och do prinzipiell em eng ganz wichteg Saach.

Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, déi positiv Säiten, déi 2001 an deem Zesummenhank ze soe waren. Vlächcht ee leschten, deen ech vergiess hunn. Och de Rapport annuel vun 2001 huet sech largement verbessert par rapport zu deene Jore virun. En ass méi lisibel ginn, en ass méi komplett ginn. Ech wollt awer trotzdem nach e puer Suggestiounen maachen, wou en nach kennt verbessert ginn.

Ech begrëssen, dass contrairement zu deene Jore virun, wou dat net méiglech war, pro Land, besonnesch pro Pays cible, déi Programmer ugedeit sinn, dass Chiffren do sinn, net nëmme vum Joer 2000, mä och vum Joer 2001. Ech bedauern, dass keng Previsiounen derbäi sinn, well et ass natierlech esou dass all déi Projekte müssen an enger Perspektiv gesi ginn an dass een och dann, wann um Ministère gewosst ass, wéi déi Evolutioun geplangt ass, dat aus dem Rapport net kann erausliesen, dat fannen ech schued.

Ech fannen et och interessant fir en nächste Rapport annuel, fir e Modell vun engem Programme individuel de coopération bäizeleeën, an ech denken och dass bei deenen Annexen et interessant wier, d'Konventionen vun der Lux-Development, e Modell vun engem Accord de coopération oder esou Saache bäizeleeën, well wann ee sech net genee auskennt, da fënnt ee sech an deene verschiddene Schrëfstécker do schlecht erëm. Ech mengen, dass et d'autant méi wichteg wier fir 2002 den aktuellen Accord oder d'Konvention mat der Lux-Development an eventuell den Accord cadre ze pulsieren, wou mer wëssen, dass dëst Joer 2003 dat soll emgeännert ginn an dass ee fir d'Ëmännerung kënnen ze appréciéiere misst wësse wat hautdësdags do lass ass.

Eng kuerz Aféierung zur Situatioun vun der Entwécklungszesummenaarbecht op der Welt, déi actuellement sechs Milliounen Leit zielt, an déi - an dat ass derwäert ënnerstrach ze ginn - an honnert Joer sech quadrupléiert huet. Dat war e Boom wéi et nach ni an der Weltgeschichte vun der Demographie de Fall war. Et hätt een doraus kënnen schléissen, dass déi Zäiten, déi kommen um demographesche Standpunkt, ganz geféierlech wieren. Den Expären no fënnt awer déi Explosion démographique, déi mer eis hätte kënnen erwaarden, net statt. Eng vun den Ursaachen wäert do kënnen sinn, dass de SIDA Milliounen Leit ewechrappt an esou am Fong eng ganz staark Inzidenz op d'demographesch Entwécklung vun der Weltbevölkerung huet.

Déi Tatsaach, dass d'Explosion démographique net stattfënnt, kann awer keng Entschëllegung, net emol eng Erklärung sinn, fir déi Haltung vun den USA, déi au motif, dass géife Gebuerteninformatioun oder Avortement gemaach gi vum FNUAP, des Agence vun der UNO em 33,3 Milliounen Dollar privéiert huet am Laf vum Joer 2001. Ech mengen, dass een des Geleeeënheet muss notze fir drop hinzewiesen, dass dat eng Haltung ass déi inakzeptabel ass, besonnesch da wann déi Reprochen, déi vun den USA gemaach gi sinn, absolut net zoutreffen, notament déi, dass hir Entwécklungshëllef un de FNUAP géif dozou déngen Avortementen a China ze favorisieren.

Ech wëll op d'Demographie zrëckkomme fir ze soen, dass nëmme Afrika an deenen nächste 50 Joer seng Populatioun wäert verduebelen a vu sechs Milliounen haut am Joer 2050 op 1,2 Milliarde wäert kommen, während Asien mat 60% vun der Bevölkerung stabil wäert bleiwen, grad esou wéi Lateinamerika, Europa awer wäert erkommen.

Firwat soen ech lech dat? Mä, well ech doraus zéien, dass à moyen et à long terme et logesch wier net nëmme aus Ursaachen, déi mam CAD zesummenhänke vu Contraignatioun vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht ze konzentréieren, mä fir drop hinzewiesen, dass mer déi Konzentration a mengen Aen onbedéngt misst méi staark an Afrika maachen. Firwat? Engersäits wäinst der Evolution démographique, anerersäits well d'Aarmutt an Afrika déi gréisst ass. Vun 1,5 Milliarden, dat heescht engem Drëttel vun der Weltbevölkerung, déi an absoluter Aarmutt liewen, si 70% dovunner actuellement an Afrika, während dat vun der Demographie hier eng Proportioun ass, déi dramatesch ass. Een op sechs huet keen Accès zu Waasser oder zur Evakuatioun vun ofgenotzem Waasser, an och do ass ee vun dräi an Afrika. Ee vun dräi Menschen op der Welt ass schlecht erniert, an do och eng grouss Majoritéit an Afrika.

Wa mer wëssen, dass den Zweck vun der Entwécklungsaarbecht, deen ass fir d'Aarmutt opzehiewen, a wa mer wëssen, dass deen noblen Zweck vun der Reduzéierung vun der Halschent vun der Aarmutt op der Welt bis 2015 fixéiert ginn

ass, da wësse mer, wa mer dee Cercle vicieux, deen actuellement amgang ass, wëllen ënnerbréchen, dass mer et musse fäerdeg bréngen, no de Wierder vum zoustännege Minister, dee Cercle vicieux an e Cercle vertueux ëmzewandelen. Dat wäert natierlech net ganz einfach sinn.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, muss ee fir d'éischt wësse vu der Aarmutt ass e banalen Term. Et muss ee wësse wat d'Aarmutt ass. An engem vun de Rapporte vum Ministère hunn ech eng Definitioungelies, déi mer perfekt schéngt, dofir wëll ech lech se hei matdeelen: „La pauvreté est un processus unilatéral dans lequel les déficits alimentaires, éducatifs et sanitaires se cumulent“. Dat heescht, dass do e Cumul ass vun enger Mortalité infantile, vun enger Expectation de vie, vum Accès à l'eau, à l'éducation, à la nourriture, esou dass een am Fong, wann ee wëllt ufänken d'Aarmutt ze bekämpfen, net richtig weess, wou ee soll genau ufänken. An dofir ass déi Notioun vum Partenariat esou wichteg, fir do an Zesummenaarbecht mat de konzernierte Leit hir Prioritéite festzustellen, fir do unzefänken oder do weider ze entwéckelen, wou si mengen dass et fir si am wichtigste wier. Ech mengen och op deem Punkt kënn e behapten, dass vill Progrès gemaach gi sinn.

De PIB ass dat Instrument wou normalerweise gemooss gëtt, wat déi ekonomesch Performancé vun engem Land sinn. De PIB kann net duergoe fir ze kucke wat fir enger Länner déi ärmste sinn, well eben déi Definitioungelies, déi ech lech elo grad ginn hunn, net kann eleng an ekonomeschen Terme gemooss ginn. Dofir huet de PNUD eng Definitioungelies, e Kritär, en Indicateur ausgeschafft, an zwar dee vum Indicateur de développement humain, op deen ech wëll kuerz zrëckkommen, deen et besser méiglech mécht ze moosse wat fir enger Entwécklungsgrad an engem Land ginn ass.

Ech wollt lech awer an deem Kontext och nach vlächcht erklären oder ee Wuert soen iwwert d'Activitéite vum PNUD, well déi kënnen am Fong, a mai Virriedner huet et hei ugeschwat, net genuch ënnerstrach ginn. De PNUD ass de „Réseau mondial van de Nations Unies, qui prône le changement et relie les pays aux connaissances et aux expériences et ressources, dont leur pays ont besoin pour améliorer leur vie“. Domadder huet een am Fong de ganze Programm vun der Entwécklungszesummenaarbecht scho fixéiert. Deem, dee wierklech eppes Excellentes wëllt zu deem Thema liesen, géif ech d'LECTURE vun engem Artikel aus dem PNUD-Rapport vun 2002 recommandieren, en Artikel „Vues d'ensemble, approfondir la démocratie dans un monde fragmenté“, wou haaptsächlech ënnerstrach gëtt, wou den enken Zesummenhank ass téschent eppes wou ech weess, dass et dem Minister um Häerz läit, an zwar déi sougenannt bonne gouvernance an den Entwécklungsméiglechkeeten.

Wa mer wëssen dass déi Entwécklung nëmme an deene Länner ka stattfannen déi demokratesch gefouert ginn, esou ass et kloer dass déi Relation causale téschent der Gouvernance an dem Entwécklungsniveau terribel enk ass, an et geet net duer fir ze wëssen, dass ënner 200 Länner op der Welt, an 140 Länner Wahle stattfannen, fir ze soe mir hunn also dann 140 Demokratien, well deem Bericht vum PNUD no ass et ganz kloer, dass vun deenen 140 do 82 nëmme richtig Demokratie sinn, während an all deenen anere Länner, obscho Wahle stattfannen, grouss Defiziter u Mänscherechter an un Demokratieverständnis stattfannen.

Mir müssen also probéiere gläichzäitig dat Demokratieverständnis an den Entwécklungslänner ze ver-

besseren, fir kënnen en Développement ze errechen, well et evident ass, dass déi zwee do Hand an Hand ginn.

Mir wëssen, dass trotz allen Effort an deene leschte Joren an um Niveau vun der Entwécklungshëllef den Ecart tëschent deene räichen an deenen arme Länner méi grouss ginn ass. Et ass evident, dass deen Ecart sech muss resseréieren, wa mer wëllen déi Objektivitéit, déi fir 2015 gesat gi sinn, erfëllen.

De Revenu vun 1% vun der Populatioun op der Welt ass deeselewichte wéi dee vun 2,7 Milliarden op der anerer Säit. Dat heescht, dass praktesch 1% vun der Weltpopulatioun datselwecht huet fir säi Konsum a fir säi Bien-être wéi praktesch d'Halschent vun der Populatioun op der anerer Säit. Dat kann net esou virgoen. Wann d'Entwécklungszesummenaarbecht fir But huet d'Entwécklung vun och de Pays en voie de développement erbaizeféieren, dann heescht dat, dass 2015 och déi 2,7 Milliarde vun der Weltbevölkerung mussen en Accès réel à l'eau hunn, à la nourriture, au logement, à la santé et à l'éducation.

Genau dat sinn déi Kritären déi no dem IDH, dem Indicateur du développement humain vun der UNO dra begraff sinn, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass den IDH e gudder Kritär ass, jiddefalls de Moment dee beschtméiglechen, besonnesch da wann e kombinéiert gëtt mat deenen anere Kritären déi am Rapport annuel mat drastinn, den Indicateur sexospécifique an och de PNB par habitant et parité de production. Ech wëll elo net op déi Technicitäten do agoen, mä dat sinn objektiv Kritären, déi gemooss gi vun indépendanten Expären, an déi esou am Fong déi beschtméigleche Mooss si fir ze kucke wou e Land a senger Entwécklung drun ass.

Firwat ass déi Entwécklung an deene Länner, vun deene mer schwätzen, esou schlecht? Et gëtt sécherlech do vill Ursachen. Eng vun deenen ass sécherlech déi liberal Mondialisatioun déi amgang ass, déi mat sech bréngt dass d'Präisser vun de Matières premières erofginn, während déi vun de Services a Produits, déi an der entwéckelter Welt existéieren, eropginn. D'Spekulatioun op de Capitaux ouni Taxatioun, an ech sinn a menger leschter Ried op d'ëser Tribün an deem Kontext op d'Tobin-Tax agaangen, a virun allem och den Demokratisatiounsprozess, deen defizient ass, an d'Schold vun den Drëttlänner.

Ech wëll ee Wuert zu dëser Schold soen, ier ech méi genee op d'Lëtzebuurger Kooperatiounszesummenaarbecht zrëckkommen.

Déi Schold, déi existéiert zënter de 50er Joren a bis an d'70er Joren eran konnt d'Schold vun den Entwécklungslänner einegermoossen zrëckbezuelt ginn. An de 70er Joren, an der éischter Petrolskris, ass op eemol den Taux vun de Scholden terribel eropgaangen an déi Länner, déi déi Scholden haten, kruten ëmmer méi Schwierigkeiten déi Scholden zrëckbezuelen. Eppes wat awer net bekannt ass, wollt ech hei soen. Dat ass, wa mer 2002 déi Scholde kucken déi et op der Welt gëtt, da stelle mer fest dass 77 Entwécklungslänner, bei deene Russland a China derbäi sinn, actuellement eng Totalschold hu vun 2.500 Milliarden Dollar. Wat net gewosst ass, dat ass - oder net genuch gewosst ass -, dass dee Montant nëmme 5% vun der Schold duerstellt déi op der ganzer Welt ass an dass dat héchtsverschëlde Land op der Welt d'amerikanesch State vun Amerika sinn, déi mat 29.000 Milliarde vun der Schold do stinn. Dat heescht, méi wéi d'Halschent vun der Schold, déi op der Welt existéiert.

Wa mer wëssen, dass an den Entwécklungslänner, déi 5% vun dëser genannter Schold hunn, 85% vun der Weltbevölkerung liewen,

da misst ee kënnen dovunner ausgoen, dass déi Ressourcen, déi an deene Länner, wou déi 85% vun der Weltbevölkerung liewen, misst kënne benotzt gi fir d'Entwécklung vun deem Land, an net fir Scholden zrëckbezuelen.

Wann de PNUD, vun deem ech elo scho geschwat hunn, ausgerechent huet, zënter Joren och bekannt ass, dass 80 Milliounen Dollar d'Joer während zéng Joer géifen duergoe fir d'ganz Weltbevölkerung propper ze ernieren, gesondheetlech ze versuergen an eng Education de base ze ginn, dann ass et sécherlech dramatesch dass déi Suen, déi dofir géife gebraucht ginn, leider haut nach ëmmer muss gebraucht ginn zu groussen Deeler fir d'Zëse vu Scholden zrëckbezuelen, déi entre-temps schonn x-mol, wat hire Montant principal ubelaangt, géifen zrëckgoen.

Ech wollt da kuerz op dat zrëckgoe wat am leschte CAD-Examen 1988 als Konklusioun erauskomm ass. Ech wollt lech proposéieren, déi verschidde Punkten, op déi ech agoe wëll, no deem Schema ze kucken.

1. Déi Recommandatioun vun der leschter Kéier, fir ze soen, dass den Nombre des pays bénéficiaires misst erofgoen, dat ass eng Préoccupatioun, déi konstant ass, déi zënter Ausgangs den 90er Joren existéiert an en fonction vun där ech ganz genau dee Rapport annuel hei duerchgekuckt hunn.

D'Aide bilatérale an de Pays cibles war am Joer 2001 30,9 Milliarden Euro. - Elo kommen ech an d'Labrenten, well ech mat Zuelen ëmmer e besse Schwierigkeiten hunn. - Op zwou Plaze steet an deem Rapport annuel, dass d'Pays cibles am Joer 2001 31% vun der Aide publique au développement kritt hunn. Am Memorandum fir de CAD steet dran, dass déi Aide an d'Pays cibles 72% géif ausmaachen. Ech si ganz schlecht am Rechnen, mä wann ech weess dass d'Lëtzebuurger Gesamtentwécklungshëllef op 6 Milliarden ass, a wann ech weess dass d'Aide bilatérale an de Pays cibles 30,9 Milliounen Euro ass, da kommen ech do mam beschte Wëllen net op déi 31%, geschweigs op déi 72%. Ech loosse mech gären an där Hisiicht beléieren. Ech fäerten awer, dass déi Prozenter gerechent gi sinn net par rapport zum Gesamtbetrag, mä par rapport zu iergendengem Montant, dee mir e Rätsel ass, an deen ech verzweifelt probéiert hunn an deene leschte puer Deeg erauszefannen.

Vun där Aide an d'Pays cibles si 54% an Afrika gaangen, 22% a Lateinamerika an Asien, a 5% an d'Territoires palestiniens, déi zwar offiziell net op der Lëscht stinn, mä deenen hir Entwécklungshëllef sécherlech grad esou berechtigt ass wéi deenen aneren hir.

Ech kommen dorop zrëck fir lech nach zwou Minuten Argumenter ze liwweren, firwat ech denken dass d'Konzentratioun vun de Länner misst an Afrika leien, an zwar wa mer wëssen, dass 54% vun eiser Hëllef an Afrika ginn, an dass an Afrika sechs vun de Länner leien, dat heescht méi wéi am Rescht vun der Welt, an dass an Afrika an eisen Zillänner ongeféier 33 Milliounen Leit betraff sinn, während Salvador an Nicaragua, déi d'Halschent grosso modo wéi Afrika vun eise Stat op bilateralem Wee kréien, 11,11% vun der Populatioun hunn. D'Proportiou ass natierlech eng ganz aner an Asien, wou 82,6 Milliounen Leit betraff si fir déi nämlech 22%, wat natierlech doduerch kennt, well d'Populatioun vun Vietnam esou héich ass. A wa mer dann ausgi vun der Recommandatioun vum CAD, fir ze soe mir missten eis Hëllef konzentréieren, da géif ech dovunner ausgoen, dass déi Argumenter, déi ech virdu gesot hunn, zesumme mat deene Montanten a mat de Populatiounszuelen, déi ech lech elo grad genannt hunn, wirklech alleguerten

derfir plädéieren, fir eis Hëllef an Afrika mussen ze konzentréieren, wat net wëllt heeschen dass ech denken, dass dofir déi Hëllef op deenen anere Plaze vun der Welt mussen opgehale ginn, mä eng Konzentratioun heescht eppes anescht wéi ophalen.

Dann hunn ech, an dat ass mäi gréisste Problem mat dem Rapport annuel, dat war iwwregens och scho viru Jore mäi gréisste Problem mat deem Rapport annuel, dass ausser deenen zéng Pays cibles et e ganze Koup Länner gëtt, déi Pays à projet sinn. Ech schwätze vun der Aide bilatérale. D'ONGe maache selbstverständlech an deene Länner, wou si hir Akzenter hunn, déi Aktiounen, déi si fir richtig fannen.

Mir hunn ausser deenen zéng respektiv 11 Zillänner nach 20 Pays à projet. An dat ass och e Reproche, deen ech maache fir d'Libilitéit vun deem Rapport. Bei deenen 20 Länner, déi Pays à projet sinn, steet kee Raisonnement derbäi, firwat déi Länner Projekte kréien. Ech ka mer virstelle firwat si se kréien. Dat si Länner, déi deelweis besser entwéckelt si wéi déi aner Zillänner a wou et méi einfach ze schaffen ass, wou d'Capacité d'absorption vun den Autoritéiten a vun de Leit op der Plaz méi grouss ass wéi an anere Länner. Et bleift fir mech inakzeptabel, an ech kann dat net genuch ennersträchen, dass Länner wéi Tunesien, wat Zilland war a wat keen Zilland méi ass zënter 1998, am Joer 2001 nach 2.450 Milliounen Euro kritt huet. Et ass fir mech och net akzeptabel, dass Marokko 2,906 Milliounen Euro kritt huet an domadder Montanten agestach huet, déi heiansdo méi héich si wéi dat wat de Stat bilateral an d'Zillänner gestach huet.

Déiselwecht Kritik gëlle fir den Ecuador mat 1,639 Milliounen Euro. Ech denken, dass dat Saache sinn, déi näischt mat Zifferen ze dinn hunn, déi einfach eppes mam Prinzip ze dinn hunn.

Ech hunn déi 20 Länner opgezählt an ech rechnen en Total zesumme vu Pays à projet vun 23 Milliounen, wat exklusiv bilateral Hëllef ass, während d'Regierung op bilateralem Plang an d'Pays cibles nëmmen 30,9 Milliounen ginn huet. Mir kommen also praktesch op Zifferen, déi am Verhältnis net esou wäit ausernee si fir d'Zillänner wéi fir déi aner Länner. Fir mech geet dat net.

A mengen Aen ass et richtig, dass bei d'Länner à projet nei Länner derbäi komm sinn déi a Süd-Ost-europa leien, notament de Kosovo, de Montenegro, wou vill Suen investéiert gi sinn. Ech fannen dat richtig par rapport zu der Situatioun op der Welt déi mer haten, och néideg par rapport zu deene Leit déi mer hei hunn an déi mer zrëckféieren, fir deenen ze hëlfe eng Rehabilitatioun erëm opzebauen. Ech kann net acceptéieren, dass anerersäits Länner do dra bleiwen déi behandelt gi wéi wa se Pays cibles wieren, obscho se keng méi sinn nodeem se 1998 e Statut kritt hunn, e Statut transitoire vun engem Pays cible op een aneren, a wou haut och nach an deene Länner net geschafft gëtt, wéi eigentlech misst geschafft ginn, wann ee géif Entwécklungshëllef maachen, mat fifty-fifty mindestens, wat iwwregens och a verschiddenen Zillänner misst de Fall sinn. Jiddefalls denken ech, och wann een derfir ass, dass am Ruanda an am Burundi erëm ugefange ginn ass ze schaffen, nodeem et jorelaang net méiglech war dat do ze maachen, dass déi Proportioune vun deene Suen, déi investéiert ginn a Länner déi keng Zillänner si par rapport zu deenen aneren, inakzeptabel ass.

Ech wëll ee Moment op déi Zillänner zrëckkommen, well ech fannen dass dat eng ganz wichteg Diskus-

sioun ass. Ech weess, dass Lëtzebuerg haut déiselwecht Zillänner nach huet wéi déi, déi vun 1999 u fixéiert gi sinn. Dat wëllt awer net onbedingt heeschen, dass dat positiv ass, well ech denken dass et net normal ass déi Kritären, déi mer deemools haten an déi variéieren, indifferent unzewenden op eng Situatioun déi sech verännert.

Ech fannen et net normal, wann ech déi Zillänner hei kucken an déi verschiddenen Tableaux mat den Indicateuren, dass do esou grouss Divergenze sinn an den Zifferen, ouni dass déi sech erëmschloen an der Aide oder an der Zort vun der Aide déi Lëtzebuerg gëtt.

Ech huelen hei e puer Zifferen eraus. Ech fannen et och iergendwéi anormal, dass een Zilland wéi de Burkina Faso, wat dat 159. Land ass vun 162, wat den Indicateur humain de développement ubelaangt, 960.000 Euro vum Lëtzebuurger Stat iwwer bilateral Hëllef an 3.424.138 Milliounen iwwert d'ONGe kritt.

Ech hunn absolut näischt dergéint, dass an den Zillänner d'ONGe méi aktiv si wéi dat an anere Länner de Fall ass. Ech fanne just dass déi Proportioune do ongesond ass. Ongesond firwat? Net onbedingt, dass déi Hëllef do manner gutt ukënnt, mä ongesond dofir dass ee riskéiert iwwert dese Wee d'Instrument vun der Politik aus der Hand vun dem Ministère geholl ze kréien an dat dierf, wat d'Zillänner ubelaangt, Här Minister, a mengen Aen, absolut net de Fall sinn.

Ech fannen et absolut anormal dass Länner, déi ganz grouss Progressen op allen Indicateure gemaach hunn, nach ëmmer Pays cibles bleiwen, wat net heesche wëllt dass een dofir vun haut op muer déi Länner do muss vun der Lëscht erfrohuelen. Wann een d'Wäerter op dem Tableau kuckt, da fënnt ee ganz séier eraus, wat fir eng dat sinn. Dat ass enner anem Namibia, den El Salvador, den Nicaragua, wou ech weess, dass wéinst Catastrophes naturelles speziell Situatiounen sinn, wat awer keng Ursach dierf si fir net eng aner Zort vu Kooperatioun mat deene Länner unzufänke wéi dat bis elo de Fall war, an dat heescht eng Kooperatioun wou et misst méiglech sinn eng Associatioun vun de Länner, an deene mer schaffen, mat de Fonge vu Lëtzebuerg ze kombinéieren.

Dat drëtt Land, wou d'Ziffere vill besser sinn, dat ass den Nicaragua.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*. - Dat kann net sinn.

■ Mme Lydie Err (*LSAP*). - Entschëllegt, ech hunn déi falsch Rubrique geholl.

Dat sinn déi Länner, wou eis Hëlfe am héchste sinn a wou et och evident ass, dass se héich sinn, well do Katastrophe waren, obscho d'Indicateuren am Total sech gebessert hunn.

Déi Länner, wou et schwierig ass mat der Theorie iwwerteneen ze kommen, ass virun allem Namibia a praktesch all déi Länner, déi op der Lëscht si vun de Pays à projet. Ech mengen dass et net normal ass, dass een d'Konzentratioun esou interpretéiert, dass eng ähnlech Hëllef wéi déi vun de Pays cibles a Länner geet déi nëmmen e Pays à projet sinn.

Namibia ass zweifelsohne eent vun deene Länner wou misst ugefaange ginn op Basis vu fifty-fifty oder Ähnlichem ze schaffen an et net méi mat 100% ze cofinanzéieren. Datselwecht ass och bei deene Pays à projet, wou sécherlech d'Projete justifiéiert sinn, méiglech, andeem dass Proportioune vun den Egemoyene vun deene Länner géifen erugezu ginn, fir e gewëssenen Equilibre hierzestellen mat der Hëllef par rapport zu deenen ärmste Länner vun der Welt.

Ech kommen elo ganz schnell zu mengem zweete Punkt. Dat ass d'Zesummenaarbecht vun den ONGen an d'Progressen, déi op deem Punkt gemaach gi sinn. Et war ee vun den Encouragementen vun de Konklusiounen vum CAD vun 1998, fir déi Zesummenaarbecht ze vereinfachen an ze verstärken. Ech mengen dass et dofir wichteg ass e puer Saachen ze soen. Et gëtt zwar 74 ONGen déi den Agrément hunn en matière de développement - dat sinn der vill -, mä et kann een d'Leit net dozou zwénge sech zesummenzeden. Heiansdo gëtt et jo am Zesammenhang mat den Accords cadre e Konsortium vun ONGen déi zesummeschaffen, och da wa se hir Aktivitéite gesonert viruféieren.

Wann ech feststellen, dass d'ONGen 2001 eng Augmentatioun vun 42% hate par rapport zum Joer 2000, an dass d'Participatioun vum Stat un de Cofinanzementen vun den ONGen vun 1998 u praktesch doubléiert huet, dann ass dat sécherlech ze begréissen, mä dat gëtt mer anerersäits awer och ze denken, well ech mech froen, ob déi enorm Augmentatioun vun deene Montant sech net vläicht explizéiert, natierlech engersäits iwwert déi nei Instrumenter Accord cadre an Donation globale - an ech stinn hannert där neier Approche -, mä och doduerjer, dass de Budget vun der Kooperatioun esou wäit an d'Luucht geet, dass d'Capacité d'absorption vum Ministère, dee ganz schlecht ausgestatt ass um Niveau vun de Suen, begrenzt ass, an dass dofir déi Evolutioun esou héich ass.

Ech ennerstellen hei kengem iergendepes, Här Minister. Ech menge just, dass Der gutt berode wiert mat mir op de Wee ze goen, fir ze kucken déi éischt Kooperatioun mat enger internationaler ONG ENDA am Senegal ze evaluéieren an eventuell déi éischt Resultater vun den Accords cadre, déi de Moment misst virleien, ze kucken, fir sécher ze sinn dass déi nei strategesch Instrumenter och an deem Sënn gebraucht gi wéi se vum Gesetz aus geméint waren.

Um Niveau vun den ONGen muss een natierlech och vum BAT schwätzen, deen dirigéiert gëtt vun engem Mann, dee ganz genau weess vu wat hie schwätzt. Dir wësst, ech hunn e formelle Problem mat der Tatsaach dass dee BAT do ugeschloss ass un de Cercle des ONG, well hien eigentlech keen Agrément huet. Mä wann um Fong - an um Fong stinn ech hannert den Aktivitéite vum BAT - dat an der Rei ass, da mengen ech just, dass et interessant wier ze kucken, ob et net formell e bessere Wee gëtt, fir net wann eng Kéier muer den Audit vun der Cour des Comptes oder vun iergendenger anerer Plaz kennt, dat doten hanne erëmschleift, och wann et eng gutt Saach ass.

De BAT këmmert sech ëm d'Formatioun, d'Cycles de projet fir d'ONGen, Info et assistance concrète fir d'Opstellung vu Projeten an eng Banque de données vun Expären. Dat stellt sécherlech eng Verstärkung an der Zesummenaarbecht mam Ministère duer oder vum BAT mat den ONGen. Jiddefalls ass et an der Praxis sécherlech esou, dass dat sech misst an enger besserer Qualitéit vun de Projeten an der Evaluatioun, an zwar vun der Identificatioun un, nidderschloen.

Da gëtt et och dee Service d'appui à l'éducation au développement et à l'information au développement, dee sécherlech ze begréissen ass an dee fantastesch Initiative geholl huet: e Court métrage, e Stage iwwert en Entwécklungsland, eng Informatioun iwwer Kulturen, d'Virbereedung op eng Rees an de Bénin mat Schüler aus engem Lycée aus dem Land; all déi Saachen, déi wirklech wichteg sinn am Intérêt vun der Sensibilisatioun vun de Leit zu Lëtzebuerg fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. Zesumme mat deenen Argumenter ass et ze

begrëssen, dass et eng Réunion annuelle gëtt, e Conseil vun den ONGen an eng Organisatioun vun enger Formatioun oder deux journées de la coopération.

Et wier just - an dat ass e perséinleche Begier - wichtig, dass och d'Parlament an déi Evenementer do kënn associéiert ginn, andeem et géif mat Zäite gewuer ginn, wann déi Date sinn. Dat war d'lescht Kéier leider net de Fall an dofir war d'Parlament net allze gutt op där Journée de coopération vertrauden, wéi mer gesot ginn ass, wat awer reng mat Datumsfreen zesummegehangen huet.

Ech kommen dann zu engem drëtte Punkt, deen déi leschte Kéier eng Prioritéit vum CAD war: Evaluatiounen. Mir wësse scho laang, dass mir zu Lëtzebuerg do relativ schwach waren an et muss een appreciéieren, dass enorm Efforten um Niveau vun den Evaluatioune gemaach gi sinn. Et sinn Evaluatioune gemaach gi vu grousser Projekte vun den ONGen. De Moment ass den Audit gemaach gi vun der Lux-Development, fonctionnel, finanziell an esou weider. Wat awer fir mech wichtig ass, dat ass dass de CAD 1998 geschwat huet vun Evaluation externe. An dat wat de Moment am Ministère stattfënt, ass a mengen Aen nach ëmmer eng Evaluation interne.

Och déi Cellule d'évaluation, wann ech dat richteg verstanen hunn, ass en Expär dee vu baussen adjoignéiert gëtt, fir vun Ufank un déi Evaluatioun iwwert d'Identificatioun, d'Evolution an esou weider vun de Projeten ze maachen. Ech denke just dass et ganz wichtig wier, dass och am Ministère, wéi bei deenen aneren Acteure vun der Entwécklungszesummenaarbecht, en Audit externe gemaach géif ginn. Mir hunn d'ONGen, mir hu Projeten auditéiert, mir hunn d'Lux-Development auditéiert. Ech mengen et wier normal - besonnesch wann een d'Konklusione kuckt, déi beim Audit vun der Lux-Development erauskomm sinn, an déi a mengen Aen drop schlësse loosse, dass d'Leit um Ministère net duer ginn -, fir wierklech déi politesch Verantwortung ze behale par rapport zu enger grousser Zuel vun Acteuren, a par ailleurs sinn ech iwwerzeugt dass een Audit, deen um Ministère selwer géif gemaach ginn, Méiglechkeete géif opmaache fir eng massiv Verstärkung vum Personal um Ministère, fir eben déi politesch Direktioun vun den Affären op deem Gebitt ze behalen.

Ech liese beispillsweis vun Audit-Evaluatioune vun engem Projet vu Lhasa, dee mer speziell um Häerz läit, an engem aneren aus dem Niger, dee mech grad esou interesséiert. Mech géif et wierklech interesséieren déi Resultater vun deenen Auditen do kënnen gewuer ze ginn a se zesumme mat de Kolllegen aus der Chamber, déi drun interesséiert sinn, ze diskutéieren. Ech weess dass de Minister op ass fir all Diskussiounen an dass hien offers Propositione gemaach huet, déi leider net akzeptéiert gi sinn.

Dofir hunn ech folgend Proposition un de President vun der Aussekommisioun, deen och zoustänneg ass fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, dass hien den Ordre du jour vun der Kommissioun géif esou ausrichten, dass wa Kooperationsfreen drop wieren, exklusiv nëmme Kooperationsfreen drop wieren. Dat géif et eis erlaben, dass do haaptsächlech déi Leit komme kéinten déi un där Matière interesséiert wieren an Zäit hätten, ouni dass all déi aner domadder opgehale wieren am Detail déi wichtige Décisiounen ze kucken, déi an der nächster Zäit wäerten ustoan a wou et wichtig wier dass d'Chamber do géif mat agebonne ginn. Ech denken zum Beispill un d'Konventioun mat der Lux-Development déi geännert gi soll. Ech kommen nach dorobber zréck. Ech muss mech elo e bësselchen tomelen.

Efforts appréciables sinn also gemaach ginn, net nëmme um Niveau vun de Projeten, der Lux-Development an den ONGen, mä ech mengen dass et wierklech gutt wier wann d'Ressources humaines - an dat ass deen nächste Punkt, dee vum CAD ënnerstrach ginn ass - um Ministère missten erop goen. A fir eng scientifique Explicatioun vun dieser Augmentatioun ze kréien, mengen ech, wier en Audit vum Ministère ganz wichtig.

Ech war duerfir erstaunt, dass am Memorandum fir de CAD vum Ministère dra steet, dass de Ministère mengt, well d'Zuel vun den Acteuren op anere Plaze vun der Welt an d'Luucht gaangen ass, et net néideg wier d'Zuel vun de Leit um Siège eropzesetzen - esou hunn ech et jiddefalls verstanen. Wann dat sollt de Fall sinn, erklären ech op deem Punkt en totalen Désaccord mam Ministère. Et ass an där Hinsicht wou ech denken, dass et wichtig ass deesen Audit ze maachen.

Ech nennen lech nach dräi Zuelen iwwert d'Ressources humaines. De Ministère huet - dat geet net ganz kloer aus dem Rapport ervir - menger Meinung no grosso modo 23 Leit, während Lux-Development nom Audit ongeféier 50 Leit huet. Coopéranten an Assimiléé si vu Lëtzebuerg aus um Terrain 110 Leit an Agents de coopération 16.

Ee Wuert zu deenen Agents de la coopération. Außer dem Statut, dee se elo iwwert de Règlement grand-ducal 2001 kritt hunn, si sechs Länner „begléckt“ mat engem Agent de la coopération. Vun deene sechs Länner sinn dräi Zillänner derbäi, an ech fannen dass dat logesch an normal ass, an zwar de Cap-Vert, de Senegal an den Nicaragua. Ech hoffen, dass an Asien an deem Sënn eppes derbäi kënn.

Ech halen drop fir hei ze ënnersträchen, dass verschidde Kriticken, déi an engem Rapport vum Här Berns ugeschwat gi sinn, a mengen Aen absolut net justifiéiert sinn. Et ass wichtig, dass d'Lëtzebuurger Kooperatioun, an zwar de Ministère an net nëmme d'Lux-Development oder ONGe Koordinatiounsplazen hunn, besonnesch an deene Länner wou hir Hëllef sech soll konzentréieren, mä wou se sech leider a mengen Aen net genuch konzentréiert.

Dräi Agents de la coopération sinn a Länner, déi keng Zillänner sinn. Ech kann dat net akzeptéieren, Här Minister. Ech fannen et jiddefalls net gutt. Déi sinn a Brasilien, dem Ecuador an a Mexiko. Wéi Mexiko op des Lëscht kënn ass mer iwwerengs e Rätsel. Et ass du moins en Illogisme an ech géif lech bieden, wann Der déi Leit wëllt bäibehalen, ze kucken, ob et méiglech wier déi ze konzentréieren an déi Länner, wou mer wierklech sollen eis Hëllef hin zentraliséieren.

Mir hunn dann nach Volontäre vun der UNO, fënnf GPOen a jeunes Experts 13, a mir hunn dann nach Stagiaires boursiers, an déi Bourse si geplangt mat eventuell fënnf Leit, an ech kommen dann op en Total vun 117.

Wann ech da kucken, dass vun 117 Acteure vun der Lëtzebuurger Kooperatioun, wou d'ONGen natierlech net mat dra sinn, der nëmme 23 um Ministère sinn, da fannen ech dass dat eng Proportion ass déi inakzeptabel ass, an dat ass, Här Minister, d'Argument firwat ech denken dass en Audit gutt wier, besonnesch wann den Organigramme op der Lux-Development faerdeg ass, dee jo och an deem Audit hei suggéiert gëtt, fir ze kucken ob net d'Agence d'exécution iwwerbesat ass par rapport zum Ministère an dass domadder am Fong riskéiert gëtt dass d'Politik, déi soll um Ministère gemaach ginn, net méi kann do gemaach ginn, well einfach numeresch dat net méi méiglech ass.

Wa mer wëssen dass d'Opdeelung vun den Tächen tëschent dem Mi-

nistère a Lux-Development folgend ass: d'Identificatioun an d'Evaluatioun vun de Projeten um Ministère - dat ass d'politesch Verantwortung -, d'Formulatioun an d'Exekutioun vun de Projeten op der Lux-Development, da kann et net sinn dass, do wou d'politesch Verantwortung manner ass wéi d'Halschent vun de Beamten, déi zoustänneg si fir déi Politik ze maache wéi déi, déi se sollen ausféieren.

Zum Audit vun der Lux-Development e puer Wieder. Merci dass deen Audit gemaach ginn ass, deen hei gefrot ginn ass. Et stellt sech eraus, dass e wichtig ass.

D'Dezentralisatioun op der Lux-Development fannen ech gutt, verstinn ech awer relativ schlecht, wann ech gesinn dass elo a verschidde Länner, wéi zum Beispill am Burkina Faso, d'Lux-Development zwee Leit huet, Lëtzebuerg am Fong vun Dakar aus soll koordinéiert ginn. An dann nach eng Kéier d'Fro, dass am Niger, eent vun den Zillänner an darselwechter Géigend, weder vun der Lux-Development nach vum Ministère, esou wäit wéi ech weess, een do ass.

Déi Dezentralisatioun, Här Minister, misst a mengen Aen absolut koordinéiert ginn tëschent der Lux-Development an dem Ministère. Och wann ech et gutt fannen dass an deemselwechte Joer de Ministère engersäits zu Dakar an anerersäits um Cap-Vert eppes opgemaach huet, ass et relativ onlogesch wa gläichzäitig relativ disparat an esouguer a Länner, déi net onbedéngt Zillänner sinn, d'Lux-Development Agencen opmëcht. Dass mer eng Dezentralisatioun vun der Lux-Development och op Plazen hu wou keng Zillänner sinn, liicht mir perséinlech net an, mä Dir kënn mer sécherlech eng Explikatioun dovunner ginn.

Et ass evident wat d'Avantagë si vun der Dezentralisatioun. Eng besser Connaissance vum Terrain, eng Supervisioun um Terrain, alles dat ass wichtig, mä de Risiko ass natierlech, dass de Siège d'Kontroll verléiert, a wann de Siège vun der Lux-Development d'Kontroll verléiert, da fäerten ech dass och de Ministère se verléiert. Dofir sinn ech der Meinung, dass an deem Audit, deen ech lech vorschloen, misst besonnesch A geluecht ginn op d'Koordinatioun vun der Dezentralisatioun tëschent der Lux-Development an dem Ministère.

Den Auditeur interne an der Lux-Development ass ugeschwat ginn. Et ass entre-temps net méi contestéiert, dass dee soll déchargéiert gi vu funktionellen Aarbechten, fir dass en déi néideg Distanz huet a senger Approche als Auditeur interne, an ech denken dofir dass et muss an déi Richtung goen.

En anere wichtige Punkt, deen a mengen Aen dese Rapport soulevéiert huet, ass net nëmme dee vun der Rémunératioun, op deen ech nach wëll zréckkommen, mä dee vun der Tatsaach dass no der aktueller Konventioun vun der Lux-Development et méiglech ass, dass déi net nëmme fir de Ministère schafft, mä och fir aner Institutiounen, um nationalen oder internationale Plang.

D'KPMG huet expressis verbis gesot, dass si dat Kapitel net analyséiert huet. Si huet och expressis verbis gesot - an dat mécht mech e bësse stutze -, dass si nëmme zu Lëtzebuerg um Siège gekuckt huet. Wat den Audit funktionnel ubelaangt, ass dat natierlech eng Evidenz. Wat den Audit financier ubelaangt, ass dat fir mech relativ schwierig nozevollzéien, well et natierlech net duergeet fir ze kucken, ob formal gesinn d'Rechnungen an der Rei sinn, mä formal gesinn och muss gekuckt ginn, ob déi Rechnungen, déi bezuelt gi sinn, justifiéiert waren.

Ech denken dofir, dass et ganz wichtig ass zesumme ze diskutéieren mat allen Acteure vun der Entwécklungszesummenaarbecht, wéi de Mode de rémunération vun der Lux-Development muss ausgeginn.

Et ass verwonnerlech, dass zum Prozentsaz vun 8% Saache facturéiert ginn op e Projet oder als Auditeur libre eventuell, wa Projekte formuléiert ginn oder Pabeieren ausgeschafft ginn, oder Identifikations- oder Kontrollmissiounen gemaach ginn, déi net onbedéngt am Kader si vun engem Projet wou d'Lux-Development d'Exekutioun huet.

Et riskéiert mat deem aktuelle Fonctionnementssystem déiselwecht Saachen e puermol bezuelt ze ginn, a wat virun allem bei deem Prozentsaz net gutt ass, an d'KPMG seet dat och, dass d'Bezuelen op engem Prozentsaz kënn eng Incitatioun si fir méiglechste deier Projekte méiglechste séier ze exekutéieren, a méiglechste séier a méiglechste deier heescht net onbedéngt méiglechste besch. Dofir sinn ech der Meinung, dass onbedéngt dee Modus do muss re-viséiert ginn.

E Renforcement vum Rôle vum Ministère an der Identifikatioun vun de Projeten hunn ech schonn ugeschwat, an et bleift mer am Fong geholl nëmme nach zwee Wënsch auszedrécken als Konklusivsioun zu dieser Debatt, an zwar meng Motioun ofzeginn, déi freet dass och um Ministère, deen deen Eenzeung ass deen nach keen Audit huet, en Audit installéiert gëtt fir dat Personal, dat a mengen Aen net duergeet, besonnesch par rapport zu deenen aneren Acteuren, kann eropgesat ginn an dass par rapport zu deem neien Organigramme vun der Lux-Development kann de Corrolaire um Ministère geschafte ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'augmentation constante de l'aide publique de développement;*

- *considérant que la charge de travail du Ministère des Affaires étrangères en matière de coopération au développement a considérablement augmenté ces dernières années;*

- *vu qu'une évaluation externe de Lux-Development est effectuée annuellement, ainsi qu'un audit administratif;*

- *vu, à cet égard, que tous les acteurs conventionnés avec le Ministère des Affaires étrangères dans le cadre de la politique de coopération luxembourgeoise sont concernés par la politique d'évaluation;*

- *considérant que des travaux préparatoires avaient déjà été entamés pour un audit organisationnel de la Direction compétente pour la politique de coopération au sein du Ministère des Affaires étrangères;*

- *soucieuse d'une efficacité optimale de l'organisation de ladite Direction, ainsi que de la qualité de son action;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer un audit fonctionnel de la Direction de la coopération et de l'action humanitaire.*

(s.) *Lydie Err, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké.*

Doriwwer eraus hunn ech eng zweet Motioun, mä ech wëll se net ofginn, well ech sécher sinn dass de Minister, och en absence vum President vun der zoustänneger Kommissioun, mat op dee Wee wëllt goe fir d'Ordres du jour vun der Kommissioun esou ze halen, dass ee wichtig Froe wéi déi, déi elo ustinn, dat heescht den Examen vum CAD, d'Evaluatioune vu LASA, vum Niger, vun der ENDA, wat mech och besonnesch interesséiert, déi Konventioun mat der Lux-Development, déi usteet, déi

nei Missiounen am Kader vun den AKP-Länner an ähnlech wichtig Froen, de Comité de suivi vun der Lux-Development an och de Comité d'évaluation interne vum Ministère kann diskutéieren, fir zesumme mat der Chamber ze probéieren op all deene wichtige Décisiounen déi beschméiglech Solutiounen erauszuschliessen.

An deem Sënn, Här Minister, maachen ech lech Confiance, andeem dass ech weder eng Motioun nach eng Resolutioun abréngen, mä domadder rechnen dass Är Bereetschaft mat der Chamber ze diskutéieren och an Zukunft esou grouss ass, dass mer et faerdeg bréngen all déi Saachen do am Kader vu besthende Strukturen an deenen nächste Jore méi ze diskutéieren, wéi dat an deem leschte Joer de Fall war.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Drëtte gëtt et ëmmer méi schwéier der Diskussioun nach eppes Neies bäizebréngen. Ech versichen trotzdem mäi Beschte ze maachen.

Déi aktuell international Situatioun weist eis, mengen ech, wéi se haut ass mat aller Däitlechkeet, datt d'Welt ëmmer méi zesummezéckt an datt eis Sécherheet, eise Wuelfstand, eis Liewensqualitéit och enk mat deene vun deenen anere Länner zesummenhängt. Den däitsche Bundespräsident Johannes Rau huet am Zesummenhang mat den Attentater vum 11. September et op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet: „Der beste Schutz gegen Terror, Gewalt und Krieg ist eine gerechte, internationale Ordnung“. Vu datt ech net de leschte Riedner sinn, kann ech mer virstellen, datt duerno sech der nach méi intensiv mat deem Sujet befaassen.

Wie Fridde wëllt muss d'Entwécklung fördern. Zousätzlech Ustrenge vum Entwécklungspolitik si méi dréngend wéi jee, well déi aktuell wirtschaftlech Konsequenze vun den Attentater treffen am meeschten déi aarem Länner vun der Welt. Aarmut ass awer och de beschten Nährbuedem, fir dee Sumpf vun Haass, Gewalt a Konflikten, wou d'Terroristen Unhänger fannen.

Dofir kann d'Entwécklungspolitik, wann och sécher keen Instrument fir déi direkt Bekämpfung vum Terrorismus, awer als Deel vun enger globaler Friddenssicherung e wichtige Beitrag zur Preventioun vum Terrorismus leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren huet sech den internationale Kontext geännert. Mir ginn eis ëmmer méi den Inégalitéiten op der Welt bewusst, déi déi sougenannte Mondialisatioun opgedeckt an och duergeluecht huet. Deen ëmmer méi grousser Gruef tëschent de Räichen an den Aarmen, tëschent deenen déi Zougank zum Wëssen hunn an deenen déi deesen Zougank refuséiert kréien, tëschent deenen déi Accès un den Internet hunn an deenen déi en net hunn, tëschent deenen déi sech Medikamenter leeschte kënnen an deenen déi dovunner privéiert bleiwen, tëschent deenen déi Drénkwaasser am Iwwerfluss hunn an deenen déi kee proppert Waasser hunn, tëschent deenen déi Accès zu den Energien hunn an deenen déi e bëssen energiegravéierend Pollutiounen ausgesat ginn.

Et kéint een dat bildlech emol duerstellen, datt, wann een d'Weltbevölkerung géif op en Duerf vun 100 Leit reduzéieren, da kritt een dat vläicht besser duergestallt wéi d'Situatioun op dieser Welt ass, selbstverständlech mat deene selwechte Proportionen wéi se bei der Weltbevölkerung sinn. Do fënt een dann zum Beispill eraus, datt

mer op dëser Welt dann an deem Duerf vun 100 Leit zu 57 Asiate wieren. Do wieren nëmmen 21 Europäer dobäi. Et wiere 14 Amerikaner - Nord-, Zentral- a Südamerikaner - an 8 Afrikaner dobäi. Vun deenen 100 Leit wieren 52 Fraen, 48 Männer, 30 Wäisser, 70 Net-Wäisser. Et wieren och nëmmen 30 Chrëschten do a 70 Net-Chrëschten.

Schlëmm ass et, wann een higeet an et kuckt ee wéi d'Situatioun vun deenen 100 Leit ass. Da fënnt een eraus, dass sechs Persounen 60% vun allem Besëtzt hätten an, wéi den Zoufall dat dann nach wéilt, kéimen déi sechs nach alleguerten aus de Vereenegte Staaten. 80 Leit géifen a maroden Haiser liewen. 70 kéinten emol iwwerhaupt net liesen a schreiwen an d'Halschent vun deenen 100 Leit hätten net genuch ze iessen. Eng Persoun wier ëmmer amgang ze stierwen an eng aner Persoun wier ëmmer amgang op d'Welt ze kommen. Et wier ganz genau ee Computer an deem Duerf. Nëmme fir déi Chiffren ze nennen. Déi kënnen dat vläicht bildlech besser duerstelle vu wat mer hei schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lutte géint d'Aarmutt an eng nohalteg Entwécklung waren, sinn a bleiwen d'Hauptobjektiver vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik, baséiert op enger Approche vum Partenariat, duerch e permanenten Dialog an an engem mutuëlle Respekt zwëschen alle concernéierte Parteien, sief et Lux-Development, déi national Agence, d'ONGen, awer och déi international Organisations, wéi déi Europäesch Unioun, de PNUD, d'OMS oder awer och d'Unicef, ouni natierlech déi Partner an deene concernéierte Länner ze vergiesen, an deene mer schaffen.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet natierlech - an dat ass längst bekannt - déi 0,7% erreicht. Domat hu mer dat Engagement, wat mer zu Rio agaange sinn, als eent vun deene weinege Staaten, respektéiert. Mir si souguer iwwert dat erausgangen. Mir leien haut bei 0,84% a sinn um Wee vun deem 1%. Wann een emol kuckt wéi dat sech an deene leschte Joren entwéckelt huet, da fënnt een eraus, dass mer 1994 nach bei 0,34% luchen. Mir leien dann haut bei 0,84%, wat praktesch eng Verdräifachung ass vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef. Vergläicht een dat dann emol mat deenen europäesche Länner, awer och anere Länner, da fënnt een eraus, dass mir do eng fulgurant Progressioun gemaach hunn.

D'Amerikaner, zum Beispill, sinn an deene leschte Joren zrëckgaange fir op 0,1% vun hirem nationale Räichtum ze komme wat si an d'Entwécklungshëllef wëlle stiechen. D'Japaner an d'Engländer sinn och zrëckgaangen op 0,28%. Eis däitsch Nopere stiechen 0,26% um nationale Räichtum an d'Entwécklungshëllef, si sinn och zrëckgaangen an deene leschte Joren. Frankräich, nodeem et déi Hëllef ginn huet, déi et an de Pays d'outre-mer ewech gezielt kritt huet, kënt dann och nach op 0,38% an ass och wäit zrëckgaangen, praktesch em d'Halschent.

Déi Länner, déi zougeluecht hunn, sinn déi nordsch Länner, wéi zum Beispill Norwegen, dat an deene leschten zéng Joren vun 0,8% op praktesch 1% eropgaangen ass, an Dänemark, wat scho virun zéng Joer 1% hat a sech dorops konnt halen. Lëtzebuerg ka sech also domat zu deene Länner zielen, déi am Spëtzelotoun vun deenen Engagementer sinn, déi se geholl hunn.

D'Lëtzebuurger Entwécklungspolitik gëtt aktivéiert - dat ass schonn e puermol hei gesot ginn - iwwert d'bilateral Kooperatioun, wou natierlech de Gros dovunner den Asaz an de Pays cibles ausmëcht. Mä och d'Coopération multilatérale zielt fir eis, d'Aide humanitaire, d'Assistance technique, an iwwert

de Finanzministère ginn d'Scholden dann nogelooss. Ech mengen, dass dat zum grossen Deel an deem Rapport do festgehalten ass. Do ka jiddferen déi Chiffren noliesen.

Well haut awer net grad esou vill Chiffere genannt ginn, well ech drun erënneren, dass praktesch ee Véierel vun eiser ganzer Hëllef, déi an Infrastrukturen an a Sozialdéngschter ginn, an d'Education ginn, praktesch 30% ginn a Gesondheetsprojeten a bal 12% ginn an d'Verbesserung vun de Waaserkonditiounen, just fir lech ze soen dass d'Infrastrukturen 82% vun all deem ausmaachen. Mä och dat fënnt een alles am Rapport erëm. Ech mengen, d'Zil vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik ass a bleift d'Bekämpfung vun der Aarmutt, an dat iwwer en nohalteg Wee.

Datt awer ëmmer erëm versicht gëtt där Entwécklungspolitik, déi jo elo quantitativ héich ass an déi och diversifizéiert ass, méi Qualitéit zoukommen ze loosse, dat ass normal. Ech mengen d'Ausféierung vum Minister sinn haapt-sächlech an déi Richtung gaang. Dozu sollen extern Evaluatiounen bäidroen fir d'Politik, déi an der Entwécklung gemaach gëtt, ofzuschätzen an ze evaluéieren a fir se esou och méi transparent ze gestalten. Dass dat onofhängeg gemaach gëtt, mengen ech, verleiht där ganzer Saach méi Transparenz.

Déi Audite brauchen awer net nëmme gemaach ze gi fir dass se gemaach ginn, mä virun allem soll een do Léieren draus zéien, fir d'Gestioun vun der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik doduerch méi effikass ze maachen. Et ginn net nëmmen extern Evaluatiounen gemaach, mä och d'Cour des Comptes ënnersicht periodesch en Deel vun der Lëtzebuurger Kooperatioun an da ginn Audite gemaach. Een Audit, deen elo e puermol hei ugesprach ginn ass, ass dee vu Lux-Development. Dat ass en Audit, deen am Dialog mat de Leit, déi do schaffen, gemaach ginn ass an deen als But eng Verbesserung vun der Situatioun vun der Lux-Development huet. Virun allem soll dat awer an d'Ausaarbechtung vun där nächster Konventioun afléissen, déi jo den nächste Juni wäert ustoen.

Haaptpunkte sinn do dobäi selbstverständlech, dass en anere Rémunératiounsmodus soll zrëckbehale ginn, fir dass dee Betrib esou méi effikass schaffe kann. En anere Gedanke war deen oder eng aner Proposition war déi, dass Lux-Development méi dezentral schaffe soll. Mä och dat kann een alles an deem Audit liesen, dee mer zougestallt kritt hunn.

Wéi mer deen Audit an der zoustänneger Kommissioun vun den Affaires étrangères virgestallt kritt hunn, huet eise President, de Paul Helminger, op deen Drock opmierksam gemaach, deen awer op der Lux-Development läit, an deem Sënn dass d'europäesch Kommissioun der Lëtzebuurger Regierung eng Mise en demeure zoukomme gelooss huet wat d'Monopolsituatioun vun deem Betrib ueegt. De President huet a sech seng Ängschten do zum Ausdrock bruecht, dass een net soll op de Wee goe fir dee Betrib do ze vill an d'Rouagé vun den administrative Strukturen anzubannen, fir hir esou ganz einfach eng gréisstméiglech Autonomie a Flexibilitéit ze loosse.

Ech mengen, wann ee weess dass dee gréissten Deel vun der bilateraler Entwécklungshëllef vun dëser Firma gemaach gëtt, wat a sech eng S.A. ass, an doduerch d'Agence d'exécution vun der Lëtzebuurger Regierung ass, da weess een dass an der Lux-Development och de Privatsecteur vertrueden ass. Ech weess elo net wéi d'Verhältnis genau ass, mä ech mengen dass de Lëtzebuurger Stat em déi 60% Aktionär an deem Betrib do ass. De Rescht ass a privaten Hänn.

Wéi gesot, opgrond vun europäesche Prémissen aus dem Wettbewerbsrecht licht et engem an, dass den Afloss vum Stat op d'mannst an dëser Firma an Zukunft méi grous muss sinn, op d'mannst huet dat no baussen esou ausgesinn. Et muss ee sech och der Tatsaach bewosst sinn, dass déi Firma eng wichteg Roll zwëschen der Regierung an dem Privatsecteur spillt an en onofhängege Pouvoir adjudicateur muss duerstellen. D'Diskussioun ass vun engem vu menge Virriedner hei opgeworf ginn, ob d'Lux-Development sech dann elo dem Lëtzebuurger Marché-publics-Gesetz muss ennerleien oder net? Do kann een hir nëmme bonne chance wënschen, wa se dat misst maachen. Perséinlech sinn ech net onbedéngt dovunner iwwerzeegt.

Ech hat d'Geleeënheet, wéi aner Kolleegen, mech vun der Effizienz an der Flexibilitéit vun där Firma um Terrain ze iwwerzeegen. Ech hat d'Chance eng Kéier op enger Rees am Nicaragua an am Salvador selwer dobäi ze sinn, wat jo Pays cibles sinn. Ech konnt mech do iwwerzeegen, dass déi Firma - wann een dat emol esou kann nennen -, d'Lëtzebuurger Agence Lux-Development, do ganz effizient Aarbecht gemaach huet. Ech mengen, dass se déi nëmme konnt maachen, well se flexibel schaffe kann.

Wann an Zukunft d'Emprise vum Stat noutgedrongen - well mer dat jo operluecht kréien - méi grous muss ginn, da mengen ech soll awer den Afloss vum Stat sech och an Zukunft haupsächlech op d'Entwécklungspolitik beschränken, op dat wat d'Ziler vun der Entwécklungspolitik sinn. Fir de Rescht, mengen ech, soll de Stat d'Operatiounen der Firma iwwerloossen a sech drop beschränken des Operatiounen ze kontrolléieren, besonnesch a puncto finanzieller Transparenz an Effizienz um Terrain. Ech mengen, dass awer virun allem d'Dynamik vum Privatsecteur muss erhale bleiwen. Op déi Aart a Weis kann d'Flexibilitéit vu Lux-Development bestoe bleiwen.

An enger Welt, wou ëmmer méi Chaosländer entstinn, mengen ech, ass et awer wichteg, dass mer als Stat, als Ministère vun der Kooperatioun, iwwer en Instrument verfügen, wou d'Regierung schnell an onbürokratesch kann agéieren, awer och ka reagieren.

D'Situatioun an der sougenannter Drëtter Welt ass esou schlëmm, dass en allgemenge politesche Konsens ënner de Parteien iwwert dese Beitrag zur Entwécklungshëllef muss bestoen, an opgrond vun deenen Ausféierungen, déi vu menge Virriedner hei gemaach gi sinn, besteet dee jo och. Duerfir mengen ech soll eis Agence d'exécution, déi Lux-Development ass, eng relativ onofhängegkeet hunn, wa am beschten doduerch dokumentéiert gëtt, dass d'Société civile am Verwaltungsrot vu Lux-Development vertrueden ass, einschliesslech de private Secteur.

All Schrëtt, déi méi wäit géife goen, géifen der gudder Saach vun eiser Entwécklungspolitik net déngen. Et muss ee sech jo och souwisou d'Fro stellen, ob Lux-Development, oder d'Tatsaach dass mer nëmmen ee Betrib hunn, deen d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef géiert, iwwerhaupt géint d'Wettbewerbsbestëmmunge vun der Europäescher Unioun verstéisst, wann ee weess dass esou e Betrib, wat jo dann eng S.A. ass, nëmmen duerch d'Opdrag vum Lëtzebuurger Stat awer ka liewen, an dass se ouni déi absolut net kéint existéieren. Ech weess net, ob et net ähnlech Fall an Europa gëtt opgrond vun deenen ee kéint nowiesen, dass mir eis awer do net an enger

aussergewéinlecher Situatioun befinnen.

Ech sinn net der Meenung, dass d'Lux-Development sech nëmmen op d'Zesummenaarbecht mam Kooperationsministère soll beschränken. Ech mengen de Finanzministère géiert och en Deel vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef a perséinlech gesinn hunn ech kee Problem domat, dass des Gesellschaft och fir dee Ministère ka schaffen. Ech sinn der Meenung, dass d'Aufgabe vun der Lux-Development sech net nëmme mussen op d'Kooperatioun beschränken.

Ech mengen, iwwert de Protokoll vu Kyoto sinn eis aner Aufgaben operluecht ginn. Ech denken nëmmen un déi flexibel Mechanismen, wou jo all Land elo d'Méiglechkeet huet se ëmzesetzen. Ech kéint mer virstellen, dass och Lux-Development sech esou Aufgabe kéint uheulen. Dat muss awer elo net ënner dem Kooperationsministère gemaach ginn, ganz einfach well déi zwou Saache getrennt behandelt gi mussen an d'CDME jo net d'äerfen der Kooperatioun zougerechnet ginn. Dat schléisst awer net aus, dass déi Gesellschaft dofir ënner engem anere Ministère des Aufgab ka maachen. Mä doriwwer wäerte mer an Zukunft kënnen decidéieren oder diskutéieren an deem Gremium, dee mer gewéilt sinn am Kader vun der Kommissioun vun den Affaires étrangères ofzehalen.

Wéi gesot, duerch Qualitéit awer och duerch eng aner Approche stratégique, déi Programmes indicatifs de coopération sinn ugesprach a kommentéiert ginn. Et ass drop higewise ginn, dass solle Comités de partenariat agaange gi mat deene Länner wou ee muss schaffen, wou jo dann - dat hunn ech gelies - och Deputéierte solle mat erugezu ginn, fir do dann hire Beitrag kënnen ze leeschten. D'Aarbechte mat den ONGe solle virugefouert ginn iwwer Accords cadre, wat jo zu voller Zefriddenheet fonctionnéiert. Och déi technesch Assistance schéngt hiert do zou bäizeroen.

Ech menge just, dass de Secteur vun den ONGe dee gréisste Merci verdéngt, well dat jo awer haupsächlech Leit sinn déi sech bënnevolle fir des gutt Saach heisetzen. Mä och do geschéie Pannen. A wann een haut de Quotidien opmécht, da gesäit een dass Pannen, déi viru Jore geschitt sinn, haut nach Welle schloen. Et ass schonn esou laang hier, mä de Minister hält herno gäre Stellung, mengen ech, zu deem Artikel, deen do am Quotidien steet.

De Cercle de coopération vun den ONGen huet och e Beitrag zur Diskussioun geliwwert. Ech mengen déi meesch vun deene Punkten, déi d'ONGen hei ugesprach hunn, si schonn undiskutéiert ginn an de Minister wäert och ganz sécher dorop äntwerten.

Et ass dann nach iwwert d'Dezentralisatioun an d'Dekonzentratioun geschwat ginn, grad wéi bei der Lux-Development, déi och dee Wee wéilt goen. De Ministère huet dee Wee schonn ageschloen, andeem dass hien 2001 zu Dakar esou eng Mission de la coopération opgemaach huet, déi fir déi Länner eben zoustänneg ass, fir déi Lëtzebuerg sech asetzt, wat d'Pays cibles sinn. Et ass beabsichtigt oder et gëtt dru geschafft, fir der deemächst an Asien a respektiv och an Zentralamerika opzemaachen.

Wa mer iwwer Dezentralisatioun schwätzen, da kéinte mer u sech och nach iwwert d'Dezentralisatioun hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Ee vu menge Virriedner ass schonn op dat Thema gaang. Zu Lëtzebuerg ass d'Entwécklungshëllef eng national Saach. Et sinn awer aner Acteuren déi dorunner bedeelegt sinn, an dat sinn d'ONGen. Mir hunn net vill aner Strukturen hei zu Lëtzebuerg. Trotzdeem hu mer awer d'Gemengen. Ech sinn der

Meenung, dass d'Gemengen u sech an deem Szenario do feelen, an dass mer och, esou wéi dat an anere Länner de Fall ass, de Gemengen d'Méiglechkeet solle ginn Entwécklungshëllef ze maachen. Dass dat national koordinéiert gëtt, schéngt mer op der Hand ze leien, mä ech mengen et soll een d'Initiativ, déi eng Partie Gemengen awer wëllen huelen, net brieschen.

Ech konnt wéini an enger Zeitung en Artikel liesen, wou d'Gemeng Beetebuerg enger ONG en décke Subsid zoukomme gelooss huet, fir Entwécklungspolitik ze maachen. Si huet déi Déliberatioun vun Innenministère refuséiert. Et muss ee wëssen, dass d'Gemeng Beetebuerg - an et ass net d'Gemeng Beetebuerg eleng, et ass och d'Gemeng Préizerdaul a bestëmmt nach anerer, déi de Wee vun den ONGe gaange sinn - zesumme mat hire Bierger dat organiséiert hunn, well eben d'Entwécklungshëllef keng Mission obligatoire respektiv Mission facultative am Gemeengesetz ass a mer doduerch déi Hëllef, wa mer se direkt géife bedreiwe mat den Entwicklungsländer, wahrscheinlech net autoriséiert kriterien.

Dofir si mer de Wee vun den ONGe gaang an dofir wëlle mir eise Beitrag den ONGen zoukomme loosse. Meng Gemeng huet zum Beispill decidéiert 0,5% vun hiren ordinäre Recetten der Entwicklungshëllef zoukommen ze loosse. Wa mer dat awer elo verwiert kréien, da froen ech mech awer, wéi dass mer eis müssen uleeë fir nach Entwécklungshëllef d'äerfen ze maachen. Ech mengen et soll een dat Thema an der Diskussioun em d'Kompetenzen zwëschen Stat a Gemengen awer usprechen.

D'Fransouse si jo bestëmmt net dezentralistes orientéiert - neierdengs si se et elo méi, mä an der Vergaangenheet ware si dat ganz sécher net -, trotzdeem gi si hire Gemengen iwwer e Gesetz vun 1992 d'Méiglechkeet Entwécklungshëllef mat anere Gemengen ze maachen an dat Gesetz huet e volle Succès. Ech mengen et soll een déi Ressourcen awer och hei zu Lëtzebuerg ausschaffen. Ech sinn net der Meenung, wéi elo e Kolleg hei virdu gesot huet, dass d'Lëtzebuurger Gemengen esou aarm sinn dass se keng Sue méi dofir hätten.

Ech mengen et gëtt hei ëmmer d'Sensibiliséierung ugesprach, wou ëmmer drop higewise gëtt dass déi net genuch gemaach gëtt, mä ech mengen de Wee iwwert d'Gemenge wier e weidere Moyer fir de Leit d'Kooperatioun an d'Entwécklungspolitik méi no ze bréngen. D'Gemenge schaffe jo no beim Bierger a kennen d'Leit all an Einzelnen. D'Gemenge si verantwortlech fir d'Organisatioun vun de Schoulen an dat, mengen ech, ass awer och e Moyer fir bei deene Klongsten unzefänken, fir hinnen d'Iddi vun der Nohaltegkeet méi no ze bréngen.

Perséinlech sinn ech der Meenung, dass dat eng Mission facultative vun de Gemenge muss kënnen sinn, a wa se dat elo net d'äerfe maachen, da muss doriwwer léigéiert ginn. D'Gemenge mussen d'Méiglechkeet kréien dat do ze maachen.

En drëtten Punkt, deen an dem Minister sengen Ausféierung gesécher ugesprach ginn ass, ass dee fir méi Kohärenz an d'Entwécklungspolitik ze bréngen, virun allem um Niveau vun der Wirtschaftspolitik. Ech hunn awer an deem Pabeier vun den ONGe gelies, dass si der europäescher Kommissioun de Reproche maachen, dass se net transparent ass.

Et muss een awer soen, dass just d'Europäesch Unioun hei awer op d'mannst versicht aner Weeër ze goe wéi dat aner Länner maachen. Ech mengen si wollt ni vum Wee ofgoen „Trade, not aid“, mä ärschter „Trade and aid“. Den Accord de Cotonou weist jo awer ganz sécher dorop hin. An den Numm seet et jo,

dass Accords de partenariat économique méiglech sinn. De Minister huet dat och a sengen Ausféierungen hei ugesprach.

Bon, dat gesot wollt ech zum Schluss kommen, ouni awer opzehalen a Referenz op d'Waasser ze maachen. Mir sinn d'Joer am internationale Joer vum Waasser. D'Waasser huet eng ganz grouss Wichtigkeet bei der Entwécklungshëllef. Net zulescht war et eng vun den Aktiounen, déi am Aktionsplang zu Johannesburg zréckbehalen ginn ass, wou op Drock oder op Initiativ vun den europäeschen Länner, zu deene Lëtzebuerg jo awer och zielt, an den Aktionsplang erastoe koom, dass bis 2015 d'Zuel vun de Leit, déi keen Accès zu propperem Waasser hunn, ëm d'Halschent reduzéiert gi soll.

D'Situatioun am Waasser ass net roseg. Knapp gesot kann ee behaapten, dass 1,1 Milliarde Leit keen Zougang zu propperem Waasser hunn. 2,5 Milliarden hu keng ordentlech Sanitärinstallatiounen. Och do wou d'Waasser ouni Limité ka profitéiert ginn, sinn d'Waasserreserven duerch Verschmutzung a Manktum menacéiert. Schonn 2025 wäerten zwee Drëttel vun der Weltbevölkerung höchstwahrscheinlech a Länner lieue wou d'Waasser méi oder manner knapp wäert sinn. Heftig national Konflikter ëm d'Waasserreserven hunn Ängschten ausgeléist, esou dass d'Waasserknappheet d'Ursach vu Gewaltkonflikter kéint ginn.

De Secteur vum Waasser illustriert gutt déi Froen, déi mat Hëllefprogrammer verbonne sinn, sief et d'Plaz vun der Fra, d'Participatioun vun der Populatioun, d'bonne gouvernance, d'Verbesse- rung vun der Gesondheet, den Impakt vun der Entwécklung op d'Ëmwelt, d'Preventioun vu Konflikter, d'Entwécklung vum private Secteur, de Partenariat privé-public. D'Fro vum Waasser steet och am Mëttelpunkt vun Iddie wéi Demokratisatioun, Organisatioun vun der ziviler Gesellschaft, eng nohaltig Gestiou, d'Lutte géint d'Aarmutt.

Ech mengen, dass d'Waasserproblemer, mat deene mir konfrontéiert sinn oder ginn, net ëmmer Ursach vu Spannungen musse sinn. Am Prinzip kéinte se och Katalysator si fir eng Zesummenaarbecht. Et muss ee sech bewusst ginn, dass zwee Drëttel vun de gréisste Flëss vun der Welt méi Staaten duerchflëssen a méi wéi 300 Flëss vun der ganzer Welt maache souguer d'Grenz zwëschen den Natiounen aus. Hei gëtt et vill Méiglechkeeten zesummen ze schaffen. Et lafen do schon eng Partie Projeten. D'Organisatioun vun der UNO ass amgaangen déi éischt Versioun vun engem Rapport iwwert d'Weltwaasserentwécklung ze maachen.

Am internationale Joer vum Drénkwaasser muss eis nach méi bewusst ginn, dass d'Waasser eng primordial Roll spillt fir eng nohaltig Entwécklung, fir d'Reduktioun vun der Aarmutt, fir de Fridden an d'Sécherheet, wat natierlech och Wiederer si vun der allgemenger Lëtzebuurger Entwécklungspolitik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat wier ech zum Schluss vu mengen Ausféierungen komm, ouni awer ze vergiessen och eis Ënnerstëtzung zu der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik zum Ausdrock ze bréngen, där déi bis elo gemaach ginn ass an där déi och an Zukunft, an do sinn ech mer sécher, grad esou gutt wäert gemaach ginn.

An deem Sënn soen ech lech merci fir d'Nolauschtenen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dam-

men an Dir Hären, mir hu mat grousssem Intérêt dee ganz fouilléierten an détailléierten Rapport vun dem Här Minister vun der Kooperatioun verfollegt, an ech wëll nach eng Kéier dat bekräftege wat ech all Joer hei soen.

Mir si mat den Objektiv vum der Kooperatiounspolitik, déi d'Regierung féiert, d'accord. Mir sinn d'accord fir ze soen, dass Lëtzebuerg muss ee signifikanten Deel vu sengem Budget gebrauche fir an d'Entwécklungshëllef ze investéieren. Ech mengen, dass mat deem Taux vun 0,84% vum Produit national brut mer déi Limiten erreicht hunn, déi mer ons wënschen, souguer wann et nach e bësse méi héich wier. Bis 1% wier kee Problem. Mä et muss een och soen, fir dobaussen dat ervirzestrichen, wann een 100 Euro Akommes huet, dass een dann 0,84 Cents investéiert an d'Entwécklungshëllef, an d'Solidaritéit mat Drëttlänner, wat garantéiert keen excessive Chiffer ass. Mä et ass awer och wichtig, dass eng Relatioun muss bestoen tëschent den Evolutiounen vun onsem nationale Räichtum an deem wat mer an d'Entwécklungshëllef stiechen. Déi Relatioun besteet iwwer d'Referenz zum Produit national brut.

Mä net ëmmer geet et ëm Suen, Här Minister, et geet och dorëms dass een an der Entwécklungshëllef kuckt fir déi Objektiv, déi ee sech ginn huet, déi richtig Resultater kritt. An et ass net ëmmer den héijen Invest, deen et mécht, mä ganz oft sinn et klenger Initiativen déi ganz vill Resultater bréngen, déi awer u sech net ganz vill kaschten.

Ech erënnere mech, wéi mer mat lech, Här Minister, a Südostasien waren, dass mer dunn eng Initiativ konnten analyséieren vun engem jonke Lëtzebuurger Coopérant, deen eng Banque agraire geschaffen hat, wou en de Leit, haaptsächlech am Agrarsecteur, wann iergendwéi eng wichtig Person am Haushalt krank ginn ass, esou dass den Agrarbetrieb sech net konnt dévoppéieren, eng Person zur Verfügung gestallt huet, oder en huet eng Kou oder en Hong, déi ausgefallt waren, ersat. En huet deem Haushalt och méiglech gemaach iwwert eng Form, déi géeegeent war, dee Prêt ze rembourséieren. Et huet ee gesinn, dass esou Initiativen an der Bevölkerung ee ganz positiven Echo fonnt hunn. Hei war et garantéiert net op der Basis vu ganz grouss Méttelen.

Wichtig ass et, dass een an d'Leit investéiert, déi um Terrain schaffen. Et ass essentiell, dass déi Leit, déi wëllen an deem Gebitt schaffen, déi géeegeent Formatioun hunn, dass se vun ons engagéiert ginn an een hinnen d'Méiglechkeet vun enger Carrière schafft. Déi JPO, Junior professional officers, déi am Kader vun der UNO forméiert ginn, erfëllen déi Kritären. Ech wier frou, Här Minister, wann Der kéint op dee Wee goe fir ze rekrutéieren an ze kucken, dass eng etlech Lëtzebuurger op deem Gebitt hier Studië maachen, fir dass mer och vu Lëtzebuurger Säit aus eng etlech Leit kéinten encouragéieren fir an der Drëttweltaarbecht, an der Solidaritéit mat den Drëttwëlänner aktiv ze ginn. Et ass wichtig, dass mer do investéieren, awer net nëmme Leit engagéieren fir do eng kuerz Zäit ze schaffen, mä hinnen och Perspectives de carrière offéieren.

Een zweete Punkt, dee ganz vill Diskussiounen ervirbruecht huet, ass Lux-Development selwer. Deen Audit, dee gemaach ginn ass, war noutwendeg an ass och gutt. An ech si frou, Här Minister, wann Der an Ärer Interventioun sot: „De concert avec Lux-Development nous avons travaillé d'arrache-pied afin de mettre en oeuvre ces recommandations.“ Dat ass eng positiv Reaktioun vun Ärer Säit, déi mer wëlle mat ënnerstëtzen.

Nach muss ee sech d'Fro stellen, ob een net Lux-Development liicht reforméiert, och strukturell, fir sech an Aklang ze setze mat dem Gesetz iwwert d'Marchés publics. Et ass wichtig, dass een dat Gesetz respektéiert, net nëmme wéi et elo ass, mä wéi et soll reforméiert ginn - de Rapporteur zu deem Gesetz weess, dass mer amgaang sinn eng wichtig Reform ze diskutéieren -, mä dass och nach weider Reformen um europäeschen Niveau bevirstinn an dass ee muss kucke fir haut déi Dispositiounen eventuell nach an d'Gesetzgebung anzebréngen, déi noutwendeg sinn, dass déi Kooperatiounsaarbecht kann iwwert Bühn goen, am Aklang mat den europäeschen Direktiven a mat onser nationaler Gesetzgebung en matière vun de Marchés publics.

Et ass kloer, dass eng Gesellschaft privatrechtlecher Natur oder een Etablissement public - mir hu jo esou eng Gesellschaft privatrechtlecher Natur, déi méi wéi 50% Capitaux publics huet - dem Gesetz iwwert d'Marchés publics ënnerworfen ass. Dolaanscht komme mer net, mä et heescht awer och, dass bis 50% dat net de Fall ass. Do misst also gekuckt ginn, ob een net kéint verschidden Ännerungen am Kapital virhuelen.

Dann ass et och esou, dass déi Gesetzgebung, déi zukünfteg op ons duerkënnt, verschidde Méiglechkeeten erbiit, wou de Recours op Marchés publics mat Accord cadre net noutwendeg ass, mä op där anerer Säit dass deen Abléck, wou aner Betriber wëllen an dee Marché mat erakommen, een hinnen natierlech och déi Méiglechkeet muss ginn. Do där et keng Diskriminéierung ginn. Dofir vun onser Säit aus e strikt Anhaler vun der Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics, mä och déi néideg Dispositions légales virzegesinn, dass dat am Aklang steet mat där Aktivitéit déi mer gäre wëlle favoriséieren.

Dann, Här Minister, hutt Der an Ärer Interventioun vun enger grouss ugeluechter Campagne de sensibilisation geschwat iwwert déi ganz Aarbecht déi an dem Entwécklungswiese gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass eng positiv Initiativ. Et soll informéiert ginn an et solle verschidde Connaissancen iwwert dat, wat um Terrain geschitt, der Bevölkerung matgedeelt ginn. Wou ech bësse meng Douten hunn, dat ass beim Punkt vun der Sensibiliséierungscampagne, deen dorop hinziilt fir d'Akzeptanz vun der Entwécklungspolitik an der Bevölkerung méi grouss ze maachen. Ech mengen, déi ass relativ grous. A wann een op deem Wee méi aggressiv gëtt, da kéint et eventuell zu méi konterproduktive Reaktiounen komme wéi et ass. Wat wichtig ass, dat ass dass d'Leit sech eppes kënnen konkret drënner virstellen.

Virdrun huet de Kolleg Calmes gesot, dat et wichtig ass dat een ënnerstëtzt, dat d'Gemengen heiansdo Relatiounen mat d'ëscher oder mat där anerer ONG a mat där oder där Communautéit hierstellen. Da gëtt déi perséinlech Relatioun tëschent de Leit aus de Lëtzebuurger Gemengen an deene Leit aus enger Gemeng aus engem Pays du Tiers Monde hiergestallt, an dann ass och d'Akzeptanz vill méi grouss wéi wann dat Sue sinn, déi a grouss multinational Organismen erakommen, wou kee genau weess wat dann domadder geschitt a wou ee sech och net vill drënner virstellen kann.

Dann hunn ech ee Punkt, deen ech elo bal all Joer nach ugegraff hunn, an als Illustratioun wou ee ka relativ vill Akzeptanz an Informatiounspolitik bedriewen, mat engem Intérêt un där ganzer Entwécklungspolitik, dat ass dee Sa-

lon du Chocolat. En huet sech lues a lues zu Lëtzebuerg agebergert. E wor am Ufank relativ embryonnaire. D'lescht Joer wor en e bësse méi performant, mä mir sinn awer nach wäit ewech vun deem wat am Ausland op deem Gebitt gemaach gëtt. Ech wëll nuren op dee grouse Salon du Chocolat zu Bréssel oder zu Paräis hiweisen. An ech mengen, et muss ee kucke wat een tëschent där Relatioun mam Kakao ka maachen, deen aus der Drëtter Welt kënnt, mat där Aart a Weis wéi mir en hei verschaffen. Déi Relatioun ass wichtig an dofir geet et net nuren duer, dat een zwee Chocolatieren hei aus dem Land op esou Salone bréngt, mä datt een och kuckt dat Contributiounen aus dem Ausland kommen, wat e richtigen Evénement duerstellt, an et ass eng wichtig datt ee kuckt, datt ee bei där Geleehheet e gréisseren Accent leet op d'Aart a Weis wéi dat an deene Länner produzéiert gëtt, wéi een do kënnt eventuell als ONG oder als Land Entwécklungshëllef bedriewen, fir datt et effikass gëtt. Ech mengen, dat ass eng konkret Illustratioun, wou een am Kader vun där Sensibiliséierungscampagne awer och esou Initiative sollt ënnerstëtzen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëll drop hiweisen, datt e puer dausend Leit sech dee Sonndeg oder dee Weekend, wou dat wor, déplacéiert hunn.

Da soe mer ganz kloer, datt mer och d'Prioritéit gesinn an der Entwécklungshëllef op Säite vun der bilateraler Kooperatiounen. Ech mengen, et ass wichtig datt mer dat soen. Dat wëllt net heeschen, datt mer déi multilaterale Kooperatioun sollen negligéieren, mä ech soe just nuren, et soll eng Prioritéit sinn, well d'Akzeptanz an d'Informatioun vun der Bevölkerung ass méi liicht ze realiséieren wann ee konkret ka weise wat ee gemaach huet, wéi wann ee seet, mir hunn d'Suen an iergendeen Organismus ginn, deen d'ëscher oder dat gemaach huet.

Bei de bilaterale Kooperatiounen gëtt och vill geschwat vu Kuba. Ech mengen, Här Minister, et wier gutt wa mer géingen e bësse méi intensiv mat deem Land zesummeschaffen, quitte datt ech e bësse Bedenken hu mat där Initiativ, déi een Abléck diskutéiert ginn ass, ob ee sollt si opfuederen ons Dokteren zur Verfügung ze stellen, fir an Drëttwëlänner ze goen. Do muss ech éierlech soen, datt ech och domatter e bësse Schwierigkeeten hätt, d'autant plus well ee weess datt déiselwech Regierung a verschidde Länner, wou se schafft, och Guerillakricher oder soss Regierungen ënnerstëtzt, déi net onbedéngt dozou ugedoe sinn, datt een herno kënnt vläicht verschidde Verwiesselungen oder Mëssverständnisse opkomme loosse. Mä soss, iwwert de Prinzip, wier et awer och gutt, datt mat esou engem Land kënnten Initiative geholl ginn.

Ech muss och soen, datt de Finanzministère mat der belscher Regierung aus dem Finanzministère eng Initiativ geholl huet, déi ech perséinlech begrëissen, an déi doranner bestanen huet fir de Produits agricoles manufacturés all Accisen ewech ze huelen, déi bis elo bestanen hunn. Dat huet hei zu Lëtzebuerg an an der Belsch e ganz positiven Echo fonnt.

Dann hutt Der vill geschwat, Här Minister, an Ärer Interventioun iwwert déi Problemer vum AIDS, déi sech speziell an Drëttwëlänner breetmaachen. Mä den Accent, deen een ëmmer mierkt, ass dee vun der Heelung, vun de Medikamenter. Ech mengen, et wier awer och wichtig wann d'Regierung all Initiative géing ënnerstëtzen, déi haaptsächlech d'Preventioun géinge virgesinn, well do schéngt mer den Haaptiwwel ze sinn. Ech weess, et ass méi liicht gesot wéi gemaach, mä nach wier et awer wichtig, datt een haaptsächlech

an d'Preventioun vum AIDS géing investéieren, anstatt de gréissten Deel vun de Suen an d'Heelung ze investéieren.

Dann hutt Der geschwat vun enger Initiativ „tout sauf les armes“, déi d'Exporter vun den Drëttwëlänner an Europa favoriséiert. Ech géing soen, Här Minister, et wier awer och richtig, wann Europa ënner deem Slogan géing esou eng Initiativ huelen, „tout sauf les armes“. Et sollen och keng Waffen an Drëttwëlänner exportéiert ginn, fir datt se deenen e Krich kënnen erlaben. An et gesäit ee jo zu wat dat féiert, wann den augenbléckleche Verteidigungsminister, den Här Rumsfeld, wéi en zu enger Zäit, wou en nach an enger grousser amerikanescher Gesellschaft geschafft huet, du Waffen an den Irak exportéiert huet, wou en haut muss higoen a kucke fir hinnen déi nees ewechzehuelen.

Dat ass dat wat geschitt ass an et gesäit een, datt dat ëmmer falsch Initiative sinn, wann een Entwécklungshëllef ënner där Optik mécht. Do muss e Revirement kommen, grad wéi muss e Revirement kommen an der Subsidiepolitik am Agrarsecteur. Et kann net esou sinn, datt mir Produiten an Drëttwëlänner mat Subsidien exportéieren, déi déi direkt Agrarproduktioun an deene Länner futti maachen a se deen Abléck obligéiert, fir dann nees erëm hei an Europa hier Wueren zu Dumpingspräisser ze exportéieren. Do muss e mutuelle Respekt kommen. Do muss mer kucken, datt mer ons deem adaptéieren, well soss ass et déi falsch Entwécklungspolitik, déi mer do maachen.

Dann, Här Minister, wëll ech soen, datt mer mat Ären Initiativen d'accord sinn. Déi Politik, déi hei gemaach gëtt, fennt eng ganz grouss Zoustëmmung op alle Bänken, datt schon zënter Joren, och ënner der virechter Regierung, a mir wollt soen, datt mer, sous réserve vun deenen Argumenter, déi Politik wëllen och nach an Zukunft ënnerstëtzen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Robert Garcia. Här Garcia, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ähnlech wéi déi jährlech Debatt iwwert d'Chancgläichheet tëschent Fraen a Männer riskéiert och den Débat iwwert d'Chancgläichheet tëschent Norden a Süden, tëschent Räich an Aarm, tëschent Macht an Ohnmacht zu engem lästegen Ritual ze dégénérieren. Dofir hätt ee sech gefreet, wann d'Deklaratioun vum Minister Goerens gëscher nei Elementer mat engem zousätzleche Globaliséierungs- oder Antiglobaliséierungsspep bruecht hätt. Mä de Minister war virsichteg an huet geschwat hei an der Chamber, wéi wann e virun der grousser Kommission vum CAD vun der OECD misst en technesch korrekten Rapport ofleeën. An dee Rapport war och technesch korrekt, mä ob seng Deklaratioun och politically correct war interesséiert am Fong geholl kee Mënsch. Well wann de Motto heescht „Lutte contre la pauvreté“, wien traut sech dann eppes Politesches dogéint ze halen.

Ech wëll trotzdem haut keen technesch Beitrag leeschten, mä eng politesch Ried halen. Ech hätt se och léiwer am November gehalen, wéi dat üblech ass, oder vläicht e bësse méi spéit, well elo schwätze mer jo iwwert de Rapport vun 2001. Et hätt ee vläicht kënnen e bësse waarden, schonn den éischten Draft vum Rapport 2002 gesinn, d'Resultater vum CAD ofwaarden, wann, haaptsächlech, dat wat mir och gefrot hunn, iwwer Strategien am Hëllef am Cancun an der Nofolleg vu Johannesburg diskutéieren.

Bon, et ass elo geschitt an ech wëll meng Interventioun op dräi Sujete konzentréieren. Éischtens den ideologesche Charakter vun der Lutte contre la pauvreté weisen, zweetens d'Verdéngschter an d'Mängel vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik, an drëttes Froe stellen iwwert d'Cohérence des politiques ronderëm d'Kooperatioun.

Zu der Lutte contre la pauvreté. Et ass natierlech méi einfach e Konsens ze fannen iwwert de Kampf géint eppes wat allgemeng als negativ verstane gëtt, wéi Konsens ze sichen iwwert e Kampf fir eppes wat ee selwer als positiv gesäit, mä anerer vläicht manner oder vläicht guer net. Ech wëll an deem Kontext vun der Lutte contre la pauvreté en Zitat vun engem US-amerikanesche President, allerdéngs net deem heitegen, virlesen, op däitsch: „Wir müssen mit einem neuen, mutigen Programm beginnen um die Vorteile unseres wissenschaftlichen und industriellen Fortschritts für Verbesserung und Wachstum der unterentwickelten Regionen zu nutzen. Mehr als die Hälfte der Weltbevölkerung liegt unter Bedingungen, die an Elend heranreichen, ihre Nahrung ist unzureichend, sie sind Opfer von Krankheiten, ihr Wirtschaftsleben ist primitiv und stagniert, ihre Armut ist Behinderung und Bedrohung sowohl für sie als auch für die reicheren Regionen. Erstmals in der Geschichte verfügt die Menschheit über das Wissen und die Fähigkeiten um das Leiden dieser Menschen zu lindern.“

Dat Zitat ass vun engem aneren amerikanesche President, net vum Här Clinton oder vun aneren, mä aus dem Joer 1949 vum Harry Truman. Virun 53 Joer also, Här President, ass dat gesot ginn, dass d'Halschent vun der Bevölkerung an der Aarmutt géif liewen. Mir sinn also elo iergendwéi an der Case de départ vun 1950, trotz technischem Fortschritt, trotz Moundlandungen, grénger Revolution, Entwécklungspolitik an Demokratie. An anere Wieder, back to basics, back to poverty elevation. Et kann een nëmme soe bravo, gutt geschafft, räich Industrielänner, gutt geschafft demokratesch Natiounen, gutt geschafft humanistesches, westlech Zivilisatioun.

An dofir muss een och kuerz am Kontext vun esou enger Debatt e puer historesch Réckblécker maachen, zum Beispill op d'historesch Evolutioun vun den Entwécklungskonzepter. Ech wëll net zrëck goen op d'Kolonialepoche, mä vläicht am Gefolleg vum Truman senger Deklaratioun vun 1949 op d'Konzept vun der nohuelender Entwécklung, wou d'Illusioun geschürt ginn ass, mat e bëssen Eforten an Hëllef vun dem Norde kéint déi Drëtt Welt eng nachholend Entwécklung maachen. Dofir sinn an deene Jorzénge sougenannte rise Projets Elephant-blanc dorueter gebaut a Regimer ënerstëtzt ginn, wéi dem Hapouët-Boigny dee gesot huet: „Faites comme moi, enrichissez-vous“, an et gesäit een haut zu wat, un der Côte d'Ivoire, esou eng Politik gefouert huet.

An de 60er Jore sinn dunn eng Rei vun autonomen Entwécklungsweeër opgezeechent ginn - Zitat: Julius Nyerere zu Carno, dee sougenannten drëtte Wee tësche Kapitalismus a Sozialismus - an eréischt 1992 koom dat berühmte Konzept vum „sustainable development“, wat fir d'éischte Kéier d'Entwécklung vun den Drëttwältlänner mat der Entwécklung vun den Industriestaten a Relatioun bruecht huet. An och wann um Gipfel vu Johannesburg 2002 dat Konzept nach eng Kéier bekräftegt gouf, gétt awer haut méi iwwer „aid by trade“ kombinéiert mat „lutte contre la pauvreté“ geschwat, wéi iwwer „sustainable development“, e Wuert wat och an der Ried vun Kooperatiounsminister gänzlech gefeelt huet.

Mir hunn also e Retour zur Aarmuttsbekämpfung. Deementspriedend ass och de Stand vun der internationaler Entwécklungsstrategie an engem Bilan vu 50 Joer. Mir hunn zwar am Bilan vu 50 Joer e puer erfollegräich Entwécklungsmodeller. Zum Beispill Südkorea, dat sech allerdéngs op eng staatelech Politik baséiert huet, oder Taiwan, dat sech op eng Agrarreform baséiert huet, oder Staten, déi immens natierlech Ressourcë genotzt hu fir net nëmme Milliarden ze produzéieren, mä och sozial Systemer opzebauen, wéi a Libyen. Oder aner Länner déi vun dubiosen Aktivitéite wéi Tourismus profitéiert hunn an et trotzdeem geschafft hunn e minimalen Effort an der Sozialpolitik ze maachen, wéi zum Beispill Tunesien, wat och schonn hei zitéiert ginn ass.

Et ginn och aner erfollegräich Entwécklungsmodeller, erfollegräich allerdéngs nëmme fir eng Minoritéit vu Leit, 10 bis 20% vun der Bevölkerung, an désastréis fir d'Majoritéit vun der Bevölkerung. An d'Paradebeispill ass sécherlech eent vun de räichste Länner vun der Welt, nämlich Brasilien, wou un der Schwel vum 21. Jorhonnert muss e President higoen, an am-plaz „sustainable development“ op seng Fuendel ze schreiwen, muss soen, hie géif antrieden, dass den Hunger null ass um Enn vu senger Amtsperiod.

Mir haten zwëschenuewer och eng Rei vun autonomen Entwécklungsweeër, déi op iergendeng Aart a Weis boykottéiert si ginn - Tanzania, Nicaragua - oder nach engem fiercherleche Boykott vu verschidde Staaten ënnerleien, wéi zum Beispill Kuba. An déi allergrouss Majoritéit vun der Drëtter Welt, wann ee ganz streng Kritäre géif uwenden, misst een als déi sougenannte Schurkenstaaten, am Sënn vun der Demokratie, an als Ausbeutungslager, am Sënn vun soziale Clivage, bezeichnen.

Deementspriedend der Bilanz vun der Entwécklungspolitik säit 50 Joer ass och de Stand vun deem, wat ee kéint als Neopostimperialismus bezeichnen. Weiderhin, wéi schonn an de 70er Joren an an de 60er Joren, stinn ekonomesch Interessen am Vierdergrond, ekonomesch Interesse vun transnationale Konzern a vun deene Mëttemuechten, déi et nach ginn, bezéiungswies déi et gäre wäeren. An et gétt nach just eng richtig grous Muecht an där hir Regierung kann ee scho bal karikatural als Prospektionsbüro vun Uelechkonzerne bezeichnen, där hir Arméi ass ausgeriicht als Besatzungsmuecht vun Uelechfelder, am Afghanistan, am Irak, awer wahrscheinlech och a Kolumbien an am Sudan, där hire Geheimdéngscht tätegt sech als Saboteur vun opmüpfge Regimer, wéi am Venezuela, an där hir Aide alimentaire gétt als trojanesch Päerd fir gentechnesch Landwirtschaft genotzt, Beispill Sambia, Simbabwe an Indien.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- An déi Groussmuecht ass natierlech och keen immenst leuchtend Beispill fir Demokratie a bonne gouvernance. Wou e President zwar net mat 99,96% gewielt ginn ass, wéi an anere Länner, awer mat 47% vun de Wielenden, a mat 23% vun de Wahlberechtigten op de Wahllëschten, a vläicht nëmme 20% vun deene Bierger, déi eigentlech am wahlfräegen Alter sinn. Esou e Land ass natierlech net grad outilléiert fir iergendwelleche Schurkenstate Lektionen a bonne gouvernance an Demokratie ze ginn.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Dobäi brauch een net, Här President, mam Fanger op den Georges W. Bush ze weisen, well déi Grondtendenze si scho virdu virgezeechent ginn, an den USA an och an anere Länner. A virun al-

lem an deenen, déi hir Ausgabe fir Entwécklungshëllef parallel mat deene vun hiren interne Sozialausgabe reduzéieren.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Zeng Grondtendenze wëll ech aus villen erausschleien.

1. An deene Länner ass eng Deregulierung vun sozialen Netz feststellen, fir d'éischt an den Industriestaten an dann an aneren, eng Veraarmung vun den ënneschte Mëttemuechten, Konzentration vun immensem Räichtum an Interessen un eng Minoritéit vu Superräichen an hire Legionären, besonnesch an den USA an an England, mä mat ähnlechen Tendenzen och an anere Länner.

2. Zerstückung vun der Landwirtschaft an der Drëtter Welt, an domadder d'Liewensgrundlag vun der Majoritéit vun der Bevölkerung an deene Länner. Héich subventionéiert high-tech Agrarindustrie géint eng Subsistenzwirtschaft a géint potential regional Mäert via eng Handelsliberalisatioun.

3. Opweechung vun de staarke Services publics an den Industriestaten an an enger zweeter Phas och an der Drëtter Welt.

4. Upassung vu lokalen Ekonomien un de Weltmarkt, via Strukturajustement vum FMI, an oft zerstückend grous Projekter vun der Weltbank.

5. Beräicherung vun enger Minoritéit vun enger neier Handels- a Spekulationsbourgeoisie an der Drëtter Welt, bei gläichzäiteger Verelendung vun den Armen an de Stied an um Land.

6. Definitioun vu ville Forme vun Oplehnung als Terrorismus a Stigmatisierung vu kulturellen Dissidenten als reaktionär Fundamentalisten.

7. Offiederung vu soziale Spannungen duerch d'Symptombekämpfung - et kéint ee bal zynesch soen, dass eng Minoritéit vu sou genannten Accidentés de la modernisation kënnen roueg Terroriste ginn, well Regierungen, déi inepolitesch erfolglos sinn, brauchen äusser Feindbilder, entweder am Irak oder am internationalen Terrorismus.

8. Déi immens Majoritéit vun den Aarme ginn da mat Programmer vu „lutte contre la pauvreté“ kënschtlech um Liewe gehalen, kréie convivial Programmer vun internationalen Agencen an ONGen ugebueden, mat Pëtzen, Dispensairen, Biogazanlagen a back to basics Schoulinfrastrukturen.

9. A sollte sech déi Pëtzen, Dispensairen, Biogazanlagen a Schoulen a gewisse Regionnen als rentabel erweisen, da kéint déi geballte Macht vun der WTO an den AJC-Sen a féiert se feierlech ënnert d'Kontroll vun Exxon, Suez, Novartis a Sekteschoulen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- 10. A well d'Zuelen et jo beleen, den Här Goerens sot dat nach selwer, dat ee mat 0,7% vum PIB d'Entwécklungspolitik vun allen Industrielänner net nëmme d'Aarmutt kéint halbieren, mä ganz eliminieren. D'Entwécklungshëllef geet, global gesinn, säit der Zilsetzung vun 1972 dramatesch zrëck. Sou wéi wann déi Industriestate virun ze vill Entwécklungshëllef Angscht hätten, well dat jo d'Konkurrenz aus dem Süde kéint stäerken.

Ech wëll en Zitat vum Wolfgang Sachs dozou soen, well dat genau déi Trennungslinn tësche räich an aarm charakteriséiert, déi net méi eleng tëschent Nord a Süd verleeft: „Tatsächlich verläuft in der Welt der

Globalisierung die Trennlinie, wenn es eine solche denn gibt, nicht mehr zwischen nördlichen und südlichen Ländern, sondern zwischen der globalen Mittelschicht auf der einen und der ausgegrenzten sozialen Mehrheit auf der anderen Seite. Die globale Mittelschicht besteht aus der Mehrheit des Nordens, und kleineren oder größeren Eliten im Süden, und die Globalisierung beschleunigt und intensiviert die Integration dieser Schicht in den weltweiten Kreislauf von Gütern, Kommunikation und Reisen. Aber eine unsichtbare Grenze trennt in allen Nationen im Norden wie im Süden die Reichen von den Armen. Ganze Kategorien von Menschen im Norden, die Arbeitslosen, Alte und nicht Konkurrenzfähige, genau so wie ganze Regionen im Süden, etwa ländliche Zonen, Stammesgebiete und städtliche Siedlungen sehen sich ausgeschlossen von den Kreisläufen der Weltwirtschaft.“

Här President, nom 11. September hu mir grous Deklaratiounen héiere fir den Terrorismus bei der Wuerzel ze bekämpfen, d'Aarmutt auszerotten an domat dem Fundamentalismus den Nährboden ze entzëien. An der Realitéit ass genau de Géigendeel de Fall. Et gétt méi Nährboden fir den Terrorismus, siehe Israel, siehe Irak. Et gétt manner Entwécklungshëllef wéi jee. Et gétt méi Tendenz fir de Gruef tëschent Räich an Aarm nach ze vergrësseren. Et kéint ee scho bal soen d'Entwécklungspolitik huet kapituléiert. De „sustainable development“ bleift e Schlagwuert. Aarmuttsbekämpfung gétt den Alibi vum globale Scheitern vun de leschte 50 Joer. En deprimante Constat also.

Glücklicherweise, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bestätigen d'Ausnahmen déi Regelen, an dofir kommen ech elo zu engem e bësse méi erfreesche Kapitel, nämlich der Exception luxembourgeoise, beziehungsweise dem Lëtzebuurger Kooperatiounsmodell.

De Lëtzebuurger Kooperatiounsmodell ass och net am Gefolleg vum Harry Truman entstan. Ech erënnere mech nach un dee weide Wee, deen hien huet misse maache vun der Rettungsaktioun fir d'Usine de Wecker 1986, dass se kéinten den equatorianeschen Urwald zerstückeren, fir kënnen eng Lëtzebuurger Entreprise ze retten. Wann d'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik scho bal Modelcharakter huet, därff een net vergiesse, dass dat net ëmmer esou war. Trotzdeem muss ee positiv ervirhiewen, dass säit 1986/1987 e Konsens besteet fir déi nei Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik.

Ech wëll just ganz kuerz, fir net ze vill Weihrauch hei ze verbreeden - dat ass jo scho geschitt -, e puer positiv Saachen ervirhiewen. Éischtens hu mir als ee vun deene weinege Länner dat Zil vun 0,7% a relativ kuerzer Zäit erreecht, nodeem mer et 20 oder 25 Joer net gemaach hunn. Souguer déi Zilsetzung vun 1% ass net a Fro gestallt, zumindest de Moment, trotz den ekonomesche Problemer. An der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik stinn ekonomesch Interessen éischer am Hannergrond, wann een et vergläicht mat anere Länner.

Mir hu Secteurs prioritaires, déi een a priori muss als positiv ugesinn, wéi d'Education, d'Santé an d'Waasser. Mir hunn eng raisonnabel Aufgabendeelung tëschent der Regierung an den ONGen. Mir hunn eng professionell Exekutioun duerch Lux-Development, déi am Verglach mat aneren Agencen am Ausland wierklech ganz gutt do steet. Mir hunn och eng vernünfteg Evolutioun vun den Entwécklungsstrategien, zum Beispill a Form vun de Programmes indicatifs de coopération.

Mir sinn och amgang den Dispositif vun der Evaluation a vun den Auditen ze verstärken, fir ze verhënnere dass Dysfonctionnement opkommen. Mir hunn och e ver-

nünfteg klengen Undeel vun Aide humanitaire vun ongeféier 10%. Mir hunn eng onglaublich aktiv Szen vun iwwer 70 ONGen a mir hunn eng breet Akzeptanz an der Bevölkerung fir d'Aktiounen vun deenen ONGen.

Och d'Relatiounen tëschent der Regierung an den ONGen si global gesi gutt, 21,59 Milliounen Euro am Joer 2001 fir d'ONGen, wat 13,74% ausmécht, wat zwar Tendenz weist déi reduzéierend ass, do kommen ech nach drop ze schwätzen. Mir hunn och interessant Mechanisme wéi d'Accords cadre, déi zu enger Simplifikatioun vun den administrative Prozedure gefouert hunn. Mir hunn de Bureau d'assistance technique. Mir hunn d'Education au développement. Mir hunn d'Concertatioun tëschent der Regierung mam Cercle des ONG. Ech géif bilanzméisseg soen: Wann eis Regierung am März bei de CAD vun der OECD pilgert, da brauch se sécherlech kee PISA-Desaster ze färten. Ech géif éischer soen, dass Lëtzebuerg sech op eng entgéigesate Positioun wéi am PISA-Audit vun der OECD wäert positionéieren.

Trotzdeem wëll ech awer op e puer Faiblesse vum Lëtzebuurger Kooperatiounsmodell ze schwätze kommen. Déi éischt dovunner ass d'Fro vun der politescher a philosophescher Kohärenz. Mir zu Lëtzebuerg gesinn d'Kooperatiounspolitik - an dat huet dësen Débat och erëm eng Kéier gewisen - wéi eng Insel an engem stiermesche Mier, an iwwert d'Mier gétt am léifsten net geschwat. A wann, da schwamme mer a schwammegen an an diplomatesche Floskeln.

Zum Beispill gétt d'Globalisierung zwar positiv gesinn, mä mat Atténuierungsmechanismen. Mir schwätzen doriwwer e bësse wéi d'OMT, also d'Organisation mondiale du tourisme, an hirem Slogan „Liberalisation with a human face“. A wann ech den Här Goerens därff zitieren aus sengem Rapport, esou ass dat e bëssen ähnlech: „Face à une mondialisation qui ne cesse de creuser des inégalités, de multiplier le nombre des exclus et des victimes de l'insécurité, la construction aussi d'une Europe sociale forte et la création d'organisations internationales plus démocratiques s'impose plus que jamais.“ Eng Ausso, déi selbstverständlech jiddferee kann ënnerschreiwen.

Allerdéngs erënnert mech esou eng Ausso e bëssen un dat wat de Premierminister eis hei en Dëschdeg zerwéiert huet. De Premier, dee sech zwar net géint Krich ausspricht, dofir awer sech méi friedliebend fillt wéi déi déi deklaréiere si wäere géint de Krich, well déi sinn a Wierklechkeet net esou géint de Krich wéi ee kéint mengen a scho guer net wéi hien, seng Regierung a seng Parteien a Wierklechkeet géint de Krich sinn, och wa se net mat op eng Friddensmanif ginn.

Beim Här Goerens ass et ähnlech. Den Här Goerens, dee sech zwar net géint déi offiziell Globalisierung ausspricht, dofir sech méi globalisierungskritesch fillt wéi déi déi deklaréiere si wäere géint d'Globalisierung, well déi sinn a Wierklechkeet net esou géint d'Globalisierung wéi een et kéint mengen, a scho guer net esou wéi hien, seng Regierung an hir Parteien et a Wierklechkeet sinn, och wa se net mat op de Forum social ginn.

Dofir geet hien awer mat der Globalisierung ganz liberal ëm. Globalisierung jo, awer net grad esou, total aneschtens awer och net, an d'Globalisierungsacturen zu Davos si sympathesch an d'Globalisierungsgéigner zu Porto Allegre si sympathesch. Ech denken heiansdo, et géif mech net wonnere wann am Kader vun der Sensibilisierungscampagne vum Ministère géint en Antiglobalisierungsfest um Knueder organiséiert ginn, wou de Manuel Chao ka sängen a sämtlech Parteie géife Protestlid-

der „Tequila, sexo y marihuana“ sängen an zu engem Antiglobalisierungsreggae schunkelen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

(Hilarité)

■ **M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).**- Doropshi muss ech e Patt huelen.

Här President, eng Koherenz an der Approche vun der Entwécklungspolitik gewénnt een net do-uerch, dass een alles interessant a relevant fénnt, mä duerch kloer Positionen zu de Schlësselfroen an de Rahmbedingunge vun der Kooperationspolitik.

Mir hate Folgendes an engem Bréif vum 15. Januar un d'aussepolitisch Kommissioun gefrot. Éischens dass den Débat iwwert d'Kooperatioun endlech soll stattfannen - dat ass jo elo geschitt -, zweetens dass bei deem Débat och iwwert d'Rahmbedingunge vun der Kooperatioun soll diskutéiert ginn an dréttens dass do virun allem de Minister soll Stellung huelen zur Position vun eisem Land am Hibleck op d'Konferenz vu Cancun. Véiertens an deem Kontext méi prezis iwwer eis Position zur Liberaliséierung vun de Servicer an, am Kader vun deem Débat, vun de Servicer an den Entwécklungslänner ze ginn. Fénneftens dass d'Regierung och iwwer hir heroesch oder man-ner heroesch Gipfelstierm an de Gremie vun der Weltbank, dem internationale Währungsfonds an an anere Finanzinstitutiounen berichte soll. A sechstens hat ech och nach an deem Bréif no enger Motioun gefrot iwwert de Kulturaccord mat Kuba, déi scho säit 1995 an der Chamber ronderëm geeschtert. Keng Angscht, ech brénge se net zum Vote, well soss géif se op eemol ofgeleent ginn an et géif awer eppes geschéien.

Leider, Här President, sinn nëm- men de Punkt eent an de sechs op

den Ordre du jour vun där Kommissioun komm, an esou hu mir ver-geblech drop gewaart, wat den Här Goerens zu der Lëtzebuurger Position an der Perspektiv Cancun géif soen oder zu der Geheimhaltungsstrategie vum Här Lamy oder zu deene Secteuren, déi am Kader vun der AGCS sollte liberaliséiert kënne ginn a wéi eng net. Mir hunn och geduecht, dass de Finanzminister, deen ech nach perséinlech ugeschwat hunn, géif heinner kommen a soen, wat si als Finanzministerium virun de Gremie vun der Weltbank a vum IWF géife vertrieben. Dat ass net de Fall a mir hunn nach net doriwuer Bericht er-statt kritt.

Deen zweete Punkt, deen ech awer kuerz wëll undiskutéieren, ass dee vun der inhaltlecher Koherenz vum Développement durable. Ech hat jo scho gesot, dass dat Wuert „lutte contre la pauvreté“ hei méi benotzt gëtt wéi dat Wuert „développement durable“, mä ech sinn awer der Meenung, wann een d'Kooperationspolitik lassléist vun anere Secteuren, dann ass se net méi wéi eng karitativ Almoseverdeelung.

Duerfir ass jo zu Rio de Begrëff vum „sustainable development“ verdéift ginn, fir d'Interaktioun zwé- schent den Entwécklungsmodeller an der Drëtter Welt an an den Industriestaten ze verdäitlechen. Zu Rio 1992 sinn och Mechanisme festgehale gi fir eng Participatioun vun de Forces vives an den einzel- ne Länner a vun der Bevölkerung ze garantéieren. Säit iwwer zéng Joer huet Lëtzebuerg déi Rio-Engagementer op alle Fall net erfëllt.

Am Géigesaz zu deene meeschten anere Länner, wéi zum Beispill zu eise belschen Noperen, hu mir keng Struktüre fir den Développement durable. Mir hu keng Organismen, déi souwuel d'Acteurs so- ciaux an économiques impliquéieren. Mir hu keng Strukturen, déi d'ONGen an aner Bevölkerungs-

deeler an der Dynamik vum Déve- loppement durable engagéieren.

Mäi Kolleg Camille Gira an ech hunn am Oktober hei eng Proposi- tion de loi virgeluecht, wou mir ganz detailléiert Virschléi gi fir esou Mechanismen zéng Joer no Rio opzebauen. D'Regierung hat am Summer d'lescht Joer ugekënnegt si géif och esou e Projet déposée- ren. Säit dräi Méint ass Funkstille. Ech hätt nawell gären e bësse méi Transparenz an Dialog an deene Fortschréttler vun der Propos vun der Regierung, beziehungsweise vläicht eng kleng Reaktioun vun der Regierung op eis Propositioun.

Ech kommen nach zu zwou méi technesche Froen, déi mech awer och ganz staark beschäftegen. Eng ass déi vun der Limitatioun vun den ONGen. Zu Lëtzebuerg benefisséieren d'ONGe vun engem extrem generéise Kofinanzementsmodell. A säit deem et den Accord cadre gëtt, si jo scho bal zwee Drëttel vun de Gelder iwwert en Accord cadre gaangen. Wann een dann zréckrechent, wäert wahrscheinlech esou lues a lues d'Fonds propres op 20% zréck- goen. Elo stellt sech d'Fro, wéi een domat ëmgeet, well d'ONGen, an dat hu mir jo och an deem Bréif vum Cercle des ONG gelies, hätten natierlech gäre méi Moyenen, well se ëmmer méi Demandé kréie fir gutt Projeten an der Drëtter Welt.

D'Fro stellt sech elo: Soll een déi Part nach méi reduzéieren, op 10 oder 5%, oder soll een d'EEgever- antwortung vun der ONG stärken, also hir et erlabe méi Fonds prop- res ze sammelen? Ech hunn elo keng fix Meenung dozou, well ech fannen et och geféierlech, wann een herno 78 oder 76 ONGen hätt, vun deenen déi meescht nëmme méi eege Beitrag vu 5% leeschten. Dat kéint e bëssen zu enger Ver- staatlechung vun den ONGe féie- ren. Anerersäits ass bei 76 ONGen d'Limite vun de Spendenaktiounen

esou lues erreecht an ech hu mech gefrot, ob et net vläicht besser wär déi 400.000 Euro vun der Sensibi- lisierungscampagne vun der Re- gierung ze investéieren fir d'ONGen ze stärken, amplaz fir dat Onbe- hagen iwwert d'Akzeptanz vun hi- rer Politik wëllen aus dem Wee ze mäerzen.

■ **M. Charles Goerens, Minis- tre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Dir hutt awer selwer gefrot fir déi Informatiounscamp- agne ze kréien.

■ **M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).**- Ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Ech komme kuerz zu engem wei- dere Problem, dee vun der Educa- tion au développement. Am Gesetz vun 1996 ass déi Education au développement jo just virun dem Vote vum Gesetz erausgeputscht ginn. Et sinn do Stëmme haart ginn, déi gesot hunn, dat wär Pro- paganda fir politesch ONGen. Ech sinn awer der Meenung, dass grad d'Education au développement dee wichtigsten Aspekt ass, net an deem Sënn dass ee soll d'Ko- operatiounspolitik bekannt maa- chen, mä dass een och soll an eng Richtung goen, wou ee kann eis Modes de développement, eis Modes de consommation, eis Modes de vie a Fro stellen. An dofir stellen ech mer d'Fro, wat déi Campagne, déi de Moment de Ministère am- gang ass ze maachen, eigentlech fir een Zweck erfëllt.

Et ass wichteg, dass ech déi Cam- pagne an dräi Motiounen, déi uge- holl gi sinn, ëmmer erëm gefuer- dert hunn, an eréischt no der véier- ter Kéier, wéi se ofgelehnt gi war, ass eppes geschitt, wou eigentlech ee sech och muss Froe stellen iwwert de Mechanismus vun de Mo- tiounen an deem Gebai, mä ech sinn der Meenung dass een net brauch déi Leit ze iwwerzeegen, déi souwisou net ze iwwerzeege

sinn. Déi Leit, déi am Café de Com- merce souwisou géint Sue fir Chô- meure sinn, géint den RMG sinn, géint de SMIG sinn, géint Fraeför- derprogrammer, déi sinn och net fir dat heiten ze iwwerzeegen.

Ech mengen, et geet éischer drëm fir etabléiert Zilgruppen ze erree- chen, déi souwisou d'Koopera- tiounspolitik d'emblée sympathé- sch fannen, fir déi vläicht an en Dialog anzubannen, fir dass ee ka weider iwwert den Affinement vun deem Konzept vun der Koopera- tioun diskutéieren. Wann een dat net mécht, da kritt een esou bë- sen den Effekt vum Här Goebbels senger Populationclock, déi hien hei opstelle gelooss hat, fir dass mir ëmmer erëm sollte staunen, wéi vill nei Leit pro Dag géifen op d'Welt kommen. Mä wat kann een dogéint maachen?

Mir kënne jo net dowéinst net man- ner Kanner maachen a mir kënnen och net deenen anere Leit soe maacht der manner. Dat huet also u sech iwwerhaupt keen Effekt. A wann een hei eng Campagne mécht, wou d'sanglots de l'homme blanc am Ministère kënne berouegt ginn, an dass se nuets kënne schlofen, well se am Café de Com- merce keng Oppositioun méi kréien zu hirer Kooperationspolitik, da mengen ech net dass esou eng Campagne hiert Zil erreecht hätt.

Ech géif éischer mengen, et sollt een, ier een esou eng Campagne mécht, déi, wéi se och gemaach ass, op e puer Joer ausgeriicht ass, do d'Ziler besser definéieren. Wëllt ee vläicht hunn dass d'Leit méi solle fir ONGe spenden, well fir d'Regierung spende se souwisou jo iwwer hir Steieren; wëllt een dass d'Leit méi fair konsuméieren; wëllt een dass d'Leit méi durabel Lie- wensstiler sollen adoptéieren? Här President, wat wäeren eigentlech déi Zilsetzungen, déi ee fir esou eng Campagne misst an de Raum stellen?



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ech wollt eigentlech zum Schluss vun deem Débat zwo oder dräi Motiounen deponéieren, zum Beispill zu der Augmentatioun vum Budget Education au développement, well ech der Meenung sinn dass dat misst geschéien; zum Beispill zu der Verfeinerung vun de Kofinanzéierungsmechanisme vun den ONGen, zum Beispill zu der gesetzlecher Verankerung vun de Strukture vum Développement durable. Ech maachen dat net, well mir hu jo erfuer dass et do zwo Méiglechkeete gëtt. Entweder ginn d'Motiounen ugeholl: Mir si frou, de Minister ass frou, an et geschitt näischt. Oder de Minister lehnt d'Motiounen of: Mir sinn traureg, hien ass traureg, an als Trauerearbecht mécht hien dann awer eppes, wou hien den Appui vun der Chamber deklaréiert, well am Rapport iwwert den CAD steet, déi Campagne wäert mat dem Appui vun der Chamber duerchgefouert ginn, dat heescht wann eng Motioun vun der Chamber refuséiert gëtt, dann heescht dat, dass en den Appui vun der Chamber huet. A Wierklechkeet kënnen natierlech esou Aktiounen net op breeder Basis fousen. Dofir hätte mir gären, amplaz eng nei Tragie-comédie ronderëm Motiounen, einfach e puer kloer Äntwerten zu de Froen, déi mir opgeworf hunn.

Et wär zum Beispill interessant ze wëssen, ob déi Kläranlag, déi Lëtzebuerg an dem Nicaragua finanziéiert huet, net a fënnf Joer vun der Suez des Eaux iwwerholl gëtt?

Ob déi Kanner, déi mat der Grande-Duchesse gepotert hunn, künfteg fir hirt Waasser an hirt Ofwaasser net mussen e groussen Deel vum Verdéngscht aus hiren een, zwee oder dräi Niewenjoben afferen?

Et wär och interessant ze wëssen, op de Projet ESTHER a fënnf oder zéng Joer net an d'Hänn vun enger medezinescher Multi iwwergeet a just nach räich Aidskranker dovunner kënnen profitéieren?

Et wär weider interessant ze wëssen, ob d'Baueren vum Arrondissement vum Dosso am Niger och nach an Zukunft hir Somen därfe séien, a net gentechnesche Schrott vun de Multinationalen opgezwoenge kréien?

Här President, et wär nach interessant ze wëssen, ob d'Landbevölkerung vun der Provënz Namdin am Vietnam och an Zukunft hirt Dréinkwaasser ka bezéien an, wéi et am Rapport esou schéin heescht, hir Participation à la définition de ses besoins en matière de développement et à la détermination des interventions garantiéiert kréien?

Dozou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soll d'Lëtzebuerg Regierung och Stellung huelen, trotz a virun allem wéinst hirer erfolgräicher Entwécklungspolitik. Dat ass nämlech Cohérence des politiques an näischt anescht.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci Här Garcia. D'Debatte sinn ofgeschloss. Et ass elo un der Regierung. Den Här Minister Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen an d'Enn vun enger Serie vun Diskussionsbeiträg déi - an ech soen dat oui iergendeng Ironie oder falscht Kompliment - eng vun deene Beschten ass, déi ech bis elo hei an der Chamber erlieft hunn.

Sämtlech Riedner hu sech wierklech beméit fir sech an de Fong vun der Problematik anzuschaffen. Dat ass keng Aarbecht, déi eréischt geschéier Owend ugefaange ginn ass nodeem meng Deklaratioun zur Verfügung stong, mä et ass effektiv de Versuch gestart ginn, an en ass och gréisstendeels gelongen, fir wierklech e funda-

mentale Beitrag ze leeschten zur Lëtzebuerg Kooperationspolitik. Ech wollt och jiddferem merci soen, vum Éischte bis zum Leschten, deen ech och apprécieieren, woubäi lescht keng Connotatioun där ee soll eng Interpretatioun dra leeën, déi ech net wëll, mä et soll ee just där eng chronologesch Connotatioun bäimessen.

Villmols merci also fir déi vill Beiträg, déi kritesch an och selbstkritesch mat der Lëtzebuerg Kooperationspolitik sech ofginn. Ech mengen, amplaz dass ech op jiddferem seng Froen aginn, wär et eventuell besser, ech géing em déi Problemkreesser d'Äntwerten dréine loosse, déi hei opgeworf gi sinn.

Éischters, wat de Konsens ubelaangt iwwert d'Lëtzebuerg Kooperationspolitik, ass gemengt ginn, ënner anerem vum Här Mosar, e wär zwar un der Spëtzt vum Stat, um Niveau vun der Regierung, de Chamberpartei acquies, mä e wär awer fragile. Ech mengen esou verstanen ze hunn, wéi wann en e bëssen erfroet. Ech deelen dat, an et ass och aus deem Grund wou mer gemengt hunn, fir eng Sensibilisatiionscampagne ze maachen, déi effektiv geduecht ass fir d'Akzeptatioun vun der Entwécklungspolitik ze verbesseren. Et ass net dat eenzeg Zil, mä et ass eent vun den Ziler.

Ech hunn net gären - an ech mengen et ass keen heibannen deen dat wëllt -, wa Sportsinstallatiounen géint Kultur ausgespillt ginn, wa Kliniken hei am Land géint Kliniken am Laos ausgespillt ginn, oder wa gemengt gëtt mat deene Suen, déi gebraucht gi fir e Kannerheem a Kolumbien ze finanzéieren, hätt een och kënnen hei zu Lëtzebuerg eppes maache fir déi handicapéiert Kanner. Et ass net dat eent oder dat anert, et ass dat eent an dat anert.

Dat ass zu Recht bemierkt ginn. Mir ginn 0,84% aus fir de Volet de solidarité externe ze maachen, wat vill ze vill kuerz gegräff ass, well d'Entwécklungspolitik huet net nëmmen eng finanziell a budgetär Komponent, mä et mussen awer doniewent och Sue bleiwe fir hei am Land Äntwerten ze ginn op déi Froen, déi sech stellen, notament um soziale Plang, an déi Suen, déi dofir iwwer bleiwen, dat sinn 99,16%. Mir sollen dat net vergiesse, an all Kéiers wa mer mengen, mir kënnen déi 0,84% iwwerfuerderen a mengen domat kënn all Problem och hei geléist ginn, dat ass e bësse kuerz gegräff, an ech mengen, eng Sensibilisatiionscampagne soll jo och an hirer drëtter Phas op d'Koherenz vun de Politiken hindeiten, esou wéi mer dat geplangt hunn.

Déi éischte Phas war déi fir de Leit ze soen a wat fir enge Secteuren datt mir tätég sinn, an der zweeter Phas kënnen mer méi konkret ginn an effektiv soe wat mer maachen, firwat datt et gemaach gëtt, an déi drëtter Phas ass eng wou ech och gären hätt, datt net nëmme just déi, déi sech begéinen op Kaffiskränzercher, wou Sue gesammelt gi fir ONGen ze finanzéieren a wou souwiso den Accord do ass, mä wou och déi, déi net domat d'accord sinn, sech kënnen selwer artikuléieren a soen, mir si géint déi Entwécklungspolitik well, an da solle se hir Argumenter soen, an da solle déi, déi fir d'Entwécklungspolitik sinn, och kënnen soe firwat datt si anerer Meenung sinn. A mir mussen en Débat iwwert déi fundamental Froe kréien. Ech sinn der Meenung, dass et net gutt ass, wann dat net diskutéiert gëtt.

Wat d'Politique de concentration ubelaangt, zweete Schwéierpunkt, deen a bal allen Interventiounen erëm komm ass, mengen ech och kënnen der Meenung ze si vun deenen, déi dat hei ervirgestrach hunn, a besonnesch d'Madame Err, datt mer an der Tendenz mussen ëmmer méi op de Schwéierpunkt vun den öffentlechen Zouwendungen a Richtung Zillänner

goen. Mir sinn dat och amgang ze maachen. Ech si grad esou schlecht an der Lecture vun de Chiffere wéi si, an och an der Interpretatioun wéi si, mä wann awer deen nächste Rapport erauskënn a mir presentéieren déi Chifferen an enger pluriannueller Perspektiv, da wäert Der erkennen, datt awer ganz kloer den Trend an déi Richtung geet. Do wäert Der ganz kloer erkennen, datt zum Beispill e Land wéi de Cap-Vert mat 33,5 Milliounen Euro iwwer véier Joer ganz kloer deem doten Zil entgéint kënn an datt och de Senegal an alleguer déi aner Länner - mir hu bis elo mat néng Länner e Programm indicatif de coopération ofgeschloss -, datt do den Trend ganz kloer an d'Richtung geet vun der Konzentration, an dat wat Der iwwert de Burkina Faso gesot hutt, dat ass d'ess Joer schonn opgrond vun deene leschte Chifferen, iwwert déi ech verfüegen, scho laang iwwerholl. Dat Land kritt ongeféier 200 Milliounen där aler Frangen. Eppes méi wéi d'Halschent gëtt bilateral ofgewéckelt, an dat anert iwwert d'ONGen. Mir leien also do praktesch iwwert deem Dueble vun deene leschte Chifferen, déi net falsch waren, an déi Der hei beméit huet.

Nach eppes zu deene Länner, de Cap-Vert zum Beispill. De Cap-Vert ass e Land wat vu ganz ville Bailleurs de fonds am Moment boudéiert gëtt. Holland huet wëlles sech zréckgezéien. Bréssel huet säi Büro zougemaach um Cap-Vert. Aner Länner soen, well dat Land Fortschreiter gemaach huet, wëlle mer do rausgoen. Mir sinn anerer Meenung. Ofgesinn dovunner, datt mer och iwwer eng relativ gross Présence vun der Diaspora capverdienne hei zu Lëtzebuerg aner Relatiounen mat deem Land hunn, si mer der Meenung, et soll een e Land net abandonnéieren vum deem Moment u wou et wierklech amgang ass ze décolléieren. Et huet eng gutt Gouvernance, e Parlament wat fräi gewielt ass a wat eng Regierung kontrolléiert, et huet eng Justiz déi funktionéiert. Am Vergläich zu all deenen anere Länner, mat deene mir kooperéieren, steet dat Land do Kapp a Schëller à propos Gouvernance iwwer all deenen aneren. Awer d'CNUSSET huet virun e puer Joer eng Etüd erausginn, déi iwwerschriwwen ass „Profil de vulnérabilité du Cap-Vert“, an do ginn eng Partie strukturell Schwächen opgezeechent, déi duerch déi besser Konjunktur fir d'éischt maskéiert ginn. Dat ass de Grund firwat mer zum Beispill do bleiwen.

Namibien, solle mer bleiwen oder fortgoen? Dat ass d'Fro, an déi Fro ass berechtigt, an ech mengen d'Äntwert, déi d'Madame Err ginn huet, déi hu mir selwer scho ginn. Mir hu wëlles dat Land do unzehalen, well et keng Léisung ass wann ee fortgeet, well dat Land ass opgrond vu leschten Erkenntnisser wierklech an engem Negativtrend an all sengen Indicateuren. Dofir menge mer am Prinzip, ob et sech em Namibien handelt oder em de Salvador, deen an enger ähnlecher Situatioun ass, et soll een och d'Capacité redistributive an deem Land selwer erfassen.

Wann e Land also am PIB wesentlech iwwert där Limite läit, déi mer nach géingen zréckbehale wa mer een neit Zilland géinge siche goen, da soll een dat Land unhalen, fir selwer u sengen eegene Projeten ëmmer méi ze participéieren. An do ass d'Limite a mengen Aen, déi ënnescht an déi iewescht, 50%. Mir mussen progressiv esou wäit kommen, datt esouwuel de Salvador wéi och Namibien an hiren eegene Projete mat 50% participéieren. Dat ënnersträicht enger-säits datt se selwer en Acte de foi maachen an déi Projeten, déi se mat eis an engem Partenariat zesammen identifzéieren, an anerersäits spigelt dat och déi Kapas-

sitéit erëm, déi sech aus hiren eegene wirtschaftleche Méiglechkeeten ergëtt.

Wat d'Présence um Terrain ubelaangt, wat och ganz enk zesummenhängt mat deene Froen déi opgeworf gi sinn, ënner anerem vun der Madame Err, do wëll ech Folgendes soen: Konkret a prezis Äntwert op déi dräi Agents de la coopération, déi net an Zillänner schaffen. Een ass am Ecuador, do ass an den 90er Joren eng Missioun de coopération opgemaach ginn. Den Här Schegen, em deen et sech hei handelt, wéckelt do Programm of. Do muss ech ganz kloer soen, wann et haut ze geschéien hätt, géif do keng Mission de coopération opgemaach ginn.

Wann een an enger Dynamik vun Entwécklung dran ass, och wann et eng punktuell ass, da kann een net vun haut op muer ophalen. Dat do ass awer eng Saach, déi à terme net verlängert gëtt, well déi Mission de coopération am Ecuador huet keen definitive Charakter.

Den Agent de la coopération oder d'Agente de la coopération a Mexiko schafft fir de CNUSIT, deen dem Finanzministère ënnersteet. Dat ass eng Madame, déi e Statut vum Agent de la Coopération virun e puer Joer kritt huet, déi mer just begéinen, wa mer d'Journée de la coopération hunn, well mer da sämtlech Agents de la coopération zesummeruffen, mä dat ass een atypesche Fall. Ech wëll dat just als Erklärung ginn. A wat den Agent de la coopération a Brasilien ubelaangt, dee wëlle mer, Madame Err, op de Cap-Vert transferéieren, well dat effektiv, esou wéi Dir dat gesot hutt, de bon sens même ass a well mer souwiso och der Meenung sinn, datt dat besser ass a méi dem Impératif vun enger Politique de concentration entsprécht.

Wat d'Bureaux de coopération ubelaangt, wëll ech Folgendes soen: An der Regierungserklärung stoung, datt mer wëllen eis e Réseau gi vu Missions de coopération, an zwar wollte mer an Afrika ufänken, am Vietnam virufueren an och an Zentralamerika eppes maachen. Déi Mission de coopération zu Dakar ass gemaach. Mir hunn eng intern Evaluatioun gemaach a mir mengen et wier gutt, well déi éischt Resultater si ganz villversprechend. Et ass méiglech vill méi eng intensiv Presenz um Terrain ze markéieren.

Ech erënneren drun, datt d'Mission de coopération zu Dakar e regionale Charakter huet. Am Ufank war do e bësse gross gesi ginn, well et war gemengt ginn, et kënn ee vun Dakar aus fënnf Länner matenee betreiwen. Et ass einfach onméiglech fir dat vun Dakar aus ze maachen, well oft sinn d'Verbindingen tëschent Lëtzebuerg an dem Niger oder tëschent Lëtzebuerg a Burkina Faso méi einfach wéi vun Dakar an de Burkina Faso oder an de Niger ze kommen, mä wat awer ass, dat ass datt mer wëllen an all Land weinestens een Agent de coopération hunn, deen also dem Ministère ënnersteet an deen dann an enger Kollaboratioun mat der Mission de coopération zu Dakar schafft. Mir mengen, mir kréichen domat méi en héije Grad vu Koherenz an eiser Aktioun, well mer och do soss näischt maache wéi en allgemengen Trend befollegen, wéi ech dat och gëschter a menger Interventioun konnt soen.

D'Bréisseler Kommissioun versicht eenzel Aktivitéiten auszelagere vum Siège, also vu Bréssel, vun der Kommissioun. Holland mécht datselwecht. An Holland funktionéiert et folgendermoossen: D'Ambassaden hunn am Fong e Budget pro Land an déi maachen och d'Exekutioun op der Plaz. Et schéngt mer, wéi wann esou e Grad vun Dezentralisatioun fir Lëtzebuerg immens geféierlech wier à ce stade, ofgesinn dovun datt mer d'Leit net hätte fir dat esou ze maachen an datt sech och géinge kuerzfristeg ganz grouss Problemer stelle wat de Contrôle an

d'Relatiounen mat der Capitale ubelaangt.

Mä d'Mission de coopération zu Dakar ass e Kompromiss tëschent deem wat ustriewenswäert ass an tëschent deem wat mer eis kënnen leeschten. Et schéngt mer wéi wann dat e ganz gudd Kompromiss wier, an déi vun der Chamber, déi schonn d'Geleeenheet hate fir dobäi ze sinn, déi hunn...

M. le Président. - Här Minister, d'Madame Err huet d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Err (LSAP). - Firwat, Här Minister, ass de Représentant vun Dakar net zoustänneg fir den Niger? Fir de Cap-Vert, dat licht mir an, et ass jo en anere Koordinator op der Plaz, Distanz an esou weider, mä firwat ass den Niger ausgeklamert? Dat huet sech an alle Berichter erëm fonnt.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Mir mussen am Niger en Agent de la coopération kréien, well et ass einfach net méiglech fir fënnf Zillänner vun Dakar aus ze betreiwen. Dat ass franchement net méiglech.

Ech erënneren awer drun, dass am Niger e ganz grouse Büro vun der Lux-Development ass, deen eis Projete regelt. Mir hunn d'Mission de coopération vun Dakar opgemaach, just nodeem dass d'Suspensioun vum Accord de coopération mam Niger erëm opgehuewe ginn ass. Dir kennt jo d'Grënn, déi zu der Suspensioun vun deem Accord gefouert hunn, déi komm ass an der Suite vum Coup d'Etat militaire am Niger. Den Niger ass e Land - do deelen ech voll a ganz Är Appréciation - dat verdéngt dass et betreit gëtt, a mir wollten dat och maachen um Niveau vun engem Agent de la coopération. Mir kréie jo elo eng Partie Leit aus der Rei vun den Junior professional officers oder jeunes experts vun der Kommissioun, deenen hir Kontrakter auslafen. Mir kënnen eis do déi beschten erausselektionéiere fir dohinner ze schécken. Den Niger wäert doudsécher net eidel ausgeen.

Däerf ech och drun erënneren, dass d'Missioun vun der Lux-Development an déi vum Ministère des Affaires étrangères absolut net identesch sinn? Se si complémentaire, jiddfereng huet hir Plaz an der Gestion du cycle du projet. Den Zyklus vun engem Projet geet u mat der Identificatioun. Dat ass eng Mission éminemment politique, an déi mécht de Ministère, an déi huet keen aneren ze maachen. Da kënn de Mandat de formulation. Dee stellt d'Regierung normalerweis der Lux-Development aus oder engem aneren Acteur, mä am Regelfall ass et d'Lux-Development. Wann d'Lux-Development dem Ministère de Mandat de formulation ofgëtt, da gëtt deen iwwerpréift. Wann d'Äntwert positiv drop ass, da kritt an der Regel d'Lux-Development den Optrag fir deen ze exekutéieren.

D'Lux-Development mécht also zwo Aktivitéiten, déi bewosst aus dem Ministère ausgelagert gi sinn, dat ass déi vun der Formulatioun an déi vun der Exekutioun vun de Projeten. Et kann net sinn - dat hu mir ëmmer erëm betount -, dass deen, deen d'Projete formuléiert an exekutéiert, se och identifizéiert. Déi zwo Funktiounen mussen séparéiert gi vuneneen, quite dass en awer d'Lux-Development associéiert mat enger Mission d'identification, an dofir hu se jo och Kontakt mat deene Leit, déi de Ministère entweder periodesch oder regelméisseg um Terrain verrieden. An dofir hu se Kontakte souwuel mat der Mission de coopération vun Dakar wéi och mat eise Missions d'identification, déi sech vum Ministère aus an d'Länner déplacéiere fir do ze identifzéieren.

Ronderëm déi ganz Problematik Lux-Development wollt ech Folgendes soen, éischters wat den Audit

ubelaangt: Et ass effektiv eng Äntwert op eng Motioun vun der Chamber. Domat gëtt och den Här Garcia Lige gestrooft, dee seet dass de sécherste Moyen fir eppes duerchzekeréien deen ass, dass d'Motioun ofgelehnt gëtt. Hei ass eng Motioun ugeholl ginn, et war déi vun der Madame Err, an Dir kënnt lech erënneren dass vun hiren eegene Kollege gesot ginn ass: „Du muss iergendepes falsch gemaach hunn, well d'Motioun sinn alleguerten ugeholl ginn oder d'Motioun mussen net gutt sinn, well soss hätt d'Regierung se net ugeholl.“

Dat just pour la petite histoire. Ech ka mech gutt erënneren wat deemools hei gesot ginn ass, mä toujours est-il dass mer deem dote Wonsch vun der Chamber ganz séier entgéint komm sinn. Dir hutt jo an der Commission des Affaires étrangères d'Méiglechkeet gehat doriwwer ze schwätzen. Menger Meenung no misst sech nach méi intensiv mat der Kooperationsproblematik befaasst ginn. Ech si bereet à tout moment an déi Kommission ze kommen an iwwert déi Aspects, déi hei opgeworf goufen, ze schwätzen.

Den Audit muss eng Mise en oeuvre rapide erfueren. Et sinn eng Partie Hausaufgaben ausgedeeft ginn, déi intern an der Lux-Development selwer gemaach gi mussen. Anerer kënnen net neutral bleiwen op d'Relatiounen, déi de Ministère mat der Lux-Development huet. Deem versiche mir Rechnung ze droen am Kader vun der Revisioun vun der Konvention, déi mir mat der Lux-Development maachen. Do sinn d'Aarbechte ganz wäit fortgeschritt.

Wat de Statut vun der Lux-Development ubelaangt, do ass och an engem Bréif, dee virun zwee Deeg schonn hei kommentéiert ginn ass an op deen ech net méi weider agoe wëll, behaupt gi mir géifen d'Lux-Development wëlle verstaatlechen. Mir si quasi forcéiert d'Lux-Development esou no wéi méiglech bei de Stat ze bréngen aus enger ganz einfacher Ursach: De Kommissär Bolkestein, Responsable fir de Marché unique, huet der Regierung eng Mise en demeure geschéckt, au motif dass de Stat der Lux-Development quasi eng Monopolstellung an den Opdrag géing ginn, déi Bezuch hunn op d'Entwécklungspolitik.

Dat ass aus der Siicht vun deenen, déi nëmme just de Marché unique gesinn, richtig. Aus Grëmm, déi am Hauptviséier d'Koherenz vum Marché unique gesinn, ass dat richtig. Et ass awer grad esou eng - erlaabt mer den Ausdrock - bornéiert Haltung, wéi wann een d'Koherenz vun der Kakaopolitik nëmme just aus der Siicht vum Marché unique gesäit. Da kënnt dat eraus, wat erauskomm ass nom Vote am Europaparlament. Mir kënnen awer net maache wéi wann et kee Marché unique géif ginn.

Mir hu mat der Kommission vu Bréssel négociéiert an et koom eraus, wa mer d'Lux-Development quasi als „in-house“ betruechten, dass mir da kënnen virufueren hinne praktesch de Monopol ze gewähre vun de Formulatiounen vun eise Projeten a vun den Exekutiounen. Et kann awer och net anescht sinn! Mir kënnen net e Projet identiféieren an da soen: Elo gi mer sämtlech Bureaux d'études hei am Land froe fir dat doten ze maachen. Wann een do keen Acteur huet, dee wierklech eng zolidd Erfahrung an Expertise huet, da geet ee mat deene Projeten do op d'Nues. Dat kann ech lech garantéieren. Wat awer hannendrop muss gesot ginn, dat ass dass d'Lux-Development sech natierlech awer duerno, wa si de Projet formuléiert huet a wa si en exekutéiert, Partenairé siche geet. All Kéiers wann de Marché public ka spillen, gëtt en och spille gelooss.

Wat den Débat nach zousätzlech komplizéiert ass d'Tatsaach, dass, wann ee wëllt aus enger Aide liée

erauskommen, ee muss versichen e Maximum vun Acteuren op der Plaz selwer ze siche wou d'Projete realiséiert ginn. Vu dass all Mënsch domat d'accord ass dass mir wëllen e ganz niddregen Taux d'aide liée hunn, ass et och net falsch dass d'Lux-Development d'Méiglechkeet kritt fir sech am Fall, wou e Projet am Senegal realiséiert gëtt, d'Acteuren an de Senegal siche ze goen. Wann een dat doten also wëllt, da muss een och domat d'accord sinn, dass een um Niveau vum Aktionariat vun der Lux-Development eppes ännert - an dann ass et emol eng Kéier e Liberalen, deen anescht handelt wéi dat vun him erwaart gëtt -: Da gi mir eben eng Partie vun Aktien opkafen, fir dass den Här Bolkestein kann zefridde sinn.

Hien ass jo d'accord domat, dass mer eng Sociétéit hunn déi praktesch „in-house“ betruecht gëtt. Firwat gëtt se awer net ganz verstaatlecht? Ebe grad well mer der Lux-Development wëllen déi Flexibilität loosse déi se braucht. Duerfir bleift se och virun als Société anonyme bestoen. Wann nëmme nach eng eenzeg Part a Privathand ass, dann huet se dee Statut, well et muss jo zwee Aktionäre sinn. Si kann da virun an d'Flexibilitéit, déi mer wënschen, schaffen. An engems ass se awer ganz no beim Stat an erfëllt déi Konditiounen, déi se der Perception an dem Wonsch vun der Kommission vu Bréssel no muss hunn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat d'Evaluatioun ubelaangt, ass lech bestëmmt net entgaangen, dass mer op sechs verschiddenen Niveaue Evaluatiounen maachen, also Bewäertunge vun der Politik oder vun den Acteuren déi an der Politik engagéiert sinn. Et war den Här Wohlfart, deen ugefaangen huet - an Dir sidd domat virugefuer, Madame Err - mat den Evaluatiounen iwwert d'ONGen, wat e richtige Wee ass an deen och konsequent weidergefouert gëtt. Haut wann eng ONG en Accord cadre kritt, da gëtt eng midterm Review gemaach, dat heescht ganz kloer en Audit iwwert dat wat se bis elo à mi-parcours vun der Exekutioun vun engem Programm gemaach huet. Dat gëtt da systematesch bewäert. D'Lux-Development huet z'joert en Audit gemaach kritt vun der KPMG. Bilateral ginn eng ganz Partie Projeten a Programmer bewäert. Dat war de Fall beim Artisanat am Niger. Dat war de Fall dee geschter a menger Interventioun zur Sprooch komm ass, vun engem Projet de transfusion sanguine am Vietnam. Dat ass de Fall an der Alphabétisation fonctionnelle an der Région péri-urbaine vu Bamako. Do ass souguer en Evalueur op der Plaz selwer gesicht ginn. Déi Evaluatioun ass virun zwee Joer op de Journées de la coopération presentéiert ginn. Da gëtt op engem drëtte Niveau d'Bewäertung vun der Politik gemaach, dat ass déi vun der Cour des Comptes.

Dat si Berichter déi sans complaisance sinn. Do ginn natierlech aner Aspekte gepréift, awer och Opportunitéitsaspects. Do gëtt zum Beispill gepréift, ob déi Aktivitéiten, déi de Ministère mécht an déi verschiddenen Acteuren, déi dem Viséierfeld vun der Cour des Comptes ënnerleien, maachen, am Respekt vun de Gesetzer, vun de Reglementer, vun den Dispositions en vigueur sinn. Dat ass eng kontradiktöresch Prozedur an à la fin de la journée kritt Dir dat dann op den Dësch vun der Commission du contrôle budgétaire. Dat ass jo och d'Méiglechkeet fir de politesch Responsabelen eng Kéier, opgrond vun deenen Erkenntnisser, déi do erauskommen, duerch d'Millen ze kéieren.

Da gëtt et e fënneften Niveau op deem Evaluatioun gemaach gëtt, dat ass d'Peer Review vum CAD. De Comité d'aide au développement vun der OCDE mécht effektiv eng PISA-Studie. Déi ass de

März. Déi Bewäertung soll mengem Wonsch no Objet gi vun enger Diskussioun heibannen.

Da gëtt et e sechsten Niveau op deem évaluéiert gëtt, dat ass deen hei an der Chamber. Dat ass dat wat mir haut amgaange sinn ze maachen an et ass dat wat all Dag geschitt um Niveau vun der Commission des affaires étrangères. Meng Mataarbechter an ech stinn lech jiddefalls esou dacks wéi Dir et wëllt bereet. Ech wollt menge Mataarbechter nach eng Kéier villmools merci soe fir dee grouse Grad vu Koherenz, dee se där Politik do ginn hunn.

Jiddefereen, deen Abléck an dee Ministère huet, weess d'Politik vun deene Leit ze schätzen, an dat sinn der enorm vill déi ech bis elo kennegeleiert hunn an deem Ministère. Et ass och e Ministère an deem d'Leit ganz séier ausgetosch ginn, well der ganz vill an der Carrière vum Secrétaire de légation sinn. Einzelner si schonn an enger Ambassade an do kënnen se hir Erfahrung, déi se am Ministère gewonne hunn, mat virun huelen. Och zu Genève zum Beispill - wann een dat wëllt - kann ee seng Expertise a seng Erfahrung affléisse loosse an d'Formulatioun vun der Politik um multilaterale Plang.

Da sinn eng Partie institutionnell Aspects ugeschnidde ginn. Mir sinn eis wierklech eens, dass et eng ganz stupide a kuerzsichtig Decisioun war vum Conseil européen vu Sevilla, fir de Conseil vun de Ministere an développement opzeginn. Mir sinn doduerch privéiert gi fir eis als Ministres de la coopération - Lauschtert elo gutt, Här Garcia! - viru Johannesburg ze concertéieren. Mir verléieren de Moment méi Zäit fir eis ënnert eis bilateral ze consultéieren an ze kucke wéini dann déi nächst Opportunitéit ass, wou mir eis kënnen zesumme fannen a begéien, fir kënnen Afloss ze huelen op d'Gestaltung vun der europäescher Entwécklungspolitik, wéi dass mer effektiv kënnen iwwert d'Substanz diskutéieren.

Et ass absolut kontraproduktiv wat geschitt, an déi Formule CAG-Relations extérieures ass am Fong ganz enttäuschend a ganz ernüchternd, well wann d'Punkte gesat sinn an d'Kommae geréckelt sinn am Coreper, da kommen d'Ministren zesumme fir dann dat, wat net ënnert den A-Punkten Agang fént an d'Aarbecht vum Conseil, an de B-Punkten ze behandelen. Dat ass eng absolut frustrant Situatioun a mir hunn deem net tatenlos nogekuckt. Déi griichesche Présidence verdéngt e ganz grouse Merci dofir, dass si weinstens erëm versicht - wat déi dänesch Présidence net gemaach huet - um Plang, au niveau informel de Ministres de la coopération d'Méiglechkeet ze ginn, awer Afloss ze gewannen op d'Gestaltung vun der Politik.

Den Här Garcia huet ganz vill iwwer Koherenz geschwat, iwwert d'Globalisatioun. Hien huet mengt eng Partie Accorden auszemaachen, déi ech net contestéieren, an hien huet eng Partie Désaccorden ausgemaach, déi awer zu engem groussen Deel op Malentenduë berouen. Wann Dir esou aktiv géift deeluelen un all deene Méiglechkeeten vun deenen d'Sozialiste Gebrauch maachen, ob dat elo zum Beispill ass beim Consolidated Appeals Process oder bei der Journée de la coopération oder bei all deene Rendez-vousen - Dir hutt Invitatiounen kritt, d'Chamber gëtt ëmmer invitéiert wou mer esou Rendez-vousen hunn -, dann hätt Dir wahrscheinlech gemierkt, dass schonn am Virfeld eng Partie Malentendus hätte kënnen ewechgeraumt ginn.

Mä Är Ried war excellent, an ech wëll mech mat e puer Punkten auserneesetzen. Mir wëllen net iwwert

déi Saache streide wou mir eis eens sinn. Mir sinn eis alleguerten eens, mengen ech, dass d'Globalisatioun a sech keen Allheilmittel ass. De Ministère huet a verschiddene Phase ganz couragéiert Initiative geholl fir Afloss ze kréien op d'Gestaltung vun der Politik. Bei där leschter Visite vum Ausseminister vu Mali a bei där leschter Visite vum Ausseminister vu Burkina Faso ass profitéiert gi fir mat deene Leit ze schwätzen, fir Mëttel a Weeër ze fannen, dass deen nächste Conseil, den nächste Sommet vun de Chefs d'Etat et de Gouvernement vun der Union Européenne an Afrika net nëmme eng Journée du beau langage bleift, mä dass effektiv versicht gëtt fir op déi Froen, déi Dir ugeschnitt hutt, Äntwerten ze fannen. Eng vun deene Froen ass de Commerce.

Wann Doha esou emgesat gëtt wéi et elo ass, ouni iergendeng Précautioun, wa Cotonou esou emgesat gëtt wéi et elo an den Texter steet, ouni iergendeng Précautioun, dann ass dat net d'Léisung fir eng Partie afrikanesch Länner. Ganz kloer! Et ass aus deem Grond wou de Ministère eng Etüd ënnerstézt, déi gemaach gëtt am Opdrag vun de Länner, déi der Union économique et monétaire Ouest-Africaine ugehéieren. Et geet am Fong drëm d'Fro ze klären: Wat fir eng Politique agricole ass déi pertinentest, déi bescht fir déi dote Länner? Eng Politique agricole, déi haaptsächlech Exportprodukte favoriséiert, déi Monokulturen implizéieren, déi eventuell e Recours op OGMen implizéieren, ass doudsécher net d'Äntwert, well se op Käsche vun der Culture vivrière geet, déi an deene Länner gebraucht gëtt fir d'Populatioun ze ernähren.

Wëssend dass an deene Länner 80 bis 90% vun de Leit Bauere sinn an dass et deene Baueren haut mat darselwechter Produktioun, mat där se nach virun 20, 30 Joer hir Familjen ernähren konnten - Familjen, déi deemools grad esou grouss wéi haut -, net méi méiglech ass dat ze maachen, da gesäit een dass et do iergendene Dysfonctionnement gëtt. Den Dysfonctionnement besteet doranner, dass et Inégalitéite ginn op dräi Pläng. Den éischten ass um Plang vum Accès an aner Marchéen. Dee kann innerhalb vun der Union économique et monétaire Ouest-Africaine verbessert ginn, well een do Partenairé begéint, déi praktesch déiselwech Produktivitéit hunn.

Wann een awer elo Partenaires en présence setzt an enger Konkurrenz, wou d'Ecarts de productivité vun 1 bis 500 variéieren, dann ass dat eng onfair Konkurrenz an dat kënnen mir net toleréieren. A wann d'Texter, déi de Moment en vigueur sinn, keng Äntwert op déi Fro ginn, dann ass et der Politik hir verdammte Pflicht a Schëllegkeet fir drop hinzeweisen. Da mussen déi Texter ebe geännert ginn, nondikass! Eng zweet Ebene vun Incohérence ergëtt sech aus de Schwieregkeeten, déi déi Länner hu fir un e Kredit ze kommen. Och do gëtt et ee ganz groussen Ecart. Wann hei am Land den Zënssouss oder de Leitzëns 4,75% ass, a mir héieren dat, wat mir geschter Owend héieren hunn, iwwert d'Économie, da wäert natierlech den Drock fir méi niddreg Zënsen ze kréien ëmmer méi grouss ginn, wat en normale Reflex ass, well dat dann och eng Erlichterung gëtt fir u Kapital ze komme fir erëm ze investéieren.

Wësst Dir wéi héich den Zënssouss ass an der Union économique et monétaire Ouest-Africaine? Deen ass 15%. Deen ass also dräimol méi héich. Also schonn eleng mat deenen doten zwou Inégalitéite kann een d'Länner net einfach esou der brutaler Konkurrenz vum Weltmarkt zum Fraass dohinner geheien. Dat geet net. Dofir si mir do fir politesch Influencen ze exercéieren, an dofir si mir do fir politesch Impulser ze ginn. Ech hu bal d'Gefill, dass mir eis heiansdo doriwwer grad esou vill Gedanke

maache wéi eis Partenairé sech der selwer maachen.

Dat wat mir hei gemaach hunn, an déi Etüd déi mir an deem Zesammenhang finanzéieren, maache mir am Fong à la demande vun der Société civile. Et ass keen ondelikanten Exercice, well et muss een och den Autoritéiten, déi eis Partenairé sinn an déi eis Pendant sinn op der Plaz, erkläre firwat dass dat gutt ass. Mir versichen dat am Dialog hinzekeréien, an déi Ambassadeuren, déi geschter hei waren, hu mir jiddefalls gesot, dass si mat där doten Approche d'accord wären. Dat zum Deel als eng Äntwert op déi Fro, déi absolut berechtigt ass iwwer Cancun. Dat dote geet zum Deel an déi Richtung.

Eng aner Problematik, déi domadder zesummenhängt, ass déi vun ESTHER. Ech hunn dem Här Henckes ganz gutt nogelauscht. Hien huet Recht, wann hie seet dass d'Préventioun immens wichtig ass. No de bescheidenen Erkenntnisser vun Ministère a mat all deene Spezialiste mat deene mir geschafft hunn, gëtt gesot: Et ass net méiglech fir eng erfollegräich Préventioun ze maachen, wann net weinstens eng Hoffnung besteet op Therapie.

Ech hu geschter Owend op enger anerer Plaz gesot: Stellt lech emol vir et géif hei zu Lëtzebuerg, well déi technesch Mëttelen do sinn, well d'Medikamenten en place sinn, well d'Kliniken do sinn, well d'Laboratoire do sinn, déi d'Charge virale vum HIV am Blut moosse kënnen, ee Lëtzeburger Patient oder ee Patient, deen hei zu Lëtzebuerg wunn, privéiert gi vum Accès an d'Antirétroviraux. Da géife Biergerinitiativen entstoen an et wär déi éischte Kéier wou ech mech selwer och géing un enger Biergerinitiativ bedeelegen, fir déi intenabel Situatioun ze stigmatiséieren.

De Bernard Kouchner schreift an engem Buch, wat rezent erauskomm ass: „Est-ce qu'on laisse crever les Africains au motif qu'ils sont noirs? Et un jour il y aura un Tribunal de Nuremberg sur la différence générale dans laquelle on inscrivaient les Africains.“

Also un där Schold, mengen ech, brauche mer eis net ze bedeelegen. An et ass aus deem Grond wou mer an den ESTHER-Projet era gekomme sinn. Ça devient rebondant, an ech fänke schonn un am Ministère jiddferengem op de Su ze goen, well ech all Dag iwwer ESTHER schwätzen. Mä et ass awer e Projet wou ee muss wëssen, wann ee sech eng Kéier doran engagéiert huet, da kënnt een ni méi eraus, an et ass net iergendeen aneren dee sech doranner wäert substituéieren.

Mä wat mer versichen unzestriewen, ass Partenaires ze kréien déi hëllef, déi Charge do mat eis ze deelen. Mir wäerten, wa mer um Régime de croisière sinn, am Rwanda 9.000 Patiente behandeln. Also 9.000 Patiente bei deenen den Aids ausgebrach ass an déi dann iwwert de Wee vun der Tri-Thérapie kënnen gehollef kréien.

Dat bedéngt au préalable eng Mise à niveau vun de Strukturen, eng Mise à disposition vun enger Equipe médicale, paramédicale, e Laborantin, en Apdikter, an dat do muss och kënnen iergendwann flächendeckend iwwerzu ginn. Den Drock vun der südafrikanescher Société civile huet et scho fäerdeg bruecht, datt d'Dynamik vun dem Réckgang vun de Präscher déclenchéiert ginn ass virun zwee Joer. Wat virun zwee Joer nach 1.000 Dollar kascht huet, ass elo fir manner wéi 100 Dollar accessibel.

Et fänkt een also un an eng Perspektiv ze komme wou et finanziell ëmmer méi tragbar gëtt fir d'Aidspatienten ze behandelen. D'Alternativ besteet doranner datt een an enger arroganter Haltung seet, dat wat mir hunn, brauchen déi aner net, an ech ënnerstellen lech dat wierklech net, Här Henckes, mä et ass och do dat eent an dat anert. Well 30 Milliounen Aidskranker an

Afrika, wouvun 3 Milliounen Kanner, dat ass eng Situatioun, déi ass intenabel. Dat do ass net CNN kompatibel, et interesséiert kee Schwäin, mä et ass awer e reelle Problem.

Ech mengen et muss ee virun de Médecins sans frontières an all deenen aneren ONGen, déi sech an deem doten Domaine investéieren, den Hutt ofzéien. An de Ministère wier schlecht berode wann hie sech dem Appel, deen de franséische Gesondheitsminister Kouchner virun e puer Joer gemaach huet, entzunn hält.

Mir hu mat ganz vill Méi a Leit, a bis elo wéineg Erfolleg, versicht aner Acteuren drun ze kréien. Dofir, hate mer eng Visite zu Washington virgesinn an d'Amerikaner hunn en Intérêt gewisen, an an deem doten Zesammenhang, Här Henckes, hätte mer net drop verzicht fir kubanesch Dokteren anzustellen, wa mer keng rwandeesesch Doktere fonnt hätten. Mir ware virun där Situatioun, dat am Centre de Santé zu Rwanagana keen een Dokter méi war. Or, et kann ee keng Structure de santé fonctionnéieren dinn, wa keen Dokter do ass. Mir hu fir d'éischt versicht d'Dokteren op der Plaz ze fannen, duerno an der Diaspora rwandaise, mam Resultat datt mer elo kënnen tëschent Rwanagana an der Klinik Ettelbréck mol wéinstens d'Mise à niveau vun den Infrastrukturen an och vun den Equipes médicales ofschléissen.

D'Coopération décentralisée, ech mengen dat war den zweet leschte Punkt, mat de Gemengen. Mir sinn international an engem Trend vun Dezentralisatioun. Dat konkretiséiert sech andeems datt d'Acteure méi no op den Terrain ginn. Dat konkretiséiert sech awer och andeems datt een am Land selwer op méi Acteuren zréckgräift.

Dir sollt wëssen datt de Ministère des Affaires étrangères net un de Sue vun de Gemengen interesséiert ass. D'Gemengen hunn hir eegen Aufgaben ze finanzéieren, a wann eng Gemeng net investéiert an d'Kooperatioun, ass dat hir ureegenst Ugeleeënheet, an déi soll net vum Ministère dofir Reproché gemaach kréien.

Et sinn awer Gemengen déi et wëlle maachen, a mir begréissen dat, a wëlle se och net drun hënneren. An déi Gemengen déi dat maachen, déi maachen dat net well se wëlle Sue lass ginn, mä déi maachen et well se wëllen an hirer Gemeng eng Dialogkultur entwéckelen iwwert d'Kooperatioun. Dat fannen ech och flott.

D'Gemeng Steesel zum Beispill huet eng Kommissioun iwwert d'Kooperatioun. Et ass menger Meenung no net déi eenzeg. Mä ech war eng Kéier do invitéiert an ech hu gesi wat do eng Qualitéit vun Dialog zesumme komm ass. Dat ass vill méi waert wéi wa se elo, ech weess et net, 5 Milliounen aus hirem Budget géif eraus huelen, obschonn dat net négligeable ass. Mä dat wat wichteg ass, dat ass datt an deenen 118 Gemengen, déi mer hunn, do um lokale Plang kënnen Gesprecher iwwert d'Kooperatioun gesot ginn, well d'Kooperatioun ass jo kee Selbstzweck a sech.

A wann een an där ganzer Sensibilisatiounscampagne, wou d'Ge-

menge kënnen e Rôle huelen, wa se nei Weeër wëlle goen, an deen dee mir am sympatheschste géif schéngen, dat wier datt ee kéint flächendeckend d'Iddi eriwuer bréngen, datt ee mat Approches malthusiennes a mat Maginotlinnen op deem dote Plang net weider kënn.

Et ass eng falsch verstane Protection wann ee virgaukelt et géif ee méi aarm ginn, wann ee Suen eraus gëtt; och souguer an Zäite wou et wirtschaftlech méi schwierig ass. Et ass een Trugschluss well et huet nach ni funktionéiert. Sou wéi déi, déi gemengt haten, d'Europäesch Unioun géif d'Baach erf goen, wann dräi méi aarm Länner era kéimen, nom Motto, eng räich Communautéit plus dräi aarm Länner gëtt eng aarm Communautéit, déi si Lige gestrooft ginn. An déi, déi getéint hunn, wa Portugal den Escudo opgëtt a si kréien den Euro, da gëtt den Euro eng Esperanto-Währung, déi hu missen no kucken, datt Portugal virun hinnen d'Critères de convergence vu Maastricht erfëllt huet; sou séier kann ee sech iren.

An esou geet et och mat dem nächsten Elargissement, an esou ass et och mat der Entwécklungshëllef. De Père Ceyrac ass a puer vu mengen Interventiounen mol beméit ginn, dee remarquabel Aarbecht an Indien gemaach huet. „Tout ce qui est donné n'est pas perdu“, huet hie gesot, an ech mengen et kann een och domat nëmmen d'accord sinn.

Zum Schluss wollt ech op dat agoen, wat den Här Calmes ugeschnidde huet: «du discours à la réalité». Ech wollt do just Folgendes soen, dir kennt jo alleguer de Projet vun der Bergerie. D'Bergerie ass ee Projet deen an den 90er Jore gebuer ginn ass vu Leit, déi voller gudder Intentione waren. Mä et geet net duer, datt ee voller gudder Intentione ass, och muss ee wëssen, datt een heiansdo mat engem Projet kann op d'Nues goen; dat ass der Bergerie geschitt.

An elo kann een d'ganz Welt dofir responsabel maachen, mä et soll ee virun allem mol de Feeler bei sech selwer sichen. Dat wat énnert dem Här Wohlfart do zu Dag bruecht ginn ass - an hien ass absolut irrefragabel an deem wat hie gemaach huet, a besonnesch andeems datt en där ONG den Agreement ofgeholl huet -, dat war e Monument vun Inkompetenz. Duerfir ass d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef net do, fir Monumenter vun Inkompetenz opzeriichten.

Well de Sort vun de Kanner a vun de Stroossekaner, déi d'Bénéficiaire ware vun deem Projet, meng Virgänger net egal war, ass do gesot ginn, da muss mer en neie Partenaire fannen, deen de Projet iwwerhëlt. An dunn ass Pro Niños Pobres Lëtzebuerg mandatéiert ginn, fir do Léisungen ze fannen - an hire Partenaire dat ass Pro Niños Pobres Kolumbien - an déi hunn elo de Projet iwwert d'Distanz gerett. An et ass ganz kloer - a wann ech de Contraire géif behaapten, da géif ech am Fong ee vun de Grondprinzipien vun der Kooperatiounspolitik verroden -, mir mussen eis och orientéieren nom Prinzip vun der Appropriatioun vun de Projeten.

Wann e Projet fäerdeg ass, da muss een e kënnen dem Empfänger iwwerginn, an zwar definitiv, an da muss dee kënnen fäerdeg ginn domat. Wann een eng Schoul baut, da bedéngt dat net nëmmen datt ee véier Maueren an en Dach opricht, da muss een och Schoulbänken hunn, et muss ee Mobilier hunn, et muss ee Professeren hunn, et muss ee Kanner hunn déi an d'Schoul ginn, an et muss een eng Kultur hunn déi de Schoulbesuch fördert, an déi déi an der Schoul si mussen och nach eng Nutzung vun deem gesi wat se léieren, well soss verleeft dat op eemol erëm am Sand.

An esou ass et och heimadder. De kriddelechste Projet, dat ginn ech zou, ass dee wann een e Projet aus der Kooperatioun iwwergëtt un de Bénéficiaire. An de Bénéficiaire vun deem Projet hei, en l'occurrence Pro Niños Pobres Kolumbien, ass informéiert ginn iwwert de Maitre Entringer an iwwert hire Lëtzebuurger Partenaire, datt et den 31. Dezember 2002 eriwuer ass. An ech kenne kee Projet deen esou ideal Startchancen huet wéi grad deen dote fir virun ze fueren. Well si kréien eng ganz Partie Immeublen, wat anerer, wa se e Projet iwwerhuelen, net ëmmer esou hunn.

An do wëll ech dann zum Schluss kommen. Här President, et ass ganz kloer datt mir eis mussen no deene Prinzipien orientéieren, déi mer eis ginn. De Lëtzebuurger Modell an de Lëtzebuurger Pragmatismus léisst net ëmmer déi Prinzipien an hirer Uwendung esou ganz kloer erkennbar ginn no bausen. Well wa mer eis hei vun Ufank un un eis Prinzipie gehalen hätten, an zwar ganz, dann hätte mer mol net dat gemaach wat mir bis elo gemaach hunn.

A wann dann e Partenaire gesot kritt, et ass den 31. Dezember 2002 eriwuer, soll en net maache wéi wann en dat net héieren hält. Ech loossen dat einfach net gëllen. An et geet och net, datt ee fir d'éischt an de Palais geet an duerno bei den Affekot an duerno bei d'Press, an der Hoffnung datt de Ministère an d'Knée geet. Mir sinn an engem Ministère deen heesch Ministère des Affaires étrangères, Département de la Coopération, an et ass net d'Haus vun der Erpressung. Mir si bereet, och ganz générale a mat ganz vill Déterminatioun, de Partenaire ze hëllef, awer eis net fir Hännesse verkafen ze loossen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Huss wëllt eng Fro stellen.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här Minister, Dir hutt op eng ganz Rei vu Froe geäntwert, déi vu verschiddenen Deputéierten hei opgeworf gi sinn. Dir hutt awer op eppes vergiess anzegoen, dat ass wat mäi Kolleg Robert Garcia gesot huet, iwwert d'Risiko vun den Déngschtleeschungen an de Länner vun dem Tiers Monde, wou jo elo dee berühmten Accord AGCS virun der Dier steet a wat ganz grouss Risiken, grad och fir d'Länner vun dem Tiers Monde, riskéiert ze beinhalten, an do hält ech gären Är Meenung dozou.

■ **M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Effektiv hunn ech prezis net op déi do Fro geäntwert, mä indirekt an der Approche gëtt awer erkennbar, datt mer eis vum Prinzip vun der Egalité des chances leede loossen, sou wéi d'Europäesch Unioun laang Joren d'Préférence communautaire erëm ëmmer virgeschéckt huet, meng mer och, et misst een, well se ebe bei sech selwer wollt eng Partie Aktivitéiten, déi nach an enger vulnerabeler Phas waren, schützen, och hei de Länner an der Drëtter Welt d'Méiglech-

Sommaire des séances publiques

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach

- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher

- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodembourg
pages 337-350
pages 353-362

Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
pages 350-353

Débat sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire
pages 362- 373

keet gi fir sech selwer Kapazitätéiten opzebauen a sech net vun aneren d'Evolution total dictéieren ze loossen.

Et ass an deem Geescht wou mir dorunner ginn. Déi Suggestiounen déi gemaach goufen an deem Zesammenhang huelen ech och mat virun un déi déi zoustänneg si fir de Commerce extérieur, an ech kann och der Chamber versécheren, datt mer an engem permanenten enken Dialog si mat deene verschiddenen Direktiounen vum Ministère, ob dat d'Direction politique ass oder d'Direction Relations économiques extérieures. Déi Fro ass voll a ganz berechtigt a mir wäerten d'Suggestiounen och weiterleeden.

An et wier och vläicht interessant wann ee sech am Virfeld vun esou Rendez-vous géif begéien, wéi dat an d'Gewunnechten iwwergang ass, fir doriwwer ze schwätzen a versichen Afloss drop ze huelen.

■ **M. le Président.**- Dir Damen an Dir Hären, domadder ass dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen elo zum Vote vun där Motioun, déi d'Madame Lydie Err am Numm vun der sozialistescher Fraktioun abruecht huet. Déi Motioun hutt Der virun lech leien, si ass explizéiert ginn, da kënnen mer direkt ofstëmme.

(**Interruption**)

Jo, den Här Minister Goerens huet d'Wuert nach eng Kéier.

■ **M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Här President, mir hunn am Budget e Kredit gestëmmt kritt fir Evaluatioun ze maachen. Dir wësst jo och datt mer 640 Milliounen där aler Frange manner am Budet hu wéi mer geplangt hatten, obschonn datt mer méi hu wéi z'joert.

An ech muss mat deem Budget auskommen. Ech hunn déi Décisioun do ohne wenn und aber acceptéiert. Ech géif och der Madame Err soen, datt den Objet vun hirer Motioun schon zum Deel erfëllt gëtt mat deem Examen, dee mer um Comité d'aide au développement ufanks Mäerz zu Paräis kréien.

Wann dann nach e Besoin bleibt - déi Fro déi ech opwerfen ass pertinent -, da kann ee kucken ob een net d'nächst Joer an der Planung vum Budget den Audit fir d'Affaires étrangères virgesäit.

Dofir géif ech d'Chamber bieden, oder ech géif d'Madame Err bieden, hir Motioun zréck ze zéien.

Ech wëll net soe leent se of, well dat wier einfach en Désaccord hei manifestéiert, vis-à-vis vum Objet deen drasteet. Ech deelen d'Finalitéit, datt mer eis mussen Gedanken maachen, wéi mer a puncto Ressources humaines do stinn. Mir sti scho besser do wéi mer do stoungen, mä et muss een och d'Aarbechtsgang iwwerdenken. Ech sinn net dogéint fir eis deem doten Examen ze stellen.

Mä eng éischt Méiglechkeet fir dat dote schon am Fong ze diskutéieren, ass de Comité d'aide au déve-

loppement, deen ufanks Mäerz zu Paräis ass.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Lydie Err.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- Ech sinn domat d'accord, dass een deen Audit eventuell op d'nächst Joer ka verleeën. Ech denken, dass et awer och an där Perspektiv guddt wier, wann et d'Joer géif gefrot ginn, fir dass et an d'Budgetdiskussiounen mat afleisst. D'Alternativ wier natierlech, datt ee beim Débat sur l'état de la Nation géif deiselwecht Motioun nach eng Kéier géif mat erabrängen, fir dass et an d'Planifikatioun vum Budget fir d'nächst Joer géif drakommen.

■ **M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- D'accord.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- Wann dat en Accord ass, da bréng mer se an der Debat erëm a mir ginn dann dovunner aus, datt Dir dann d'accord sidd, dass jiddfere se matstëmmt.

(**Hilarité et Brouhaha général**)

Énnert där do Konditioun.

■ **M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- No den Erkenntnisser, déi ech aus dem Comité d'aide au développement matbréngen.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).**- D'accord. Ech zéie se zréck.

■ **M. le Président.**- Den Här Rippinger freet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, ech sinn d'accord datt mer et esou maachen ewéi den Här Minister et virschléit, mä ech ginn awer net mäin Accord elo scho fir eng Motioun, déi an e puer Méint nach eng Kéier kënn well hei schreiw mer e Präzedenzfall och mat anere Ministère.

■ **Une voix.**- Très bien.

■ **M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Neen, et ass jo net esou. Ech hunn et esou verstanen, no den Erkenntnisser, déi mer vum Comité d'aide au développement hunn.

(**Interruption**)

Wou Dir an d'Bild gesat gitt, an da kucke mer ob dat do nach opportunt ass.

■ **Une voix.**- Très bien.

(**Interruption**)

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Dat steet net dran, Här Goerens.

(**Brouhaha général**)

■ **M. le Président.**- Also, d'Motioun ass zréckgezunn.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun der Sitzung haut de Mueren ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 12.24 heures**)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1864	Gusty Graas	Contraventions au code de la route à l'étranger
1870A	Aly Jaerling	Modalités du paiement du complément de fin d'année
1884	Alex Bodry	Enseignement musical
1890	Laurent Mosar	Procédure de l'expulsion des délinquants étrangers
1891	Gusty Graas	Organisation des travaux d'entretien du réseau autoroutier
1903	Aly Jaerling	Accord bilatéral avec les Etats-Unis relatif à l'immunité des citoyens américains
1904	Emile Calmes	Abattage d'un chêne à l'entrée de Grosbous
1905	Camille Gira	Abattage d'un chêne à l'entrée de Grosbous
1909	Renée Wagener	European Values Study
1919	Robert Garcia	Répercussions psychologiques des retours forcés sur les enfants de réfugiés déboutés du droit d'asile
1920	Jean-Pierre Klein	Respect du statut général des fonctionnaires dans le cadre de la publication d'une brochure au Centre pénitentiaire
1921	Marc Zanussi	Agrandissement de l'école européenne
1923	Jean Colombero	Examens à effectuer en vue de la délivrance du certificat médical avant mariage
1924	Renée Wagener	Foyer pour personnes réfugiées "Don Bosco"
1925	Jean Colombero	Autorisation de mise sur le marché d'un médicament
1926	Jean Colombero	Circuits auto-pédestres
1927	Robert Mehlen	Dispositifs de sécurité supplémentaires des aéronefs du type Fokker
1928	Georges Wohlfart	Détection précoce du cancer de la prostate
1929	Jos Scheuer	Service ambulancier public
1930	Marc Zanussi	
	Mars Di Bartolomeo	Bon fonctionnement des services de l'asbl AMIPERAS
1931	Mars Di Bartolomeo	Information du public des changements législatifs au 1er janvier 2003
1933	Mars Di Bartolomeo	Régression de la consommation interne
1934	Aly Jaerling	Achat d'un airbus A400M

Question 1864 (16.10.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant les contraventions au code de la route à l'étranger:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1793 du 20 août dernier (cf. *compte rendu N°1/2002-2003*), M. le Ministre de l'Intérieur m'a fait savoir que le Centre d'Intervention national (CIN) de la police identifie régulièrement pour compte des autorités belges les automobilistes luxembourgeois flashés en Belgique pour y avoir contrevenu aux règles du code de la route.

Dans ce contexte et conformément à l'article 75 de notre Règlement je souhaite poser la question parlementaire suivante à M. le Ministre délégué aux Communications:

- Est-ce que la légalité de cette forme de coopération entre services de police est donnée?

- Quels sont plus particulièrement les textes légaux qui autorisent la communication à des autorités étrangères de données nominatives concernant des résidents luxembourgeois?

- La pratique décrite est-elle compatible avec les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ainsi qu'au secret informatique destiné à protéger les données nominatives enregistrées dans le fichier automobile?

- Dans la mesure où la pratique décrite serait conforme aux exigences légales, quelles sont les conditions dans lesquelles la communication à des autorités étrangères est permise?

- Quels sont en pratique les pays avec lesquels cette coopération est appliquée et dans quelle forme les intéressés sont-ils avertis de la

communication à l'étranger de leurs données personnelles?

Réponse (24.1.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

- La légalité de la coopération entre autorités de police luxembourgeoise et belge en ce qui concerne l'échange d'informations relatif aux infractions du code de la route est donnée.

- La communication de données à caractère personnel aux infractions du code de la route aux autorités étrangères relève ou bien du Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas approuvé par la loi du 26 février 1965 ou bien de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale dont les contraventions rentrent dans le champ d'application desdits instruments juridiques.

Le règlement grand-ducal du 2 septembre 1993 autorisant la création et l'exploitation, pour le compte du Ministère des Transports, d'une banque de données relative au fichier des véhicules routiers, de leurs propriétaires et détenteurs, prévoit la communication, par accès direct, des données de la banque de données en question à la police, pour autant que ces données la concernent dans l'accomplissement de ses missions légales et réglementaires. C'est en conséquence à la police que les demandes d'entraide judiciaire sont transmises pour l'identification des propriétaires des véhicules en infraction et ce faisant les autorités judiciaires et les services de police ne font que se mouvoir dans l'exercice de leurs attributions et prérogatives de police judiciaire telles que déterminées par le code d'instruction criminelle.

Pour autant que l'échange de données s'effectue dans le cadre de la Convention d'application de l'Accord Schengen (entrée en vigueur le 26 mars 1995), celle-ci prévoit la coopération policière directe par voie d'échange d'informations. Sur base de ce principe, l'article 39 de la Convention d'application de l'Accord Schengen prévoit que la demande d'assistance doit transiter par un service central spécialement désigné pour cette opération, à savoir le Centre d'Intervention nationale en ce qui concerne le Luxembourg et le pays requérant doit indiquer les motifs de sa demande. Cette demande doit rentrer dans le champ des compétences de la police, au cas contraire (par exemple: les demandes qui relèvent de l'entraide judiciaire et non pas de la coopération policière) la police transmet la demande au parquet qui décide de la suite à lui donner. En application de l'article 39 paragraphe (1) de la Convention sus énoncée une liste d'actes qui peuvent relever de la coopération policière directe a été élaborée: y figure l'identification des détenteurs de véhicules (document SCH/I (98)75 rév.5). Les principes de coopération policière contenus dans ledit document ont été approuvés par décision du Comité exécutif du 27 avril 1999 (SCH/Com-ex. (99)18).

- Cette pratique est bien compatible avec la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. En effet la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données

à caractère personnel et à la libre circulation de ces données pose expressément le principe de la libre circulation des données à caractère personnel - dont celles dont il est question en l'espèce - dans le respect des dispositions «de protection des données» des différentes législations nationales des Etats membres de l'Union européenne. Ainsi la communication des informations aux autorités policières belges est comprise dans la notion de traitement de données à caractère personnel telle que définie à l'article 2 de la loi du 2 août 2002 précitée.

- La coopération est exercée entre tous les pays signataires de la Convention d'application de l'Accord Schengen. Ces échanges d'informations se font principalement avec nos pays limitrophes. En l'espèce la personne concernée ne dispose pas du droit à l'information et ceci en vue de sauvegarder la prévention, la recherche, la constatation et la poursuite d'infractions pénales ou le déroulement de procédures judiciaires, au sens de l'article 8 paragraphe (1) et de l'article 17 de la loi du 2 août 2002 précitée. Il s'ensuit donc que l'automobiliste concerné ne doit nullement être avisé pour les raisons sus énoncées de ce que les autorités de police luxembourgeoises sont ou ont été amenées à fournir leur identité aux autorités policières belges dans la mesure nécessaire pour leur permettre de constater des infractions pénales - en l'occurrence celles prévues au code de la route - survenues sur leur territoire.

Question 1870A (29.1.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les modalités du paiement du complément de fin d'année:

D'lescht Joer, den 22. am Wäimount, hunn ech eng parlamentaresch Ufro (N°1870) un lech gericht (cf. *compte rendu N°4/2002-2003*). An dëser Fro goung et ëm déi um Rentendesch decidéiert, an de 5. Juni 2002 vun der Volleksvertreiederkummer gestëmmt Joresennzoulag fir Rentner. Dës Zoulag gouf och am Chrëschtmount d'lescht Joer fir d'éischt ausbezueelt.

An Ärer Äntwert hutt Dir mir versécher, datt „op der Iwwerweisung (sic!) vun der Joresennzoulag de Brutto, déi sozial a steierlech Ofzich an (sic!) den Netto vermierkt“ gétt. Dat ass awer net geschitt.

Dofir dës Froen:

1. Firwat goufen d'Rentner awer net iwwert d'Zesummesetzung vun hirer Joresennzoulag informéiert?

2. Ginn d'Rentner dach nach informéiert - deene meeschten ass et nämlech zimlech „schleierhaft“ wéi et zu deem iwwerwisene Montant kënnt - a wa jo, wéini?

Réponse (18.2.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Et huet sech an der Praxis erweisen, datt et onméiglech war, op all Iwwerweisungsfiche vun der Joresennzoulag eng detailléiert Ofrechnung vun de Steieren ze schreiwen. Dat hätt eng enorm Verwaltungsarbecht mat sech bruecht, dat ëmsou méi, well all Berechnung individuell, op Basis vun dem perséinlechen Dossier, opgestallt huet misse ginn, een also keng uniformiséiert Prozedur asetze konnt.

Derniewent handelt et sech ëm eng ganz technesch Berechnung, déi schwéier fir de Laien ze verstoen ass. An dozou muss och bemierkt ginn, datt et sech jo ëm Verbesserung fir deen eenzelnen Assuré handelt an esou Verbesserung mussen net mat enger Ofrechnung justifiéiert ginn. Dat gesot,

kann awer jiddfer Assuré sech u seng Pensiounskeess wenden, wou hie selbstverständlech all Detailler matgedeelt kritt.

Question 1884 (5.11.2002) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'enseignement musical:

Selon la loi du 28 avril 1998 et son règlement d'exécution tous les enseignants de l'enseignement musical sont engagés contractuellement sous le statut soit de fonctionnaire communal, soit d'employé communal, soit d'employé privé au service de la commune. Le but de la loi en question était notamment de permettre de créer des emplois stables dans le secteur de l'enseignement musical. A l'époque, il y avait des craintes que certains musiciens, fonctionnaires de par leur engagement, en occupant à côté de leur tâche principale une deuxième tâche d'une envergure dépassant même parfois une tâche complète, ne fassent obstacle à l'accès à la fonction de jeunes musiciens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur et à Mme la Ministre de la Culture:

- Les craintes de l'époque, en ce qui concerne la probabilité que des fonctionnaires occupés à titre accessoire bloquent l'accès à la profession dans l'enseignement musical à des jeunes musiciens, ont-elles pu être confirmées entretemps?

- La demande actuelle en ce qui concerne les postes de l'enseignement musical suffit-elle pour couvrir les besoins?

- Quel est le nombre de non-résidents qui occupent un poste dans l'enseignement musical?

Réponse commune (16.1.2003) de Mme Erna Henricot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Le Gouvernement en Conseil, par sa décision du 11 juin 1999, a prévu pour les années 1999 à 2002 une réduction progressive du volume des activités accessoires pouvant être prestées notamment par les musiciens militaires, ramenant à partir de l'automne 2002 ces activités à un volume total de 7 leçons hebdomadaires.

La moitié des leçons d'enseignement devenues disponibles en exécution de cette mesure ont pu être confiées par les autorités communales à des enseignants exerçant leur occupation à titre principal. Il y a toutefois lieu de constater qu'en raison du fait que l'enseignement musical relève d'un ordre d'enseignement facultatif et qu'il est très difficile d'évaluer même à moyenne échéance le besoin en personnel dans différentes branches, les autorités communales ont été très réticentes dans le passé pour ce qui est de la création de postes à tâche complète et sous le statut du fonctionnaire communal. C'est pourquoi la grande majorité des postes d'enseignants dans l'enseignement musical communal ne comportent qu'une tâche partielle, les engagements afférents étant opérés sous le statut de l'employé privé et pour une durée déterminée. Il en résulte que bon nombre de jeunes qui ont commencé leurs études supérieures en la matière ou qui sont sur le point de les terminer, ne pourront se voir accorder à moyen terme que des postes à tâche partielle. L'on devra donc constater que la création d'emplois stables dans l'enseignement musical communal, qui a constitué l'un des principaux buts visés par la loi du

28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical, restera à l'avenir un objectif primordial à atteindre par les autorités communales concernées, objectif dont la réalisation exigera évidemment

une concertation et une collaboration étroite entre les différentes autorités communales intéressées.

Pour ce qui est de la gestion du personnel enseignant, il y a lieu de

constater qu'à l'heure actuelle le personnel qualifié disponible permet de satisfaire d'une façon générale les besoins en personnel de l'enseignement musical du secteur communal. Il importe toutefois de

relever que l'enseignement musical, dans la mesure où il s'agit d'un ordre d'enseignement facultatif, est évidemment assujéti à d'importantes fluctuations en ce qui concerne la demande en formation

dans les différentes branches. Ainsi la percussion suscite actuellement un grand intérêt auprès de nombreux élèves, ce qui fait évidemment augmenter sensiblement les besoins en personnel enseignant en la matière, tandis que d'autres branches moins sollicitées connaissent une pléthore de chargés de cours.

En ce qui concerne le nombre des enseignants non-résidents, il est renvoyé aux données statistiques jointes en annexe qui fournissent des indications au sujet du personnel enseignant engagé pour l'année scolaire 2001/2002. Les informations en question renseignent notamment au sujet de la proportion respective des chargés de cours résidents ou non résidents parmi les enseignants de l'enseignement musical communal. Le nombre élevé d'enseignants non-résidents occupés par les écoles de musique de l'UGDA et celle de Clervaux s'explique en raison du fait qu'un nombre important des sites en question sont situés à proximité immédiate d'une frontière ce qui amène beaucoup de chargés de cours étrangers à poser leur candidature aux postes vacants dans les différents établissements d'enseignement musical. Etant donné que le recrutement en nombre suffisant de personnel résident au Grand-Duché de Luxembourg s'avère difficile, notamment au nord du pays et que les fonctionnaires de l'Etat exerçant la fonction de chargé de cours à titre accessoire ne s'intéressent guère à ces postes en raison de leurs obligations et horaires concernant leur occupation principale, le recrutement de personnel non-résident s'avère indispensable en vue de garantir le bon fonctionnement de l'enseignement musical communal.

ENSEIGNEMENT MUSICAL - POPULATION ENSEIGNANTE
ANNEE SCOLAIRE 2001/2002

ECOLES	RESIDENTS	NON-RESIDENTS	NATIONALITES	H/ECOLES DES NON-RESIDENTS	H/ECOLES DES RESIDENTS	TOTAL H/ECOLES
UGDA + Clervaux	87	49	B 38 D 07 F 02	693,85	1027,98	1721,83
Luxembourg	114	19	B 07 D 06 F 06	195,5	1611,25	1806,75
Esch/Alzette	33	03	B 03	29	815,5	844,5
Ettelbruck / Diekirch	67	16	B 09 D 02 F 02 NL 03	181,75	740,25	922,5
Bascharage	19	06	B 05 D 01	57,5	84,5	142
Echternach	38	05	B 02 D 03	79,1	376,5	455,6
Differdange	17	0		0	84,25	84,25
Dudelange	35	08	B 05 F 03	79,75	384,05	463,8
Grevenmacher	15	05	B 02 D 03	89,1	96,65	185,75
Pétange	27	01	B 01	17,75	265,5	283,25
Redange	23	02	B 01 F 01	37,8	252,2	290
Wiltz	08	08	B 08	28	77,75	105,75
TOTAL	(483)*	(122)*	B 82 D 23 F 14 NL 03	1489,1	5816,88	7305,98

* Les chiffres indiqués ne représentent pas le nombre des enseignants, mais celui des contrats de travail conclus par les écoles, certains enseignants étant occupés auprès de plusieurs écoles.

Question 1890 (8.11.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la procédure de l'expulsion des délinquants étrangers:

Un certain nombre de résidents étrangers bénéficiant d'autorisations de séjour sur notre territoire se livrent à des activités criminelles. La même chose est vraie pour certaines personnes ne disposant même pas d'une telle autorisation. Les actes commis peuvent bien entendu être de gravité fort variable.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de M. le Ministre si des personnes dont le séjour est soit illégal, soit basé sur une autorisation de séjour dûment délivré à des citoyens non communautaires peuvent être, respectivement sont expulsés du territoire en cas de commission de certains délits particulièrement graves ou de crimes. Dans l'affirmative, je saurais gré à M. le Ministre de bien vouloir me communiquer également si des modalités différentes existent pour l'expulsion de délinquants séjournant régulièrement sur notre territoire et ceux qui ne disposent pas de l'autorisation requise; et quels sont les critères notamment au niveau de la sévérité de la peine encourue, qui sont appliqués en vue de déterminer s'il y a lieu à expulsion.

Réponse (20.1.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

1. Les personnes condamnées, ressortissantes de pays non membres de l'Union européenne et qui n'ont pas leur résidence au Luxembourg, sont éloignées du Luxembourg après leur libération du Centre pénitentiaire. Si ces condamnés bénéficient d'une libération conditionnelle sur base de l'article 100 du code pénal, ils doivent s'engager auprès du procureur général de quitter le territoire et

de ne plus y revenir sous peine de devoir subir le reste de leur peine privative de liberté. Pour le surplus, sur base de l'article 2 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le Ministre de la Justice prend l'encontre de ces personnes un refus d'entrée et de séjour.

2. Au cas où la personne, au moment de sa libération, dispose ou disposait d'une autorisation de séjour au Luxembourg, le Ministre de la Justice apprécie, au cas par cas, sur base du dossier administratif de la personne concernée, si une mesure d'éloignement, voire un refus d'entrée et de séjour ou une expulsion sont à prendre. Sont prises en compte dans ce cas, d'une part, la gravité des délits ou des crimes commis, c'est-à-dire, le degré de dangerosité que la personne constitue pour la sécurité ou pour l'ordre public, d'autre part, la situation personnelle de la personne au Luxembourg:
 - la durée de résidence de la personne au Luxembourg,
 - la vie familiale effective au Luxembourg (parents, conjoint, enfants),
 - l'existence de relations familiales dans son pays d'origine,
 - ses chances de réinsertion dans son pays d'origine.

L'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 28 mars 1972 relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative en matière de police des étrangers, énumère les cas dans lesquels l'avis de cette commission sera pris avant l'éloignement d'une personne.

Question 1891 (12.11.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'organisation des travaux d'entretien du réseau autoroutier:

Dans une lettre ouverte la Fédération des Artisans souligne que les bouchons routiers sur le réseau autoroutier et routier portent atteinte au bon fonctionnement de notre économie et engendrent un accroissement inutile des coûts. Nombreux embouteillages seraient dus à des menus chantiers et travaux d'entretien effectués pendant la journée. Pour remédier à cette situation la Fédération des Artisans préconise plutôt un rétrécissement d'une voie que de barrer carrément une voie. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre:

- Est-ce que Mme la Ministre partage les opinions émises par la Fédération des Artisans?
- Dans l'affirmative, est-ce que, en cas de rétrécissement d'une voie de circulation, la sécurité des usagers des autoroutes ainsi que des ouvriers serait suffisamment garantie?
- Dans quelle mesure les heures de pointe sur notre réseau d'autoroutes sont-elles évitées pour exécuter des menus travaux d'entretien?

Réponse (9.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

L'Administration des Ponts et Chaussées ne pratique plus le rétrécissement de voies de circulation sur autoroute pour des raisons

de sécurité. En effet, après plusieurs accidents ayant causé des blessés parmi le personnel d'entretien, cette solution a été abandonnée. Dans ces accidents étaient toujours impliqués des camions circulant en convoi avec des interdistances entre véhicules trop petites, de sorte que le premier camion a encore pu éviter l'obstacle, tandis que les camions suivants ont heurté les obstacles par manque de visibilité. Le rétrécissement de voies est encore utilisé pour des chantiers d'envergure avec la mise en place d'un marquage provisoire et d'une signalisation renforcée.

Afin d'éviter des fermetures de voies, l'Administration des Ponts et Chaussées est en train de réaliser un programme pour augmenter la largeur de la bande d'arrêt d'urgence afin que les véhicules d'entretien puissent stationner en toute sécurité sans empiéter sur la voie de circulation. Ainsi sur l'autoroute A6 Luxembourg-Arlon, la bande d'arrêt d'urgence a été portée à 3,50 m lors des travaux de réfection de la couche de roulement.

Au cours de l'année 2002 le CITA a élaboré, sur base des comptages du trafic des dernières années, un document permettant d'identifier les plages horaires pour lesquelles la fermeture d'une voie de circulation entraînerait des perturbations sur l'autoroute. Les chantiers à venir seront planifiés, dans la mesure du possible, en dehors de ces plages horaires, respectivement durant la nuit ou le week-end. Depuis peu, une phase d'essai pour travailler la nuit a débuté avec les moyens de bord disponibles au sein des services des Ponts et Chaussées.

Des changements, tels que préconisés ci-haut, nécessitent une adaptation des cahiers des charges pour les soumissions et

marchés à venir, adaptation qui n'existe pas encore, d'où la difficulté d'imposer le travail de nuit en ce moment. L'objectif de l'Administration des Ponts et Chaussées est de réaliser à partir du printemps 2003 les réparations des glissières sur les autoroutes à grand trafic soit la nuit, soit le week-end.

Le travail de nuit entraîne aussi une réorganisation au niveau du personnel du Centre d'intervention et d'entretien des autoroutes, tant pour les équipes d'intervention que pour la surveillance des chantiers, engendrant des coûts supplémentaires à charge de l'Etat.

Enfin, il faut signaler que tout chantier de nuit augmente le risque d'accident, comme l'a montré l'expérience sur nos autoroutes. Des contrôles systématiques de la police de route sur ces chantiers sera une des conditions pour garantir le succès de cette opération.

Question 1903 (15.11.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'accord bilatéral avec les Etats-Unis relatif à l'immunité des citoyens américains:

1998 hunn d'USA géint de Statut vu Roum, deen d'Schafe vum Internationale Strofgerichtshaff virgesäit, gestëmmt. Am Joer 2000 huet dunn de President Clinton de Statut ënnerschriwwen an 2002 huet de President Bush des Ennerschrëft nees zeréckgezunn.

An de leschte Méint probieren d'USA bilatéral Ofkommen, iwwert d'Immunitéit vun amerikanesche Statsbierger, mat de verschiddene Staten zesammenzuehalen, an am Oktober huet d'EU acceptéiert, datt ënnert verschiddene Konditionen d'EU-Memberstate bilatéral

ral Ofkomme mat Washington ën-
nenschreiw kënnen.

Kann d'Madame Ausseminister
mer dofir dës Froe beäntweren:

1. Sinn d'USA u Lëtzebuerg eruge-
trueden, fir e bilateraal Ofkom-
men ofzeschliessen?
2. Wa jo, géif d'Regierung esou
een Ofkommen akzeptéieren?

Réponse (28.1.2003) de Mme
Lydie Polfer, *Ministre des Af-
faires étrangères et du Commerce
extérieur*:

Les Etats-Unis avaient effective-
ment approché le Luxembourg en
août 2002 pour aborder la question
de la conclusion éventuelle d'un
accord bilatéral concernant les
conditions de remise d'une person-
ne à la Cour Pénale Internationale.

Au cours de la réunion informelle
des Ministres des Affaires étran-
gères de l'UE au Danemark fin
août, les 15 ont décidé de recher-
cher dans ce domaine une ap-
proche commune, sachant que
l'UE s'était fortement engagée
dans la négociation du Statut de
Rome et a contribué grandement,
notamment par une position com-
mune, à la mise en place à bref dé-
lai et le bon fonctionnement de la
Cour Pénale Internationale à La
Haye. L'UE continue aussi à effec-
tuer des démarches auprès de
ceux des pays tiers qui, soit n'ont
pas encore signé le Statut de Ro-
me, soit ne l'ont pas encore ratifié
avec l'objectif d'apporter le soutien
le plus large possible à la CPI et
pour lutter ainsi contre l'impunité
des auteurs de crimes internatio-
naux les plus graves.

Au Conseil des Affaires étrangères
du 30 septembre, l'Union euro-
péenne a retenu des conclusions
et des principes directeurs devant
guider les Etats membres lorsqu'ils
examineront la nécessité et la por-
tée d'éventuels accords ou arran-
gements en réponse à la proposi-
tion faite par les Etats-Unis. Ces
principes directeurs précisent no-
tamment le champ d'application
d'un éventuel accord et le principe
de l'impunité.

Ces conclusions ont été présen-
tées aux responsables américains
par la suite et ont soulevé des in-
terrogations dans le chef des Etats-
Unis. Une délégation américaine a
rendu visite à certains Etats
membres de l'UE pour discuter des
principes directeurs retenus par
l'UE. Le Luxembourg ne figurait
pas sur la liste des pays visités.

Le dossier n'a depuis lors plus été
abordé.

Question 1904 (15.11.2002) de
M. Emile Calmes (DP) concer-
nant l'abattage d'un chêne à
l'entrée de Grosbous:

Il me revient que le 31 octobre der-
nier un chêne de presque deux
cents ans a été abattu à l'entrée de
Grosbous. Afin de justifier cet abat-
tage qui n'a pas seulement indigné
une large part de la population lo-
cale, des raisons de sécurité ont
été avancées. De plus, il semble
qu'aucune autorisation émanant
d'un fonctionnaire qualifié de l'ad-
ministration des Eaux et Forêts n'ait
précédé cet acte irrémédiable. A
noter que la requête du conseil
communal de faire classer ce ché-
ne bicentenaire comme monument
historique est restée sans suite.
Dans ce contexte j'aimerais poser
les questions suivantes:

- Est-ce que Madame et Monsieur
les Ministres ont connaissance des
faits relatés?

- Est-ce que Madame le Ministre
peut m'expliquer pourquoi la pro-
cédure de classement n'a pas été
finalisée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre
de l'Environnement estime que la
loi sur la protection de la nature a
été respectée?

Réponse commune
(21.1.2003) de Mme Erna Hen-
nicot-Schoepges, *Ministre de la
Culture, de l'Enseignement supé-
rieur et de la Recherche, Ministre
des Travaux publics* et de M. Eu-
gène Berger, *Secrétaire d'Etat à
l'Environnement*:

Les informations concernant les
faits nous sont parvenues par voie
de presse.

La procédure de classement en fa-
veur du chêne n'a pas abouti, par-
ce que le travail administratif
concernant les mesures de protec-
tion est assuré par un seul fonc-
tionnaire qui se trouve souvent dé-
bordé, vu le nombre de dossiers à
traiter: le propriétaire de la maison
riveraine l'avait assuré qu'il ne dé-
sirat pas l'abattage de l'arbre.

L'abattage du chêne en question,
qui se trouvait à une distance de
33 m du bord du CR 306, a été ef-
fectué par les services de la CE-
GEDEL sur demande du proprié-
taire de la maison riveraine.

Vu le recul de l'arbre par rapport au
bord de la chaussée, cet arbre
n'est pas à considérer comme
arbre d'alignement, mais comme
arbre solitaire, et les services de
l'Administration des Ponts et
Chaussées n'ont pas été sollicités
par une demande d'abattage. En
conséquence, l'Administration des
Ponts et Chaussées n'est nulle-
ment concernée par ces faits dé-
plorables.

Quant au Ministère de l'Environne-
ment, le préposé territorialement
compétent a dressé procès-verbal
pour infraction à la loi de 1982 re-
lative à la protection de l'environne-
ment.

Question 1905 (18.11.2002) de
M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)
concernant l'abattage d'un
chêne à l'entrée de Gros-
bous:

Récemment, un arbre centenaire a
été abattu par un privé à Gros-
bous.

Pour protéger ce chêne, qui faisait
partie de l'histoire du village, le
conseil communal avait introduit
une demande de classement selon
la loi du 18 juillet 1983 concernant
la conservation et la protection des
sites et monuments nationaux en
date du 13 avril 1994(!).

A ce jour, aucune réponse à cette
délibération n'est parvenue à la
commune de la part du Ministère
de la Culture.

Quelles sont les raisons pour ce
délai inexplicable qui a privé
l'arbre en question de toute protec-
tion?

Combien de demandes de classe-
ment sont actuellement en attente?

Qu'est-ce que Madame la Ministre
compte entreprendre pour éviter à
l'avenir des situations pareilles?

Réponse (21.1.2003) de Mme
Erna Hennicot-Schoepges,
*Ministre de la Culture, de l'Ensei-
gnement supérieur et de la Re-
cherche*:

Tous les ans la Commission des
Sites et Monuments nationaux doit
traiter entre 50 et 100 demandes
de protection. Le travail adminis-
tratif est assuré par un seul fonc-
tionnaire, qui traite également les
autres dossiers relatifs aux travaux
et aux subsides concernant des
objets ou sites protégés. Le pro-
priétaire de la maison riveraine au
chêne l'avait assuré qu'il ne dési-
rait pas l'abattage de l'arbre.

Actuellement une centaine de pro-
cédure de classement sont en
cours, certaines d'entre elles de-
puis des années.

Une raison pour les retards dans
ce domaine réside dans le fait que
les renseignements demandés aux
particuliers ou aux administrations
concernées restent, souvent, sans

réponse. Ceux-ci sont pourtant in-
dispensables pour achever les
procédures entamées.

Le nombre d'arbres ou de groupes
d'arbres explicitement protégés au
sens de la loi de 1983 concernant
la conservation et la protection des
sites et monuments nationaux
s'élève approximativement à qua-
rante. D'autres exemplaires sont
protégés du fait qu'ils se trouvent
sur des parcelles classées ou ins-
crites à l'inventaire supplémentai-
re.

Question 1909 (19.11.2002) de
Mme Renée Wagener (DÉI
GRÉNG) concernant la «Euro-
pean Values Study»:

Les résultats nationaux de la „Eu-
ropean Values Study”, qui a été ef-
fectuée pour la première fois au
Luxembourg, vont être présentés
au public début décembre, selon
mes informations en présence du
Premier Ministre. Cette étude com-
parative sur les systèmes des va-
leurs qui a été menée depuis 1981
dans un nombre croissant d'Etats
membres, est entre-temps condui-
te par 32 institutions académiques
européennes. Elle a été financée
dans les autres Etats de l'Union par
les gouvernements respectifs. A ce
qu'il paraît, au Luxembourg, elle
n'a pas trouvé le concours finan-
cier de l'Etat, de sorte qu'on a dû
chercher des financiers privés, en
l'occurrence une banque et une
imprimerie.

- Comment s'explique cette attitu-
de du Gouvernement luxembour-
geois? Au vu des développements
futurs de notre pays, n'est-il pas ur-
gent de collecter des données so-
ciologiques comme celles conte-
nues dans la „European Values
Study”?

- Ne faudrait-il pas prévoir, comme
c'est déjà le cas dans les autres
Etats membres, une structure per-
manente pour s'occuper de cette
étude qui fournit tous les 10 ans
des données sur l'évolution des va-
leurs dans la société européenne?

- D'une façon générale, ne fau-
drait-il pas enfin reconnaître aux
sciences sociales et notamment à
la sociologie l'importance qui leur
revient en prévoyant, analogique-
ment aux autres domaines de la
science, un financement adéquat
aussi bien d'études que de struc-
tures de recherche?

- Qu'en est-il de l'intégration des
sciences sociales dans le pro-
gramme de la future Université de
Luxembourg?

Réponse coordonnée
(24.1.2003) de M. Jean-Claude
Juncker, *Premier Ministre, Mi-
nistre d'Etat* et de Mme Erna
Hennicot-Schoepges, *Ministre
de la Culture, de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche*:

Le Gouvernement luxembourgeois
n'est pas au courant d'une deman-
de de subvention en faveur de la
recherche européenne sur les va-
leurs au Luxembourg («European
Values Study») qui a été effectuée
sous l'égide du SeSoPi-Centre in-
tercommunautaire.

Le Luxembourg dispose à l'heure
actuelle de deux structures qui ef-
fectuent des travaux de recherche
dans le domaine des sciences so-
ciales. Il y a, d'une part, l'Unité de
Recherche Interdisciplinaire sur le
Luxembourg - STADE, qui vient
d'être transférée du Centre de Re-
cherche public Gabriel Lippmann
au Centre Universitaire de Luxem-
bourg. D'autre part, il y a le
CEPS/INSTEAD qui effectue un
grand nombre d'études dans le do-
maine des sciences sociales, et ce
aux niveaux national et internati-
onal. Par ailleurs, en 2002, le Fonds
National de la Recherche a lancé

le programme «VIVRE» doté de 12
millions d'Euros. Ce programme
définit, en sciences sociales, éco-
nomiques et humaines des axes
prioritaires de recherche, aux fins
de mieux appréhender les défis
auxquels notre pays et notre socié-
té auront à faire face. Un premier
appel à propositions a été lancé et
17 projets ont été retenus, projets
qui seront financés à hauteur de
4.900.000 Euros.

Pour ce qui est des programmes
d'enseignement et de recherche
de l'Université de Luxembourg, il
faudra que l'Université prenne une
part active dans la détermination
de ces choix et de ces priorités.
C'est en procédant de la sorte que
l'Université de Luxembourg pourra
être fidèle à son principe premier
qui est celui de la qualité. Une pre-
mière esquisse de ce que pour-
raient être les priorités de l'Univer-
sité de Luxembourg en matière
d'enseignement et de recherche
sera dégagée au cours des pro-
chains mois.

Question 1919 (25.11.2002) de
M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG)
concernant les répercussions
psychologiques des retours
forcés sur les enfants de ré-
fugiés déboutés du droit
d'asile:

Les récents retours forcés de réfu-
giés déboutés et de leurs familles
n'ont pas été sans effets sur les en-
fants jusque-là élèves de l'école
publique luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir
si dans le cadre des retours forcés
le Ministère de l'Education nation-
ale, de son propre chef ou sur de-
mande du Ministre de la Justice, a
conseillé les Services du Ministère
de la Justice sur les effets psycho-
logiques que peuvent avoir les ra-
patriements forcés sur les enfants
des réfugiés déboutés du droit
d'asile?

Les responsables du Service de la
Coordination de la Scolarité des
enfants étrangers ou du Centre de
Psychologie et d'Orientation sco-
laires ont-ils été contactés par le
Ministère de la Justice lors de
l'examen cas par cas des familles
déboutées?

Dans l'affirmative, ces experts du
milieu scolaire ont-ils pu émettre
leur avis sur l'éloignement en plein
trimestre scolaire des enfants sco-
larisés dans l'enseignement pri-
maire, postprimaire ou universita-
ire?

Ces experts ont-ils conseillé les en-
seignants sur la façon de préparer
les enfants réfugiés à leur départ
imminent et de même les enfants
restés en classe sans leurs cama-
rades expulsés?

Le Service de la Coordination de la
Recherche et de l'Innovation péda-
gogiques et technologiques avait-il
déjà prévu - ou va-t-il prévoir - des
formations pédagogiques spé-
ciales, éventuellement dans le
cadre des stages pédagogiques
de l'ISERP ou de l'enseignement
secondaire, sur l'attitude à prendre
par l'enseignant à partir du mo-
ment où il accueille des enfants ré-
fugiés - et donc des expulsés po-
tentiels - en classe?

Réponse (18.12.2002) de Mme
Anne Brasseur, *Ministre de
l'Education nationale, de la Forma-
tion professionnelle et des Sports*

Dès 1998, le Ministère de l'Educa-
tion nationale a institué un groupe
de travail interministériel pour la
scolarisation des enfants de de-
mandeurs d'asile. Ce groupe, co-
ordonné par la responsable du
Service de scolarisation des en-
fants étrangers, comprend deux
représentants du Commissariat
du Gouvernement aux étrangers,
deux représentants du Ministère
de la Justice, un représentant du
Ministère de l'Intérieur, et un repré-
sentant du Ministère du Travail. Au
sein de ce groupe, les questions

relatives à l'insertion scolaire des
enfants comme au rapatriement
ont été discutées. Un dossier d'in-
formation sur les procédures d'ad-
mission, les différents statuts, les
aides sociales et la scolarisation,
élaboré par les membres de ce
groupe, a été adressé à toutes les
communes, aux inspecteurs de
l'enseignement primaire et aux di-
rections des lycées.

Le Gouvernement, le Ministère de
l'Education, les directions des
écoles et les enseignants ont fait
de grands efforts pour assurer la
meilleure formation possible à tous
les enfants de demandeurs d'asile.
Pendant toute la période où les pa-
rents restent au Luxembourg après
avoir été déboutés de leur deman-
de d'asile et font usage de toutes
les possibilités de recours, leurs
enfants continuent d'être accueillis
à l'école. Notre politique est de leur
donner le maximum de formation
possible, l'avis prévalant que les
enfants, quel que soit le statut des
parents, sont mieux à l'école qu'à
la rue, et que ce qui est appris jus-
qu'au moment du départ reste un
acquis pour toujours. Le Ministère
de l'Education a d'ailleurs informé,
à plusieurs reprises, les com-
munes, les inspecteurs de l'ensei-
gnement primaire et les directions
des écoles secondaires, des CNFPC
et du Centre de Langues que tant
que les familles habitent au Luxem-
bourg, quel que soit leur statut,
les enfants soumis à l'obliga-
tion scolaire continuent à avoir le
droit de fréquenter l'école. En no-
vembre 2001, les responsables
des différentes formations postpri-
maires ont été informés que les
jeunes demandeurs d'asile débou-
tés de plus de 16 ans étaient éga-
lement autorisés à poursuivre leur
scolarité dans une formation tom-
bant sous la responsabilité exclusi-
ve du Ministère de l'Education na-
tionale et ne nécessitant donc pas
d'autorisation de travail.

Il convient toutefois de noter que,
dès le début, ces mêmes respon-
sables scolaires et les intéressés
ont été informés que l'inscription à
une école, un lycée ou à un établis-
sement de formation ne peut pas
servir d'argument pour s'opposer à
un rapatriement.

Des efforts pour faciliter la réinté-
gration dans les écoles des pays
d'origine ont également été faits:
en mai 2000, j'ai demandé aux re-
sponsables scolaires de fournir aux
élèves un certificat attestant le
temps de scolarisation au Luxem-
bourg, les branches étudiées et les
résultats obtenus, au cas où le re-
tour venait à s'effectuer avant la fin
de l'année scolaire. Les ensei-
gnants ont été invités à utiliser les
bulletins scolaires officiels, et l'offre
d'une traduction en langue serbo-
croate ou albanaise et certifiée
conforme au Ministère de l'Educa-
tion a été faite. Par ailleurs, la struc-
ture de notre système d'enseigne-
ment ainsi que les livrets scolaires
de l'enseignement primaire ont été
traduits en albanais et en serbo-
croate pour servir au moment du
retour.

La législation sur la politique d'asi-
le du Luxembourg stipule que les
demandeurs d'asile dont la procé-
dure d'asile a abouti à un refus re-
çoivent un ordre de quitter le terri-
toire. Les familles déboutées défi-
nitivement du droit d'asile savent
donc qu'elles doivent quitter le ter-
ritoire. Etant donné que la plupart
des familles cherchent à retarder le
rapatriement, il est impossible de
préparer les enfants à ce départ.

En vue de sensibiliser les ensei-
gnants et les jeunes sur la situation
des demandeurs d'asile et des ré-
fugiés, le Ministère de l'Education
a élaboré, avec l'appui du Haut
Commissariat des Nations Unies
pour les Réfugiés, et en collabora-
tion avec l'ASTI et la Caritas, un
dossier sur la question des jeunes
réfugiés et demandeurs d'asile
(Jeunes réfugiés, jeunes au
Luxembourg - un passé - un pré-
sent - quel avenir? Parution dé-
cembre 2000). Ce dossier pédago-
gique s'adresse à des jeunes de

14 à 18 ans. Il a été offert à toutes les écoles postprimaires et aux CNFPC et des formations y relatives ont été mises en place par l'ASTI.

Les médiateurs interculturels ont suivi des formations sur des thèmes liés à la médiation et la communication. D'autres formations offertes soit par l'ISERP, soit par le SCRIPT, ont eu pour objet entre autres l'accueil des enfants, l'information sur les Balkans, le phénomène de la fuite et de l'asile, les techniques de débriefing pour enfants traumatisés, l'écoute de l'autre, la motivation des élèves.

Question 1920 (26.11.2002) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant le respect du statut général des fonctionnaires dans le cadre de la publication d'une brochure au Centre pénitentiaire:

Dans le cadre de la réalisation du projet de spectacle de danse «Divine ... ou la larme de la prison» au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg, une brochure contenant le programme du prédict spectacle vient d'être éditée à cet effet.

Dans cette brochure est publiée entre autres une photo qui montre le personnel de l'équipe des ateliers qui a collaboré au projet par la réalisation de diverses constructions.

Or, la photo en question est présentée sous l'intitulé «Les nègres» à côté d'un poème de Jean Genet. Cette mise en page peu fortuite peut prêter à confusion quant à un éventuel lien entre les personnes représentées sur la photo et l'intitulé du poème «Les nègres».

Se pose dès lors la question si la publication de la photo en question n'est pas en contradiction avec l'article 32 du statut général des fonctionnaires de l'Etat. Ne se pose-t-il pas un problème de respect et de dignité vis-à-vis des personnes fonctionnaires concernées?

Devant l'imminence des représentations projetées du spectacle et indépendamment du droit de réclamation individuel dont dispose chaque fonctionnaire en vertu de l'article 33 du statut général des fonctionnaires de l'Etat, j'aimerais connaître l'avis de Mme la Ministre sur la question. Le cas échéant envisage-t-elle d'intervenir afin de faire garantir les intérêts légitimes des fonctionnaires concernés?

Réponse (18.12.2002) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse permettez-moi de vous faire savoir que d'après mes informations, la question d'un possible non-respect de l'article 32 du statut général ne se pose pas, alors que la photo à laquelle fait allusion M. le Député Jean-Pierre Klein ne figure pas dans la brochure en question.

Question 1921 (26.11.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'agrandissement de l'école européenne:

A partir de l'année 2004, le nombre de fonctionnaires travaillant auprès des différentes institutions européennes situées au Luxembourg augmentera considérablement, en raison de l'élargissement de l'Union européenne et de l'implantation du centre de traduction de l'UE à Luxembourg.

Cette situation implique également une augmentation des élèves fréquentant l'école européenne. D'après les estimations des responsables il faudrait prévoir entre 500 et 600 étudiants supplémentaires par an. L'école européenne

actuelle ayant déjà atteint les limites de ses capacités, le Gouvernement a décidé de procéder à l'agrandissement de l'école européenne moyennant construction d'un nouveau bâtiment.

Dans ce contexte je voudrais savoir de Mmes les Ministres

- si la construction actuellement envisagée par le Gouvernement suffit pour accueillir les 500 à 600 étudiants supplémentaires à partir de l'année 2004.

- où se trouve le lieu d'implantation de cette nouvelle construction.

- si un programme d'exécution fixant les délais précis pour la finalisation du projet a été établi et dans l'affirmative, quels en sont les détails.

- si la nouvelle école est opérationnelle à partir de l'année 2004, et si non, quelles solutions intermédiaires sont prévues pour faire face à l'afflux massif des nouveaux étudiants.

Réponse commune (5.2.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Suite à une décision du Gouvernement en conseil en date du 16 novembre 2001, le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a informé le Conseil supérieur des écoles européennes lors de sa réunion du 29 janvier 2002 que le Gouvernement entend implanter une deuxième école européenne sur le territoire de la commune de Mamer. Cette proposition a été acceptée formellement par le Conseil supérieur lors de sa réunion les 22 et 23 mai 2002 à Nice.

Un programme de construction a été établi en coopération avec l'école européenne de Luxembourg, approuvé par le représentant du Conseil supérieur des écoles européennes en date du 6 novembre 2001, à Bruxelles et transmis aux ministères compétents en date du 11 janvier 2002.

Ce programme de construction comprend les trois sections à savoir maternelle, primaire et secondaire, avec les infrastructures nécessaires de sports, bibliothèque, cantine, administration et salle des fêtes pour un nombre total d'élèves se situant aux environs de 2700.

L'ordre chronologique pour la finalisation du projet est établi dans les grandes lignes et les délais estimés sont les suivants :

- Etude préliminaire
- Analyse détaillée du programme de construction et enveloppe budgétaire - 1er semestre 2003
- Concours d'architectes
- Appel de candidatures, choix des candidats, élaboration du projet, désignation du/des lauréat(s) - fin 2003
- Projet de loi
- Avant-projet sommaire et devis estimatif - mi-2004.
- Après vote de la loi, élaboration de l'avant-projet détaillé et mise en adjudication des travaux, la phase chantier proprement dite prendra quelque 3 années.

La deuxième école n'étant pas opérationnelle en 2004, une solution transitoire consistant dans la mise à disposition d'infrastructures provisoires a été décidée. A cette fin, deux documents portant sur les besoins en salles de classes et en salles spécialisées ont été établis en décembre 2002 et remis aux ministères compétents.

Il est prévu d'installer des bâtiments tampons au Kirchberg près de l'actuelle école européenne.

Les prévisions de l'accroissement de la population scolaire sont de 250 élèves en 2003, de 400 élèves en 2004 et de 320 élèves dans les années 2005 à 2008.

Question 1923 (28.11.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les examens à effectuer en vue de la délivrance du certificat médical avant mariage:

Selon le règlement grand-ducal du 14.3.1973 déterminant les examens à effectuer en vue de la délivrance du certificat médical avant mariage une certaine panoplie de tests est demandée. A mon avis, il serait utile de réadapter ce règlement grand-ducal concernant la sérologie du Sida, qui est selon la fréquence plus répandu que la tuberculose.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce que le test de dépistage du Sida sera admis à la série de tests pré-nuptiaux? Si oui, quand est-ce que le règlement grand-ducal de 1973 sera-t-il modifié?
2. Pourquoi la prise de sang et les analyses se font-elles uniquement au laboratoire du Centre de Transfusion sanguine de la Croix Rouge luxembourgeoise?
3. Pourquoi la radiographie des poumons se fait-elle exclusivement dans le Service de radiographie du Ministère de la Santé?
4. Quelle est la fréquence de la syphilis au Luxembourg? Un tel test me semble démodé et dépassé grâce à l'antibiotique moderne.
5. Quel est le coût de l'examen de dépistage de la syphilis et quel est le coût pour toute la série des tests pré-nuptiaux?

Réponse (31.12.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le test de dépistage du Sida ne fait pas et ne fera pas partie des analyses obligatoires de l'examen pré-nuptial: le règlement grand-ducal du 14.3.1973 ne sera donc pas modifié en ce sens. Depuis 1992 ce test est proposé systématiquement à toute personne qui se présente au Centre de Transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge en vue de l'examen pré-nuptial: +/- 75% des personnes y donnent suite sur base volontaire. Les personnes qui n'acceptent pas le test sont essentiellement des personnes qui sont testées régulièrement, p.ex. donneurs de sang, ou qui ont subi un test récemment et qui considèrent donc qu'un nouveau test est superflu est constitue un gaspillage inutile d'argent.

Le règlement grand-ducal du 14.3.1973 prévoit que les prises de sang ainsi que la détermination du groupe sanguin ABO et du facteur Rhésus se font exclusivement au CTS de la Croix-Rouge. La raison en est double:

- Le fait de connaître le CTS et d'y recevoir de l'information sur l'utilité du don de sang motive beaucoup de jeunes futurs mariés de devenir donneur de sang bénévole.

- Le CTS est remboursé par l'Etat sur base d'un forfait qui est de 7,81 EUR actuellement, alors que les activités du CTS/CRL, suivant les tarifs UCM en vigueur se chiffrent à +/-30 EUR (ABO: 6,66 EUR; sous-groupe Rhésus complet: 19,54 EUR; prise de sang: 1,79 EUR), ainsi que frais administratifs.

En ce qui concerne la radiographie des personnes, dont l'honorable parlementaire croit savoir qu'elle se fait toujours au Service de radiographie du Ministère de la Santé, il faut savoir que dès 1989 la radiographie systématique des poumons a été remplacée par une intradermoréaction.

A la même époque le Service de radiographie du Ministère de la Santé a été aboli, circonstance qui

a sans doute échappé à la vigilance de l'honorable parlementaire.

La syphilis est actuellement très rare au Luxembourg; cependant chaque année, 5 à 7 cas sont dépistés par l'examen pré-nuptial:

Cette maladie répond bien à l'antibiothérapie classique (pénicilline) qui existait d'ailleurs déjà en 1973, date de la promulgation du règlement grand-ducal.

Les analyses pour le dépistage de la syphilis, de la rubéole et de la toxoplasmose sont réalisées au LNS. Le coût d'un examen de dépistage de la syphilis s'élève à 0,79 EUR en réactifs (frais de personnel non compris), celui du dépistage syphilis rubéole toxoplasmose, réalisé chez la femme, à 4,79 EUR.

Question 1924 (2.12.2002) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le foyer pour personnes réfugiées „Don Bosco“:

Lors d'une soirée de solidarité en faveur des personnes réfugiées, j'ai eu l'occasion de visiter le foyer „Don Bosco“. Ce bâtiment est dans un état lamentable: l'eau de pluie entre à l'intérieur, l'éclairage ne fonctionne qu'à moitié, à l'extérieur du bâtiment il n'y a pas d'éclairage du tout, le chauffage tourne au minimum. Une grande partie des machines à laver et des cuisinières électriques est défectueuse. Plusieurs familles doivent occuper une pièce ensemble, qu'elles essaient de partager par des armoires, mais où ni un minimum d'intimité, ni des conditions adéquates pour les enfants de faire leurs devoirs ne sont données. Il ne s'agit pas de solutions d'urgence, car ces familles sont souvent au foyer depuis des mois.

- Comment est-il possible que ce bâtiment soit laissé dans un tel état? N'y a-t-il pas, comme c'est le cas pour les écoles, un programme d'entretien des infrastructures pour ces foyers?

- Le Commissariat du gouvernement aux étrangers a dans ses attributions le contrôle des logements mis à la disposition des étrangers au regard des critères de la salubrité, d'hygiène et d'habitabilité prévus par la loi. Qu'en est-il du respect de ces normes législatives pour le foyer „Don Bosco“?

- Quelles sont les normes de sécurité applicables à un tel foyer? Sont-elles respectées?

- Le service national de la sécurité dans la fonction publique s'occupe de la surveillance des dispositions légales et réglementaires dans tous les établissements. Combien de visites, contrôles, expertises ou examens ont été effectués par ce service au foyer en question?

- Est-il vrai que le Ministère de la Famille a décidé de ne plus faire de travaux d'entretien dans ce foyer, parce qu'il doit être démoli dans un futur indéfini?

- Comment se répartissent les responsabilités entre Ministère de la Famille et Ministère des Travaux publics pour ce qui est de la gestion et de l'entretien des foyers pour personnes réfugiées?

- Mme la Ministre est-elle d'avis que de telles conditions correspondent au droit des personnes, réfugiées ou non, à un traitement respectueux? Ou alors s'agit-il d'une stratégie pour „convaincre“ les personnes concernées à partir?

Réponse (9.1.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Le foyer pour demandeurs d'asile Don Bosco est un immeuble appartenant à l'Etat.

Le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a,

conformément aux dispositions du Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales et par dérogation à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments publics, comme attribution en régie propre la supervision de l'étude et de l'exécution des projets d'entretien courant, de petites transformations ou rénovations et de mise en sécurité des bâtiments publics gérés par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ou de la Promotion féminine ou loués par l'Etat pour le compte des deux ministères cités, ou pour le compte d'un organisme conventionné et/ou agréé par l'un des deux ministères précités et financés par le Fonds.

Les grands travaux de rénovation du bâtiment et des installations techniques, telles la tuyauterie et la chaudière par contre ne sont pas de la compétence du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et la Jeunesse et ne peuvent pas être prises en charge par celui-ci par le biais du Fonds spécial des infrastructures socio-familiales.

Ceci vaut d'ailleurs pour tous les autres foyers pour demandeurs d'asile gérés par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

L'entretien courant, les acquisitions et les petites transformations ou rénovations sont exécutés suivant les besoins, alors que la mise en sécurité et les travaux relatifs à l'hygiène sont exécutés dans le cadre d'un programme élaboré par le Ministère de la Famille.

Dans le cadre de ce programme, en ce qui concerne plus spécialement le Foyer Don Bosco, la réfection des blocs sanitaires des 1^{er}, 2^e et 3^e étages et la remise en compartimentage de la cage d'escaliers, sont actuellement en planification.

Il y a lieu de préciser que mon ministère a investi au courant des années 1999 à 2002 227.500 euros dans la mise en sécurité du foyer Don Bosco (installation de 2 escaliers de secours extérieurs; installation de 8 portes de secours; compartimentage de la cage d'escaliers; installation de détection électronique des portes de secours F90 du compartimentage de la cage d'escaliers), 30.500 euros dans la mise en état des installations sanitaires (transformation des douches aux 1^{er}, 2^e et 3^{ème} étages) et 71.100 euros dans le cadre de rénovations diverses (réfection de la toiture; construction de 3 nouvelles cheminées...).

En outre, 256.600 euros ont été dépensés au courant de ces années dans l'entretien courant et l'acquisition de cuisinières, machines à laver et mobilier.

Question 1925 (2.12.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament:

Le 26 novembre 2002 la Cour de Justice des Communautés européennes a annulé des décisions de la Commission européenne ordonnant le retrait d'autorisation de mise sur le marché (AMM) de médicaments contre l'obésité. D'après la Cour de Justice des Communautés européennes les Etats membres restent compétents en matière de retrait de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament.

Dans le cas d'espèce il s'agit de médicaments contre l'obésité qui contiennent des «anorexigènes de type amphétaminique» comme l'amfépramone. Ces médicaments destinés à accélérer le sentiment de satiété sont considérés comme dépourvus d'efficacité par le comité des spécialistes pharmaceu-

tiques de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (CSP). Cet avis avait conduit la Commission européenne à ordonner aux Etats membres le retrait d'autorisation de mise sur le marché.

Suite à ma question parlementaire n°1564 du 11 mars 2002 M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (cf. *compte rendu N°6/2001-2002*) avait confirmé que les médicaments précités contre l'obésité ont reçu en date du 30 mai 2001 une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, mais que les services du Ministère suivent de près la situation en attendant les résultats de la réévaluation du CSP.

Suite à cette décision de la Cour de Justice des Communautés européennes je pose la question suivante à M. le Ministre:

Etant donné que la Cour de Justice des Communautés européennes a confirmé la compétence exclusive des Etats membres en matière de retrait d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament et considérant l'avis négatif du CSP, M. le Ministre entend-il enfin retirer les autorisations de mise sur le marché de ce type de médicaments au Luxembourg?

Réponse (19.12.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable parlementaire établit un lien entre une réponse que j'ai donnée le 8 avril 2002 à sa question parlementaire du 11 mars (cf. *compte rendu N°6/2001-2002*) relative au médicament Reductil et un récent jugement du Tribunal de première instance de la Cour de Justice des Communautés européennes eurolatif à des médicaments contenant des substances anorexigènes. Ce faisant l'honorable parlementaire réalise une confusion, alors que le jugement du 26 novembre 2002 ne concerne pas du tout le Reductil.

En fait, s'agissant du Reductil, le Comité des spécialités pharmaceutiques de l'Agence européenne pour l'évaluation des Médicaments a considéré que le rapport bénéfice/risque des médicaments contenant la substance Sibutramine dont le Reductil, est favorable, de sorte que ce médicament est maintenu sur le marché, avec de légères adaptations du résumé des caractéristiques et de la notice.

Quant au jugement du 26 novembre 2002, il annule une décision communautaire du 9 mars 2000 portant retrait d'un certain nombre d'autorisations de mise sur le marché concernant des médicaments contenant des substances anorexigènes. La Sibutramine contenue dans le Reductil ne fait pas partie de ces substances.

L'honorable parlementaire est en retard d'une guerre lorsqu'il demande au soussigné, à la suite de ce jugement, quand il entend «enfin retirer les autorisations de mise sur le marché de ce type de médicaments au Luxembourg». En effet les médicaments visés par le jugement auquel se réfère l'honorable parlementaire ont tous fait l'objet d'une mesure de suspension nationale et cela en date du 15 septembre 1999. L'un ou l'autre d'entre eux a dans la suite été retiré par le responsable de la mise sur le marché.

Contrairement à ce que semble en penser l'honorable parlementaire le récent jugement ne soulève d'ailleurs pas la question du retrait des médicaments visés, mais bien celle de leur éventuelle remise sur le marché, du moins pour ceux des produits non retirés par le laboratoire lui-même. En effet l'annulation par les juges communautaires de la décision de retrait communautaire servant de base aux suspensions et retraits nationaux remet en question ces dernières mesures. Toutefois d'après mes informations la Commission entend relever appel du jugement du 26 novembre,

de qu'il y a lieu d'attendre l'arrêt que rendra la Cour.

Question 1926 (3.12.2002) de M. Jean Colombero (*ADR*) concernant les circuits auto-pédestres:

Chaque année des dizaines de milliers de promeneurs (touristes et surtout résidents luxembourgeois) découvrent à l'aide des circuits auto-pédestres la beauté de notre pays. Constituant un point d'attraction majeur de notre infrastructure touristique, il est cependant peu compréhensible que le Ministère du Tourisme a pris l'initiative ces dernières années de réduire le nombre de sentiers touristiques (Rapports d'activité 2000 et 2001 du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement).

Dans l'introduction du guide des circuits auto-pédestres les randonneurs sont rendus attentifs qu'à côté de la carte topographique du guide, des balises sur place (triangle bleu sur fond blanc) marquent de façon absolument claire le chemin à suivre. Pour pouvoir assurer le balisage des sentiers touristiques au Luxembourg, le Ministère du Tourisme a dû recourir ces dernières années à une main d'œuvre externe (une équipe de trois personnes). A partir de 2001 une deuxième équipe a pu être mise à disposition des syndicats d'initiative.

Malgré ces efforts, les promeneurs constatent que pour de nombreuses promenades le balisage n'est pas assuré et qu'il s'avère souvent très difficile, voire impossible de retrouver le chemin à suivre (balises absentes, balises indéchiffrables, etc.).

Dans ce contexte je pose les questions suivantes à M. le Ministre:

- 1) Est-ce que le balisage des sentiers touristiques et leur entretien incombent exclusivement au Ministère du Tourisme?
- 2) Vu la régression du travail d'entretien à titre bénévole dans les communes et les syndicats d'initiative, M. le Ministre juge-t-il suffisant le nombre d'équipes engagées pour procéder aux révisions nécessaires des sentiers touristiques?
- 3) Est-ce que les frais de la révision des sentiers touristiques sont exclusivement supportés par l'Etat?
- 4) Pourquoi le Ministère du Tourisme a pris l'initiative de supprimer des sentiers touristiques, au lieu de développer davantage le réseau des circuits pédestres?

Réponse (18.12.2002) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un réseau de sentiers pédestres parmi les plus denses d'Europe avec quelque 5.000 km avec plus de 500 sentiers et promenades balisés.

Le balisage des circuits auto-pédestres ainsi que des sentiers nationaux et internationaux est assuré par le Ministère du Tourisme.

L'entretien de ces mêmes sentiers incombe en principe aux autorités locales à savoir les syndicats d'initiative, les communes ou autres associations oeuvrant en faveur du tourisme.

Les sentiers locaux par contre sont balisés et entretenus par les autorités locales.

Le Ministère du Tourisme a mis sur pied un concept garantissant l'entretien des sentiers touristiques. Ceci signifie en pratique qu'une équipe de demandeurs d'emploi, encadrée par un chef d'équipe, peut être mise à la disposition des syndicats d'initiative désireux de bénéficier de cette aide.

La main d'œuvre affectée à ces travaux a réussi, depuis plusieurs années, à maintenir notre réseau de sentiers touristiques dans un bon état, garantissant un produit touristique de qualité.

Les frais occasionnés par des travaux d'aménagement et d'entretien aux sentiers touristiques sont remboursés partiellement par le département du Tourisme, dans la limite des disponibilités budgétaires.

Les frais pour la main d'œuvre externe sont à charge du budget du Ministère du Tourisme.

Dans le cadre de l'uniformisation du balisage des sentiers locaux, plusieurs syndicats ou communes ont restructuré leurs réseaux de sentiers touristiques dans l'optique d'une réduction du nombre de sentiers ou d'un regroupement de différents sentiers locaux.

Parallèlement à ces initiatives, le Ministère du Tourisme a publié une brochure d'appel concernant les circuits pédestres.

Dans le même ordre d'idées, il a soutenu les initiatives des différentes ententes de syndicats d'initiative en vue de la publication de cartes touristiques reprenant les différents sentiers de leur région.

Les travaux de restructuration de notre réseau de sentiers, combiné à un renforcement de nos efforts publicitaires, contribueront à relever l'image de marque du Luxembourg en tant que destination d'un tourisme de qualité.

Question 1927 (4.12.2002) de M. Robert Mehlen (*ADR*) concernant les dispositifs de sécurité supplémentaires des aéronefs du type Fokker:

Am Zesammenhang mat deene leschten Informatiounen, aus deenen ervirgeet, datt d'Luxair et ënnerlooss hat, fir e recommandéierten technesche Sécherheetsdispositiif an hir Fokkeren anzubauen, wollt ech lech folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir déi Duerstellung, no där deen zousätzleche Sécherheetsdispositiif eréischt nom Accident vum 6. November an déi restlech Fokker-Maschinen agebaut ginn ass, bestätegen?
2. Wat sinn d'Zoustännegkeeten an d'Obligatioun vum Transportministère, respektiv sengen zoustänneg Service, am Zesammenhang mat der technescher Sécherheet vun de Fligere? Huet Are Ministère als konkret Missioun, fir driwwer ze waachen, datt déi héckste Sécherheetstandarde bei de Fligere aegehale ginn? Wat fir eng Mëttele stinn lech zur Verfügung, fir déser Missioun nozekommen?
3. Wat soen d'Virschreften, gesetzlecher oder reglementarescher Natur, wann esou Recommendationen, wéi an dësem Fall, vun engem Constructeur kommen, an zwar wat déi verschidde Kategorië vu Recommendationen ubelaangt? Besteet eng Obligatioun, datt Recommendationen, déi déi technesch Sécherheet betreffen, mussen un Are Ministère weidergeleert ginn?
4. Onofhängeg vum Resultat vun der lafender Enquête: Wien ass derfir responsabel datt déi, anscheinend 1994 vu Fokker recommandéiert zousätzlech Sécherheetsariichtung, net an d'Luxair-Fokkeren agebaut ginn ass?
5. Wat huet déi elo duerchgefuert Norüstung vun de Fligere pro Maschinn kascht?

Réponse (7.1.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

E Fliegerhersteller, an eisem Fall Fokker, ass duerch d'Konventioun vu Chicago, déi 1944 d'Basis geschaf hat fir international Loffahrtgesetzter, forcéiert, all seng Fligere an der Welt am A ze behalen.

Op där anerer Säit sinn och d'Besëtzer vu Fligere duerch déiselwescht Konventioun verpflichtet, all Anomalie un de Constructeur ze mellen.

Dëse Prozess erméiglecht et dem Constructeur, Feeler oder Probleemer ze entdecken, ze analyséieren a gegebenenfalls Modificatiounen virzeschloen.

All Modificatioun gëtt vum Constructeur entweder als obligatoresch oder als fakultativ klasséiert. D'Lofffahrtamt vum Land vum Constructeur, d'hollännesch RLD am Fall vu Fokker, muss dës Klassifikatiounen approuvéieren. Am Fall vun enger obligatorescher Modificatioun schreift d'Lofffahrtamt eng sou gennanten „Airworthiness Directive“ (AD) un all Land. Dës AD seet datt déi Modificatioun vun alle betraffene Besëtzer applizéiert muss ginn. All Lofffahrtamt, an natierlech och hei zu Lëtzebuerg, muss all d'Besëtzer aus sengem Land regelméisseg kontrolléieren a sécherstellen, datt all Airworthiness Directive ugewandt si ginn. Dës Kontroll gëtt normalerweis eemol am Joer duerchgefuert.

D'Applicatioun vun net obligatorescher Modificatioun bleift dem betraffene Besëtzer iwwerlos an d'Lofffahrtamt mëscht sech do net an.

Wat de konkrete Fall vum Fokker 50 ubelaangt, verweisen ech op d'Informatiounen heizou aus menger Äntwert, déi ech op d'Question urgente N°1961 vum honorablen Här Camille Gira hin de leschten 10. Dezember op der Tribün vun der Chamber presentéiert hat (cf. *compte rendu N°4/2002-2003*).

Zu gudder Lescht wollt ech nach signaléieren, datt de Käschtepunkt fir d'Norüstung vum zousätzleche Sécherheetsdispositiif vun de Fokker-Fligere ongeféier bei 13.000 € fir déi dräi Maschinnen läit.

Question 1928 (4.12.2002) de M. Georges Wohlfart (*LSAP*) concernant la détection précoce du cancer de la prostate:

En date du 25 janvier 2002, M. le Ministre de la Santé a répondu à une question parlementaire N°1459 du député Mars Di Bartolomeo et du soussigné (cf. *compte rendu N°3/2001-2002*), relative à la détection précoce du cancer de la prostate qu'«afin de se prononcer sur la faisabilité et l'opportunité de l'organisation d'un programme de détection précoce du cancer de la prostate au Luxembourg, un groupe de travail, composé de représentants des médecins urologues, de la Direction de la Santé, du Laboratoire national de Santé, des laboratoires de biologie clinique, de l'Union des Caisses de Maladie et du CRP-Santé (Cresis), s'est réuni régulièrement, depuis l'été 2000, à la Direction de la Santé. Il vient de présenter un document intitulé «Propositions pour un programme de prévention du cancer de la prostate au Luxembourg».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de M. le Ministre de la Santé quels ont été les résultats des travaux de ce groupe et quelles conclusions ont été retenues? Est-ce qu'une détection précoce telle que décrite est ou sera offerte? Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe un plan de financement?

Réponse (9.1.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable parlementaire se réfère à un document intitulé «Propositions pour un programme de prévention du cancer de la prostate au Luxembourg» dont j'ai fait état de-

but janvier 2002 dans une réponse à une précédente question parlementaire portant sur le même objet.

Le prédit document a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants des médecins urologues, de la Direction de la Santé, du Laboratoire national de Santé et du CRP-Santé. Il a ensuite été synthétisé et finalisé au sein de la Direction de la Santé. Fin novembre 2002 le document a été présenté à la Direction de l'Union des Caisses de Maladie et au Contrôle médical de la Sécurité sociale.

Les organismes de la Sécurité sociale ont montré de l'intérêt pour un dépistage ciblé du cancer de la prostate et sa prise en charge par l'assurance-maladie. Il a été convenu d'élaborer un projet de lignes directrices pour les médecins, valant «références médicales opposables» au sens de l'article 64 CAS.

Ces «références médicales opposables», à négocier dans la suite par l'Union des Caisses de Maladie avec l'AMMD, porteraient notamment sur la détermination de la population cible, la nature des actes diagnostiques à pratiquer, ne se limitant pas au seul test PSA, ainsi que les suites à réserver à un résultat d'examen laissant soupçonner la présence d'un cancer.

Si le programme ainsi conçu devient opérationnel, son financement pour le volet diagnostic et bien entendu pour la prise en charge médicale ultérieure en cas de détection d'un cancer sera assuré par l'assurance-maladie. En revanche la campagne de sensibilisation qui devra précéder la mise en œuvre du programme ainsi que son évaluation ultérieure seront à charge du budget de l'Etat. D'ores et déjà un crédit est prévu à ces fins pour l'exercice budgétaire 2003.

Question 1929 (4.12.2002) de M. Jos Scheuer (*LSAP*) concernant le service ambulancier public:

Ces dernières années, le nombre de transports de malades non urgents a connu une augmentation constante. On a pu constater que les possibilités du service ambulancier public de subvenir à cette demande croissante en sus de ses missions dans le cadre de l'aide médicale urgente étaient limitées. De ce fait, de nombreuses entreprises et sociétés ont tiré profit de cette situation, afin de proposer leurs services pour effectuer ces transports et se sont équipées de véhicules appropriés. Pourtant, il s'avère que le service ambulancier public accepte fréquemment de transporter des malades non urgents, alors que des cas d'urgences se déclarent et de ce fait les ambulances des centres concernés ne sont pas disponibles dans l'immédiat.

A la lumière de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Ministre de la Santé.

Quelles mesures MM. les Ministres entendent-ils prendre afin de remédier à cette situation? Comment entendent-ils garantir aux malades nécessitant des soins médicaux ou chirurgicaux immédiats la disponibilité immédiate d'une ambulance?

Qu'en est-il de la coordination entre les différents établissements hospitaliers en matière de transport de malades?

Réponse conjointe (31.12.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La question de l'honorable député a trait au problème du transport non urgent de patients dans le

cadre du service ambulancier public.

Rappelons d'abord que pour ce qui est du transport ambulancier urgent, la loi du 27 février 1986 relative à l'aide médicale urgente prévoit que seules les ambulances du secteur public sont autorisées à effectuer ces transports.

S'agissant des transports non urgents, il est effectivement exact que leur nombre est en nette progression. Il est dès lors évidemment impératif de garantir la disponibilité des ambulances du secteur public pour les urgences réelles.

Conscient de cette situation, le Gouvernement a inscrit au projet de loi portant création d'une administration des services de secours une réglementation précise concernant le secteur des ambulances privées qui permettra de gérer au mieux l'ensemble des transports urgents et non urgents.

Il importe néanmoins de souligner dans ce contexte que malgré une surcharge réelle des ambulances du secteur public pour des transports non urgents, les services publics ont jusqu'à présent toujours su faire face à la situation et, fort heureusement, toute personne en danger immédiat a pu être prise en charge dans les meilleurs délais par les ambulances du secteur public.

Il est toutefois évident que sans une nouvelle réglementation en la matière, la disponibilité des ambulances du secteur public pour les transports non urgents pourrait s'avérer difficile à l'avenir.

L'honorable parlementaire aimerait encore être informé sur la coordination des différents établissements hospitaliers en matière de transport des malades. Or, en fait, les établissements hospitaliers ne prennent en charge le malade qu'à son entrée à l'hôpital. Ils n'interviennent pas dans le transport des malades. Il est vrai que, pour autant que le transport des urgences est visé, l'ambulance est stationnée auprès de l'hôpital de garde. Un médecin spécialiste en anesthésie réanimation attaché à l'hôpital de garde accompagne l'ambulance vers le lieu où l'urgence s'est produite.

Question 1930 (4.12.2002) de MM. Marc Zanussi et Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le bon fonctionnement des services de l'asbl AMIPERAS:

L'Amicale des personnes retraitées, âgées ou solitaires (AMIPERAS asbl) regroupe plus de 22.000 membres et s'engage depuis de longues années pour les besoins des personnes âgées. Ainsi, par exemple, l'Amiperas offre le service „Vun Dier zu Dier“ depuis juin 1997.

Selon nos informations, il semble que cette association rencontre des problèmes mettant en péril le bon fonctionnement et l'engagement continu des services.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Mme la Ministre quels sont les moyens de soutien que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour garantir la continuation du travail précieux à l'égard des personnes âgées de l'association?

Réponse (24.12.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

1) Le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse verse depuis 1989 un subside à l'Amiperas asbl pour son administration centrale. De 1989 à 1995, ce subside s'élevait à 2.000.000 LUF. Depuis 1996 le subside annuel s'élève à 54.536,58 EUR (soit 2.200.000 LUF).

2) En complément au subside de 54.536,58 EUR, et afin de permettre à l'Amiperas asbl de garantir un travail administratif approprié, le Ministère de Famille renouvelle annuellement depuis 1992 la convention relative à un poste d'employé de la carrière D. En 2001, cette participation financière s'élevait à 55.105 EUR.

3) Depuis 1989, le Ministère de la Famille a conclu une convention avec l'Amiperas asbl en vue d'assurer le fonctionnement de son ancien foyer de jour, évolué en centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées en 1999. En 2001, la participation financière s'élevait à 113.820 EUR.

4) Pour l'année 2003, le renouvellement des deux conventions citées plus haut, ainsi que le versement annuel du subside destiné à l'administration centrale de l'Amiperas sont prévus.

5) Il échet également de noter que l'association peut introduire des demandes de subsides extraordinaires à charge du fonds spécial pour le financement des infrastructures socio familiales.

Aussi, à titre d'exemples, ont peut citer les demandes suivantes:

Club Senior «Um leschte Steiwer»		
- Mise en état du monte escalier	06/04/1999	44.160 LUF
- Subsides minibus	17/04/2001	1.100.944 LUF
- Matériel informatique	12/07/2000	100.000 LUF
- Remplacement mobilier cuisine	31/08/2000	2.200.000 LUF
- 6 fauteuils	04/12/2000	300.000 LUF
- Matériel de nettoyage	20/03/2001	47.467 LUF
- Travaux de raccordement électrique	20/03/2001	64.130 LUF
- Rideaux	20/03/2000	106.000 LUF
- Appareil photo digital	18/04/2001	24.000 LUF
Service «Vun Dier zu Dier»		
- Véhicule	06/04/1999	650.000 LUF

Question 1931 (5.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'information du public des changements législatifs au 1^{er} janvier 2003:

La date du premier janvier donne chaque année lieu à un certain nombre de changements et adaptations dans notre législation et réglementation notamment dans les domaines social et économique (prix), fiscal, etc., ayant des répercussions sur les assurés et les consommateurs.

Dans l'intérêt d'une meilleure information des administrés et consommateurs, M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'une information coordonnée s'impose?

M. le Ministre entend-il charger le Service Information et Presse de cette mission?

Quels seront les changements les plus importants au premier janvier 2003?

Réponse (23.1.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

En réponse à la question parlementaire N°1931 du 5 décembre 2002 de M. le Député Mars Di Bartolomeo, concernant la nécessité d'une «information coordonnée» des administrés, je voudrais me référer à la réponse que j'ai fournie l'année passée à la question parlementaire N°1410 du même auteur (cf. *compte rendu N°5/2001-2002*).

Tout d'abord je voudrais signaler qu'au début de l'année 2003, le site Internet du Gouvernement,

www.gouvernement.lu, a fourni un ensemble d'informations utiles aux administrés et consommateurs, présentées sous forme de rétrospectives. Ainsi le site fournit à l'heure actuelle un aperçu des principales décisions prises par le Conseil de Gouvernement en 2002. En même temps, une actualité gouvernementale avait signalé dès le 1^{er} janvier 2003 les principaux changements au niveau législatif entrés en vigueur à partir de cette date.

Je voudrais également attirer l'attention de l'honorable député au fait que si la date du premier janvier «donne chaque année lieu à un certain nombre de changements et adaptations dans notre législation et réglementation» qui ont, effectivement, des répercussions tant négatives que positives sur les administrés, il ne faut toutefois pas surestimer l'importance de la date du premier janvier dans le contexte législatif et réglementaire. En effet, sauf entrée en vigueur spécifique, une très grande partie de lois ou règlements grand-ducaux tout aussi importants ou intéressants entrent en vigueur tout au long de l'année. Le cas échéant, les membres du Gouvernement assurent dans ce contexte leur obligation d'informer le grand public par l'intermédiaire des médias luxembourgeois. Et en règle générale, la presse luxembourgeoise remplit parfaitement son rôle informatif.

Puis-je rappeler dans ce contexte que, comme je l'ai déjà signalé l'année passée, il est vrai que cette information peut parfois apparaître disparate, mais cela tient au fait «qu'elle passe par différentes étapes institutionnelles et, partant, par différents organes de communication à des moments souvent éloignés dans le temps».

Je voudrais aussi rappeler que vu que le support papier «se prête très peu à l'information ad hoc en raison de démarches administratives et de processus d'impression assez longs», un rôle de plus en plus important incombera dans ce domaine au site Internet du Gouvernement qui vient de connaître une restructuration profonde du point de vue graphique et du contenu dans le contexte de l'introduction d'un système pilote CMS élaboré dans le cadre de e-gouvernement.

Question 1933 (5.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la régression de la consommation interne:

D'après les experts de la Commission européenne, la régression de notre croissance économique ne serait pas seulement due aux problèmes actuels du secteur financier mais également à une régression de la consommation interne.

Comme cependant cette régression coïncide avec la réduction sensible des impôts, une augmentation non négligeable des rentes et pensions, un accord salarial dans la fonction publique et partant avec un accroissement du pouvoir d'achat, j'aimerais connaître les explications du Gouvernement face à cette régression de la consommation interne?

Quels sont les principaux secteurs concernés par cette régression?

Réponse (15.1.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Je vous prie de bien vouloir trouver en annexe une note du STATEC qui analyse en détail l'évolution de la consommation privée en 2002 telle qu'elle se dégage des chiffres statistiques actuellement disponibles (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Je vous prie de noter que votre missive du 5 décembre 2002 m'a été transmise par le Ministère des Finances le 23 décembre 2002 seulement. Le STATEC n'a eu connaissance de cette question que le réveillon de Noël. Je vous demanderais donc votre indulgence quant au délai de réponse.

La réponse du STATEC se résume ainsi:

- Plusieurs éléments justifient le ralentissement prévu de la consommation finale des ménages en 2002, dont le ralentissement de la création d'emplois, le tassement de la progression des salaires, la baisse des revenus du patrimoine (cours boursiers et taux d'intérêt) et le climat économique général.

- Malgré un net ralentissement de la consommation finale des ménages, la progression de celle-ci reste encore importante en 2002, du moins en comparaison européenne.

- Il faut tenir compte aussi du fait que la consommation finale des ménages a peu d'impact sur le PIB du Luxembourg en raison du degré d'ouverture exceptionnellement élevé.

- Le secteur le plus affecté par le ralentissement de la consommation des ménages est le commerce de détail. Des effets négatifs n'ont pas encore pu être observés pour les autres secteurs, à savoir le marché automobile, les services personnels, récréatifs, culturels et sportifs.

Question 1934 (5.12.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'achat d'un airbus A400M:

Geschter huet den däitsche Verdedegungsminister Peter Struck am Bundestag annonciéiert, datt d'Regierung hir Commande vum neien Airbus Arméitranportflieger A400M ëm 13 Stéck reduzéiere géng, op elo nëmmen nach 60 Fligere. Grand fir dese Réckzéier ass déi desolat finanziell Situatioun vun der däitscher Regierung. D'Lëtzebuurger Regierungskoalition hirersäits hat ursprénglech wëlles ee vun dese Militärfligere ze kafen.

Och zu Lëtzebuerg huet sech d'finanziell Situatioun verschlechtert a mam däitsche Réckzéier hu sech och d'Prémissen, ënnert deenen d'Lëtzebuurger Regierungskoalition sech bereit erkläert hat, sech un der europäescher Oprüstung ze bedeelegen, völeg verännert.

Op Grond vun deser neier Situatioun stelle sech folgend Froen:

1. Hält d'Regierung weider, wéi ursprénglech geplangt, um Kaf vun engem Militärtransportflieger fest? Verzicht se ganz drop oder reduzéiert se hiert Kafversprechen op eng einfach Bedeelegung um Kaf oder och just nach un den Entwécklungskäschten?

2. Verdeiert sech duerch d'Reduktioun vun der ursprénglech geplangter Commande de Lëtzebuurger A400M - d'fix Käscht vum der Produktioun bleiwe jo déiselwecht?

3. Mat wéi engem Endkafpréis ass elo ze rechnen?

Réponse (9.1.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de la Défense:

Ier ech op déi dräi konkret Froen, déi mir gestallt goufen, äntweren, wëll ech fir d'éischt verschidde generell Remarke maachen.

An der Erklärung vun der Regierung iwwert déi wirtschaftlech, sozial a finanziell Lag vum Land huet de Statsminister den 10. Mee 2000 an der Chamber deklaréiert, datt Lëtzebuerg, wann et an der NATO a virun allem an der Europäescher Union seng Plaz hale wëllt, och sän Deel un de gemeinsame Stabilitéits- a Friddensstrengungen iwwerhuele muss.

Weider huet hie gesot, datt et d'Absicht vun der Regierung wier, de Prozentsaz, dee Lëtzebuerg vu sengem PIB zu Verdedegungs- a Sécherheetszwecker opréngt, op d'äitlech 1 Prozent eropzesetzen.

Ouni eng stupid Militariséierung wëllen ze bedriewen, well dovun mir Liichtjoren ewech, muss Lëtzebuerg sech d'Mëttele ginn, fir als glafwierdege Member vun der Europäescher Union a vun der NATO d'Stabilitéitsverantwortung an Europa matzedroen.

Aus deesen Iwwerleeungen eraus huet d'Regierung decidéiert, nieft Däitschland, Frankräich, Spuenien, Groussbritannien, der Türkei a Portugal, zesumme mat der Belsch een Transportflieger A400M ze kafen.

Wat elo d'parlamentaresch Ufro vum Deputéierte Jaerling ugeet, wëll ech Folgendes äntweren:

1. Och wann d'finanziell d'Situatioun vum Stat sech am vergaangene Joer net esou positiv entwéckelt huet wéi initial erwaart, sinn eis Statsfinanze ganz gesund.

Ech verweise weider dorop hin, datt d'Liwierung vum Lëtzebuurger Transportflieger A400M fréistens nom Joer 2017 virgesinn ass. D'Uschafungskäschte kënnen also iwwer eng relativ laang Zäit budgétiséiert ginn, an de Statsbudget gétt an deene verschiddene Joren net iwwerméisseg belaauscht.

D'Regierung gesäit de Moment keng Nécessitéit fir op de geplangte Kaf vum A400M ze verzichten.

2. Doduerch datt Däitschland seng Commande vun 73 op 60 Transportflieger reduzéiert huet, ass et méiglech datt de Präis vum Lëtzebuurger A400M sech marginal verdeiert. Ech kann de Moment awer nach keng Zuelen nenne well d'Verhandlung mat dem Fabrikant, der 'Airbus Military Corporation', eréischt Mäerz-Abrell 2003 ofgeschloss solle ginn.

3. De Präis vun Lëtzebuurger Transportflieger A400M gétt mat den Donnéeën, déi elo bekannt sinn, op 107,35 Milliounen Euro chiffriert (konstante Präis Base 1998).

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biber an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollém a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz